

QUARANTE-SCIÈME ANNÉE Nº 13921 -- 4,50 F

MARDI 31 OCTOBRE 1989

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

La menace

page 6

page 9

page 11

en Europe

Une même question

page 13 - section B

hostile à la grâce

de l'ancien milicien,

page 15 - section B

Allianz

des réponses différentes

L'affaire Touvier

M. Arpaillange affirme qu'il était

accordée par Georges Pompidou

des Khmers rouges

« Si je censurais M. Bérégovoy,

je me censurerais moi-même »

et le gouvernement

Le secrétaire général du PC

réclame un cautre pouvoir »

Ecoliers musulmans

Inquiétude à Battambang dans l'ouest cambodgien

La « rentrée » de M. Barre

M. Marchais

Bien que perdant des voix au profit des communistes

Les socialistes espagnols conservent Pour la

troisième fois... FELIPE GONZALEZ a la sagné son pari d'extrême justesse: les socialistes espagnols conservent mais avec un siège seulement — la majorité absolue aux Cortès. Les risques étaient limités puisque ni à gauche ni à droite le chef du gouvernement n'affron-

tait de candidat crédible, et que, même minoritaire, face à une opposition divisée, son maintien au pouvoir était assuré. Aussi bien, d'ailleurs, le PSOE avait-il largement fondé sa campagne sur l'argument selon lequel il était seul en mesure d'assurer au pays la stabilité d'ont il a besoin en particulier pour se préparer à l'échéance du marché unique européen de 1993.

Programme and the

was to the second

where 1/2 is the section $\epsilon_{\rm s}$

-

94,917

Lane

regard and

- -

200

12 to 4 1 1 1 1 1

19 Sec. 20

....

14 to 14 to

M. Gonzalez peut donc se féliciter de la confiance que, pour la troisième fois consécutive, les électeurs viennent de lui manifester. Les résultats du scrutin ne l'autorisent pour eutant à aucun triompha Depuis sa première victoire en 1982, le PS espegnol a en effet perdu près de trois millions de voix, et, même si cette hémor-ragie ne l'a pas conduit à la défaite elle témoigne d'une usure du pouvoir dont il faudra bien un jour tirer les conséquences. Devenu plus « cen-triste » qu'à ses origines, incar-nent pour un nombre croissent d'Espagnols une certaine garan-tie de sécurité, le parti s'est inévitablement éloigné de son ancienne base ouvrière. On le savait déjà depuis le divorce intervenu entre le gouvernement et la grande centrale syn-dicale UGT d'obédience pour-

A COLUMN TO THE COLUMN TO THE

AlS l'un des enseigne-ments les plus intèressants de la consultation de des voix s'est effectué au profit du Parti communiste, composante essentielle de la coalition de gauche unie, qui voit dou-bler, par rapport à 1986, le ntage des votes en sa faveur. Un exemple qui pourra prêter à réflexion pour d'autres PC européens, qui ne sont pas précisément sur la même voie...

Si une recomposition du paysage politique s'amorce donc en Espagne – et pas seulement à gauche, car le bon comportement du Parti populaire (conservateur) est encourageant pour son jeune et nouveau leader, — M. Gonzalez n'en a pas moins les mains libres, comme il le souhaitait, pour poursuivre una politique de rigueur qui a porté d'incontestables fruits depuis sept ans, et fait gnole, comme M. Gonzalez sime le souligner, l'une des plus performantes d'Europe, avec un taux de croissance de l'ordre de

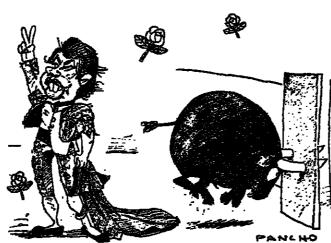
A tâche sera cependant esrdue pour un premier ministre qui devra faire face à des revendications sociales au passé, et certainement encouragées par le succès électoral des communistes. S'y ajouteront, à en juger par le progrès formations régionalistes - et pas seulement au Pays basque. pas seulement au Pays de sque,
des préoccupations de type
nouveau sur les relations entre
le pouvoir central et les régions.
Parti « hégémonique », le PS
espagnol pourrait être amené,
s'il veut conserver ses chances dans quatre ans, à trouver les voies d'un nouveau type de dis-logue avec ses interiocuteurs sociatix ou ∢ autonomistes ».



la majorité absolue

Pour la troisième fois consécutive depuis 1982, le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) a remporté la majorité absolue aux élections générales qui avaient lieu, dimanche 29 octobre. La formation de M. Felipe Gonzalez perd cependant huit sièges, et près de 5 % des voix par rapport à 1986.

Ce recul paraît avoir essentiellement profité au Parti communiste, dont la représentation au Parlement fait plus que doubler.



Lire nos informations page 3

23 morts, 300 blessés

Un violent séisme secoue la région d'Alger

La région située dans le nord de l'Algérie, entre Alger. Cherchell et Blida a été secouée, le dimanche soir 29 octobre, par un seisme de magnitude 5,7 sur l'échelle de Richter, suivi d'une première réplique de magnitude 4,5. Dans la matinée du 30 octobre, on avait dénombré 23 morts et près de

Dans la même région, à El-Asnam, un séisme comparable avait fait 3 500 morts en 1980.

ALGER

de notre correspondant

Il était 20 h 10 précises, dimanche 29 octobre, lorsqu'Alger s'est mise à trembler, en même temps qu'un sinistre craquement déchirait l'air. La première secousse, d'une magnitude 5,7 sur l'échelle de Richter, a jeté des milliers d'Algérois apeurés dans la rue. La frayeur commençait à peine à s'estomper qu'une deuxième seconsse survenait une vingtaine de minutes plus tard, d'une magnitude de 4,5 celle-là. La panique n'était pas loin. Des parents couraient, serrant leurs enfants contre eux. Des embouteillages commençaient à se for-

mer un peu partout, chacun tentant de s'éloigner le plus vite possible des immeubles. Mais où aller? La raison, heureusement l'emportait et le calme revenait progressivement, même si de nombreux Algérois faisaient le choix de passer la nuit à la belle étoile.

Le choc principal et sa première réplique ont été suivis pendant deux heures d'une trentaine d'autres répliques plus faibles certes, mais sensibles.

La région comprise entre Cherchell et Tipasa, à environ 80 kilomètres à l'ouest d'Alger, a été le plus sévèrement touchée.

Lire la suite page 14 - section B

dans la Mixte FRÉDÉRIC FRITSCHER Le groupe d'assurances

allemand autorisé à prendre 20 % dans le groupe de M. Fournier page 25 - section C

entre la CEE et le tiers-monde Echec des négociations

Les relations

sur les nouveaux accords de Lomé page 25 - section C

Assemblée de l'aurdes

Les évécues élaborent un cathéchisme pour adultes page 16- section B

RÉGIONS

Une autoroute à travers la forêt d'Orléans

page 44 - section C <Sur le vif> et le sommeire complet

se trouvent page 48 - section C

JOHANNESBURG

de notre correspondant

a stupéfié les participants eux-

Une immense ovation pour

salver la fin du discours de Wal-

ter Sisulu, héros parmi les héros

de ces gigantesques retrou-

vailles, dimanche 29 octobre,

avec leur peuple, des dirigeants

du Congrès national africain

Les manifestations à Prague

Craquements en Tchécoslovaquie

La police anti-émeutes a dis persé, samedi 28 octobre, dans les rues de Prague, plusieurs célébraient, au cri de ∢ liberté l >, le soixante-etonzième anniversaire de la création de la République tchécoslovaque. Rude Pravo, annoncé des poursuites judiciaires contre 149 des 355 menifestants interpellés.

Mais, au-delà de la répression et du refus du dialoque per un régime totalement figé. l'opposition tchécoslovaque voit dans la mobilisation croissante de l'intelligentsia et dans le flottement à la base du parti, à quelques mois de son prochain congrès prévu en mai, des signes supplémentaires de l'isolement du pouvoir.

> Lire page 4 le reportage de Sylvie Kauffmann

une « répétition générale » avant la — probable — libération de Nelson Mandela (ANC) récemment libérés. Un ce rassemblement dans le but de événement historique.

L'ANC sort de l'ombre

60 000 nationalistes noirs au stade de Johannesburg :

Peut-être le plus important rassemblement politique jamais Le tout nouveau stade de football de Soweto s'est littéralement cas, le premier depuis l'interdicmis à vibrer sous les trépidations on, il v a presque trente ans, de de soixante mille personnes l'organisation nationaliste. Queldebout dansant le toyi-toyi, le que chose qui était totalement rythme révolutionnaire des townimpensable il y a encore deux ships; accompagné de halètements rauques. Toute une foule, ondulante, se balançant d'un L'ANC sort de l'ombre. Pas pied sur l'autre, dans un élan qui

officiellement certes, puisque la manifestation a été organisée par le Comité national de réception des prisonniers libérés, le 15 octobre. Le mouvement d'Olivier Tambo et de Nelson Mandela reste interdit, comme l'a rappelé, la semaine dernière. le gouvernement. Les autorités ont, néanmoins, donné leur feu vert à

tester la bonne volonté d'une organisation qualifiée de terroriste mais avec laquelle le chef de l'État, M. Frederik De Klerk, vu en Afrique du Sud. En tout a manifesté le désir d'entamer le dialogue si elle se déclare en faveur de solutions pacifiques. Néanmoins, cette fête fut bien

celle de l'ANC et de son allié de toujours, le Parti communiste sud-africain (hors-la-loi depuis 1950) dont la bannière ornait la tribune officielle, sans parler des dizaines de drapeaux rouges frappés de la faucille et du martean qui flottaient dans l'assembiée. Quelque chose a décidément changé au pays de l'apartheid, où, auparavant, le communisme était l'ennemi qu'il ne fallait tolérer à aucun prix.

MICHEL BOLE-RICHARD Lire la suite page 8

Le conflit des impôts et l'Etat archaïque

Outre des augmentations de salaires, les grévistes réclamaient des moyens de travail modernes L'administration saura-t-elle s'adapter à ses nouvelles tâches ?

Que la grève des fonction-naires du ministère de l'économie et des finances, commencée il y a cinq mois dans les services des impôts, se termine rapidement ou qu'elle se prolonge, ici et là, ne changera plus grand-chose. Les pouvoirs publics sont allés au bout des concessions, en matière de rémunérations notamment. Mais les fonctionnaires des finances auraient tort de s'esti-

mer battus on incompris: leur mouvement a atteint, peut-être même dépassé, leurs espérances. L'Etat sort, en effet, ébranlé du conflit. Ebranlé dans sa conviction d'avoir bien géré une longue période d'austérité, commencée au milieu de l'année 1982, et non encore achevée.

Non que les choix faits il y a sept ans d'un resserrement progressif des dépenses publiques et d'un freinage de l'augmentation des rémunérations soient reniés ou même critiqués. Au contraire.

Le doute, qui ébranle la bonne teur privé. « Nos machines à conscience d'un Etat générale- écrire sont vieillottes, et nous ment peu enclin à se remettre en question, porte sur le contenu d'une modernisation et la durée d'une rigueur imposée sans limite dans le temps et qui, ces der-nières années, se sont traduits, dans bien des cas, par une dégradation du service public.

Les grévistes ont beaucoup insisté – plus que les syndicats qui les représentent - sur leur attachement au service public et sur leur désarroi, parfois leur fureur, de voir celui-ci se détériorer, faute de moyens; pas sculement des locaux plus spacieux, ou, simplement, plus propres, mais aussi tous ces moyens modernes de recherche, de transmission, de reproduction, de classement de l'information, que l'informatique et l'électronique rendent faciles et dont est maintenant abondamment doté le sec-

n'avons même pas la possibilité de transmettre des télex et des télécopies. » Cette critique des grévistes a été peu entendue, étouffée qu'elle était par les revendications salariales que brandissaient les syndicats.

ALAIN VERNHOLES Lire la suite page 26 - section C

CHAMPS ÉCONOMIQUES

La CEE

et les pays de l'Est Les trois courants de la pensée économique 🗨 Les inves-

tissements étrangers aux Etats-Unis • La chronique de Paul Fabra: «Le surplace commupages 27 à 30 - section C

<u>Denoë</u> New York : ses rites, ses modes, ses codes

A L'ÉTRANGER: Algéria, 4,50 DA; Merce, 5 ch.; Turninia, 800 m.; Allemengra, 2 Det; Autriche, 20 sch.; Belgique, 30 fr.; Carnada, 1,96 \$; Antilles/Réssion, 7,20 F; Côte-d'horine, 426 F CFA; Denemark, 11 kr.; Espegna, 180 ps.; Grèce, 180 dc.; Mineda, 90 ps.; Rolles, 1800 bc.; Libya, 0,400 DL; Lecumbourg. 30 fc.; Mornège. 12 kr.; Pays-Bos. 2,25 ft.; Portugal, 140 esc.; Sénégal, 336 F CFA; Schole, 12,50 cs.; Senine, 1,80 fc.; USA (MYL, 1,50 \$; USA (others), 2 g.



Résistance

Témoignage pour Daniel Cordier

par Stéphane Hessel

E toutes les réactions que suscitera la biographie monumentale que Daniel Cordier consacre à Jean Moulin. la plus injuste serait de lui attri-buer une intention polémique (1). Il suffirait, pour s'en convaincre, de lire attentivement la préface où il analyse avec une rigueur et une lucidité exemplaires ses propres motivations; mais il est à craindre que les réactions plus ou moins scandalisées seront le fait d'hommes profondément sensibles à tout ce qui touche à « leur » Résistance et qui ne liront dans ces textes, d'une étognante densité, que les passages qui les irritent.

Certains ne sont-ils pas allés jusqu'à « oublier » qu'ils l'y ont

Ceux qui, comme moi, ont connu l'engagement sans réserve de Cordier à Londres dès les premiers jours de la France libre, qui ont pu mesurer son rôle personnel auprès du délégué du Comité national tout au long de sa mission de coordination de la Résistance, qui l'ont fraternellement retrouvé en 1958, ardent, désintéressé, parmi les fonda-teurs du Club Jean Moulin, éprouvent d'abord le besoin de porter témoignage de sa vail-lance et de sa modestie.

aux auteurs de téléfilms, font

appue un gouvernement qui se refuse à la facilité, qui connaît la

fragilité de notre redressement éco-

l'ouverture si proche du marché

unique et au processus d'intégra-tion monétaire et financier qui

s'accélère. Mais elle attend aussi de lui aujourd'hui de nouvelles ini-

tiatives sociales, aussi étroitement

liées que possible à des mesures de

redressement économique.

Mesures qui ne peuvent vaincre les

résistances que si le gouvernement

s'adresse à la nation pour lui faire

comprendre les enjeux, les moyens et les étapes de l'action. Nul ne peut sous-estimer les difficultés d'une telle tâche; mais cetui qui

aura le courage de l'entreprendre

convaincra l'opinion et la classe

politique elle-même de ses qualités

d'homme d'Etat. Et si rien n'est

entrepris, ou si l'échec est brutal, le pays entrera dans une phase d'agi-tation sociale et de déséquilibres de

plus en plus dangereux.

ne si seul l'intérêt individuel

Nous retrouvons le même engagement total, le même effacement de soi au profit des faits. dans l'enquête approfondie à laquelle Daniel Cordier a coml'œuvre de Jean Moulin, trentequatre ans après sa mort.

Documents irréfutables

S'approvant sur des documents irréfutables, elle nous éclaire sur la famille, la formation, le cheminement intellectuel et politique da premier haut fonctionnaire à s'être mis à la disposition du général de Gaulle. Elle nous prépare à comprendre le rôle exceptionnel que ce jeune préfet, imbu des vertus républicaines. acceptera de jouer dans la phase décisive de la conquête par de Gaulle de sa légitimité aux yeux des Alliés. Elle nous révèle comment, au cours de quelques conversations en octobre et novembre 1941, les deux hommes forgèrent la stratégie qui devait fonder cette légitimité sur l'allégeance de toutes les forces de la résistance intérieure au seul chef alors libre de l'incarner au grand jour.

Cordier s'est engagé dans cette minutiense enquête parce qu'il avait été profondément choqué par les accusations calomses portées contre Jean Moulin par un authentique héros de la Résistance, Henri Frenay, en 1977. Mais, partant de là, de même qu'en rejoignant à l'âge de dix-neuf ans la France libre, il ne sonhaitait que servir sa patrie, de même en accumulant et dépouillant les dizaines de milliers de documents pour jeter toute la lumière sur le coordinateur de la Résistance il n'a voulu servir que sa nouvelle patrie, l'Histoire. Au profit de laquelle il a abandonné ce qui était sa patrie d'élection, la peinture.

A le voir plonger ainsi avec un acharnement qui ne nous étennait pas de sa part, mais qui nous épouvantait quelque peu, dans la recherche historique à laquelle sa formation ne l'avait pas pré-paré, ses amis ne cachaient pas leurs craintes: irait-il jusqu'an bout? Cette somme qui devenait d'année en année plus volumineuse serait-elle lisible? Trouverait-elle un public? Mais rien ne le détournait de son projet, et, à chaque étape, il découvrait de nouveaux trésors. Telle la figure tout à fait passionnante du père de Jean, Antonin Mou-

Bref, c'est lui qui avait raison. Ecrivant non pour un public friand de mythes ou de coups fourrés, mais en vue d'une comaissance aussi scrupuleuse-

ment exacte que possible de la substance et de l'enchaînement des faits, Cordier ne redoutait pas de soumettre ses lecteurs à une longue éprenve. Ceux qui aborderont ses six volumes dans cet esprit, ceux qui absorberont des maintenant les trois cent trois pages de sa préface trouveront des réponses à bien des questions que les intermitguées dans l'ombre à mesure que s'éloignaient les drames de la guerre et que la Résistance entrait dans la légende. Aux déformations des uns. aux omissions des autres il oppose l'irréfu-tabilité des faits et des documents. A la légende il préfère la

et clivage

Alors apparaissent des don nées trop souvent oubliées : le rôle de l'état-major du général de Gaulle, du BCRA, la faiblesse de ses moyens, les inévitables frictions entre services britanniques et France combattante. Et le clivage évident entre ceux de Londres et ceux de France. Clivage envenimé par la difficulté des communications, la lenteur des échanges, la pénurie des moyens de lizison, l'action dévastatrice de la Gestapo et des trai-

D'un côté les agents de la France combattante, conscients d'avoir à convaincre à tout prix les alliés de donner leur confiance non à Pétain, non à Darlan, non aux ralliés tardifs de Vichy, mais à ce général au caractère ombrageux, au patrio-tisme exigeant, décidé à maintenir intact l'honneur national.

De l'autre des résistants héroiques, exposés aux dangers quoti-diens de la clandestinité et de la répression, qui se sentaient investis d'une mission gloricuse pour laquelle ils ne recevaient pas, pensaient-ils, l'aide dont ils avaient besoin.

Ces obstacles à la compréhension mutuelle, Cordier, mêlé qu'il était dans une fonction cruciale à leur dépassement quotidien, nous en fait remarquablement comprendre la complexité. Et si, aux heures décisives de février-mars 1943, la Résistance enfin rassemblée a pu être pour de Gaulle la source irréfutable de sa légitimité et, donc, de l'honneur retrouvé de la France, c'est à Jean Moulin et à l'équipe qui l'entourait de son dévouement et de sa modestie que nous

Le candidat socialiste

Tangers and the same of the sa

Tanta Can a management of the second of the

The construction of the co

=

beneficierait d'acces

Stéphane Hessel est ambassa-

(1) Le Monde des 20 et 28 octobre.

Qui paie pour l'environnement ?

par Jacques Vernier

ques parlementaires européens ont regretté la modicité du budget regrette in modicite du buiget communautaire de l'environne-ment (0,2 % du budget européen). Or ces chiffres reflètent parfois mal l'ampleur des dépenses publi-ques réclies. En France, par exam-ple, les six agences de l'eau, vérita-ble fer de lance du ministère de l'environnement ca matière de lutte contre la pollution des eaux, ont à elles seules un budget 1989 de près de 4 milliards de francs.

donc quatre fois supériour à celui du ministère! Mais puis-je surtout exprimer, avec force, que l'action des pou-voirs publics en matière d'environnement ne saurait se mesurer à l'aune de son budget « environnement ». Lors d'un colloque à la Sorboune en juin dernier, un mili-tant écologiste remarquait, comme pour s'en indigner, que le budget « covironnement » de l'Etat fran-« covironnement » ue i reat mair çais était inférieur au budget « environnement » d'une grande : industrie chimique française qu'il avait citée. Je sui avais demandé

E même que l'on peut regretter la modicité du budget français de l'environnement (0,06 % du budget national), certains de mes collè
environnement : « Qui pollue environnement : « Qui pollue environnement : « Qui pollue environnement : » paie ». En conséquence, ce qui me paraît devoir être mesuré est l'ampleur des dépenses consenties par les communes, les industries, voire les particuliers pour la défense de l'environnement, pour lutter contre le bruit, la pollution des caux, de l'air, des sols, la destruction des habitats naturels, etc.

Cinq actions

En fait, un ministère de l'environnement, flit-il français ou curopéen, est d'abord et avant tout un ministère de réglementation, obligeant à faire et non pas faisant lui-même. Bien sûr, les pouvoirs publics ont besoin d'un budget (dont le montant n'est certes pas du tout indifférent) pour avoir an moins cinq types d'actions à pro-prement parler publiques :

1. - l'Etat (et l'Europe) doit contrôler la réglementation qu'il édicte. Nous manquons d'inspecteurs des sites ou d'inspecteurs des établissements polinaris. A l'éche-lon européen, on a raison de dénoncrire dans leur droit national les lois européennes pourtant obligatoires;

2. – l'Etat (et l'Europe) doit mieux mesurer l'état de l'environ-nement et son évolution: mesures de la pollution des rivières, des piages, réseaux de mesure de la pollution de l'air, observatoires du patrimoine naturel doivent faire l'objet de financements accrus (au niveau européen, le projet CORINE entre dans ce contexte; < système coordonné d'informations sur l'état de l'environne-

3. - l'Etat (et l'Europe) doit intensifier ses recherches: il n'y a pas un seul des grands problèmes écologiques de l'heure (pluies acides, couche d'ozone, effet de serre, pollution des océans, etc.) où un re se plaigne supérament de pre on ne se plaigne amèrement de nos maigres connaissances scientifiques. Ne lésinons pas sur les programmes de recherche! An niveau européen, les programmes de recherche STEP (Sciences et technologies pour la protection de l'environnement) et EPOCH (climatologie et risques naturels), et dotés de moyens financiers importants, sont une heureuse et indis-

pensable initiative de la Comme-

4. - l'Etat (on l'Europe) a besoin bien sur de bien gérer les patrimoines naturels dont il a la responsabilité ou dont il est même propriétaire. Les crédits accordés anx parcs nationaux ou au Conservatoire du littoral doivent être revalorisés;

5. – l'Etat (ou l'Europe) peut être enfin amené à intervenir financièrement pour réparer les dom-mages antérieurs parfois massivo-ment créés à l'environnement, lorsque les auteurs de ces dom-mages, les « pollueurs », ont dis-paru, ou sont inconnus, ou sont usoivables. Récupérer des boues et des sédiments polinés au fond d'un lac, nettoyer les sois souillés par des métaux lourds, éliminer des décharges sauvages, reconstituer des zones et des habitats naturels dégradés, le cas échéant prendre des mesures planétaires de sauve-garde, toutes ces missions de réparations pouvent être, assurén de la responsabilité et da devoir des pouvoirs publics.

cadres généraux de la société.

Mais le développement est toujours une combinaison d'investissement économique et de participa-tion sociale. La France est-elle condamnée à passer d'un déficit d'investissement à un manque de participation sociale?

système économique inter-il, au début des années 70, la

France a sacrifié l'investissement à

récis, mettant en danger son avenir,

amorçant son déclin. Quelques voix courageuses, celle de Raymond

Barre, puis celle de Jacques Delors,

dénoncèrent cette politique irres-ponsable. Depnis 1985, le courage

et la rigueur se sont imposés.

L'investissement reprend, un coup

d'arrêt est mis an recul de la

recherche publique et, surtout,

l'entreprise, longtemps ignorée ou

méprisée, reçoit enfin l'attention et

l'estime qu'elle mérite.

Le temps n'est-il pas venu pour elle de se comporter enfin comme une grande nation industrielle, c'est-à-dire de mettre en œuvre, vite et bien, des politiques à la fois économiques et sociales, qui asso-cient au progrès de la production qui exige un progrès en quantité et en qualité des investissements une amélioration des salaires, des conditions de vie et des relations de

Il fant donc associer progrès de la production et de la productivité et amélioration des salaires et des conditions de travail. Le problème se pose en des termes très difféits dans le secteur privé et le secteur public. Dans le premier, la dif-ficulté principale tient à la faiblesse des syndicats.

Chacun a noté que le laxisme salarial fut l'œuvre de la droite et la rigueur économique celle de la gauche. La Grande-Bretagne de gauche. La Grand Confirme aujourd'hui les enseignements du gouvernement français de 1974-1976. La faible capacité de négo-

consommateurs sous forme d'inflasi vite adaptée à la nouvelle d'assurer l'équilibre de sa société, conjoncture économique des années 70, c'est parce que l'Etat, les entreprises et les syndicats savaient négocier au niveau natio-nal. La faiblesse des syndicats, si souvent décrite, vient de ce qu'ils ont toujours été plus intéressés à proposer un contre-modèle de société qu'à augmenter leur propre capacité de négociation, qui sup-pose une certaine acceptation des

ciation des syndicats crée la

menace de crises sociales incontrô-

lables et pousse les entreprises à

céder et à passer la note aux

France

Rétablir l'équilibre de la société

par Alain Touraine

A travers l'étrange expérience

de la cohabitation, la France a ren-

pour aborder dans de bonnes condi-

de savoir combiner progrès écono-mique et progrès social.

Climat

d'immoralité

avec le climat d'immoralité qui s'est installé ces dernières années.

Une société qui ne parle que

d'argent accepte implicitement que s'accroissent les inégalités sociales,

alors qu'il est urgent, en France, de les réduire. Les idées à la mode ne

font de l'entreprise qu'un stratège

financier, et bien rares sont les voix

qui, comme celle de M. Antoine

Riboud, rappellent que dans la ges-

tion d'une entreprise la négociation des demandes sociales a autant

d'importance que la conquête des

Le déclin des anciennes idéolo-

gies et des grandes théories a fait qu'une grande partie des forma-

marchés internationaux.

Ce qui impose aussi d'en finir

Agents de l'Etat

Du côté public, la difficulté est inverse : les statuts et l'absence d'autonomie des services publics et des administrations gênent la modernisation. L'informatisation de masse de grands services administratifs n'a pas eu les effets qu'on pouvait prévoir sur l'emploi, et l'Etat ne s'est pas montré capable d'organiser la mobilité de sa maind'œuvre, des secteurs qui doivent reculer vers ceux qui doivent pro-

On est affligé de le voir prendre des mesures comme le nonaplacement général d'un agent sur trois ou quatre, ce qui ne gêne pas les services pléthoriques et étrangle ceux qui doivent être en croissance rapide, comme la recherche et les hôpitaux. Les difficultés à surmonter sont immenses Le manvais accueil fait par les enseignants à des projets limités de réforme l'a amplement démontré. Le corporatisme est le plus grand obstacle à l'amélioration des salaires et des conditions de travail dans le secteur public. Mais c'est à l'Etat que reviennent, forcement, ici les responsabilités principales.

Le Monde

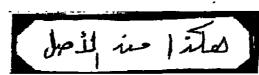
Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication Anciens directours: Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Corédacteur en chef : Claude Sales Administrateur général : Bernard Wouts

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 08 T6l.: (1) 42-47-97-27 Telex MONDPAR 650572 F; Télécopieur : (1) 45-23-08-81





ETRANGER

ESPAGNE: bien qu'obtenant la majorité absolue

Les socialistes ont perdu des voix au profit des communistes

Les résultats définitifs

Voici les résultats définitifs, portant sur la totalité des bulletins de , des élections du dimanche 29 octobre aux Cortes (entre parenthèses

VOIX (%)

7,91

9,05

1,06

Les socialistes espagnols l'ont emporté aux élections législatives du dimanche 29 octobre, les cinquièmes depuis le rétablissement de la démocratie en Espagne. Ils obtiennent leur troisième maiorité absolue successive, maigré un sensible recul au profit des communistes, qui ont plus que doublé leur représentation parlementaire. La participation au vote a été d'environ 70 %, très proche du niveau des législetives antérieures, il y a trois

MADRID

de notre correspondant

Le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) est passé, par rapport à 1986, de 44,3 à 39,5% des voix, et de 184 à 176 sièges, c'est-à-dire le seuil même de la majorité absolue. L'usure du pouvoir commence donc à se faire sentir en son sein après sept ans de gouvernement, même si les socia-listes resteut toujours, et de loin, la première force politique du pays, avec 15 % de voix d'avance sur le principal parti d'opposition.

Le PSOE avait fondé sa campagne électorale sur l'idée que l'Espagne a aujourd'hui besoin d'une majorité stable pour affronenropéenne. Ce n'est finalement que vers 4 heures du matin, après un éprouvant «suspense» et de multiples rebondissements, que le munipes recondissements, que le ministre de l'intérieur, M. José Lins Corcuera, a pu officiellement amencer que cet objectif était atteint. Quatre heures plus tôt, en présentant les premiers, résultant presentant les premiers, résultant provisoires, le vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra, attribuart encore à sa formation quatre sièges de moins que la majorité absolue. Il avait toutefois précisé que, même dans ce

dimanche 29 octobre, pour élire

leur conseil municipal et leur

Giubilo, contraint de démission-

ner au mois de mai dérnier à la

de notre correspondant

« Ce n'est plus une élection,

cas, la responsabilité de gouverner appartiendrait aux socialistes, une coalition de toutes les formations d'opposition, de droite comme de gauche, étant très difficile à ima-

Le recul des socialistes est évidemment du à l'agitation sociale récurrente, que conneît l'Espagne depuis maintenant plus de deux ans, et à la fronde syndicale. C'était la première fois d'ailleurs que la centrale socialiste UGT (Union générale des travailleurs) avait pas appelé à voter en faveur du « parti frère » à une élection législative. Les dirigeants de l'autre grande centrale, les Commissions ouvrières, avaient, eux, fait campagne en faveur des communistes. Le résultat de ces législatives tend à cet égard à confirmer la lente mutation du « profil » sociologique de l'électorat socialiste, le PSOE perdant l'essentiel de ses voix en milien urbain et ouvrier, au profit des

Ces derniers apparaissent comme les grands vainqueurs du scrutin. La coalition Gauche unie,

le nombre de sièges dans la Chambre sortante).

PARTIS

Parti socialiste ouvrier (PSOE)

Parti populaire (PP, conservateur) ...

Centre démocratique et social (CDS)

Gauche Unie (IU)

Convergence et Union (Catalogne) . .

Parti national basque (PNV)

Herri Batasuna (coalition basque proche de l'ETA)

Enskadiko Eskera (sationista baque) 🐍

Eusko Alkartasuna (minuista buqua)

Parti andalou

Autres partis régionalistes

ITALIE: élection municipale

Le candidat socialiste à la mairie de Rome

bénéficierait d'accords en coulisse

ques dissidents socialistes - la 4,6 à 9 % des voix, et de 7 à 17 sièges. Certes, elle tire profit des caractéristiques du système electoral espagnol, une proportionnelle fortement corrigée, qui amplifie de manière spectaculaire, an niveau des sièges, certains déplacements de voix. Mais il n'en reste pas moins qu'il s'agit là d'un

bond en avant pour un parti com-muniste qui s'était débattu durant

de longues années dans une interminable crise interne. Son nouveau leader, M. Julio Anguita, a réussi à refaire l'unité du parti et à capitaliser à son profit le mécontentement syndical. Il a d'ores et déjà annoncé que sa coalition avait bien l'intention de « se faire remarquer » au Parlement et de s'y faire l'écho des revendications que défendent dans la rue les syndicats. La Gauche unie multiplie notamment par trois

A droite, la principale formation d'opposition, le Parti popu-

106

17

18

.5.

(105)

(19)

(7)

(18)

(6)

(2)

(0)

(0)

(4)

le nombre de ses voix à Madrid.

tione et social de l'ancien prési-

marquée, en outre, par une pous-sée des options régionalistes, qui entraînera une plus grande frag-mentation du Parlement et qui reflète une certaine insatisfaction à l'égard des formations d'implantation nationale. Tandis que les nationalistes catalans conservent leurs 18 sièges de 1986, et que l'ensemble des formations nationslistes basques maintiennent, elles (13 sièges), les nationalistes andalous et valenciens font leur entrée anx Cortès avec 2 représentants chacun. Les régionalistes àragonais et canariens, de leur côté, obtiennent chacun 1 siège.

29 octobre devrait avoir globalement pour effet de dynamiser lité!

niveau antérieur, passant de 26,1 % à 25,8 % des voix et de 105 à 106 sièges. Certes, le Parti populaire ne semble pas encore en mesure d'inquiéter réellement les socialistes. Mais ce résultat n'en satisfait pas moins ses dirigeants, car il montre que la crise de succession, ouverte par le départ du « leader historique » du parti, M. Manuel Fraga, est désormais close. Désigné il y a deux mois à peine comme dauphin, M. José Maria Aznar a réussi à faire remonter la pente à un parti hier encore en chute libre dans tous les sondages. Il lui reste maintenant à démontrer qu'il est davantage capable que son prédécesseur de

Montée des régionalismes

« mordre » sur l'électorat cen-

Un electorat centriste d'ailleurs davantage à sa portée, après le nouveau recul du Centre démocradent M. Adolfo Suarez, qui va de revers en revers. Il passe cette fois de 9,2 % à 7,9 % des voix et de 19 à 14 sièges, et se trouve donc devancé par les communistes. Le parti de M. Suarez n'a toujours pas réussi à consolider son espace politique et électoral, après son alliance au niveau municipal avec le Parti populaire, qui lui avait fait perdre l'appui de ses partisans le plus à gauche, et ses multiples va-et-vient idéologiques.

La consultation de dimanche est

quelque peu la vie parlementaire. Certes, le maintien de la majorité absolue socialiste exclut, a priori, tout imprévu. Mais le PSOE devra toutefois compter avec une opposition plus multiforme et plus active, qui l'obligera à se garder à la fois sur sa gauche et sur sa droite, alors que la conjoncture économique de « surchauffe » ne peut certainement pas inciter le futur gouvernement à la prodiga-

Le résultat des législatives du

La Hongrie est libre de quitter le pacte de Varsovie

déclare un responsable soviétique

Un responsable soviétique a déclaré, dimanche 29 octobre, que la Hongrie était libre de quitter le pacte de Varsovie. « Nous respecterons le choix des Hongrois de toute façon. Nous n'avons pas peur de ces changements», a précisé M. Nikolai Chichline, membre du département international du comité central du Parti comministe soviétique, chargé des pays de l'Est, au cours d'une émission de la chaîne de télévision américaine

A la question de savoir si Buda-pest était libre de quitter le pacte de Varsovie, M. Chichline a répondu : «Sûrement.» Mais il a immédiatement ajouté : «Jusqu'à présent les responsables hongrois ont déclaré qu'ils étaient prêts à rester au sein du pacte de Varso-

Interrogé sur l'évolution de la situation en RDA, M. Chichline a affirmé que les choix devaient être faits par les Allemands eux-mêmes. Mais, a-t-il ajonté, «il est nécesl'Europe ». A la question de savoir si le mur de Berlin devait tomber, il a répondu : « J'espère que tout

A Yverdon (Suisse), d'autre part, les ministres des affaires étrangères de quatre pays neutres d'Europe (Suisse, Autriche, Fin-lande et Suède) se sont réunis samedi 28 octobre pour coordonner leur aide à la Hongrie et à la Polo-gne. M. René Felber, conseiller fédéral suisse, a précisé que cette aide sera accordée « dans le cadre du groupe des vingt-quatre [les pays de l'OCDE] et sous la coordi-

nation de la CEE, qui a été man: datée pour cela ». auter pour ceta r.
Les pays neutres ont également
souhaité la nomination d'un responsable neutre pour la coordination
de l'aide à la Pologne et à la Hongrie, ce coordinateur venant s'ajouter à deux autres qui devraient être ter à deux autres qui devrateut etre nommés par le groupe des vingt-quatre. Au sujet de l'aide à l'Union soviétique, M. Felber a affirmé: «Les pays neutres sont prêts à par-ticiper à ce qui pourrait être demandé par l'Union soviétique, pas tant dans le domaine économi-que ou financier que dans le domaine culturel ou politique.»

Le vice-président Quayle : gare à la finlandisation

A Berlin-Ouest, enfin, M. Richard Cheney, secrétaire américain à la défense, a estimé samedi que le mur de Berlin était un symbole de l'échec de la direction politique de la RDA et qu'il devait tomber. M. Cheney visitait l'ancienne capitale du Reach avant de se rendre le même jour à Rome, où il doit séjourner jusqu'à mardi, dans le cadre d'une tournée de vingt jours en Europe.

De son côté, le vice-président américain, M. Dan Quayle, a accusé dimanche M. Gorbatchev de vouloir « finlandiser » l'Europe, lorsqu'il affirme souhaiter une orsqu'il attirme sonnaite; une maison commune » européenne. « C'est une ruse », a déclaré M. Quayle à la chaîne de télévision NBC, les Soviétiques « tentent en réalité d'étendre lueur influence de l'Europe de l'Est à l'Europe de l'Ouest, et essentiellement d'en faire partir les Etats-Unis. » — (AFP.)

URSS

L'ancien responsable des affaires religieuses accuse le parti, le KGB et l'Eglise orthodoxe de s'être opposés aux réformes

moscou (APP). – M. Konstan-tin Khartchev, l'ancien président du conseil pour les affaires reli-gieuses soviétiques (sorte de minis-tre des cultes en URSS), qui a perdu son poste au début de l'été, accuse l'appareil du parti, le KGB et aussi certains membres de la hiérarchie de l'Eglise orthodoxe d'avoir obtens sa mise à l'écart parce qu'ils trouvaient sa politique en matière de liberté religieuse en URSS beaucoup trop audacieuse.

M. Khartchev sort de son silence pour la première fois dans un entre-tien publié par l'hebdomadaire réformiste Ogoniok. Selon lui, « les deux ou trois responsables des affaires religieuses au comité central du parti n'acceptent pas que l'on dise que le socialisme et l'Eglise sont compatibles ». Il note qu'un décret signé en 1988 par le premier ministre et supprimant 90 % des effectifs du conseil des affaires religieuses « n'est toujours pas appliqué » et que « chacun a conservé son poste ».

M. Khartchev affirme qu'on avait déjà teuté d'obtenir son départ au moment des festivités du millénaire de l'Eglise orthodoxe en 1988, en cherchant à prouver qu'il avait été corrompu par l'Eglise orthodoxe. Une enquête avait été ouverte par la commission de contrôle du parti, et il avait été

"Un des membres du bureau politique, poursuit M. Khartchev, THERRY MALINIAK m'a demandé ensuite de démis-

sionner, en me disant que je n'avais pas su trouver un langage commun avec l'appareil idéologique, avèc les « volsias » [nom donné au KGB, dont le siège est proche de celui du comité central]

M. Khartchev explique encore que l'intervention de certains membres de la hiérarchie orthodoxe l'Eglise », est due « à la lutte pour le pouvoir qui se déroule actuelle-ment au sommet de cette Eglise ». Le patriarche Pimen de toutes les Russies est, en effet, impotent, et le problème de sa succession va bientot se poser.

Enfin, selon l'ancien ministre des cultes, le respect des accords de Vienne sur les droits de l'homme rend inéluctable la légalisation de l'Eglise uniate d'Ukraine occidentale, rattachée de force à l'Eglise orthodoxe par Staline, en 1947, «Ce qu'il faut, c'est éviter la confrontation entre partisans des deux Eglises», ajoute-t-il.

La diffusion de cet entretien, estiment les observateurs, semble destinée à faire contrepoids aux résistances dans le parti et dans l'Eglise orthodoxe à l'autorisation de l'Eglise uniate. Elle pourrait être confirmée par M. Gorbatchev à l'occasion de sa rencontre avec le pape Jean-Paul II, le 1= décembre au Varican.



. # ≛[#]

pour Daniel Cordie

c'est le carraval de Rio l » Rome l'Eternelle est sur le point de s'offrir un nouveau maire. Et c'est un orfévre, le numéro un du Parti socialiste italien, M. Bettino Crani, qui qualifiait ainsi récemment la consultation communale en principe la plus importante du pays. Jugement sévère, mais juste. Aucun électeur sensé, parmi les 2,3 millions de citoyens romains appelés aux urnes, dimanche 29 et limit 30 octobre, n'oserait prétendre le contraire : sanf improbable miracle, la joute politique en cours dans la capitale administrative du «beau pays», la plus acharnée, la plus ruineuse, la plus démentielle que la cité ait jamais connue, n'aura finalement pas plus de consequence sur le mal-vivre cross-sant de la «ville des villes», qu'une samba endiablée sur la santé d'un moribond.

Tous les sondages le prédisent: le prochain maire de Rome sera démocrate-chrétien comme le pré-cédent, ou communiste comme le

Les danseurs, pardon, les candi-dats au grand carrousel électoral, rendu nécessaire après la démission forcte - pour cause de concussion - de l'ancien maire démocrate-chrétien en mai dernier, sont plus nombreux que jamais : I 485 pour 88, sièges de conseillers commu-80, sièges de conseillers communaux et 5 950 pour 500 sinécures champion national de ski nauti-

Plus de 2 340 000 électeurs tions. Parmi les vingt-trois listes en compétition, îl y a les adeptes de «Rome cité sexuelle» sur le proremains ont commencé à voter, gramme desquels on ne s'étendra pas. Les volontaires réunis dans «L'envie de vivre», les «retraités» nouveau maire, qui succédera probablement pantouflards au démocrate-chrétien Pietro puisqu'ils ont fait scission avec les autres «Retraités unis pour la chasse et la pêche», les «ména-gères» qui veulent donner du balai, les jeunes mélomanes associés dans la liste dite da «Rock pour gran-dir». Et enfin, il y a l'inévitable liste des «summohilistes» qui à suite d'une affaire de concusliste des «automobilistes» qui, à juste titre, réclament des parkings et un moratoire pour les contraven-

> Bien sûr, à ce véritable catalogue des frustrations du Romain moyen, écœuré par la dégradation rapide des conditions de vie dans sa cité, il faut ajouter tous les partis dits sérieux, qui proposent généreu-sement leurs services au Capitole, siège du conseil communal. Les grands postulants promettent grosso modo et à partir de demain de raser gratis. Qu'importe si che-cun d'eux a participé ou au moins a entériné par passivité l'étrangle-ment de la cité.

Faire oublier l'affairisme

précédent de celui-ci, ou socialiste comme l'ancien chef du gouverne-ment centriste, M. Bettino Craxi. Son candidat, M. Franco Carraro. a d'ailleurs toutes ses chances, diton, puisqu'il est actuellement ministre du tourisme et des specta-

d'environ 14 % à 15 % des voix seulement? Ce n'est pas un problème, puisque la Démocratie chrétienne - en chute libre, mais encore assurée de récupérer 28 % à 30 % des voix romaines - aurait décidé de passer la main en faveur de ses alliés socialistes.

L'idée de la plus puissante orga-nisation politique italieune serait d'essayer pendant quelques années de faire oublier tout cet affairisme, ce clientélisme, cette incompétence crasse, bref toute cette fange dans laquelle le Capitole a bien failli sombrer corps et biens. Querelle inédite dans l'histoire des relations entre le grand parti « d'inspiration catholique » et la hiérarchie vaticane, le cardinal Poletti, vicaire et de facto pro-consul de Rome, a conseillé aux électeurs de faire encore une fois le « sacrifice » de voter pour la Démocratie chrétienne, « même avec répu-guance... ». En échange de son « soutien », le prélat, jugeant la situation assez grave pour se mêler ouvertement de politique, a obtenu de la DC qu'elle renouce au moins à son premier projet qui était de représenter aux éjecteurs l'ancien maire démissionnaire...

L'idée vensit d'un homme considéré, à tort ou à raison, comme le véritable maître des Sept Collines, M. Vittorio Sbardella, dit « le requin ». Ancien militant fasciste, homme d'affaires paissant, patron de la DC romaine, et proche du premier ministre, M. Julio Andreotti, « le requin » vient ainsi de subir un léger revers. Nul ne doute qu'il s'en remettra. Les institutions religieuses ne possèdent-elles pas encore un bon quart du parc immobilier de la cité éter-

PATRICE CLAUDE



PRAGUE

de notre envoyée spéciale Il ne faisait pas bon avoir moins

de vingt-cinq ans et le cheven d'une longueur non réglementaire, dimanche 29 octobre, sur la place Venceslas : impossible alors d'échapper au contrôle d'identité, d'âment relections de la contrôle de la contrôle de la contrôle de la contrôle d'identité, d'âment relections de la contrôle d'identité de la contrôle d'identité d'identité de la contrôle d'identité de la contrôle d'identité d'identité de la contrôle vée par les très assidus policiers qui arpentaient les trottoirs de cette majestneuse place - en fait une large avenue, dominée par la statue de Saint-Venceslas, devant le Musée national

Bien que nombreux, les policiers n'étaient d'ailleurs pas seuls à arpenter les trottoirs : plusieurs centaines, des milliers peut-être de Praguois, déambulaient, mine de rien, sur le coup de 15 heures, du haut en has de la place. Parmi eux, les policiers en civil, qu'on pourrait pres-que dire en uniforme civil tant ils sont repérables à leur allure peu avenante, leurs baskets, jeans et blousons de skal, et qui vont tou-jours par deux, faisaient leur travail, empêchant les photographes de photographier, les caméras de filmer et repérant les potentiels fauteurs de trouble. Queiques rues plus loin, des dizaines de véhicules de transport des unités anti-émeutes avaient été discrètement regroupés. Mais les hommes aux matraques

et casques blancs n'ont pas eu à intervenir dimanche. Il a manqué à ces milliers de « promeneurs » tchèques l'audace, l'étincelle, les meneurs aussi sans doute, qui, la veille, à la même heure au même endroit, avaient transformé le centre de Prague en un foyer de protes-tation, d'où montaient les slogans « Liberté », « Jakes dehors », « Havel », « Masaryk » (1), « Elections libres Les meneurs sont en prison et l'ordre, mais un ordre pré-caire, a repris ses droits jusqu'à la prochaine occasion, qui devrait être logiquement le vingt et unième anniversaire de la mort de l'étudiant Jan Palach, le 16 janvier prochain.

Le secrétaire général Milos Jakes et son équipe, dirigeants d'un régime issu de l'écrasement, en 1968, du «Printemps de Prague» par les chars soviétiques, doivent désormais affronter ce genre de manifestations à intervalles réguliers. Samedi 28 octobre, jour anniversaire de la création de la Répu-blique tchécoslovaque de 1918, ils ont été cinq mille, six mille, dix mille peut-être à crier leur hosti-lité, davantage en tout cas que les

A 15 heures pile - l'heure indi-quée dans l'appel à manifester lancé par six groupes d'opposition, — une partie de la foule de plus en plus compacte qui «circulait», malgré

les magasins fermés, place Ven-ceslas, s'est massée au pied de la dix-huit ans, emmené par deux poli ciers pas plus vieux que lui, agrippé statue, en commençant à scander « Liberté ». Jaillie d'un groupe de manifestants et signée du mouvement d'opposition HOS (Mouveà sa seule arme : un drapeau to coslovaque, dont les rues ont pour rant été officiellement pavoisées.

« Voltà le communisme total, primitif », maugrée un homme d'une quarantaine d'années, qui observe ment tropposition ricos (motivo-ment pour la liberté civique) une banderole rouge provoque un éclat de rire général : « Nous ne permet-trons pas la subversion de la Répu-blique » — c'est un slogan officiel et le titre d'un récent éditorial vengeur le spectacle derrière une rangée de casques blancs.

de Rude Pravo, l'organe du parti. Les manifestants auront dix

minutes de liberté, dix minutes avant que la police anti-émeutes n'intervienne. La aussi, il y a du

nouveau : la tactique policière a radicalement changé. Alors que l'an dernier pour la même occasion, la place était fermée au public depuis

la veille, les véhicules de la police et les canons à eau stationnés bien en évidence dans les rues voisines et les

chiens policiers de sortie, cette fois-ci le dispositif policier était beau-coup moins impressionnant.

Moins violent aussi, il n'en a pas moins été d'une redoutable effica-

cité. Les policiers anti-émentes,

déployés subitement en très grand

nombre, comme surgis de nulle part, ont repoussé la foule, à coups de matraque lorsqu'il le fallait, vers

les rues adjacentes, fractionnant la masse des manifestants en petits

groupes, interpellant des dizaines

de personnes : 355 au total, précisera l'agence officielle CTK, dont

17 étrangers, parmi lesquels deux journalistes hongrois. Au détour d'une rue, l'image d'un garçon de

Plusieurs premient la parole en

Quelques centaines de personnes se regroupent devant l'hôpital Na se regroupent devant l'hopital Na Frantisku, où est hospitalisé depuis jeudi, sous la garde de la police, le dissident Vaclav Havel — qui, contrairement à des informations données vendredi, ne semble pas avoir, en fait, quitté sa chambre. avoir, en rain, quitte sa cuantore. Son frère et sa belle-sœur seront d'ailleurs interpellés à leur tour et retenus pendant plusieurs heures alors qu'ils lui rendaient visite.

Un pouvoir qui panique

Selon un scénario maintenan bien connu, des groupes se reconstituent ensuite dans la vieille ville, et jusque sur les bords de la Vitava.
Place de l'Armée-Rouge par exemple, devant la faculté de philosophie, deux mille à trois mille maniestants se retrouvent peu avant 17 heures, bloquant la circulation et se dirigeant vers le pont qui condnit au château, siège de la présidence de la République, baigné d'une brume de décor de cinéma. « Sym-bolique, relèvera l'opposant Petr Uhl, qui réapparaît chez lui pour s'occuper de ses enfants après avoir appris l'interpellation de sa femme, Anna Sabatova. Ici les manifes tants ne marchent pas sur le comité central, ils vont toujours au château, siège des rois de Bohème. » Mais, cette fois-ci non plus, ils n'arriveront pas à franchir le pont. Subitement, les véhicules janne et blanc déboulent, déversant des hordes de policiers, sous les applandissements ironiques de la foule, qui siffle et crie « Gestapo! » à chaque

interpellation. La foule, ce n'est pas seulement des jeunes, mais également des vieilles dames respectables qui crient aussi fort que leurs petits-fils, et même quelques cadres en cos-tume cravate. Une foule sans leaders, qui lance des slogans au hasard, qui ne saisira pas un seul pavé dans des rues qui, pourtant, n'en manquent pas, qui entame même parfois le dialogue avec les policiers. C'est aussi, comparée à celles de Leipzig ou de Budapest, une bien petite foule. Pour la Tchécoslovaquie, c'est beaucoup, commente, décu, un intellectuel, mais ce n'est toujours pas assez. Aux yeux du pouvoir, cela veut dire que le mécontentement est encore davantage à l'état de sentiment

qu'à celui de passage à l'acte. » Bref, des manifestants rêvés. Mais même cela n'est pas tolérable pour M. Jakes, dont le régime conti-nue de stigmatiser invariablement ces - tentatives de déstabilisa-

« Dans un sens, c'est triste à dire mais nous sommes moins coura-geux que les Allemands de l'Est », observait an lendemain de la mani festation un artiste connu, qui s'était d'ailleurs gardé d'y partici-per... • Mais l'important, ce n'est pas le nombre de manifestants. l'important, c'est la pression des intellectuels qui s'intensifie. Et dans ce pays, traditionnellement, c'est l'intelligentsia qui a joué le

rôle moteur. 🛪 Outre la pression croissante de l'intelligentsia, y compris dans les milieux officiels, un autre signe encourage la plupart des analystes à penser que l'immobilisme de M. Jakes ne va pas durer indéfiniment : la baisse de moral au sein du Parti communiste, sensible jusque dans les discours et textes officiels.

Les discours officiels font état de difficultés croissantes sur le plan économique, ce qui constitue un signe très inquiétant pour le régime, dans la mesure où le niveau de vie relativement décent assuré jusqu'ici à la population lui permettait de tenir le méconte

Le fruit est mûr, pense Obroda (Renouveau), groupe de quelques containes d'anciens communistes exclus du parti après le « Printemps de Prague ». Dans un appel qu'il vient de lancer aux membres du PCT, ce mouvement, auquel appar-tient par exemple l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Jiri Hajek, appelle les vrais réforma-teurs à s'unir. « La réforme et le processus démocratique ne peuvent pas passer en dehors du parti, dit ce texte. La transition vers la démo-cratie n'est pas possible par le renversement du pouvoir actuel ni par la prise du pouvoir par l'opposi-tion. L'expérience des forces démocratiques socialistes en Hongrie et en Pologne est précieuse. Nous vou-lons faire la démocratisation du pays avec vous, camarades. »

SYLVIE KAUFFMANN

DIPLOMATIE

Le «sommet des Amériques» confirme l'isolement du Nicaragua

SAN-JOSÉ

de notre correspondant en Amérique centrale

Le coup d'éclat du président nicaraguayen Daniel Ortega, mena-cant vendredi 27 octobre de mettre fin au cessez-le-fen en vigueur dans son pays depuis 1988 du fait d'une recrudescence des meutrières atta-ques de la Contra antisandiniste, n'a ques de la Contra antisandiniste, n'a pas troublé les retrouvailles de l'Amérique latine et des Etats-Unis les 27 et 28 octobre à San José. Le « sommet des Amériques » avait été convoqué pour célébrer le centième anniversaire de l'avènement de la démocratie an Costa-Rica. Vingt-deux ans après la réunion de Punta-de-l'Este en Urugnay (qui avait été organisée par les Etats-Unis du président Johnson pour faire le point sur le plan de développement économique dénommé « Alliance pour le progrès », Alliance pour le progrès», Washington et ses alliés latino-américains, qui avaient répondu à l'invitation du président Oscar Arias, ont entrepris, selon M. George Bush, d'établir « une nouvelle relation fondée sur le respect mutuel ».

« L'attitude des Etats-Unis a beaucoup changé au cours des der-niers mois, a reconnu le président uruguayen, M. Julio Maria Sangui-netti. M. Bush nous consulte. Par exemple, il m'a appelé deux fois pour connaître mon point de vue sur la situation au Panama. Entre 1967 et aujourd'hud, nous sommes passés du militantisme anticommuniste à la lutte pour la démocratie. La majorité des pays alors invités dans mon pays — une vingtaine — étaient des dictatures. Cette année, avec le scrutin qui aura lieu au Chili en décembre, tous les gouvernements d'Amérique du Sud seront le produit d'élections (1).»

Six thèmes étaient à l'ordre du jour : démocratie, développement, dette externe, drogue, déboisement et désarmement. Les États-Unis out toutes les raisons d'être satisfaits : les désaccords qui ont pu surgir sur les problèmes de la dette ou de l'iné-gainé des échanges ont été esca-motés par les déclarations du prési-

dent nicaraguayen. M. Ortega a fait en effet l'unani-mité contre lui. Le président social-démocrate vénézudien, M. Carlos Andres Perez, a ainsi exprimé sa

· profonde préoccupation », et a

invité son collègue à recourir aux métanismes internationaux prévus dans le plan de paix pour l'Améri-que centrale, en particulier à la force des Nations unies (ONUCA, en cours de constitution), qui sera chargée d'empêcher les infiltrations au Nicaragua des douze mille gué-rilleros installés dans des camps situés au Honduras.

ا المشتقودة الم<u>شاري المستوي</u>ة المارة المتعقب المستويدة.

L'opposition nicaraguayenne représentée à San-José par M= Violeta Chamorro, candidate à la présidentielle, voit dans les menaces du gouvernement sandiniste une tenta-tive de remise en question des élec-tions du 25 février prochain. Ortega prend prétexte d'une aggravation de la situation militaire pour géner nos déplacements dans les zones rurales où la populadans les zones rurates où la popula-tion nous appuie de plus en plus massivement », a affirmé le candi-dat de l'opposition à la vice-présidence, M. Virgilio Godoy.

Les présidents latino américains

1.1

ont pris le parti de ne pas faire de déclarations publiques trop sévères à l'égard du Nicaragua, dans l'espoir de convaincre les sandi-nistes de revenir sur leur décision. Ainsi, l'Argentin, M. Carlos Menem, qui avait joué au tennis avec M. Bush samedi, a-t-il fait une escale dimanche dans la capitale nicaraguayenne. Un jugement sévère est également venu du public, nombreux et chaleureux, public, nombreux et chaleureux, qui acclamait les cortèges lors de leurs déplacements: seul le président Ortega a été hué. Il a donc dû éviter des bains de foule que ses collègues, y compris M. Bush, ont pris à plusieurs reprises. Même le président d'extrême droite du Salvador, M. Alfredo Cristiani, s'était mêlé aux Costericieus massés sur la nouaux Costariciens massés sur la nouvelle « place de la Démocratie » où avait lieu la cérémonie de clôture. M. Ortega, quant à lui, s'était éclipsé avant la manifestation pour rentrer à Managua.

BERTRAND DE LA GRANGE

(1) Quaire pays à gouvernement non démocratique n'avaient pes été invités: le Chili, Cuba, Harti et Panama. Les chefs de quaire autres Etats ont invoqué un emploi du temps chargé pour ne pas faire le voyage: ceux du Mexique, du Paraguay, du Pérou et du Surmam. Le préadent du Guatemala a, lui, boudé le sommet, estimant que son collègue costaricien lui avait volé l'idée d'une telle renconre.

CHINE: l'ancien président Nixon en visite privée

Pékin rejette sur Washington la responsabilité des mauvaises relations actuelles

Recevant à Pékin, samedi 28 octobre, l'ancien président Richard Nixon, en visite privée en Chine, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Qian Qichen a longuement insisté sur le fait que, « au moment où les relations sino-américaines traversaient une passe difficile et critique, il (M. Nixon) se rendait pour la sixième fois en Chine, fournissant cinsi une nouvelle preuve de ses qualités de visionnaire en matière politique, et de son courage ».

· Les présentes difficutés bilatérales ne correspondent pas à ce que nous souhaitons et ne sont pas de notre fait », a poursuivi le ministre, pour ajouter : « Nous espérons sincèrement que le gouvernement américain prendra en compte l'ensemble de la situation et qu'il l'ensemole de la situation et qu'il adoptera une attitude positive de manière à ce que les relations reviennent rapidement sur la voie d'un développement normal. - Ces relations sont à leur niveau le plus bas depuis que les Etats-Unis se sont joints à leurs partenaires occidentent pour reles tes ventes dentaux pour geler les ventes d'armes et les relations à hautniveau avec la Chine, après la répression sanglante du « printemps de Pékin ».

M. Nixon a publiquement souligné les dangers - à ses yeux - de voir les Etats-Unis épouser une attitude trop rigide vis-à-vis de Pékin, se démarquant ainsi de la ligne dure préconisée par le Congrès. L'ambassade des Etats-Unis à Pékin s'est refusée à commenter cette approche. Elle a tou-tefois rappelé que le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, avait déclaré que le président Bush prendrait connais avec intérêt de l'analyse que ferait M. Nixon à son retour.

4.6

. . . .

Celui-ci devenu, depuis son pardon par le président Ford, une sorte d'éminence grise des administra-tions républicaines, vient de se voir consacrer un film documentaire rappelant les événements de Watergate, dans lequel M. Nixon, sans être réhabilité, voit son personnage considérablement adouci. Le film a été diffusé dimanche par la chaîne ABC, alors que M. Nixon effectuait sa visite en Chine.

Rome réagit avec virulence à la campagne lancée par Tripoli

Violente campagne libyenne contre l'Italie, tentative avortée d'une « marche sur Rome » de la part de centaines de Libyens, assassinat d'un Italien près de Tripoli: les relations entre les deux pays traversent une passe agitée qui a amené Rome à multiplier communiqués et mises en garde assurant le colonel Kadhafi de la «fermeté » avec laquelle le gouverne-ment italien répondra dorénavant à ses manifestations d'hostilité.

Deux événements ont amené Rome à réagir aux provocations du guide de la révolution libyenne ». D'une part, les débordements aux-quels ont donné lieu la tentative, par les Libyens, de fêter en Italie même le soixante-dix-huitième anniversaire de l'invasion italienne de la Libye (alors sous domination ottomane) (le Monde du 27 octo-bre), appuyés par des manifesta-tions à Tripoli et des déclarations

virulentes du colonel Kadhafi exigeant le versement de « dédomma-gements ». D'autre part, le meurire près de Tripoli d'un ressortissant italien, sur lequel le « guide » a ironisé vendredi en souhaitant, pour tout commentaire, que la victime ait en une bonne assurance sur la

Samedi, le gouvernement italien a vivement réagi à cette succession d'événements, assurant qu'il « répliquerait comme il conviendra » à la campagne politique lancée par le colonel Kadhafi et exigeant « toute la lumière » sur l'assassinat de Roberto Ceccato. La police italienne a, en outre, dépêché trois représentants pour participer à l'enquête sur la mort du technicien de trento-cinq ans, tué de deux balles et dont le corps a été partiellement brûlé. — (AFP, AP, Reuter.)

RDA: la recrudescence des manifestions

Psychothérapie de groupe à Berlin-Est

Des dizaines de milliers de personnes se sont de nouveau rassemblées dans plusieurs villes de RDA au cours du weekend. A Berlin-Est, des responsables du parti et de la police ont participé à une réunion publique, au cours de laquelle ils ont dù affronter les questions les plus audacieuses.

de notre envoyé spécial Ce qu'il en sortira ? Personne ne le sait très bien encore, mais c'est à une véritable psychothérapie de groupe que se livre l'Allemagne de l'Est, où il n'est plus une ville sans manifestation. Pas une municipalité qui ne se fasse fort d'inviter ses concitoyens au grand déballage public. Pas un journal qui n'y consacre des pages entières. A Leinzig, un nouveau rassemble ment était prévu pour lundi 30 octobre. Mais le record du week-end a été battu à Planen, où quarante mille personnes s'étaient rénnies, samedi après-midi, devant l'hôtel de ville. Plusieurs dizaines de milliers d'autres se sont rassemblées à Rostock, à Karl-Marx-Stadt, et bien d'autres villes

Berlin-Est pouvait-il demeurer en reste? Depuis le début des évé-nements, la vitrine de la RDA a eu ello aussi ses manifestations, mais elle n'a ismais réuni les immens foules des grandes villes du Sud. Ce dimanche 29 octobre, c'est le maire en personne, M. Ehrard Krack, qui avait lancé l'invitation. Ils étaient venus à plusieurs milliers – vingt mille, selon les organisateurs – devant l'hôtel de ville en prioces et dans les trois briques rouges et dans les trois salles du Palais des congrès, sur

l'Alexanderplatz. Sur le perron de la mairie, avaient pris place, autour du maire, de nombreux officiels, dont les chefs de file à Berlin-Est des différents partis officiels, le chef de la police en grand uniforme ou le président de l'Union des écrivains, M. Hermann Kant. Mais l'homme important était sans conteste le responsable du parti pour Berlin-Est, M. Günter Schabowski, membre du bureau politi-que, qui s'est confirmé, ces der-nières semaines, comme étant l'un des chefs de file de la tendance réformatrice.

Un feu roulant de avestions

D'emblée, le premier interve-nant donne le ton du débat, prenant à partie M. Schabowski sur la prétention du Parti communiste à maintenir son rôle dirigeant. Pendant près de cinq heures, les responsables présents se verront ainsi confrontés à un feu roulant de questions sur les sujets qui hantent leurs concitoyens : du comporte-ment du parti à celui de la police, du rôle des organisations commu-nistes dans l'enseignement à l'inter-diction des groupes politiques, de la question des voyages à la revendication d'élections libres. A la moindre tentative d'esquiver une question, le public manifeste son impatience. Un appel est lancé pour une minute de silence à la mémoire des fugitifs tués sur le mur ». Des centaines de mains se lèvent immédiatement. En revan-

che, un appel au droit de grève suscite une nette réprobation. Il y a là des gens venus de toutes les professions, de tous âges, des membres du parti, des militants d'opposition, des sans-partis. On se cède aux micros, et beaucoup déclinent leur nom, leur profession.

s'affichant comme militants de Neues Forum, le principal mouvement d'opposition. Plusieurs des responsables seront sur des charbons ardents, aucun n'échappera à l'autocritique. Souvent interrompu, le chef de la police, interrogé sur le comportement de la police lors des manifestations des 7 et 8 octobre, finit pas s'excuser « des souf-frances corporelles et morales » infligées. Le sujet ne sera épuis qu'après la promesse du maire d'instituer une commission d'enquête. Le président de la com-mission de révision du parti, vieux militant de la lutte anti-nazie. déclenche des huées de rires en affirmant : « Jusqu'à présent, je

tout était en ordre. » Véritable maître de cérémonie, Schabowski a éludé bon nounbre de questions, notamment une demande, très appréciée du public, de suppression de la Stasi, la police politique, en rappelant qu'il ne peut pas décider sur le champ. Il en a cependant profité pour soigner son profil de réformateur en lais-sant ouverte la question de la légalisation de l'opposition, pour laquelle on pourra trouver e de nouvelles formes d'expression. En affirmant aussi que « le combat continue à la direction du SED »

sur les réformes à venir. Le chef du parti à Berlin était d'ailleurs dimanche sur tous les fronts, recevant également le maire de Berlin-Ouest, M. Momper, venu en voisin prendre part à un office religieux, accompagné d'un des dirigeants du SPD ouest-allemand, M. Horst Ehmke. Signe des temps, les deux hommes se sont longue-ment entretemis, au cours de leur visite, avec des représentants de

HENRI DE BRESSON



4, rue de Châteaudun 75009 PARIS 242.85.54.34 227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS 248.21.60.21 (1) Premier président de la Répu-

AMÉRIQUES

Mexique : le crépuscule de « Don Fidel »...

Le premier bilan du président Salinas s'accompagne d'une remise en question d'un syndicalisme officiel ébranlé par la crise économique.

M. Carlos Salinas doit prooncer mercredi 1" novembre et pas sculement le président Salinas, âgé de quarante et un traditionnel « informe » par noncer mercredi 1" novembre le traditionnel « informe » par lequel les présidents du Mexique rendent compte, chaque la CTM est, avec la confédération année, à leurs compatriotes de des paysans (CNC) et celle des l'état de la fédération. Le jeune chef de l'Etat pourra se montrer des irois secteurs qui composent organiquement le Parti révolutionraisonnablement optimiste – naire institutionnel (PRI) an pou-alors qu'il avait commencé son mandat, le 1ª décembre 1988. dans des conditions plus que difficiles.

MEXICO

de notre envoyé spécial

Quelques frémissements suggè-rent que le Mexique pourrait bien-tôt sortir du marasme où il est enlisé depuis de début des années 80. Naguère comme assommés par la baisse du pouvoir d'achat et la montée du chômage, les Mexicains, se demande-t-on en haut lieu, ne vont-ils pas retrouver, avec l'embellie, une vive combativité ? Quant au mouvement syndical, se refera-t-il une jeunesse pro-pre à le reconfirmer dans sa qualité de pilier de la « révolution institu-tionnalisée » ? Ou bien les données de base du régime n'auraient-elles pas, avec la crise, été bouleversées au point d'obliger la Confédération des travailleurs (CTM) à reconsi-dèrer sa position au sein d'un système politique qu'elle a bien servi plus d'un demi-siècle durant, mais avec lequel elle n'est plus sur la même longueur d'onde depuis qu'en 1985-1986 y a triomphé le

L'histoire du syndicalisme mexicain se confond quasiment avec celle d'un bomme : M. Fidei Velas-quez, secrétaire – presque sans interruption depuis un demisiècle - de cette CTM qui, avec ses quatre millions de membres ses quatre millions de membres revendiqués (et sans doute trois millions réels), est la principale centrale du pays. Né en 1901, « Don Fidel », comme on le dénomme, avait donc neuf ans lorsqu'éclata la révolution; seize quand a été approuvée la Constitution reconnaissant, en son célèbre article 123, la protection de la main-d'œuvre ouvrière et agricole par la journée de huit heures, un salaire minimum. le droit de grève salaire minimum, le droit de grêve et celui de créer des syndicats; vingt-deux ans lorsque, ancien commis de ferme, il constitua l'union des travailleurs du lait du district fédéral de Mexico; trente quand fut publiée la première loi édérale du travail réglementant les relations patrons-salariés; trente-cinq lorsque, avec une demidouzaine de camarades, il fonda la CTM; quarante, enfin, lorsqu'il en devint le secrétaire général.

Le flésu de la balance nationale

C'est dire que Don Fidel surclasse de loin son homonyme cubain (Fidel Castro) pour le titre de plus ancien homme public latino-américain! Au Mexique, ce quasi-nonagénaire relègue évidem-ment tous les politiciens au rang de

battu dans sa tentative de favoriser un syndicalisme « indépendant » c'est-à-dire davantage dépendant de lui-même et moins du secrétaire de la confédération! Le boom pétrolier de 1978, au sortir de la première et très grave alerte écono-mique de 1976, avait, en outre, conduit les syndicats à exiger – et

de - davantage d'énergie - ; mais il

ne dénonce pas le parto...
Dès lors, les reculs syndicaux se sont additionnés. Ainsi, depuis le début de la crise, des dizaines de conventions collectives ont-elle été révisées, y compris dans des branches réputées combatives, en vue de favoriser la « productivité » et

suprême intelligence (à la diffé-rence de ses grands prédécesseurs Luis Morones ou Lombardo Toledano) d'éviter les tentations minis-térielle ou présidentielle, il aura été, des décennies durant, le stéau de la balance nationale.

Il a été le «faiseur de rois» - celui sans l'aval de qui ancun aspirant à la direction du pays n'avait ses chances - et aussi l'homme sans le feu vert duquel l'homme sans le seu vert duquel aucun président installé ne pouvait déterminer sa politique économique. L'actuel ministre du travail, M. Arsenio Farell, qui, en théorie, devrait voir en lui son principal adversaire, ne tarit pas d'éloges sur ce « grand patriote » et nous consesse volontiers, en riant, avoir beauconn aupris de ce « grand de l'actuel de la consesse beaucoup appris de ce « sac à

Or, depuis le début des années 80, la belle mécanique s'est grippée. Non que Don Fidel ait vicilli : les aus ne semblent avoir aucune prise sur cet homme droit comme un « I », fumant un éternel cigare, au visage impassible sous le cigare, au visage impassible sous le casque des cheveux blancs. Dans les cercles officiels, on ne dit d'ail-leurs pas, « lorsqu'il sera mort », pour évoquer l'inéluctable, mais : s'il meurt... ». Pourtant, l'œuvre de Don Fidel est déjà, en un sens, dépassée. La contestation du personnage s'enfle, de droite et de gauche, même s'il est vrai que nul n'ose envisager de changement de son vivant (son numéro deux, M. Blas Chumacero, n'est-il pas, d'ailleurs, lui-même nonagépaire ?).

Lorsque la crise économique a éclaté, en 1981-1982, les pouvoirs

lors, même si Don Fidel a en la ils l'avaient obtenu - un renforcement de l'emprise de l'Etat sur l'économie, et du contrôle, pour-tant déjà très jourd, qu'ils exercent

De cruelles déceptions

Mais les années 80 allaient apporter leur lot de déceptions cruelles... Tout d'abord, en 1981, M. de la Madrid fut choisi pour successeur par le président Lopez Portillo (1976-1982), coutre le sentiment de la « vieille garde » syndi-cale et politique de la « révolution institutionnalisée », laquelle tenait ce sévère économiste pour un tech-nocrate dénué de fibre sociale. Puis la crise financière, par quoi com-mença, en 1982, la débacle, contraignit à une politique d'austérité jamais rapportée depuis.

Les leaders syndicaux y ont perdu une de leurs facultés tradi-tionnelles : celle de négocier, avec le subtil appui du pouvoir politi-que, des augmentations (on du moins des garanties) de salaires et des avantages divers. M. Velas-quez, des lors, a usé de toute sa capacité réthorique : Oni, affirmait-il en substance, les sacri-fices exigés sont inévitables, pour le bien du pays, et ils sont également temporaires. De fait, aucune grève générale, aucune «émeute de la faim» n'a marqué ces terri-

Mais un écueil plus préoccupant encore pour le syndicalisme mexicain a surgi récemment. Les ajuste-ments conjonctuels étant appares définitivement insuffisants au gou-vernement de M. de La Madrid, celui-ci entreprit d'opérer un virage structurel. L'entrée dans le GATT, le 1^e janvier 1986, signala que le pays avait choisi l'ouverture sur le marché mondial ; et la privatisation, en 1988, de la compagnie Aeromexico marqua, plus claire-ment encore que les centaines de dénationalisations de PME opérées depuis 1983, un tournant en faveur du « moins-d'Etat ». La désignation, fin 1987, de M. Carlos Salinas, alors ministre du budget et défenseur résolu de la nouvelle orientation comme candidat à la présidence, confirma l'option néo-libérale des instances supérieures

C'était bien là une révolution contre cette - revolucion » désormais fort mythique, dont M. Velas-quez demeure le paladin un peu ambigu et l'ultime témoin encore en activité. Le leader de la CTM allait-il, dès lors, se révolter? L'habitude, devenue chez lui seconde nature, de toujours « coller » an président, a été la plus forte : Don Fidel grogne, mais fina-lement se range. Le pacte de stabilité économique, en vigueur depuis la fin de 1987, se révèle-t-il très désavantageux pour les salariés dont les rémunérations ne suivent

la • flexibilité », deux maîtresmots du moment. Cela se fait soit par la négociation lorsque les direc-tions syndicales sont acquises aux idées nouvelles (chez les telefonistas au printemps dernier), soit en mettant à profit une fermeture d'entreprise (cas des Fonderies de Monterrey en 1986), ou encore en utilisant une conjoncture politique-ment favorable (comme lors de l'attaque menée manu militari, le 10 janvier, contre le groupe diri-geant des « pétroliers » du fameux « parrain » « La Quina »). Une nouvelle loi fédérale du travail pourrait bien, dans quelques mois, entériner le nouvel état des choses.

Dans ce contexte d'offensive généralisée contre un pouvoir syndical à vrai dire souvent exorbitant, les réactions ont, à ce jour, été très limitées. Les dirigeants des organisations de travailleurs, il est vrai sont très généralement tenus pour corrompus, tandis que la représentation autoritaire et corporatiste pratiquée par ces syndicalistes charros (1) est répudiée par un nombre croissant de Mexicains.

« Indépendants » et « dissidents »

En outre, de précédentes tenta-tives, dans les années 50 pais 70, de création d'instances de représentation des salariés indépendantes du système se sont très mal terminées pour leurs promoteurs - traqués tantôt par les pistoleros de la CTM et tantôt par les pouvoirs publics eux-mêmes, dont l'arseaul répressif est à cet égard impressionmant. Une légitime prudence est, dès lors, de mise.

De modestes courants d'inconformité sont pourtant perceptibles. Aujourd'hui on distingue volon-tiers, au Mexique, les « indépendants », qui se situent carrément hors du PRI, avec souvent des ponts vers les petits partis de la gauche plus ou moins extrême, et les « dissidents », qui se disent euxmêmes volontiers « démocrates »

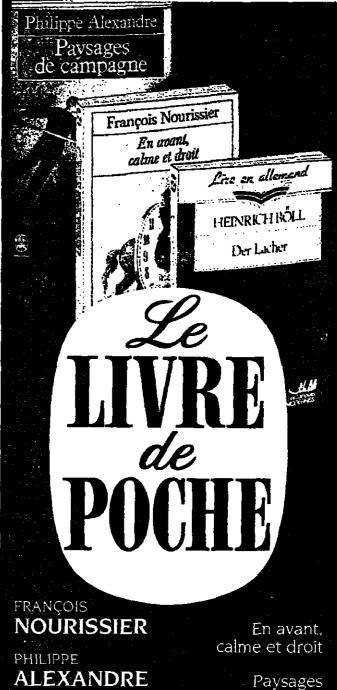
- à l'instar de M. Teodoro Palomino, qui a dirigé au printemps dernier la grande grève des enseignants - et qui entendent conqué-rir le pouvoir au sein des organisations priistas, contre leurs directions actuelles tenues à bout de bras par le ministère du travail.

Pour l'heure, ces mouvements restent très dispersés. Mais ne pourraient-ils pas, à terme, se mon-trer sensibles à l'alternative nationaliste et populiste proposée par le Parti révolutionnaire démocratique de M. Cuauhtemoc Cardenas, né dans la foulée de l'élection présidentielle chandement disputée de 1988 ? C'est là l'une des évolutions les plus attentivement suivies par l'équipe du président Salinas, JEAN-PIERRE CLERÇ

dont les rémunérations ne suivent pas les hausses de prix ?

Le chef de la CTM jure que les selle et le cheval pour éviter que l'animal ne soit blessé.

••• Le Monde • Mardi 31 octobre 1989 5



THIERRY PFISTER

Lettre ouverte à la génération Mitterrand qui marche à côté de ses pompes

de campagne

Une saison

de feuilles

Croisière

Les 40 jours

du Musa Dagh

MADELEINE CHAPSAL

JANINE

BOISSARD

WERFE

CLAUDE

ANTHONY

MAURIAC Le Rire des pères dans les yeux des enfants

ANDRÉ

FROSSARD

Le Crime contre l'humanité

BURGESS Hommage à Owert Yuiop

Biblio/Biblio-Essais MAHFOUZ Impasse des deux palais

PRIMO. LEVI

CANETTI

Lilith ELIAS

Lettres gothiques

Chanson de la croisade albigeoise Tristan et Iseut

Langues modernes/bilingues HEINRICH

BOLL SAKI

Der Lacher

The Seven Cream Jugs and Other Short Stories

La Conscience des mots

Thriller

HIGGINS

IACK

L'Irlandais





Battambang sous la menace des Khmers rouges

Après la chute de Pailin le 23 octobre, l'inquiétude s'accroît dans la principale ville de l'Ouest cambodgien. A Phnom-Penh, lundi 30 octobre, le couvre-feu nocturne a été restauré. Il avait été levé en mai.

BATTAMBANG

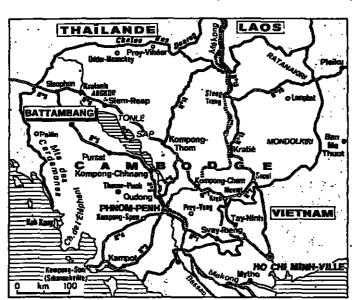
correspondence

Sans hésiter, dans un paysage uniformément plat et vert, l'officier montre la direction du Tonlé Sap: c'est de là que viennent les Khmera rouges. Plus précisément de la forêt de Prey Rôneam, un repaire inexpugnable en bordure du Grand Lac. Le poste de O'Sdas, d'où nous auscultons l'horizon au petit matin derrière une levée de terre, se situe lui à proximité de Battambang, en bordure de la route n° 5 qui vient de Phnom-Peak, et une compagnie de cent vingt hommes y stationne, équipée de onze lance-roquettes, d'un mortier et de trois mitrailleuses, qui s'ajoutest aux fusils de rigueur.

Avec deux autres compagnies, elle forme un bataillon chargé de surveiller une quarantaine de kilomètres de route entre Battambang et Moung, bourgade stratégique par les environs de laquelle circuleraient les Khmers rouges, entre la montagne et leurs bases du Tonié Sap. Surveillance de la route mais ansai de la voie ferrée qui lui est parallèle : c'est d'ailleurs là que sont généralement trouvées les mines posées par l'adversaire.

La « massue perdue »

La route nationale numéro 5 donne en tout cas le ton de la situation dans l'ouest du pays. Il n'est pas conseillé de l'emprunter trop tôt le matin, et il faut encore sept heures pour parcourir les quelque



trois cents kilomètres séparant Phnom-Penh de Battambang : après Kompong-Chhnang, une succession de nids de poule et de trous inondés oblige à rouler le plus souvent au pas ; les petits ponts qu'enjambe la chaussée, gardés chacun par deux ou trois pauvres bougres en armes, sont presque tous à refaire.

Et le paysage traversé n'apparaît pas en meilleur état : les bourgades qui étaient en ruine il y a dix ans le sont toujours, la campagne ressemble trop souvent à une sorte de « no man'iand » à l'abandon, et, si quelques belles maisons en bois semblent avoir survécu, l'essentiel de l'habitat rural, toujours sur pilotis, demeure contitué de paillotes sans âge.

Battambang elle-même, littéralement la « massue perdue ». ne dispose que de trois beures d'électricité par jour, de 18 h 30 à 21 h 30. Quand le branchement est effectué, il fait déjà bien sombre, et quand le courant est coupé, c'est la nuit noire et aussi le couvre-feu, depuis une demi-heure. Pour peu qu'il pleuve à verse et que le tonnerre gronde, l'atmosphère devient vite pesante, des claquements secs d'AK-47 ajoutant à l'ambiance. Mais ce ne sont que des soldats de la ville qui, dans la bonne vieille tradition khmère, tirent en l'air

pour arrêter l'orage.

On est bien loin des lumières de Phnom-Penh. Presque aucune circulation n'anime la ville, qui s'étire sur la rive gauche du Stung Sangké, un cours d'eau jaunâtre descendant des environs de Pallin et filant vers le Tonlé Sap. Sinon le grincement de quelque « remorque» — le taxì à pédales de l'onest cambodgien. La gare végète dans l'attente du train de Phnom-Penh, qui peut arriver à partir de 15 heures. Et si le marché central propose depuis le printemps une gamme quasi complète de produits de nécessité courante, l'ancien quartier commerçant, qui a conservé alentour sa physionomie coloniale, apparaît quelque peu désalement.

La majeure partie des 88 300 habitants semblent s'être installés dans les maisons en bois des faubourgs nord et sud, autour des pagodes et à proximité des vergers d'agrumes ou de manguiers.

La province manque de trop de choses pour lutter efficacement, par exemple, contre l'illettrisme ou le paludisme, l'un des fléaux de cette région. Dans les pagodes, où chacun peut aujourd'hui prendre le froc librement, ne vivent que six à dix bonzes en moyenne, quand ils étaient vingt à trente auparavant. Et, surtout, l'agriculture reste fragile : à peine plus de la moitié de la surface cultivable en riz l'est effectivement.

Les Khmers rouges ont la réputation de pouvoir poser des mines n'importe où, pour peu que l'endroit soit à l'écart, en bordure des routes, des rizières, des forêts, et même des petits lacs où les paysans ont coutume de venir pêcher. Et ils penvent toujours surgir après la moisson pour saisir la récolte. L'ancien grenier à riz du Cambodge est redevens une zone fron-

Battambang avait retrouvé un semblant d'activité vers 1981, deux ans après le renversement du régime khmer rouge. Bicyclettes et motos rutilantes circulaient en ville, le marché attirait la foule et Battambang semblait de ce point de vue en avance sur Phnom-Penh. Mais la route de Bangkok a été fermée en 1983 et c'est anjourd'hui via Phnom-Penh qu'arrivent les importations thaflandaises. S'il n'y avait un peu partout la «vidéo», comme à Phnom-Penh mais en plus modeste, et les séries de Hongkong devant lesquelles s'abîment les gamins de Battambang, l'état des lieux ferait plutôt penser à ce qu'ils devaient être au début des

« Les polpotistes n'ont pas changé »

La plus grande ville de l'Ouest a quand même son fleuron : l'usine de la Sokjute, qui produit sa propre électricité et d'où devrait sortir cette année quelque trois millions de sac de jute. Créée comme société d'Etat en 1965, pour transformer une fibre poussant traditionnellement dans la province, cette entreprise moderne a dû repartir de zéro en 1979.

Une évidente inquiétude flotte en effet sur la petite ville. La pour ne pas attirer les desperados, unes à la dérive, estropiés souvent, qui « mendient » avec autorité. Le soulagement de savoir les troupes vietnamiennes reparties et la résignation se méleut curiense ment : l'histoire ne se répète certes jamais deux fois, comme le suggère un vieux bonze, mais le « régime génocidaire » et ses atrocités, cela ne s'oublie pas. D'autant que « les polpotistes n'ont pas changé ». même si leur propagande dit le contraire, affirme le commandant Vann Sophatt, chef militaire adjoint de la province. La légitimité du régime repose plus que jamais sur le rejet radical des Khmers rouges.

HUGUES TERTRAIS

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

chaque mercredi (éditions datées jeudi)

Renseignements : 45-55-91-82.
Poste 4138

BIENTÔT, LES PHARMACIES DEVRONT ADOPTER DES HORAIRES DE BUREAU. EN CAS DE BOBO, ADRESSEZ-VOUS AU GOUVERNEMENT.

LES PHARMACIENS - AU SERVICE DU PUBLIC - LIBREMENT

Chaque jour, quand vous rentrez chez vous, vous êtes sûr de trouver une Pharmacie ouverte sur votre chemin : votre Pharmacie.

Cela parce que les 44.000 Pharmaciens d'officine français ont créé un Service Public tout en gardant leur volonté d'entreprendre.

Mais aujourd'hui cet équilibre est menacé par la Bureaucratisation.

Dans un projet gouvernemental où l'esprit d'entréprise des Pharmaciens ne pourra plus s'exprimer. Et si les Pharmacies sont forcées

d'adopter des boraires de bureau, les Français, en cas de bobo ou

d'ordonnance urgente, n'auront plus qu'à s'adresser au Gouvernement... Bien sûr, les Pharmaciens respectent l'Etat et sa volonté de maîtriser les dépenses de Santé. Ils y participent activement mais ils tiennent plus que tout à rester proches, disponibles et attentifs aux besoins des Français.

Le XX' Siècle est un Siècle d'immenses progrès thérapeutiques. Peut-il être en même temps celui de la régression du Service offert par les Pharmaciens?



SYNDICAT NATIONAL DE PHARMACIENS D'OFFICINE 148, rue Legendre 75017 Paris Contacts: (16) 35.23.22.29 - (16) 35.33.70.16

لما من المامل



NAMOBILIÈRE

RONT

ATARI CREE LE PLUS PETIT PC COMPATIBLE DU MONDE. 2990 F.*

••• Le Monde • Mardi 31 octobre 1989 7



ATARI présente PORTFOLIO, le plus petit PC compatible du monde. Un micro-ordinateur de poche qui constitue une véritable révolution technologique. Vingt centimètres de long, moins de 450 g au creux de la main, spécialement conçu pour vous accompagner dans tous vos déplacements et répondre aux besoins de saisies de données sur le terrain.

UN VÉRITABLE COMPATIBLE. Architecturé autour d'un processeur 8088 Intel cadencé à 4,92 MHz, il fonctionne sous système d'exploitation compatible MS-DOS. Il dispose d'un davier Azerty 63 touches compatible PC avec pavé numérique, d'un écran à cristaux liquides affichant 8 lignes par 40 colonnes (utilisable en mode fenêtre sur écran 25 lignes par 80 colonnes) et d'un lecteur de cartes mémoire format carte de crédit.

OUVERT SUR LE MONDE PC. De plus, un connecteur

d'extension bus permet de relier PORTFOLIO à un PC

de bureau et à de nombreux périphériques

(imprimante, modem, lecteur code borre...).

Ainsi il peut devenir un terminal

et un outil de communication.

immédiatement opérationnel PORTFOLIO est livré avec 5 logiciels de base et s'exprime en 3 langues (anglais, français, allemand).

La calculatrice dotée de cinq mémoires. L'agenda qui fonctionne en mode calendrier et mode agenda avec alarme programmable pour rappeler chaque rendez-vous. L'éditeur de textes qui permet de soisir et charger des documents, faire des recherches, fusionner des documents, les imprimer sur une imprimante parallèle. Le carnet d'adresses incorporé qui permet de conserver et d'appeler automatiquement une centaine de noms, numéros de téléphone et adresses. Le tableur compatible Lotus 1.2.3. qui peut charger et utiliser les fichiers WKS créés dans Lotus. Il est donc possible de créer sur PORTFOLIO, lors d'un déplacement, un tableau et ensuite de le transférer dans Lotus 1.2.3. sur un PC de bureau.

ATARI PORTFOLIO, une véritable Bible de poche qui va faire de vous un vrai Dieu du business.

Pour plus d'informations : 36.15 code ATARI ou ATARI France, 79 avenue Louis Roche, 92238 Gennevilliers Cedex. Tél. : 47.33.77.14.

AVEC ATARI, ON EST TOUS DES DIEUX

Les relations avec les pays de l'Est se renforcent pas à pas

M. Krzysztof Skubiszewski, ministre polonais des affaires étrangères, est attendu, mardi 31 octobre, en Corée du Sud où sa visite devrait être l'occasion de l'établissement de relations doplomatiques entre Varsovie et Sécul.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

La réception organisée la semaine dernière par M. Kim Young-sam, président du Parti rong-sam, president du rarti pour la réunification et la démocra-tie (opposition), en l'honneur d'une délégation de l'Institut sovié-tique de l'économie mondiale et des relations internationales (IMEMO), a rassemblé le tout Séoul politique (personnalités de l'opposition, députés du parti gou-vernemental, membres du cabinet) et plusieurs « barons » de l'économie. Au point qu'un ancien haut fonctionnaire du ministère des aparté : « C'est une sorte de recon*issance* de facto. >

Sans doute est-ce là le désir des Sud-Coréens. Mais les Soviétiques paraissent moins pressés. A plusieurs reprises au cours de son séjour à Séoul, le directeur d'IMEMO, M. Vladlen Martynov, a déclaré qu'il était prématuré de spéculer sur la date d'une éventuelle reconnaissance de la Corée du Sud par l'URSS mais que, en dépit de l'absence de relations diplomatiques entre les deux pays, les liens économiques devaie tonforcet. « Je pense qu'il ne faut pas lier la question du rapprochement entre nos deux pays à celle de la reconnaissance croisée », a-til notamment précisé, faisant allusion an scénario souvent envisagé d'une reconnaissance de la Corée du Sud par Moscou et par Pékin parallèle à celle de la Corée du Nord par les Etats-Unis et par le

Le défilé à Séoul au cours de ces derniers mois d'importantes per-sonnalités soviétiques (dont M. Kapitsa, ex-vice ministre des affaires étrangères, expert de l'Asie) témoigne certes de l'intérêt de Moscou pour la Corée du Sud. Mais le « flirt » coréo-soviétique, commencé à la faveur des Jeux olympiques de Séoul, semble avoir atteint un palier. Soucieux de ne pas froisser davantage Pyongyang, qui a tont lieu de se sentir aban-donné par les « pays frères » de l'Europe de l'Est, Moscou préfère ne pas brusquer les choses.

Une page n'en paraît pas moins se tourner. Lors de sa visite en Hongrie à la fin de novembre, M. Roh Tae-woo entend déclares que pour la Corée du Sud la guerre froide » est terminée et que l'établissement de relations liplomatiques entre Budapest et Sécul est le symbole d'une ère de réconciliation et d'un ordre mondial transcendant les idéologies du

Ce que l'on nomme à Séoul la « Nordpolitik », c'est-à-dire celle vis-à-vis des pays socialistes y com-pris la République populaire démo-cratique de Corée (RPDC), lancée le 7 juillet 1988 par le président Roh Tae-woo, a eu cependant jusqu'à présent des résultats mitigés. Elle s'est certes traduite par des succès diplomatiques : l'établissement de liens avec la Hongrie (dont l'actuel ambassa-deur à Séoul était il y a un peu plus

d'un an en poste à Pyongyang...) et aujourd'hui avec la Pologne. Avant la fin de l'année, ce sera le tour de la Yougoslavie. Tant ce dernier pays que la Bulgarie, la Pologne et l'URSS ont déjà des représenta-tions commerciales à Séoul.

Bien que les échanges économiques soient besucoup plus impor-tants entre la Corée du Sud et la Chine (3 milliards de dollars) qu'avec les pays de l'Est, Pékin est moms pressé que ces derniers et insiste pour que les relations avec Séoul n'aient pas de caractère officiel. Les négociations en vue de l'établissement de représentations commerciales dans les deux capitales ont d'ailleurs été suspen Mais une liaison maritime régulière entre Pusan et Shanghai (sous pavillon d'un pays tiers) n'en a pas moins été établie depuis septem-

Les objectifs de la « Norpolitik »

La Nordpolitik sud-coréenne avant tout pour objectif de contraindre Pyongyang à reconnaî-tre la Corée du sud comme un État indépendant. Après une courte période de détente. l'ouverture en direction de la Corée du Nord, qui aux termes de la déciaration du juin devait être considérée à l'avenir comme un * partenaire : et non plus comme un « ememi », le gouvernement a durci sa position et a tendu à renouer avec les méthodes répressives du passé.

Le récent accord entre les deux Corées sur le principe d'une équipe et d'un draneau communs pour les Jeux asiatiques de Pékin en 1991 et entre Américains et Nord-Coréens

PROCHE-ORIENT

LIBAN : malgré le refus du général Aoun

Le comité arabe entend mener à bien l'élection présidentielle

BEYROUTH

de notre correspondant

(visite à Pyongyang la semain

dernière d'un ancien membre du département d'Etat, M. Gaston

département d'Etat, M. Caston Sigur, et déclaration par l'ambassa-deur de la RPDC à Pékin que son pays souhaitait avoir des relations officielles avec Washington) sont-ils des signes d'un assouplisse-ment? A Séoul, on est sceptique.

Le dialogue Nord-Sud se pour-

suit cependant au fil de contacts

secrets entre Séoul et Pyongyang.

Il a notamment été révélé (mais non confirmé officiellement) que

M. Park Chul-on, ministre sans

politik », aurait rencontré il y a

quelques mois de hauts responsa-bles nord-corécus à Singapour et

qu'il se serait même rendu à Pyon-

gyang en septembre dernier lors du Festival de la Jeunesse.

Peu concluante jusqu'à présent en ce qui concerne le dialogue avec la RPDC, la « Nordpolitik » ne

l'est pas davantage en matière éco-nomique. Les échanges avec

l'URSS, qui se sont élevés en 1988 à 250 millions de dollars devraient

doubler cette année mais ceux avec

les pays de l'Europe de l'Est demeurent insignifiants (30 mil-

lions de dollars dans le cas de la

Hongrie et 60 millions dans celui

On ne s'attend guère, pour l'ins-tant, à une progression rapide des

échanges avec l'URSS malgré les

demandes pressantes (en investis-

sements notamment) des Soviéti-

ones. Séoul entend en effet tenir la

dragée haute à Moscon, mettant

comme condition à un développe-

ment substantiel des liens éconon

ARABIE SAOUDITE

Au moins quatre-vingt-six per-

sonnes. – soixante-dix condamnés

de droit commun et seize

condamnés pour des actes politi-

ques - ont été exécutées depuis

le début de l'année en Arabie

sacudite, ce qui traduit, selon les

observateurs et les diplomates

occidentaux dans le Golfe qui ont

établi ce bilan, une augmentation

sensible d'année en année du

nombre des condamnations à mort

Vendredi 27 octobre, deux

Pakistanais ont été décapités à

l'épée en public à Ryad, l'un était

accusé de trafic d'héroine, l'autre

de haschich. Un Yéménite a égale-

ment été exécuté à Djeddah (sur la

mer Rouge) pour avoir violé et tué

un jeune garçon. Le vendredi pré-cédent, six hommes avaient été

décapités. Les corps mutilés de

trois d'entre eux avaient été

ensuite exposés en public pendant

Outre ces quatre-vingt-six exé-

cutions, les châtiments corporels

ont été amplement appliqués en

Arabie saoudite pendant la même

période. Plusieurs dizaines de

une période indéterminée.

suivies d'exécutions

Recrudescence

des exécutions

capitales

de la Yougoslavie).

M. Lakhdar Ibrahimi, délégué du triumvirat arabe à Beyrouth, fait « comme si » l'élection présidentielle libanaise allait bien avoir lieu avant le 7 novembre, date limite fixée à la suite des assises interparlementaires de Taëf. Il a fait venir dix-sept officiers algériens, qui sont arrivés dimanche soir 29 octobre à Damas, et qui seraient suivis d'une vingtaine d'autres pour contrôler la sécurité autour de la villa Mansour lors de la séance-clé du Parlement.

M. Ibrahimi devait tenter, hundi, une nouvelle démarche auprès du général Aoun, premier ministre en exercice dans le secteur chrétien, pour le persuader de renoncer à son refus de l'application du pacte de Taëf. Le général continue de tenir le même langage aux manifestants qui, tous les jours, défilent devant le palais présidentiel en rume et ntent son principal soutien, tout l'establishment politique chrétien ayant pris position en faveur de l'application du processus convenu à Taëf. Il a réuni, dimanche, son conseil des ministres pour adopter « les mesures appro-priées » en vue de faire face à la situation. La dissolution de la Chambre est sa principale arme. Il l'a brandie à plusieurs reprises en soulignant toutefois que ce n'est pes la sculc

M. Selim Hoss, son rival en secteur musulman, a naturellement dénié au général Aoun le droit d'y procéder, en soulignant que, même si l'on admettait la légalité de son pouvoir, le gouvernement déten-teur de l'intérim présidentiel qu'est celui du général Aoun n'a pas le droit de procéder à la dissolution droit de procéder à la diss de la Chambre.

De nombreux observateurs pensent que l'on semble se diriger tout droit vers le situation pleine de ris-ques où un nouveau président de la

A TRAVERS LE MONDE

République serait éin — an Liban, mais pas nécessairement à la villa Mansour, siège provisoire du Partement, sise sur la ligne de démarca-tion, — mais où le général Aoun refuserait de le reconnaître et gar-derait son pouvoir dans le réduit chrétien. Obligé de s'installer ail-leurs, le président élu serait nace terroriste. Comme. pour la même raison, elles ne peuvent retourner à Beyrouth-Ouest, c'est à leur départ provisoire du Liban que l'on assisterait, le temps que la situation se décante et que le nouveau président assoie son pou-

Ce scénario a amené le patriarche maronite, Mgr Sfeir, à adresser une sévère mise en garde contre les dangers de l'épreuve de force qui se profile, tandis que, d'Alger, le ministre des affaires étrangères, M. Ghozali, adressait au général une mise en garde parallèle, estimant que « si Michel Aoun continue dans cette voie, il risque fort

Cela étant, s'il est le principal obstacle à l'application du pacte de Taëf, le général Aoun n'est pas le seul à le refuser. La visite, le week-end dernier à Damas, du ministre iranien des affaires étrangères, M. Velayati, a mis en évi-dence le rejet de MM. Berri (chite) et Joumblatt (druze) – ce dernier s'étant toutefois engagé à n'en pas entraver l'exécution et celui, encore plus catégorique, des intégristes musulmans du Hez-bollah. Damas et Téhéran ne seraient pas sur la même longueur

LUCIEN GEORGE

reconnu par les pays étrangers, à commencer par les cinq grandes puissances qui ont apporté leur caution aux accords de Taëf, ce qui entraînerait le départ du réduit chrétien des ambassades qui s'y V. Longuet n's trouvent pour s'y être repliées suite

dee des prim

AFRIQUE

L'ANC sort de l'ombre

Saite de la première page.

«L'ANC vit. L'ANC est en tête ». Le slogan est répété tout au long de la journée. Il est partout, sur les tee-shirts, les badges, les autocollants. Le stade s'est drapé aux couleurs noir, vert et or de ce mouvement en lutte depuis soixante-dix-sept ans qui a, de nouveau, de facto pignon sur rue. Les t-shirts se sont vendus comme des petits pains. Tout cela sans la présence visible de policiers, dans l'ordre et la discipline, comme l'avaient exigé les organisateurs pour bien montrer que l'ANC est un mouvement responsable qui sait contrôler ses troupes.

Une foule tranguille

Les sept libérés auxquels s'est joint Govan Mbeki, sorti de prison en novembre 1977, et dont l'assignation à résidence a été levée pour une semaine, ont pénétré sur le stade, précédés d'un groupe de vingt « soldats » en uniforme beige, drapeau de l'ANC à l'épaulette, marchant au pas de l'oie. Les huit hommes ont fait le tour du terrain sous les vivats, au cri de « Mayibuye » (retour). La foule a répondu « Y Africa » (en Afrique). Ces « braves » étaient abrités du solcil par des parapluies aux couleurs de la COSATU, la centrale syndicale noire. Des dignitaires anti-apartheid suivaient. Winnie Mandela dans son uniforme des jours de combat, béret noir sur la tête, l'épouse d'Albert Luthuli, ancien président de l'ANC, Murphy Morobe, porte-parole du Mouvement démocratique de masse (MDM) et Cyril Ramaphosa, secrétaire général du syndicat des mineurs noirs, menaient la danse.

La foule se lève, le poing dressé, et entonne l'hymne national Nkosi sikelele i Africa

(« Dieu sauve l'Afrique »). Les nombreux diplomates présents sont aussi debout. Pour Cyril Ramaphosa, la preuve est là que « le gouvernement a échoué dans sa tentative de nous faire tomber dans l'oubli ». Oliver Tambo luimême, interdit de parole en Afrique du Sud, s'adresse à la foule par personne interposée. « Fre-derik De Klerk peut finir comme faiseur de paix dans notre pays. Mais s'il continue d'entretenir l'illusion qu'il peut perpétuer l'apartheid par la force, il se condamnera lui-même à disparaître pour toujours dans les brumes profondes de l'Histoire > lance-t-il.

Après les messages de soutien venus du monde entier et notamment du Parti socialiste français, Ahmed Kathrada rappelle qu'il a prononcé son dernier discours public... en 1962. Cet Indien qui a rejoint le Parti communiste à l'âge de quatorze ans, fait remarquer qu'il n'a jamais été question de « jeter les blancs à la mer » et, puisqu'ils se disent africains, il leur demande de « s'identifier

« Répétition générale »

au peuple de ce continent ».

Alors que des sièges commencent à se vider et que la lassitude s'empare des supporters, Walter Sisulu, l'ancien secrétaire général de l'ANC, d'une voix hésitante, demande l'intensification des sanctions et indique qu'il n'est pas question d'abandonner - de façon unilatérale la lutte armée - tant qu'un certain nombre de préconditions ne sont pas remplies. « Le gouvernement, dit-il, n'a fourni aucune indication qu'il était sérieux à propos des négociations. » Le nom de Umkhonto We Sizwe (la lance de la Nation), la branche armée de l'ANC, soulève à chaque fois des applaudissements. Deux

Noirs se promènent dans les travées avec des AK 47 factices, de en forme de fusil.

La presque totalité de la foule est noire, tranquille, Malgré le rappel des troupes et les quelque trois cents autobus qui ont amené du pays tout entier les militants, le plein n'a pas été fait.

Il y avait des vides dans ce stade de soixante-quinze mille places. Il s'agit certes d'un succès, mais Soweto toute proche ne s'est pas dénlacé en masse. Ce ne fut pas la marée humaine espérée. Murphy Morobe a parlé de « répétition générale » avant le grand jour, celui de la libération de Nelson Mandela.

La démonstration qu'un vaste rassemblement, sans incident, pouvait avoir lieu a cependant êté faite. La politique des petits pas du nouveau chef de l'Etat se met en place. Un impatient dans la foule brandissait, néanmoins, un écriteau : « On en a assez des têtes chauves (De Klerk et Botha), on veut un président avec des cheveux (Nelson Man-

MICHEL BOLE-RICHARD | voleurs ont eu la main tran-

EN BREF

D AFGHANISTAN: requettes sur Kaboel : seize morts. – Treize roquettes se sont abattues, dimanche 29 octore, sur la capitale afghane. Quatre personnes ont été tuces et quatorze autres blessées. Samedi. vingt-deux missiles au moins s'étaient écrasés sur la ville, faisant douze morts, a annoncé un porte-parole du gouvernement afghan. A l'extériour de la ville, les moudiahidine ont bloqué la route de Salang, dans l'espoir de priver la capitale de vivres et de carburant

- (Reuter.) PORTUGAL : M. de Carvalho, chef du Parti socialiste révolution-naire, taé par des « skinheads ». — Le chef du Parti socialiste révolutionnaire (PSR, extrême ganche), M. Jose de Carvalho, a été tué, coups de couteau, par une dizaine de « skinheads ». Munis de barres de fer et de bâtons, les jeunes gens ont attaqué des militants devant le siège du parti, avant de frapper ent M. de Carvalho. (Reuter.)

□ PÉROU: Vingt-sept rebelles tués par l'armée. - L'armée péruvienne a annoncé avoir tué vingtsept guérilleros du mouvement maoiste Sentier lumineux, samedi 28 octobre, près de la ville de San as la province d'Ayacucho, à 500 kilomètres au sud de Lima. Par ailleurs, on a appris samedi dans la capitale que des membres présumés du Sentier lumineux ont abattu mardi dernier quinze habitants du village d'Ipa-tamba, dans la province de Junin, dans le centre du pays. - (Reu-

cise n'est disponible dans le mutilations. Un nombre indéterminé de peines de flagellation ont également été prononcées. — (AFP.)

chée, mais aucune statistique pré-

ETHIOPIE Négociations de paix avec

les rebelles tigréens

Le comité central du Parti des travailleurs éthiopiens (PTE), le parti unique au pouvoir, et le Parle-ment (Shengo) ont été convoqués en session extraordinaire luncii 30 et mardi 31 octobre. Bien qu'aucune raison n'ait été avancée pour cette convocation d'urgence, les observateurs estiment qu'elle est liée à l'appel lancé, il y a une dizaine de jours, par le président Menguistu Haile Mariam pour une sation générale contre les mobil rebelles du Front populaire de libé-ration du Tigré (FPLT).

Le Shengo s'était déjà réuni en juin pour mettre un plan de paix en Erythrée. Une première série d'entretiens avec les représentants du Front populaire de libération de l'Erythrée (FLPE) avait eu lieu à Atlanta (Etats-Unis) en septembre. Une deuxième série de rencontres est prévue à Nairobi à partir du

18 novembre. Samedi, le comité central du FPLT, qui a lancé une offensiva dans les provinces de Wollo et du Gondar, avait donné son accord pour entamer des négociations préliminaires de paix avec le gou-vernement éthiopien le 4 novem-bre prochain à Rome, sous les auspices du gouvernement italien qui doit y jouer un rôle d'observateur. — (AFP.)

COLOMBIE Nouveaux attentats à Bogota

Bogota. - Plusieurs attentats ont eu lieu à la fin de la semaine demière dans la capitale colomblenne : ils ont falt un mort et deux sés. Une grosse charge de dynamite qui a explosé vendredi 27 octobre dans les locaux administratifs de Guaymaral, un aéroport proche de Bogota utilisé par la police et l'armée pour certaines de ieurs opérations, a tué un sousofficier. L'attentat a été revendiqué par les Extradables, une orga-

la capitale n'ont, en revanche, provoqué que des dégêts matériels. Par ailleurs, deux iournalistes ont été blessés dimanche 29 à la sortie des studios de la TV colombienne par un inconnu circulant à moto, Jorge Enrique Pulido, directeur du journal télévisé Mundovision, qui avait déjà fait l'objet d'un attentat il y a cinq mois, est connu pour ses prises de position contre mafia de la drogue. Blessé de plusieurs balles, il a pu être opéré, tout comme sa consceur Maria Jimena Godoy, âgée de vingt-deux ans, et tous deux sont hors de

nisation considérée comme le bras

armé des ∢ parrains > de la dro-

Par ailleurs, les autorités colombiennes ont extradé dimanche vers les Etats-Unis M. José Abello Silva, parfois considéré comme le numéro 4 du « cartel de Medelin ». — (AFP, AP, Reuter, UPI.)

SOUDAN L'armée a évacué la localité de Kurmuk

Khartoum, (AFP). - Le commendement de l'armée soudanaise a annoncé, dimanche 29 octobre, le retrait de ses troupes de la localité de Kurmuk, dans le sud-est du pays, près de la frontière avec l'Ethiopia, à la suite de bombardements intensifs à l'artillerie et à la rocuette effectués par l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) à partir du territoire éthiopien. Dans un communiqué publié à Khartoum, le commandement de l'armée indique qu'il s'agit d'un « retrait tectique » pour « éviter les bombardements intensifs de l'adversaire en vue de rassembler les troupes et reprendre à nouveau les positions évacuées ».

Le commandement de l'armée soudanaise soutigne que l'offensive des mequisards a eu lieu à la suite de la tournée effectuée récemment par le colonel Garang, chef de l'APLS, dans plusieurs pays africains. Il déplore « ce qui se passe dans certains pays voisins et qui met en danger la sécurité et la stabilité du Soudan ».

L'APLS avait affirmé mardi avoir repoussé une importante offensive lancée le 16 octobre par l'armée soudanaise entre Kurmuk

Les débats au sein de la droite et les déclarations de M. Raymond Barre

La convention nationale du Parti républicain s'est prononcée à l'unanimité en faveur de la motion d'orientation politique et du nouvel organigramme du parti que lui proposait M. François Léotard. Après avoir été ébranlé par son échec dans sa tentative d'accéder à la présidence du groupe UDF il y a un mois, le député du Var se trouve ainsi conforté à la direction de sa formation. C'est au renfor-

cement de celle-ci que la nouvelle équipe devrait désormais s'employer. C'est pour cele que la perspective d'une fusion au sein de l'opposition a été écartée au profit du souhait d'un renforcement de l'union de ses com-

De même l'éventualité de « primaires à la française » pour désigner un candidat unique à l'Elysée n'a-t-elle

pas provoqué l'enthousiasme. M. Léotard, qui veut désormais se consacrer davantage à l'« alternance des idées » face au Parti socialiste e qui expédie les affaires courantes », souheite que la «confiance » s'instaure entre les diverses composantes de l'opposition.

Ces attitudes confirment ainsi l'émancipation de l'équipe de M. Léctard par rapport aux conceptions de M. Giscard d'Estaing. Mais l'ancrage

du PR dans l'opposition l'éloigne encore plus de M. Barre. Le député du Rhône a en effet, avec une certaine délectation, confirmé son positionnement original en approuvant, lors de l'émission € 7 sur 7 » l'action du gouvernement quant au budget et aux salaires et celle de M. Mitterrand en ce qui concerne l'Europe. Jouant les provocateurs, il a même estimé que

l'opposition n'est pas encore suffisamment décomposée pour qu'elle puisse se recomposer. Mais en proclamant haut et fort son « indépendance », l'ancien premier ministre a aussi pris des distances supplémentaires avec ses amís centristes. Enfin, M. Jacques Chaban-Delmas, tout en se disant toujours disponible, admet que l'opposition n'ait toujours pas trouvé les structures qui lui conviendraient.

La convention nationale du PR

M. Longuet n'a pas rallié son parti à l'idée des primaires dans l'opposition

L'esprit de famille a souffié, samedi 28 octobre, à Charenton sur le conseil national du Parti républicain. Après quelques semaines passablement agitées, durant lesquelles le président du PR. M. François Léotard, avait été l'objet d'un véritable réquisitoire de la part de certains de ses amis > (le Monde du 19 octobre), il était urgent de redonner à la photo de famille un petit air de

Rien n'a été négligé, ni les motions de soutien dévotes des secrétaires fédéraux à leur bienaimé président ni les réactions «spontanées» et indignées de la salle aux attaques lancées contre M. Léotard. La famille républicaine a donc célébré ses retrouvailles, en espérant que ses querelles intestines se dilucront dans la volonté commune de mieux exister an sein de l'UDF et face an RPR.

- Ne faisons pas aux socialistes le cadeau de nos divisions », a ancé M. Alain Madelin, suspect hier de tiédeur léotardienne. Sur l'estrade, MM. François Léotard, Gérard Longuet, Alain Madelin et Charles Millon (qui devrait prendre la direction du comité de stratégie du PR) ont donc cohabité dans une harmonie qui a fait chaud au cœur des cadres PR présents.

toutefois exprimés pour dire fermement à quel point la base ne supportait plus, ces derniers temps, de voir leurs «généraux» s'adomer aux délices de la «cacophonie»; ces appels à plus de responsabilité de la part de l'état-major ont été à chaque fois chaudement applaudis.

Méfiance en éveil

Le thème de l'union de l'opposition a été souligné comme il convenait, sans pour autant camoufler les appréhensions des uns et des autres, face notamment an RPR, jugé par beaucoup comme hégémonique. La volonté d'exister par soi-même, d'afficher sa couleur, de refuser toute « union-absorption », a êmergé des interventions de la salle et de la tribune. Un exemple, parmi d'autres, l'illustre : les primaires pour la future élection pré-

:: •

Sept. 238-47.3

: :

Un débat a en lieu sur cette idée lancée par M. Charles Pasqua, il y a maintenant plus d'un an. Le nou-veau secrétaire général, M. Gérard Longuet, souhaitait que la motion que M. Léotard a fait adopter par le conseil national (1) retienne ce

127

principe des primaires à droite, afin de ne présenter qu'un seul can-didat lors de la prochaine élection

La réaction de M. Claude Mal-

huret puis celle de M. Michel Poniatowski out montré assez la méfiance que suscite cette proposition du RPR. « Chez moi, quand un paysan veut acheter une vache, il ne dit pas d'abord : j'achète, pour ne regarder la vache qu'ensuite », a lancé M. Malhuret, en précisant qu'il « aime bien le RPR », mais que sa méfiance est en éveil. Le sénateur Poniatowski a été encore plus net en affirmant : « Il ne faut pas prendre de positions de principe sur cette ques-tion. Réservons-nous la possibilité d'en décider le moment venu. Giscard n'aurait pas été élu s'il y avait eu des primaires... . Un argument massue applandi par la salle qui, dans la foulée, rejetait la proposition de M. Longuet.

Pour M. Giscard d'Estaing, absent physiquement, mais toujours présent, ce conseil national a été aussi, en quelque sorte, un pèle-rinage puisque c'est à Charenton,

en 1972, que le président d'alors des Républicains indépendants, avait lancé son fameux : « La France veut être gouvernée au centre. Le thème a été repris par M. Léotard. Le président du PR semblait d'ailleurs vouloir - jeter la

rancune à la rivière ». Il est vrai que le maire de la ville, M. Alain Griotteray, avait prévenu que sa cité ne serait pas le cadre d'un règlement de comptes anti-giscardien. M. Léotard s'y est plié. Il n'a laissé revenir le naturel qu'une seule fois en affirmant : «Sovons moins exigeants avec la rancune que ne l'ont été certains de

« Les non-conformistes des années 90 »

Intervenant en clôture, le maire de Fréjus a commencé son intervention par la politique internationale, pour bien marquer la hiérar-chie des questions qui étaient aujourd'hui posées aux bommes politiques français. - A Leipzig aujourd'hui se détermine, en grande partie, l'avenir du conti-nent européen. Le voyons-nous?

Le nouvel organigramme

républicain, réuni samedi 28 octohre à Charenton-le-Pont (Val-de-Marne), a adopté une réorganisation des instances du parti qui se traduit notamment par l'accession de M. Gérard Longuet au poste de secrétaire général, en remplacement de M. Alain Madelin devenu vice-président (le Monde du 19 octobre). « Le vice-président tient le front de la réorganisation de l'opposition, le secrétaire général a la plénitude de la responsabi-lité exécutive », a déclaré M. François Léotard en présentant cette réforme. En clair, M. Madelin, proche de M. Giscard d'Estaing, aura en charge la préparation des états généraux et les relations avec les autres partis, dont l'UDF, tandis que M. Longuet gèrera l'animation

M. Léotard a précisé que luimême, en temps que président, « incarne l'unité du parti et est responsable de ses orientations ». Pour sa part, M. Charles Millon se voit confier la responsabilité d'ani-mer un « comité de prospective et de stratégie », chargé notamment de réfléchir à la place du courant libéral dans la réforme de l'opposi-

M. Longuet sera assisté de deux secrétaires généraux adjoints :

Le conseil national du Parti MM. José Rossi et Yves Vererde, et de douze secrétaires nationaux, pour la plupart des parlementaires, responsables chacun d'un secteur.

Il s'agit de MM. Gilles de Robien et Francis Delattre (fédérations), Philippe Vasseur (communication), Claude Malhuret et Hugues Dewavrin (projets et débats), Jean-Pierre Raffarin et Albert Mamy (élus locaux), Pascal Clément (Parlement), Willy Dimeglio (action régionale), François-Michel Gonnot (formation) et Michel Mouillot (animation). M. Ladislas Poniatowski, porte-parole du secrétaire général et Jean-Claude Gaudin complètent la liste des secrétaires nationaux.

Le PR a également décidé de nommer des chargés de mission dans les différentes régions et des délégnés nationaux, dont la liste sera arrêtée le 7 novembre.

Enfin. un comité des sages regroupant les « pères fondateurs » du parti se réunira régulièrement sous la direction de M. Pierre-Christian Taittinger : y figurent notamment MM. Michel d'Ornano, Michel Poniatowski, Jacques Dominati, Marcel Lucotte et Roger Chinaud.

s'est-il interrogé, avant d'en venir aux problèmes internes.

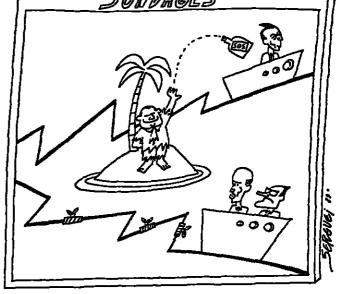
Il a invité les cadres et militants de son parti à mettre un peu plus de « cœur » dans lenr militan-tisme : « Vous verrez que cela entraînera de nouveau les meil-leurs d'entre nous. » « Je crois à la France, comme on pourrait le dire d'une personne à qui l'on fait constance. Mais pas n'importe quelle France. Cette France. François Léotard s'est attaché à la définir, en se mettant au premier rang des tenants de la laïcité.

A propos de l'affaire du voile coranique, il a lancé à la salle enthousiaste : « La question n'est pas de savoir s'il est possible d'être en meme temps français et musul-man (...). La question est : la République est-elle la même pour tous les citoyens ou bien l'affaire des différentes tribus qui veulent aujourd'hui se partager le terri-toire national? » « Je préfère la mini-jupe au Ichador! », a-t-il dit, salué par les applaudissements, en réponse aux propos d'un évêque français qui avait estimé le contraire. Il y a dans cette affaire un germe de discorde. d'intégrisme et, demain, de fanatisme. Nous ne l'acceptons pas. >

M. Léotard croit au génie de la France. Il l'a dit et répété, en se situant dans la lignée d'un Ernest Renan, demandant, après la chute du Second Empire, une réforme intellectuelle et morale de la France. « L'opposition a besoin aujourd'hui de conviction, de clarté, de courage. » La clarté était-elle an rendez-vous de Charenton? Aujourd'hui, tout le monde semble vouloir jouer la carte du PR au centre. « Il faut qu'il soit le grand courant central de la future grande force d'alter-nance , a insisté M. Charles Mil-ion. Mais MM. Léotard, Longuet, Madelin et Millon situent-ils au même endroit le centre de gravité de samedi n'a pas vraiment apporté de réponse. En attendant, les cadres du PR auront peut-être retens cette exhortation de M. Millon : « Soyez les non-conformistes des années 90... »

PIERRE SERVENT

(1) Cette motion affirme notamment « la nécessité de dépasser la simple alliance RPR et UDF par la reconquête des couches sociales, des thèmes et des propositions qui ont été trop souvent et trop longtemps livrés aux initiatives de la gauche ». Un amendement a été adopté par la convention qui inscrit dans cette motion le principe de la révision du fonctionnement de l'UDF, où la notion : un homme, une voix, doit se substituer à : un parti, une voix. La volonté de constituer une UDF forte, face au RPR, a été également retenue.



« Si je censurais M. Bérégovoy je me censurerais moi-même »

déclare l'ancien premier ministre

Raymond Barre, invité diman-che 29 octobre de l'émission « 7 sar 7 - de TF 1, a justifié son abstention lors du vote de la motion de censure de l'opposition contre le budget en assurant: - Si aujourd'hui je censurais M. Pierre Bérégovoy, je me censurerais moi-même.

L'ancien premier ministre a précisé: - Je ne voulais pas censurer le gouvernement sur le budget car la politique budgétaire n'est pas si mauvaise qu'on le all. Je ne suis pas socialiste, je n'appartiens pas à la majorité, mais s'il y a des choses que fait le gouvernement, et qui me paraissent aller dans la bonne direction pour le pays, pourquoi voulez-vous que je vote contre? Lorsque le premier minisment adoptent une attitude qui est à la fois ouverte mais ferme sur la question des revendications salariales, pourquoi voulez-vous que je le censure ?

» Voter la censure est impossible. à moins de dire : « Je suis dans l'opposition « perinde ac cadaver ». Je vote contre, je vote toujours contre ». Eh bien, j'ai cette chance d'être un homme indépendant. Je ne demande rien à personne, absolument rien. Je ne cherche rien. Mais j'espère et je souhaite garder ma libre détermi-

M. Barre a également approuvé l'action de M. Mitterrand en

disant : « La France d'autourd'hui se repose, se relâche. L'économie va bien, les revendications sont des revendications de croissance. Mais il faut à notre pays une ambition, indispensable à la veille du vingt et unième siècle. Lorsque, lors de sa compliments et ses encourage-

président de la République a évoqué le rang de la France, cela m'a fait bien plaisir. »

Evoquant l'état actuel de l'opposition, le député du Rhône (apparenté au groupe centriste) l'a ainsi

« Il y a deux grandes forces d'opposition dans le pays, un courant conservateur et populiste, et un courant libéral et social. L'opposition doit reconquérir une crédibilité par l'alliance et non par l'uniformité le ne crois pas à l'uniformité, mais à l'alliance dans le respect mutuel et dans la loyauté. Il faudra encore beaucoup d'épreuves. Avant la recomposition, il faut qu'il y ait, hélas, la décomposition, et je ne crois pas

M. de Charette révolté

Les déclarations de M. Barre ont provoqué dans la soirée une vive réaction de M. Hervé de Charette, député UDF-PR du Maine-et-Loire, délégué général des Clubs Perspectives et Réalités et proche de M. Giscard d'Estaing, qui les trouve « révolutionaires ». Il indi-que même dans un communiqué :

- Non content de faire un score denlorable aux élections présidentielles, M. Barre ne cesse depuis lors de savonner la planche de

- On pouvait espérer qu'il apporterait son soutien et son savoir-laire au service d'une oppoau gouvernement et au président de la République qu'il réserve ses

M. Chaban-Delmas: l'union de l'opposition n'est pas prête

interrogé dimanche 29 octobre, au «Grand Oral» de la radio Pacific-FM, s'est déclaré prêt à prendre la direction d'une union RPR-UDF à la condition que les conditions soient réunies et que l'orientation générale de l'affaire soit une orien-tation (...) de progrès et pas d'immobilisme ».

Il a estimé cependant que cette question n'était « pas du tout de salson et qu'avant d'en arriver à chercher quelqu'un pour animer ou diriger, il faut d'abord mettre de l'ordre chez soi, c'est-à-dire au RPR et dans les différentes formations qui constituent l'UDF ».

Le maire de Bordeaux s'est que pourrait avoir le rapproche- gnon. « Jacques Chirae a fait ce interrogé également sur la forme ment de l'UDF et du RPR : « Est- qu'il ne fallait pas faire. Je le lui

M. Jacques Chaban-Delmas, dit, une fusion, ce qui, à première vue me paraît difficile parce qu'il y a le choc des cultures; ou bien une simple alliance, ou bien une confédération, on est encore dans l'incertitude, Il faut donc beaucoup de temps avant d'en venir à savoir qui sera l'animateur. »

> Par ailleurs, M. Chaban-Delmas a déclaré qu'il ne voyait rien qui s'opposerait à ce qu'il travaille un jour avec M. Jacques Delors, dans un même gonvernement. « C'est un rêve qui me convient », a-t-il ajouté.

M. Chaban-Delmas a enfin estimé, que, en 1986, M. Jacques Chirac n'aurait pas du aller à Matice que ce sera comme certains l'ont avait dit », 2-t-il conclu.

Le Front national va lancer une nouvelle campagne contre l'immigration

Le Front national va lancer une « campagne nationale d'informa-tion » sur l'immigration, a indiqué, samedi 28 octobre à Paris, M. Jean-Marie Le Pen en soulignant que le mouvement d'extrême droite avait té le « premier à attire l'attention sur la politique » l'apolitique », a-t-il fait remarquer — qui avait été ruivie par les différents gouvernements - en la matière. Au cours d'une réunion du conseil national du FN qui a fixé la date du huitième congrès de ce parti (31 mars et 1=avril 1990), M. Le Pen a affirmé que « les communautés étrangères représentent un danger pour l'avenir de la France ». Rappelant que · l'interdiction de toute immigration date de 1974 », le président du Front a dénoncé la « colonisation culturelle et religieuse » conduite par des « minorités étrangères ». Selon M. Le Pen, « autoriser le port du tchador et souhaiter l'intégration, c'est chercher la quadrature

Dans le cadre de cette campagne, le mouvement d'extrême droite organisera deux manifestations: l'une à Lyon, le 25 novembre, pour protester contre la construction d'une « mosquée-cathédrale » et l'autre à Toulon, le 9 décembre, jour où M. Harlem Désir, président de SOS Racisme, participera à un ras-semblement en Savoie.

L'immigration sera aussi un des thèmes forts développés par le FN à l'occasion de deux prochaines élec-tions législatives partielles : à Mar-seille et à Dreux où Mass Marie-Claude Roussel et Marie-France Stirbois seront respectivement candidates de ce mouvement. « Nous avons consacré quelques minutes au CNI », a assuré M. Le Pen en évoquant les opérations de récupé-ration de déçus du FN conduites par M. Yvon Briant, président du CNI. « C'est un non-événement » et M. Briant ne « parle au nom de personne », a déclaré M. Le Pen en estimant que les anciens du Front électorales.

constitueront un - syndicat ou à Dreux aux législatives pard'exclus au sein du CNI ». « Cest un leurre politicien, c'est continuer dans l'impasse dans laquelle s'était discontinuer dans l'impasse dans laquelle s'était preuve de sa « représentativité poli-tique » en se présentant à Marseille droit.

engagé M. Chirac », a dit M. Le Pea qui défie M. Briant de faire la sein de chaque fédération pour le congrès du printemps prochain, les

EN BREF

U Le Parti radical souhaite « réé-quifibrer » l'UDF. — M. Yves Gal-land, président du Parti radical, a déclaré, vendredi 27 octobre, qu'il ne prenait « pas l'engagement » que sa formation « restera à l'UDF en toute circonstance », notamment si le - Parti radical n'a pas sa juste représentation » au sein de la confédération. La restructuration de l'UDF doit se traduire, selon lui, par un « rééquilibrage » au profit des radicaux lors des investitures

D M. Chirac éta président du bureau du CERCLE - Le maire de Paris, M. Jacques Chirac, vient d'être élu président du Centre d'études et de recherches sur les collectivités locales européennes. Le CERCLE, constitué à l'initiative de la Fondation pour la gestion de villes, en juin 1989, réunit essentiellement des collectivités territoriales et des grandes entreprises européennes dans le but de promouvoir un échange d'expériences.

Les débats au sein de la gauche

Alors que chaque jour qui passe voit un socialiste, de préférence responsable, charger la barque contre le gouvernement. M. Georges Marchais hausse d'un cran le niveau de la critique que les communistes adressent eux aussi à M. Michel Rocard. Lors du récent rejet de la censure à

l'Assemblée nationale, les élus communistes, tout en refusant de joindre leurs voix à celles de l'opposition, n'avaient pas exclu d'en venir un jour à une telle extrémité.

M. Marchais prépare-t-il ce terrain-là? Toujours est-il qu'il a déclaré, dimanche 29 octobre e qu'il faudra, c'est bien évident, un autre

Le secours, pour M. Rocard, est venu d'où il ne l'attendait plus : c'est le premier secrétaire du PS lui-même qui a précisé, à Lille, les conditions

de la synthèse qui au prochain congrès doit intégrer le courant de l'actuel premier ministre. Par ailleurs, réunis en congrès extraordinaire samedi 28 et dimanche 29 octobre, les Radicaux de gauche ont décidé de proposer l'organisation

d'une force politique regroupant les non-socialistes de la majorité présidentielle, et de jetter, dans un deuxième temps, les bases d'une confédération entre le PS et cette mouvance.

La préparation du congrès du PS

M. Mauroy n'envisage pas de « synthèse » sans M. Rocard

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, a souhaité avec force, samedi 28 octobre, à Lille, qu'il y ait une « synthèse » dès le 13 janvier entre la contribution de M. Lionel Jospin et celle de M. Laurent Fabius. Il a également indiqué que ce souci du rassemblement intègre le courant de l'actuel premier minietre.

LILE

de notre correspondant régional

« Toutes nos contributions disent la même chose et ne se distinguent que par leurs signatures. L'essentiel, c'est notre unité. Or, je sens monter un certain nombre de périls: je vois des gens qui réagissent plus en fonction de leur conrant qu'en fonction de leur conrant qu'en fonction de leur sidées. Avant d'appartenir à un courant, on appartient au Parti socialiste. (...) >

«Nous devons tout mettre en œuvre, a insisté M. Mauroy, pour continuer à soutenir François Mitterrand et ne pas créer, par une impatience illégitime, les conditions d'une succession qui n'existe pas. Je lance cet appel à tous ceux qui se sont rassemblés autour de François Mitterrand à Epinay; d'autres sont venus avec nous, je ne fais pas de distinction, mais chacun comprendra que st Fabius et Jospin se séparent, ce sont deux courants nouveaux qui vont se créer : c'est la logique d'Epinay qui sera remise en cause. Il faut

que la synthèse se fasse pour que le parti s'organise autour d'un axe majoritaire fort, faute de quoi il serait atomisé. (...) Le jour viendra où la nouvelle génération, celle des quarante-quarante-cinq ans, aura à assumer les commandes. Aujourd'hui, le Parti socialiste n'est pas suffisamment rassem-

De même, a poursuivi le maire de Lille, « j'estime qu'il ne serait pas bon qu'il y ait d'un côté la motion du premier ministre et de l'autre celle du parti ». Pour antant, le PS ne doit pas confondre les rôles : « Je soutiens le gouvernement mais le parti ne doit pas s'identifier au gouvernement, pas même au septennat de François

Le premier secrétaire estime avoir à assumer la pérennité du PS et il estime que cela ne peut se faire que dans le respect – qui n'exclut mullement la modernisation – de l'identité socialiste et de ses valeurs : laïcité, justice sociale (« Quand la politique du gouvernement est insuffisante sur le plan social, je le dis, a-t-il notamment déclaré, il n'est pas question que ceux qui nous ont soutenu dans l'opposition et dans les heures difficiles soient encore à l'heure de la rigueur quand les autres sont déjà à l'heure de la croissance! ») et ancrage à gauche avec la volonté de rassembler (« Nous devons être unitaires pour deux. Garder notre cap à gauche, c'est forcer le Parti communiste français à faire sa perestroïka »).

J.-R. L.

Réuni en congrès extraordinaire

Le MRG veut regrouper les non-socialistes de la majorité présidentielle

TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

L'échec des tentatives de reconstitution de la famille radicale et les velléités infructueuses de constituer une troisième force ont servi la cause de la clarification à laquelle les radicaux de gauche avaient décidé de consacrer leur congrès extraordinaire de Toulouse.

Les dirigeants du MRG partent d'un constat commun: entre le score de M. François Mitterrand au deuxième tour de l'élection présidentielle de 1988 et celui de la liste européenne menée par M. Laurent Fabius en juin dernier, il y a près de 30 points d'écart. Ce courant représente un électorat favorable à la majorité présidentielle, mais non acquis au PS et nécessite donc qu'on s'y intéresse.

Un déjeuner, organisé mercredi
25 octobre, chez M. Jean-Michel
Baylet, secrétaire d'Etat aux collectivités territoriales, avec
MM. Yvon Collin, actuel président
du MRG, Emile Zuccarelli, son
successeur à la tête du parti le
21 novembre prochain, Michel
Crépeau, Roger-Gérard Schwartzenberg et François Daubin, ministre délégué au commerce et à l'artisanat, tous trois anciens présidents,
a permis de déblayer le terrain.

Avec une belle unanimité, tout ce que le MRG compte de chefs, d'anciens chefs on de chefs potentiels, a multiplié les proclamations d'attachement à la majorité prési-

dentielle et de soutien au gouvernement. M. Bernard Charles, dépuié du Lot, par exemple, a demandé aux socialistes de « ne pas scier la branche sur laquelle ils sont » et affirmé que les radicaux « n'ont pas peur de dire » que le gouvernement est « bon ». M. Schwartzenberg s'est montré un tantine plus réservé. Il attend un rythme plus soutenn de l'action gouvernemen-

Pour un rapprochement institutionnel

A son tour, M. Crépeau a affirmé: « J'ai toujours été un radical de gauche, pas un radical de centre gauche »; M. Doubin a cru bon de préciser que les radicaux de gauche sont, non seuloment de gauche, mais « mitterrandiens ».

Toutes ces observations n'avaient qu'un objectif : justifier l'abandon de tout projet qui se situerait exclusivement au ceutre gauche, des rêves d'une troisième force « qui serait celle de la récupération », selon la formule de M. Baylet. Une fois fixé ce cadre, le MRG se propose de créer un pôle de rassemblement des partisans de la majorité présidentielle non membres du PS, c'est-à-dire de joindre ses efforts à ceux de l'Association des démocrates, des écologistes selon Brice Lalonde, des gaullistes de gauche et d'experts

dans les domaines économique, associatif, syndical, d'anciens socialistes, voire d'anciens communistes, ou encore des personnalités comme M. Bernard Tapie... La liste n'étant pas exhaustive.

M. Jean-Paul Benoist, an nom de l'Association des démocrates, a suggéré devant le congrès la mise en place d'un comité de travail chargé de réaliser « un audit de la situation politique », la création d'un « laboratoire » de réflexion et la fixation d'un calendrier qui, avant l'été — et pourquoi pas avant le congrès du PS de mars 1990, — prévoirait la constitution d'un outil de travail, fédération ou confédération, en tout cas « partenaire solidaire et respecté du PS ».

Dans un second temps, les dirigeants du MRG envisagent un rapprochement institutionnel avec le PS: type FGDS, comme le suggère M. Schwartzenberg, ou, à terme, la constitution d'un courant à l'imérieur du PS, comme y songerait M. Crépeau, ou encore par la naissance d'«un grand parti social-démocrate» comme le prévoit M. Baylet.

La réponse n'est pas acquise. A quoi servirait cette structure ? Là, les réponses sont claires : les radicanx de gauche vealent pouvoir discuter stratégie électorale et investiture, mais surtout participer à la désignation du candidat à la présidence de la République et ne pas être mis devant le fait accompli du choix du PS. Le président du

MRG a mis les points sur les «i»:

«Le rapprochement institutionnel avec le PS» dépend de « la volonté de ce dernier de s'ouvrir et d'évoluer à terme vers un grand partidémocrate», doté d'une «plate-forme idéologique qui fasse leur place aux thêmes doctrinaux des non-socialistes».

non-socialistes.

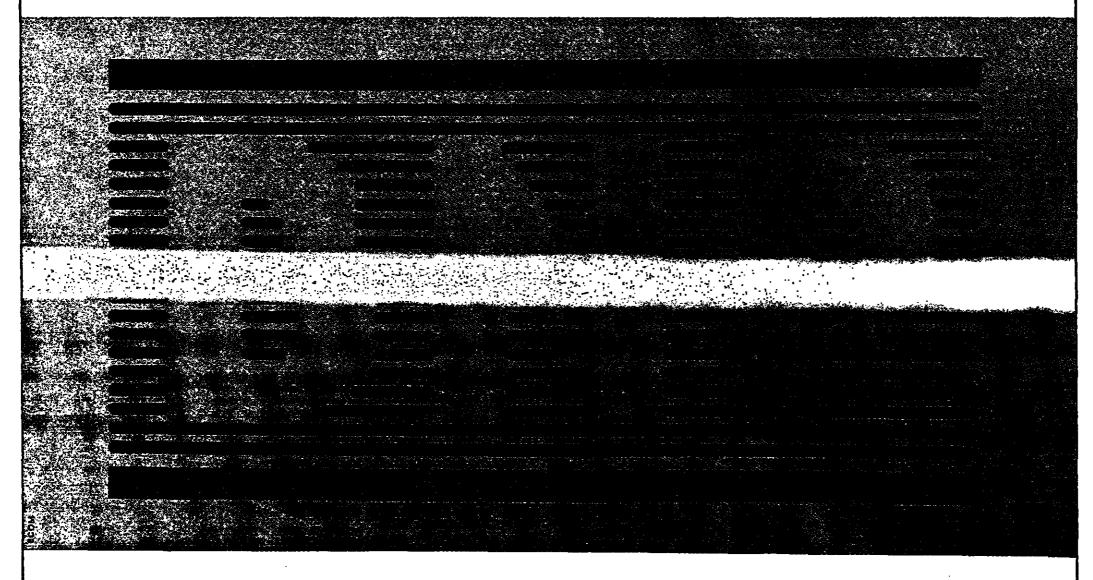
M. Collin y ajoute deux conditions: que, dans le cadre d'une première approche commune des élections l'égislatives, l'alliance institutionnelle ne signifie pas quelques investitures simplement « octroyées » et que soit bien fixé « un système propre à la confédération ou fédération quant à l'élection présidentielle par l'ensemble des forces de la majorité. »

Le MRG n'attend guère du PS qu'il réponde à ces questions avant son congrès de Rennes. D'ici là, le MRG aura changé de président puisque, conformément à l'accord passé an congrès de Versailles en novembre 1988, M. Zuccarelli succédera le 21 avvembre prochain à M. Collin. Ce dernier a d'ores et déjà annoncé sa candidature dans un an à la direction da parti, fonction que M. Zuccarelli voudra sans doute alors conserver. Les bonnes résolutions prises à Toulouse de marcher ensemble et dans la même direction résisteront-elles à cette compétition?

tition ?

ANNE CHAUSSEBOURG

Comme quoi avec un minimum de caractères, on peut s'imposer facilement dans une grande finale de tennis.



BNP. SPONSOR DU 4 ° OPEN DE PARIS BERCY





collère le gouver

Annound

Paris. 13, 14, 11



للذا من الأصل

POLITIQUE

et les critiques contre le premier ministre

M. Marchais fait un pas de plus contre le gouvernement

M. Georges Marchais reprend ferme les rênes du Parti communiste. Au cours de la Fête des Allobroges de la fédération de la Savoie du PCF, nous indique notre correspondant, le secrétaire général a dressé, samedi 28 octobre, un réquisitoire contre « la poursuite de la politique d'austérité » du premier ministre, qui, selon lui, « doit tout à la droite et rien à la gauche ».

 $\{\Delta t\}_{t=0}^{t}(x,y) \leq_{t=0}^{t} z_{t}$

Enumérant les solutions préconisées par le PCF, M. Marchais a assuré qu'aucune d'entre elles « n'est du domaine de la suren-chère ». A l'occasion de la dernière réunion du comité central, M. Charles Fiterman avait fustigé la tendance du parti à « jouer les M. Plus en étant obnubilés », disait-il, par ce qui, pensons-nous, nous distingue à tout prix des autres, plutôt que par ce qui ras-

Pour M. Marchais, la mise en œuvre d'une nouvelle politique nécessitera, « c'est bien évident, un résignons pas et nous ne nous résiresignons pus et nous ne nous resegnerons jamais à ce que les forces de gauche soient divisées comme aujourd'hui; nous ne nous résignerons jamais à cette alliance des dirigeants socialistes et d'une par-tie de la droite qui fait tant de mal à notre peuple, a dit le dirigeant communiste. Comme beaucoup d'adhérents et d'électeurs du PS, nous disons : il faut revenir à gau-

M. Marchais, une nouvelle fois,

pour le socialisme que sa démo-cratisation radicale et sa modernicratisation radicale et sa moderni-sation par l'intervention perma-nente de la clare pouvrière et du peuple, ce qui suppose un Parti communiste jouant réellement son rôle d'avant-garde de la société. » Lors de la dernière session du comité central, M. Anicet Le Pors avait souhaité que les communistes avait souhaité que les communistes soient « moins avant-garde » et plus « sel de la terre ».

< Pousser le débat loyalement >

« Si on attaque le PCF aujourd'hui, a poursaivi M. Mar-chais, c'est parce qu'il est utile au monde du travail, à la société, à la gauche, à la France. » « Les années difficiles que nous avons vécues ont parfois conduit des militants communistes à faire preuve d'un peu de réserve dans notre démarche, a-t-il précisé. Le temps est venu de s'en débarras-

prononcée en banlieue parisienne, la veille au soir, et dont l'Humanité de samedi a rendu compte sur deux pages, M. Marchais avait déjà évo-qué directement MM. Fiterman et Le Pors. « Des communistes, des dirigeants du parti qui n'ont pas été d'accord avec cette politique nouvelle et ont prôné – parfois sans le dire – un retour en arrière, il s'en est trouvé, a-t-il déclasé, tout le monde le sait. Cela a sur-M. Marchais, une nouvelle fois, a déclaré que « les communistes étaient disponibles pour une autre politique dans une majorité et un gouvernement de gauche. »

Après avoir réaffirmé son sontien total à la perestroïka en Union soviétique, grâce à laquelle « le socialisme va faire la preuve qu'il peut véritablement être l'organisation sociale supérieure à l'époque contemporaine », M. Marchaia a ajonté : « Il n'est pas d'autre voie fout le mondé le sait. Ceia a sur le tét le cas lors de la réunion du comité central de juin 1984 et dans la préparation du vingt-cinquième congrès de 1985, lorsqu'il s'est agi de rompre définitivement avec motre ancienne stratégie du programme commun, de refuser de suivre les dirigeants socialistes dans la mise en œuvre de la politique du capital (...)

» On s'en souvent, tous les dirigeants de l'époque de notre parti

n'avaient pas choisi cette politique nouvelle. Certains n'avaient pas redit, depuis, leur désaccord avec cette politique, qui est devenue celle du parti. Lors de la dernière session du comité central, a souligné le secrétaire général, Charles Fiterman et Anicet Le Pors y sont revenus, en faisant part de certaines de leurs idées à propas de notre stratégie, de notre protatue politique, de notre mode de fonctionnement. Eh bien ! comme je l'ai dit, puisqu'il y a bataille d'idées, il ne faut pas en avoir peur; il faut pousser le débat, loyalement, sans chercher des chicanes, en assumant ses posichicanes, en assumant ses posi-tions et ses comportements.

M. Ralite à son tour

A cet égard, M. Jack Ralite, ancien ministre comme MM. Fiterman et Le Pors, qui jusqu'ici était resté silencieux, déclare dans le Journal du Dimanche du 29 octobre que, devant le comité central, « l'intervention de Charles Fiterman n'était pas en contradiction avec les idées essentielles du parti et, comme pour toutes les interven-tions que j'ai écoutées, j'ai réfléchi sur ce qu'elle disait sans m'interroger sur ce qu'elle ne disait pas ». L'ancien ministre de la santé, qui considère que la perestrolle « n'est considère que la perestrolka « n'est pas un modèle, mais, à l'évidence, agit dans le monde un peu comme notre « liberté, égalité, fraternité » a agi en 1789 et depuis », souligne qu'il a perçu « la discussion du contité central comme un développement de notre politique, considérée non comme une ligne Maginot mais comme un moyen de nous jeter dans les vrais problèmes ». Lors du dernier comité central, les interventions de MM. Fiterman et Le Pors avaient été la cible d'un véritable tir de barrage de la part véritable tir de barrage de la part de la majorité des membres du

OLIVIER BIFFAUD

Deux élections cantonales partielles

Calvados : canton de Poutl'Evêque (2º tour).

Inscr., 6 112; vot., 2 851; abst., 53,35 %; suffr. expr., 2 710. Gérard Pruvost, RPR, maireadjoint de Saint-Juliensur-Calonne, 1 421, ÉLU; Jean-Marc Mosagna, div. d., maire-adjoint de Pont-l'Evêque, 1 720.

Dans le département du giscar-dien M. Michel d'Oraano, UDF-PR, président du conseil général, le RPR emporte au deuxième tour le siège de Pont-'Evêque, avec 52,43 % des suffrages.

Sept candidats, dont cinq à droite, briguaient la succession de M. Charles Lessard, UDF, conseiller genéral depuis 1965, démission-naire pour raison de santé. Soutenn par M. d'Ornano, M. Jean-Marc Mosagna, pourtant en tête au pre-mier tour, est devancé par son rival chiraquien de plus de cent voix. Sympathisant UDF, M. Jean Dutacq, maire de Reux - lui aussi appuyé par le président du conseil général, – qui avait obtenu 20,3 % des suffrages exprimés au premier tour de scrutin, n'avait pas voulu donner de consignes de vote pour le deuxième tour. Une situation poli-tique qui a certainement décon-certé un électorat déjà désorienté par la candidature de M. Mosagna sous la bannière de l'UDF. Il y a deux mois encore, M. Mosagna militait en effet au RPR, au côté de M. Pruvost.

Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 6 112; vot., 2 984; abst., 51,17 %; suffr. expr., 2 927. MM. Jean-Marc Mosagna, div. d., adj. au m. de Pont-l'Évêque, 801 voix (27,36 %); Gérard Pravost, RPR, adj. au m. m. de Sajata-Inlien. (27,36 %); Geard Privos, RPR, adj. au m. de Saint-Julien-sur-Calonne, 682 (23,30 %); Jean Dutacq, app. UDF, m. de Reux, 593 (20,25 %); Pierre-Albert Cumont, div. d., maire de Saint-Hymer, 377 (12,88 %); Michel Carreyrou, maj. prés., 306 (10,45 %); Guy Dupin, FN, 88 (3 %); M= Anne-Marie Belly, PC, 80 (2,73 %).

A Vitrolles

La droite et l'extrême droite empêchent l'inauguration

d'une avenue Tjibaou Une centaine de manifestants du Front national ont empêché, samedi 28 octobre,

l'inauguration d'une avenue Jean-Marie Tjibaou à Vitrolles (Bouches-du-Rhône). Les manifestants, des anciens parachutistes et des gendarmes à la retraite, ont bloqué le passage aux élus de la municipalité socialiste, puis ils ont détruit la stèle à la mémoire du dirigeant du FLNKS, assassiné la 4 août dernier à Ouvée par des extré-

socialistes s'éloignaient, des membres du Front national ont descellé les poteaux sur lesquels avaient été placées les plaques de rue au nom de Jean-Marie Tjibaou.

Parmi les manifestants, qui s'étaient regroupés derrière des drapeaux tricolores, se trouvaient M. René Gestin, conseiller régional du Front national, et M. Jean-Pierre Bouvet, conseiller général RPR des Bouches-du-Rhône, Sur des pancartes reproduisant le portrait des quatre gendannes tués à Ouvéa le 5 mai 1988 on pouvait lira : « Si tu vaux êtra honoré, agis comme les Canaques : tue les Français. 3

Le maire de la ville. M. Jean-Jacques Anglade, a expliqué qu'il n'avait pas voulu faire intervenir la police « au cours d'une cérémonie en hommage à la paix ». Il a d'autre part condamné e l'attitude intolérante et hainer ceux qui ne savent que détruire quand d'autres, comme Tji-baou et Lafleur, s'unissent

Le maire de Vitrolles, qui maintient son hommage à l'ancien dirigeent du FLNKS, considère l'avenue comme

eté rédu au second tour en 1985 avec 1768 voix (51,23 %) contre 1683 (48,76 %) à M. Mosagna sur 5 790 inscrits, 3 762 votants (soit 35,02 % d'abstentions) et 3 451 suffrages exprimés.

[Agé de cinquante-cinq ans, M. Gérard Pruvost est ancien élève de l'ENA. Il a été chef de protocole à l'Elysée sous Georges Pompidou de 1969 à 1973. Adjoint an maire de Saint-Julien-sur-Calonne, secrétaire RPR de la circonscription, M. Pruvost est aussi exploitant agricole.]

Jura: cauton de Montmirey-le-Château (2° tour) (inscr. : 2 006; vot., 1 386; abst., 30,90 %; suffr. expr., 1 368.

Dominique Athias, div.d., 497 (36,33 %). Pierre Chavanon, PS, 278 (20,32 %). Bernadette Brantus, UDF, 593 (43,35 %),

Mª Bernadette Brantus, fondée de pouvoir en retraite des Presses nouvelles de l'Est, retrouve, à l'issue d'une triangulaire, le siège de son mari décédé, avec près de cent voix d'écart dans le plus petit canton du Jura. M. Dominique Athias, (div.d.) qui a reçu un dis-cret soutien du RPR entre les deux tours, n'est pas parvenu à combler les dix points d'écart qui le sépa-raient de Mª Brantus. Il a toutefois bénéficié du report partiel des

M. Charles Lessard, UDF, avait recours à l'issue du premier tour pour la diffusion de tracts diffamatoires. Le candidat socialiste, M. Pierre Chavanon améliore très faiblement son score. Les voix des abstentionnistes ont donc creusé l'écart au profit de la veuve de Pierre Brantus. Les trente-quatre conseillers généraux devaient élire, lundi 30 octobre dans l'après-midi, leur nouveau président. Toutes les surprises sont possibles : la compo-sition de l'assemblée départementale est en effet de sept PS, un PC, neuf UDF, neuf RPR, huit div.d. se partageant entre l'UDF et le

> Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., avalent été les suivants : inscr., 2 007; vot., 1 261; abst., 37,16 %; suff. expr., 1 246. M Bernadette Brantus. UDF. 474 voix (38,04 %): MM. Dominique Athias, div.d., 371 (29,77 %); Pierre Chavanon, PS, 247 (19,82 %); Hervé Lavenir, CNI, 62 (4,97 %); Hervé de Saint-Paul, Verts, 51 (4,09 %); Jean-Etienne Normand, FN, 21 (1,68 %), Bernard Chenu, PC, 20 (1,60 %).

Pierre Brantus avait été réélu Pierre Brantus avait été réélu des le premier tour des élections cantonales de mars 1985 par 773 voix (53,86 %) contre 385 (26,82 %) à M. Migeon (div.d.), 211 (14,70 %) à M. Barbarin (PS) et 66 (4,59 %) à M. Beanlieu (PC) sur 2 093 inscrits, 1 477 votants (soit 29,43 % d'abstentions) et 1 435 enffrages voix du candidat du CNI, tentions) et 1 435 suffrages M. Hervé Lavenir, qui a déposé un exprimés.



1629 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration UNIVERSITÉ À SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associant une pédagogie active à l'experience d'un projet personnel/professionnel. Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professionnal experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration with an emphasis in international management A.C.B.S.P.

FILIÈRES D'ADMISSION

3º CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorals : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise. Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'angleis, conduisant au M.B.A.

2º CYCLE Formations supérioures de second cycle. Cursus équivalent à deux agrées

Informations et sélections : European University of America 17/25 rue de Chaillot (métro Mas), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71 Communique par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asia : Tak Ming - Hong Kong, et aux USA : PhD.

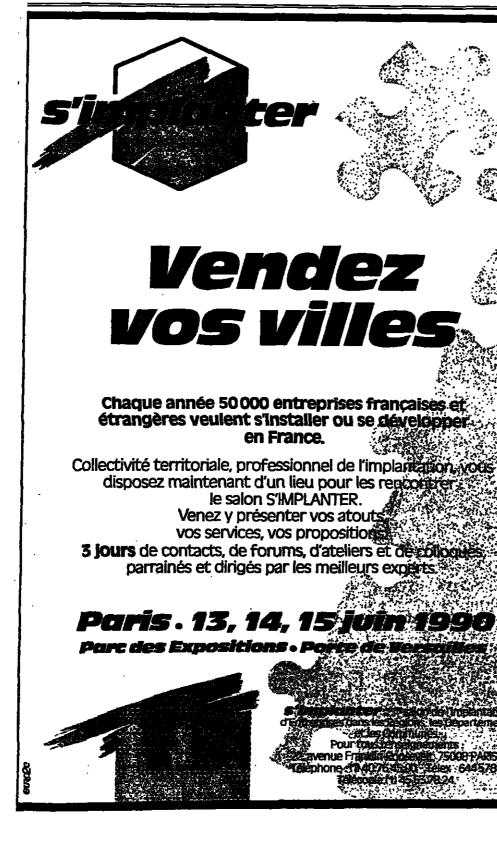
OFFREZ L'ARTAU QUOTIDIEN



Choisissez, chez vous, dans le nouveau catalogue du Musée du Louvre et des Musées de France, un des cent cadeaux exclusifs inspirés des collections: objets décoratifs ou pratiques, bijoux, statuettes, céramiques et la toute nouvelle ligne Louvre. A offrir et à vous offrir.

-	OUI Je désire recevoir gratuitement votre nouveau catalogue 1990 tout en couleur.
	NOM M M= MID
	VILLE
3	Resourcez très vice ce bon à Publi-trans. CATAL OCUE des MUSEES BP 123 91161 LONCJUMEAU CEDEX.
	Nos cadeaux sont en vente dans les libraines des Muners du Louvre

Forum de Halles et 8º Avenue Victor Hugo à Pari



EUROPE 93

Le débat sur la charte communautaire des droits sociaux fondamentaux

Disparités et convergences entre les législations nationales

Le conseil des ministres des affaires sociales devait examiner, le lundi 30 octobre, le projet de charte communautaire des droits sociaux fondamentaux. Un texte qui, a affirmé M. François Mitterrand, le 25 octobre, devant le Parlement européen de Strasbourg. « engagera ceux qui y souscrivent à instituer, là où ce n'est pas déjà fait, ou à protégar, là où ils existent déjà, les droits des travailleurs et des catégories les plus faibles ».

Un survol rapide des législations nationales des douze Etats de la CEE dans quelques domaines, à partir d'une étude élaborée par la Commission européenne, montre que les disparités ne manquent pas. Même si les dispositions législa-tives et conventionnelles jouent un rôle important de régulation des conditions de travail et font apparaître (aussi) des convergences.

• Salaire minimal. - Un salaire minimal national est fixé par l'État dans cinq pays: la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Por-tugal et l'Espagne. Ce salaire minimal touche environ 10 % des sala-riés en Espagne et 20 % de ceux de l'industrie et des services au Portugal. Il atteint près de 65 % du selaire moyen brut aux Pays-Bas. En Belgique et en Grèce, des rému-nérations minimales sont fixées par convention collective an niveau national, en liaison avec l'évolution des pris à le consequencies des prix à la consommation.

En Grande-Bretagne, des conseils de salaires (Wages Councils) proposent chaque année au ministre du travail des salaires minimaux dans les secteurs où il n'y a pratiquement pas de négocia-tions collectives, comme les ser-vices : environ 2,7 millions de salariés sont concernés. Un système identique (Joint Committees) existe en Irlande. En Italie et au Danemark, des minimums sont déterminés par des conventions col-

lectives de branche, comme en RFA, où la législation a prévu une rémunération minimale pour les personnes employées dans des conditions particulières, comme les travailleurs à domicile.

 Durée du travail. — La durée de la semaine de travail normale est réglementée dans tous les Etats de la CEE à l'exception de la Grande-Bretagne. Au Danemark, une loi de 1988 fixe à 39 heures la semaine de travail • normale •. La durée hebdomadaire (mais non maximale) oscille done entre 39 heures (France, Danemark), 40 heures (Grèce, Luxembourg, Belgique, Espagne) et 48 heures (Allema-Espagne) et 48 heures (Allemagne, Italie, Portugal, Pays-Bas, Irlande). Mais les durées moyennes prévues par les conventions collectives sont généralement inférieures. Les heures supplémentaires sont réglementées (avec imposition de plafonds) dans tous les pays à l'exception du Danemark, de l'Italie et du Royaume-Uni.

• Travail atypique. - Scules l'Espagne et la France définissent légalement le travail à temps par-tiel. Généralement, les conditions de travail ainsi que les dispositions réglementant les délais de préavis et les indemnités de licenciement sont identiques pour les salariés à temps plein et à temps partiel. Mais, en Irlande, par exemple, il faut travailler au moins 120 heures par mois pour bénéficier d'un congé annuel. Quant au contrat à durée déterminée (CDD), il ne fait l'objet d'aucune disposition juridique particulière au Dane-mark, ca Irlande et au Royaume-

uni. Il relève de la législation géné-rale du travail en RFA, en Grèce et aux Pays-Bas, alors qu'il est traité spécifiquement en Belgique, en France, en Italie et bientôt au Luxembourg. Lorsqu'il est régiementé, le Lorsqu'il est réglementé, le CDD a une durée maximale limitée à 24 mois ou à 36 mois en Espagne et au Portugal, la Grèce ne prévoyant pas de limitation légale. L'Espagne, la Grèce et l'Italie interdisent l'intérim alors qu'au Portugal celui-ci n'est pas réglementé. Ainsi, les conditions d'utilisation du travail temporaire prope-

au Danemark et aux Pays-Bas, sont extrêmement variées. Le travail à domicile fait, lui, l'objet d'ane pro-tection légale en Allemagne, en Rapagne, en France et en Italie.

espagne, en France et en name.

Congé payé aussel. — Tous les
pays out des dispositions légales sur
les congés payés annuels à l'exception de l'Italie et du Royaume-Uni.
Les durées légales varient entre
18 jours et 30 jours (Danemark,
Espagne). Mais, dans tous les pays, les conventions collectives fixent des périodes de congés plus longues, jusqu'à parfois

• Le travail de meit. — C'est un domaine généralement réglementé, sauf au Danemark, en Irlande, au sauf au Danemark, en Iriande, au Luxembourg et en Grande-Bretagne. En Belgique et aux Pays-Bas, il est interdit sauf pour certaines activités, où des dérogations sont admises. Les autres législations font l'inverse: le travail de muit est autorisé à l'exception de certaines activités. En France, une convention collective étendue pent, à certaines conditions, strictement définies, lever l'interdiction...

 Egalité de traitement. – L'article 119 du traité de la CEE a posé
 L'écolité de rémunéle principe de l'égalité de rémuné-ration entre les hommes et les femmes. Ce droit théorique de nondiscrimination joue également pour les ressortissants de la Commu-

• Age d'admission an travail. -L'âge minimal d'admission au tra-vail est fixé dans tous les Etats membres. Il est de seize ans minimum - prévu par la charte - en France, en Grande-Bretagne, en Espagne, de quinze ans en RFA, en Italie, en Belgique, au Luxem-bourg, aux Pays-Bas, au Dano-mark, en Irlande et en Grèce. Il est fixé à quatorze ans au Portugal.

• Licenciements individuels et ilectifs. - La Constitution du Portugal interdit le licenciement individuel « sans juste cause ». Dans tous les pays, en dehors du Portugal, la résiliation d'un contrat de travail individuel à durée indéterminée est généralement subor-donnée au respect d'un délai de préavis à durée variable. Des formes d'indemnisation sont préLuxembourg, en Espagne et an Royaume-Uni.

Ecoliers musu

Les représentants des salariés interviennent dans la procédure individuelle en RFA, en Grèce, en individuelle en RFA, en Grèce, en Italie, en Espagne et au Portugal. Le nombre de salariés concernés par un licenciement collectif varie sensiblement d'un pays à l'autre pour qu'entrent en jeu la consultation des représentants des salariés et la notification aux autorités compétences telles qu'elles sont prévues par la directive européenne prévues par la directive européenne de 1975.

 Grèves et lock-out. - Plusieurs pays garantissent le droit de grève à travers leur Constitution: l'Italie, à travers leur Constitution: l'Italie, la Grèce, l'Espagne, le Luxembourg, la France et le Portugal. Cette garantie constitutionnelle est implicite en RFA, aux Pays-Bas et en Belgique. La garantie est conventionnelle au Danemark. L'étude relève qu'il n'y a pas de droit positif en Irlande et en Grande-Bretagne, mais que les grévistes se trouvent protégés par un système d'immunités. Tous les États out prévu des procédures de conciliation, tandis que lock-out est interdit au Portugal par la Constitution et en Grèce par la loi.

© Comité d'entreprise et partici-pation. — La création obligatoire de comités d'entreprise est prévue par huit pays: Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas, Grèce, RFA, Portugal et Espagne (avec uniquement des représentants des travailleurs dans ces cinq derniers Etats) Le senil (non prévu au Por-Etats). Le seuil (non prévu au Por-tugal) à partir duquel le comité d'entreprise est obligatoire varie de 5 salariés en RFA à 150 au Luxens-bourg. Alors que le droit à la liberté d'association et à la négociation collective existe, dans des conditions différentes, partout, la participation des travailleurs défi-nie strictement (dans le sens d'une représentation, même limitée et consultative, dans les conseils d'administration et de surveillance des sociétés) n'est prévue que dans que iques États (Danemark, France, Allemagne, Luxembourg). Aux Pays-Bas, le comité d'entreprise a un droit de veto sur la désignation des personnes appelées à sièger au conseil de surveillance.

MICHEL NOBLECOURT

Droits sur les tabacs, les alcools, les carburants Vers une harmonisation moins ambitieuse que prévu...

BRUXELLES,

Communautés européennes de notre correspondant

Pour rapprocher les droits d'accises (taxes à la consomma-tion) perçus par les Donze sur les vins, les alcools, les tabacs, les ciga-rettes, l'essence, et rendre par là même possible la suppression des barrières fiscales, la Commission européenne vient de proposer la fixation des taux minimaux obliga-toires à computer du 15 iaux obligatoires à compter du 1ª janvier 1993 et des taux «objectifs». Dans le cas de trois produits pétroliers — le gazole diesel, le fioul de chauffage domestique et le fioul lourd industriel - pour lesquels un effort d'harmonisation plus poussé est nécessaire si l'on veut éviter des distorsions de concurrence, elle préconise non pas des taux minimaux, mais des fourchettes de taux

Ces propositions sont sensiblement moins ambitienses que celles présentées par la Commission en 1987. Elle avait alors préconisé des taux uniques produit par produit

applicables dans l'ensemble de la Communauté.

Mais les discussions entre les Douze ont fait apparaître qu'en raison des grands écarts de taux entre les Etats membres il était illusoire d'espérer aboutir à une harmonisation totale d'ici à la fin 1992.

direction dans laquelle opérer les rapprochements. Au la janvier 1993, les Etats membres qui se situent au-dessus des taux minimaux n'auront pas l'obligation de modifier leurs taux. Mais s'ils le font, les modifications ne pourront se faire que dans le sens d'un rapprochement vers les taux objectifs.

Les taux minimaux maintenant proposés sont inférieurs au taux unique de 1987, et, tant au plan budgétaire qu'en termes de prix, ne devraient placer aucun Etat membre dans une situation vraiment inconfortable. Il s'agit d'un rappro-chement minimal nécessaire pour rendre possible l'élargissement progressif des franchises voyageurs et, à partir de 1993, pour autoriser les particuliers à faire sans aucune limitation leurs achais personnels dans les pays de la CEE où les taux sont les plus bas.

Les taux objectifs, contraire-ment aux taux minimaux, ne seront pas obligatoires. Il s'agit, explique la Commission, de valeurs repères sensiblement plus élevées que les taux minimaux et dont l'objet est d'indiquer aux Etats membres la

impliquera en France une augmentation de l'accise de 50 francs par hectolitre d'ici à 1993. Toujours pour le vin, il est suggéré de fixer le taux objectif de 28,7 écus par hec-

prochement vers les taux objectifs. Ces derniers ont été fixés en tenant

compte des impératifs de politique de santé et d'environnement.

afin d'en décourager la consomma-tion. Dans le même esprit d'orien-

tation, le taux proposé pour l'essence normale est de 337 écus

par hectolitre alors que pour l'essence sans plomb il est limité à 287 écus par hectolitre. Le taux

minimal proposé pour le vin est de 9,35 écus par hectolitre, ce qui

L'idée est notamment d'inciter à un relèvement progressif des taxes perçues sur le tabac et sur l'alcool

vues au Danemark, en France, en Grèce, en Irlande, en Italie, au sation de travail temporaire, pros-crit dans certains secteurs en RFA, PHILIPPE LEMAITRE

De l'enregistrement à l'atterrissage, marchez sur un nuage.

Prenez l'air, laissez nous faire. Partout dans le monde, laissez vous dor-

Raffiné, attentioné et méticuleux, votre équipage est aux petits soins. Goûtez les charmes de la compagnie du pays qui a donné au voyage ses lettres

de noblesse. Et qui sait rendre un vol agréable.



VOYAGEZ COMME VOUS RÉVEZ



Le Monde

Mions mail and was

Property of the second

Control of the Control

....

7- 3-4 S. S. S.

200

SOCIÉTÉ/CULTURE

••• Le Monde • Mardi 31 octobre 1989 13

SECTION B

14 L'assemblée des évêques français à Lourdes 15 L'affaire Touvier

16 Cinéma : Jerry Lee Lewis, fils prodigue 17 Musique : Tristan et Isolde à Nantes 18 La mort de Kateb Yacine 22 Judo : le poids des lourds

Foulards, cantines et enseignement coranique

Ecoliers musulmans en Europe

La polémique sur le port du foulard islamique à l'école n'est pas close en France. M. Raymond Barre a réclamé, dimanche, une « commission de sages » pour réfléchir à la laicité dans une société multiconfessionnelle (voir page 48). D'autres pays d'Europe occidentale sont confrontés, eux aussi, à la présence d'enfants musulmans dans leurs écoles, même si le débat n'y a pas pris la même forme et la même ampleur qu'en France.

Les écoles de Copenhague n'ont pas de cantines. Dans certaines d'entre elles, les élèves apportent eux-mêmes leur repas de midi; dans d'autres — les plus populaires — un paquet-repas est distribué par l'établissement. Il y a un mois, cédant aux sollicitations des familles musulmanes, la municipalité a décidé de bannir la viande de porc de ces repas. Cette initiative a provoqué un tollé, mais les autorités ont tenu bon : il n'y a donc plus ni jambon ni saucisson.

C'est un exemple parmi beaucoup d'autres de la prise en compte - plus ou moins explicite, plus ou moins réussie — d'un phénomène général en Europe occidentale : la proportion croissante d'enfants musulmans dans les écoles. Une croissance qui s'explique, à la fois, par l'arrivée de nouveaux immigrants et par la faible natalité des

Ainsi, aux Pays-Bas, la proportion d'enfants étrangers à l'école primaire (5,6 % en 1986) et dans le secteur préscolaire (6,9 %) a triplé en dix ans. En Allemagne fédérale, elle a seulement doublé, si l'ou peut dire, mais avec des chiffres sensiblement plus élevés : 12,6 % d'étrangers dans le primaire et 18,8 % en maternelle. Bien entendu, tous ces étrangers ne sont pas musulmans, même si la RFA compte une forte majorité de Turcs. Mais, à l'inverse, dans d'autres pays, les statistiques ont tendance à sous-évaluer le phénomène. C'est le cas en France où de nombreux enfants maghrébins sont de nationalité française.

La présence musulmane dans les écoles européennes est d'antant plus sensible qu'elle est géographiquement très concentrée. Dans le quartier de Kreuzberg (Berlin-Ouest), quelques pâtés de maisons comptent jusqu'à 60 % de Turcs. A Soho ou Astor (Birmingham), certaines classes ne comptent plus un seul Anglais de souche. On assiste en effet au même cercle vicieux que dans de grandes villes des Etats-Unis: un quartier «coloré» le devient de plus en plus parce que les familles blanches, insatisfaites de l'école, préfèrent déménager. Ainsi, l'institution acolaire, qui était sensée être le lieu idéal du brassage et de l'intégration, devient

facteur de concentration et de ségrégation.

Ce processus met du temps à se réaliser. Dans l'intervalle, les conflits se multiplient : s'il y a en Europe peu d'affaires du genre Creil (foulard islamique), on ne compte plus les affaires du genre Montfermeil ou Beaucaire (tentative de barrer l'accès de l'école à des enfants d'immigrés, jugés trop nombreux).

Religion d'Etat ou laïcité

Aucun Etat d'Europe occidentale n'était prêt à prendre durablement en charge une population scotaire musulmane. Aujourd'hui, ils sont tous obligés de s'adapter aux nouvelles formes de l'immigration : ce ne sont plus simplement des travailleurs qui viennent en Europe mais des familles ; et elles ont tendance à s'établir de manière définitive dans le pays d'accueil.

L'Allemagne fédérale, par exemple, refusait de se considérer comme pays d'immigration. Elle n'avait que des « visiteurs », venus y travailler pour une durée provisoire, selon une rotation organisée. Même lorsque le travailleur était rejoint par sa famille, ce principe devait s'appliquer : la scolarisation des enfants tures visait à maintenir la culture d'origine pour permettre une réintégration au pays. Or, la population turque a tendance à se sédentariser, obligeant les responsables allemands à en tirer les conséquences. Ils oscillent désormais entre une politique d'intégration en RFA et une politique de réintégration au pays.

L'Italie et l'Espagne, elles, se voyaient comme des nations d'émigrants... jusqu'an jour où le mouvement s'est inversé. Quant à la France, qui avait une habitude de l'assimilation des populations étrangères, elle pensait à tort pouvoir intégrer des immigrés musalmans de la même manière que jadis les Italiens et les Polonais...

A deux ans de l'ouverture des frontières de la Communauté, les pays européens sont loin d'avoir la même attitude à l'égard des élèves musulmans. Chacun d'eux réagit en fonction de son histoire, de son tempérament et de sa conception de l'Etat. Ce n'est pas un hasard si l'affaire du foulard islamique a pris tant d'ampleur en France, pays centralisé, où la laïcité est considérée comme l'un des piliers de la République. La situation ne peut être la même ni en Grande-Bretagne où l'anglicanisme est religion d'Etat, ni au Danemark où la classe commence par le chant d'un psaume. Elle ne peut être la même ni en RFA où les différents Lânders jouissent d'une grande autono-mie en matière d'éducation, ni en Belgique, pays décentralisé, où les citoyens ont une méliance instinctive envers le gouvernement central.

En 1985, dans une commune près de Rotterdam, l'échevin avait interdit le port du foulard islamique en le déclarant « non hygiénique ». Il avait dû faire marche arrière, et le ministre de l'éducation s'était déclaré incompétent. Des affaires semblables ont éclaté ces dernières années dans d'autres pays d'Europe mais elles ne sont jamais allées très loin.



Tout un débat se développe, en revanche, à propos de l'enseignement coranique. Il n'est pas facile de le refuser dans des pays comme la Belgique où d'autres religions sont enseignées à l'école.

Le cas de l'Allemagne est particulièrement intéressant. Dans ce pays, l'enseignement du catholicisme ou du protestantisme est obligatoire, à moins d'une demande écrite des parents. Fallait-il dispenser des cours de Coran aux musulmans? Dans un premier temps, les autorités ont laissé des centres musulmans s'en occuper ; puis elles se sont inquiétées de l'emprise des confréries islamiques - politisées et bien organisées - sur la popula-tion turque, en se demandant si le meilleur moyen de la combattre ne serait pas d'enseigner l'islam à l'école. Une expérience timide a laucée en Rhénanie-Westnhalie où un Coran « édulcoré » est enseigné dans certaines classes pri-

Décentralisation extrême

 L'Allemagne fédérale est un pays où les choses ont le mérite d'être explicites. souligne Riva Kastoryano, chercheur associé à la Fondation nationale des sciences politiques. Les Turcs sont les Turcs juridiquement et psychologiquement parlant – et les Allemands peut-être pas l'intégration mais évite des confusions et des ambiguntés qui, ailleurs, sont très douloureusement ressenties.

Mais c'est le Royaume-Uni qui, à l'heure actuelle, se distingue le plus du cas français, en raison d'une extrême décentralisation en matière d'éducation — le pouvoir décisionnel appartient aux collectivités locales et aux chefs d'établissement — et en raison d'une forme de résignation à la société » pluriculturelle ».

A Birmingham en particulier, où vivent 80 000 musulmans, d'origine pakistanaise ou indienne, le conseil municipal a soumis en 1983 des • recommandations • aux chefs d'établissement. Elles prévoient notamment des salles de prière musulmanes dans les écoles, l'autorisation pour les filles de porter le foulard islamique et le costume traditionnel, de la viande halal dans les cantines, le refus d'enseigner l'éducation sexuelle comme matière à part et la « prise en compte » du point de vue des parents pour la non-participation des filles à la gymnastique, à la danse, à la musique, etc.

On se trouve clairement devant deux modèles : celui, pluriculturel, de Birmingham et celui, intégrateur, que la France tente de préserver. Les pays européens pourrontils se dispenser de choisir entre l'un ou l'autre?

ROBERT SOLÉ

<u>A Bruxelles</u> Sous l'aile de la mosquée

BRUXELLES

de notre correspondent

« C'est une école comme au lieu des cours de religion catholique ou de morale laique, les enfants ont deux heures par semaine de cours de religion islamique. » A entendre Anne Ghiste, la toute jeune directrice — ∢ vingt-cinq ans ») - de l'école islamique de Bruxelles, on se demande pourquoi la création de catte école, lors de la demière rentrée scolaire, a soulevé tant de polémiques dans le monde politique du royaume belge ∢ et catholique ».

Anne Ghiste est assistée par sept autres institutrices. dont trois sont musulmanes. L'idée de créer cette école a vu le jour en 1987, après que les pourgmestres (maires) de deux communes de l'agglomération bruxelloise eurent interdit les cours de religion islamique dans les écoles de leurs circonscriptions. Si cette décision n'a pas suspris de la part de Roger Nois, le bourgmestre de Schaerbeek, célèbre pour ses prises de position extrémistes - il fut le premier homme politique belge à recevoir officiellement Jean-Marie Le Pen, elle a été olus imprévue de la part du socialiste Charles Picqué, responsable de Saint-Gilles, et qui est devenu depuis le président de l'exécutif de la récion bruxelloise.

En 1978, les cours de religion musulmane furent en effet introduits par une loi dans les écoles communales du royaume au mêma titre que les autres religions ou que la morale laïque pour les noncroyants. L'organisation pratique de ces cours posa vite problème, puisque l'islam ne ent pas de hiérarchie, les comités prévus par la loi pour l'enseignement islamique ne purent se mettre en place. En fait. l'enseignement dépend du centre islamique et cultural de Belgique, lui-même dépendant de la Ligue islamique mondiale, elle-ême dépendante de l'Arabie sacudite...

Le système fonctionne tant bien que mal jusqu'à ce que les deux bourgmestres décident de suspendre les cours de religion Islamique. En avril 1989, le ministre responsable leur mant ou une école pouvait « se déclarer incapable > d'organiser ces cours sans violer là loi. Devant cet état de fait, l'imam décide de créer « l'école de la mosquée », dénommée ainsi parce qu'elle est située dans le même bâtiment que la grande mosquée de Bruxelles, la même où l'imam Abdallah Ahbal fut assassiné en mars

En dépit des réactions négatives de nombreux responsables politiques du pays, l'école islamique est en pass de recevoir tous les agréments administratifs nécessaires pour être considérée comme les autres écoles confessionnelles du pays. Et, à ce titre, d'être subventionnée.

Easeignement plas facile >

Cent quarante enfants environ, dont une grande majorité
de Marocains, fréquentent
l'établissement. « L'enseignement est plus facile, reconnaît
Anne Ghiste, du fait de
l'homogénéité relative des
élèves. L'an dernier, j'étais
dans une école d'Anderlecht
où il y avait souvent des problèmes entre enfants immigrés
et belges. »

Pour le moment, le très jeune âge de la plupart des écoliers fréquentant l'école permet de... voiler certains problèmes. Les enfants font ainai de la gymnastique tous ensemble et les cours de sciences naturelles c sont limités à la découverte du corps humain, mais sans encore parler de la différenciation sexuelle... ». Quant au port du foulard, e cala dépand des jours, répond Anne Ghiste. Les parents essaient d'y habituer les enfants, mais celles-ci, surtout les plus petites. oublient de temps en

temps... > JOSÉ-ALAIN FRALON

Dans les ghettos bengalis

de notre correspondant

« Empêcher des jeunes filles d'aller en classe parce qu'elles ortent un voile?» Notre interiocuteur n'en revient pas que la question puisse même se poser. Il suffit d'ailleurs de regarder autour de soi, dans ce quartier du nord-est de Londres. Tower Hamlets, à très forte population immigrée. Plusieurs écoles primaires et secondaires d'Etat sont ici fréquentées presque uniquement par des enfants musulmans originaires du Bangladesh. Le phénomène de constitution de ghettos ethniques, caractéristique des banlieues londoniennes, est encore plus mar-qué qu'ailleurs. Certains

Council flats (l'équivalent approximatif de nos HLM) ne

sont habités que par des Ben-

il n'est pas question pour ceux-ci d'envoyer leurs enfants dans une école privée payante, même si l'enseignement public est nettement déficient. Quatre cent trente enfants ben-galis n'ont pu être scolarisés, lors de la dernière rentrée à Tower Hamlets, en raison du manque de locaux et d'enseignants. La municipalité a dû faire accel à des instituteurs étrangers, néerlandais et ouest-allemands notemment, qui connaissent suffisamment l'anglais pour remplir leur mission... Autant dire que les pro-blèmes d'intendance passent relles ou religieuses. Si les jeunes musulmanes veulent porter un voile, ou un foulerd, ce n'est pas le directeur de

l'établissement qui s'y opposera.

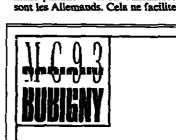
Tower Hamlets est un cas extrême. Mais la mêrne tolérance, conformément aux meilleures traditions britanniques, est de règle dans toutes les écoles dépendant de l'Inner London Éducation Authority (ILEA), l'organisme qui a la responsabilité de toutes les écoles d'Etat du Grand Londres. Les travailistes bénéficient d'un pouvoir de fait à la tête de l'ILEA et ils ont eu à coeur de faire bénéficier toutes les minorités de protections considérables. Malheur à l'enseignant venu de sa lointaine province qui tiendrait un propos considéré comme insuitant à l'égard des innombrables minorités ethniques ou religieuses représentées.

Les jeunes musulmans représentent 42 % de la population scolaire à Tower Hamlets, 14 % à Camden et 11 % à Westminster, pour ne citer que quelques quartiers de Londres. En dehors de la capitale. des villes comme Bradford connaissent des proportions encore plus élevées. Le sys-tème britannique, très décentralisé, donne un pouvoir considérable aux autorités locales d'éducation, lesquelles reflètent la composition de la population concernée, et comportent done dans certains cas un nombre appréciable de Cette situation est cenen-

dant en pleine évolution. Mme Thatcher a décidé d'abolir l'ILEA, parce que la gauche travailliste y était trop puis-sante. Ce sera chose faite au printemps prochain. Les autorités éducatives de chacun des douze districts londoniens auront désormais davantage de latitude en matière de règlement intérieur. Serontelles aussi résolument tolérantes que par le passé, mal-gré les séquelles de l'affaire Ruhsdie, envers les jeunes musulmans des deux sexes qui affichent des signes extérieurs de leur appartenance religieuse ? Les paradoxes ne manquent

pas. Certaines écoles de l'Eglise d'Angleterre, situées dans des quartiers déshérités, accueillent une forte proportion et parfois une majorité de jeunes musulmans. Ceux-ci ne recoivent, per consentement tacite, aucune éducation religieuse anglicane. La même remarque vaut dans les écoles catholiques où la règle est cependant de ne pas dés 20 % de non-baptisés. La grande querelle est à venir. Elle concerne la demande, soutenue par le parti travailliste. que des écoles confessionnelles musulmanes puissent être à l'avenir financées et entretenues par l'Etat, comme c'est le cas actuellement pour certains établissements chré-

ns et juits. DOMINIQUE DHOMBRES





MOZART/SELLARS

DON GIOVANNI

13--27 NOV.

LE NOZZE DI FIGARO

10--23 DEC.

Conseil Général de la Seine-Saint Denis – Conseil Régional d'Île de France (Opéra en lle de France) – Bicentenaire de la Révolution Française – Alpha Frac – Hôtels Ibis – Havas HDM – Air France

LOCATION OUVERTE 48 31 11 45



RELIGIONS

La fin de l'assemblée plénière de Lourdes

Les évêques élaborent un catéchisme pour adultes

«L'assemblée plénière qui s'achève est l'une des plus sereines que nous ayons connues», a déclaré à Lourdes, iundi 30 octobre, Mgr Decourtray, président, en clôturant les travaux annuels de la conférence épiscopale. Cette assemblée restera marquée par l'engagement de plusieurs dossiers importants (catéchisme pour adultes, paroisses), par la visite de M. Jacques Delors, président de la commission européenne le Monde daté 29-30 octobre) et par les commentaires sur l'affaire du voile et l'avenir de la laïcité.

de notre envoyé spécial

La seule décision concrète adop-tée par les évêques à Lourdes a été la création d'un Conseil national de la solidarité, qui aura pour principale fonction d'harmoniser les actions des différents organismes caritatifs de l'Eglise de France. Il sera présidé par Mgr Jacques David, évêque de La Rochelle. Longuement préparée par l'adop-tion d'une charte commune de la solidarité et par une phase d'expérimentation qui a duré un an, cette décision devrait mettre fin à des années de tension entre, notamment, le Secours catholique et le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), qui, à eux deux, attient le plus gros de l'aide des catholiques de France.

Le conflit portait sur la destination des sommes recueillies, la nature des projets soutenus et les relations à établir avec les épiscopats des pays aidés. Elle avait alimenté une polémique à propos du CCFD, soupçonné de faire cavalier seul, de passer au-dessus des hié-rarchies locales, de sortir de sa vocation humanitaire pour souteuir des organisations syndicales ou politiques actives dans les luttes de libération du tiers-monde. Un livre vient de sortir qui fait justice d'accusations reprises dans les milieux et la presse de la droite

« On a dépassé les querelles », se sont félicités les évêques après leurs votes. Mais ils n'ont pas vraiment déterminé la vocation du nonveau Conseil national de la solidarité : s'agit-il d'un organisme de «concertation» ou de «coordination» des organismes caritatifs de l'Eglise ? L'avenir le dira, l'objectif étant d'abord, semble-t-il, de remo-biliser les fidèles pour les actions caritatives et missio

française (1).

Le plus gros travail de l'assemblée plénière, accompli à huis clos, a été consacré à la préparation d'un Exposé complet et organique de la foi», une sorte de catéchisme pour adultes, analogue à celui qui existe déjà en Allemagne et en Bel-gique par exemple. Il s'agit d'un ouvrage principalement destiné aux catéchistes (plus de deux cent aux catéchistes (plus de deux cent mille dans l'Eglise en France), capable aussi de répondre aux besoins de formation des parents et plus généralement des adultes.

Le travail de rédaction a été confié à la commission épiscopale de l'enseignement religieux, pré-

sidé par Mgr Pierre Plateau, archevêque de Bourges, qui, depuis le mois de mai, a reçu des évêques et des congrégations romaines compé-tentes plusieurs milliers d'amendements. Après d'autres navettes, ce catéchisme pour adultes devrait être terminé à la fin de l'année prochaine. Mais son élaboration se fait dans un climat beaucoup plus décrispé que celui qui avait pré-sidé, en 1985 et 1986, à la nouvelle rédaction, imposée par le Vatican, de *Pierres vivantes*, le principal outil de la catéchèse française.

Redécoupage des paroisses

Un autre travail de longue haleine a été amorçé par les évê-ques, qui ont échangé leurs expé-riences sur le rédécoupage des es. Depuis 1965, c'est la première fois que les évêques se pen-chent sur le thème de la paroisse, qui est pourtant la cellule de base de la vie de l'Eglise locale. Ce recentrage correspond à des mou-vements de fond de la société, qui bouleversent le tissu paroissial traditionnel : désertification du monde rural, construction de quartiers nouveaux dans les grandes villes, mutation des modes de vie urbains, crise du recrutement des prêtres, etc.

Il y a un trop-plein de clochers dans des régions rurales déchristianisées ou dans certaines banlieues nouvelles, mais d'autres quartiers en manquent. Comment regrouper les fidèles, remodeler la carte de isses, sans provoquer des déséquilibres, y compris sociaux ?

L'assemblée de Lourdes s'est interrogée sur les chances de réus-site d'une telle mutation de la géo-

graphie paroissiale, qui ressemble aux efforts, plus ou moins couromés de succès, de regroupement des communes. Présentant l'Eglise comme un . lieu d'inventivité sociale ., le cardinal Lustiger s'est montré optimiste : « Notre modèle reste celui de la France rurale du

dix-neuvième siècle, qui comptait quarante-cinq mille prêtres pour trente-cinq mille communes. Alors le clergé était exclusivement rural. Mais les temps ont changé : aujourd'hui, les vocations sont urbaines, et le clergé est mieux formé. » Ce dossier sera plus com-plètement examiné l'an prochain.

Une « assemblée sereine », a commenté Mgr Decourtray. Les thèmes délicats n'ont pas fait l'objet de vrais débats, comme par exemple l'image de l'Eglise, ou la contestation montante de militants de gauche soucieux de plus de dialogue – les vingt-cinq mille signa-taires de l'«Appel au dialogue de Témoignage chrétien» (le Monde du 24 octobre) — ou encore l'affaire Gaillot, à peine évoquée. Une lettre a été lue de Mgr Michel Coppenrath, évêque de Papeete, se plaignant de ne pas avoir été informé de la présence de Mgr Gaillot, évêque d'Evreux, à une récente manifestation antinucléaire dans le Pacifique. Le « cas Gaillot est jugé douloureux par certains évêques : . Au silence constant de l'intéressé, dit en privé l'un d'entre eux, répond le silence gêné des autres. »

HENRI TINCO

(1) Les Risques de la solidarité, de Bernard Holzer, secrétaire général du CCFD, en collaboration avec Frédéric Lenoir. Fayard, 242 p., 85 F.

DÉFENSE

Opposé à l'achat d'avions F-18

M. Boucheron (PS) accuse la marine de vouloir torpiller le Rafale

intervenant dans le débat sur le remplacement éventuel, par des F-18, des avions Crusader sur le Foch et le Clemenceau, le du Rafale à l'exportation. la défense à l'Assemblée nationale, M. Jean-Michel Boucheron (PS. Ille-et-Vilaine) accuse en substance la marine nationale de chercher à torpiller le projet du Rafale naval en acceptant de voler sur des appareils « achetés dans les surplus américains ».

M. Boucheron, qui est un proche du ministre de la défense, a exprimé cette critique lors de l'examen, le 26 octobre, par la commission qu'il préside, du projet de budget de la marine pour 1990. Son accusation vient quelques jours après la publication d'un article (le *Monde* du 21 octobre) du viceamiral d'escadre Yves Goupil, major général de la marine, qui préconise l'achat de F-18 d'occaion aux Etats-Unis pour remplacer des Crusader d'origine américaine.

L'objet du débat est déjà connu dans ses grandes lignes. Les Crusa-der, qui servent à la défense me des porte-avions français, et les Etendard IV-P, qui effectuent des missions de reconnaissance pour le groupe aéronaval, sont à bout de souffie en 1993. Le Rafale, dans sa version embarquée. qui doit les remplacer, ainsi qu'il succédera aux avions d'attaque Super-Etendard après l'an 2004, ne sera pas prêt avant juillet 1998, au plus tôt, dans les flottilles opérationnelles. Dès que le Foch et le Clemenceau, puis leur successeur, le Charles-de-Gaulle, ne peuvent se dispenser d'avions de défense aérienne à la mer, la marine propose, en atendant l'arrivée du Rafale, d'acheter quinze avions F-18 à la marine américaine. Il s'agit d'une solution provisoire, à laquelle on oppose une formule nationale. qui consisterait à prolonger momentanément l'existence des Crusader en les rénovant sur le standard des Mirage F-1 de

l'armée de l'air française. Scion M. Boucheron, il y anrait une différence de coûts de 3 milliards de francs entre les deux options: la modernisation des Crusader est estimée par lui à 1,2 milliard de francs, quand l'acquisition des F-18 et celle de leur armement sont évaluées respectivement à 3,2 et à 1,1 milliards de francs. Le président de la commission reconnaît cependant que les Etats-Unis pour-

raient consentir des rabais - substantiels » dès lors qu'ils voudraient encourager la vente à la France de leur avion F- 18, le principal rival

Ces chiffres sont contestés par l'état-major de la marine qui, tenant compte de l'environnement (munitions, pièces de rechange et banc d'essais), considère que la modernisation des Crusader revient à 1 810 millions de francs pour un avion qui n'est pas adanté à la défense aérienne à basse alti-

tude, lorsque l'achat des F-18 atteint 3 735 millions de francs. Au-delà de ces différences de

calcul, le président de la commission s'est surtout étonné, devant ses senter le recours aux matériels américains comme une solution provisoire. Selon lui, les sommes consacrées aux F-18 viendraient à manquer ensuite à la part de la marine dans le financement de la version navale du Rafale, dont les études seraient nécessairement abandonnées au détriment des

Un programme estimé à 139 milliards de francs

A combien peut être estimé le coût du programme Rafale si, aux quatre-vingt-six exem-plaires destinés à l'Aéronautique navale pour remplacer les Crusader d'interception, les Etendard IV-P de reconnaissance photographique et les Super-Etendard d'attaque, on ajoute les deux cent cinquante avions que l'armée de l'air envisage de commander dans un premier temps ?

La réponse est difficile à donner, compte tenu du fait du Rafale (entre 1997, pour la version € air », et 1998 pour la version « marine ») reste éloi-

Des estimations, non publiées, de source parlementaire font état d'un coût global de 138,8 milliards de francs de 1989 et de 149,8 milliards de francs si on extrapole aux conditions de 1990.

Aux conditions économiques de 1989, le développe-ment du programme (cellule de l'avion, systèmes de bord. adaptation du réacteur et réacteur lui-même) pour les deux versions du Rafale est évalué à 34 290 millions de francs. A cette somme, qui requiert un engagement de l'armée de l'air (à hauteur de 80 %) et de la marine (à niveau des 20 % restants), il faut ajouter 13,4 milliards de francs de dépenses d'industrialisation. Le coût de la production des trois cent trente-six avions de série est estirné à 67 536 millions de france et l'environne-

ment logistique (pièces de rechange et bancs d'essais) est évalué à 23,6 milliards de francs. Ce qui représente une addition globale de 138 826 millions de francs (1989) et de 149,8 milliards francs aux conditions de

Sur ce total, la part financée par l'Etat est de 75 %, le reste relevant d'une participation des industriels engagés dans le programme et de coopérants européens éventuels. Aux mêmes conditions éco-

nomiques de 1989 et sur la base d'une série de cent avions, le coût moyen d'un Rafale est de l'ordre de 265 millions de francs. Cette évaluation toute théorique est à rapprocher du fait que, dans les mêmes circonstances, le coût moyen d'un Mirage 2000 actuel est de 165 millions de francs environ. Si la France devait, comme c'est probable, produire une série de 600 exemplaires dans la mesure où, pour l'armée de l'air, le Rafale sera un avion polyvalent destiné à remplacer les Mirage et Jaguar aujourd'hui en service, le coût moyen passe à 201 millions de francs, toujours aux conditions

économiques de 1989. Le Rafale sera proposé à l'exportation. De source parlementaire, on considère que, dans ces circonstances, le coût moyen d'un avion, calculé sur une série de mille exemplaires. devrait être de 187 millions de francs (1989).

entreprises françaises qui y sont

Rappelant que les Crusader avaient déjà été achetés en 1965 aux Etats-Unis, M. Boucheron a : • Il ne doil pas y de fatalité pour l'aéronavale fran çaise de voler sur des appareils étrangers, achetés dans des surplus américains. >

Ce terme de « surplus ». habituellement employé pour définir des matériels déclassés, voire usagés, a d'autant plus surpris de nombreux marins que le délégué général pour l'armement, M. Yves Sillard, qui a également voix au chapitre dans cette affaire, considère au contraire que les F-18 proposés par les Américains sont pres que neufs, avec 4 000 heures de potentiel de vol. Il eût préféré, convient-il en privé, pouvoir acqué rir des avions moins chers, à 1 500 heures de potentiel. C'est une suggestion que rejette la marine dont chaque Crusader fait 900 heures de vol par an et par appareil

Un rapport interne à la délégation générale pour l'armement (DGA), qui date du début de cette année et qui avait été commandé par le ministre de la défense, déconseille de prolonger – sans les moderniser – les Crusader, et il exprime des réserves sur la rentabilité de cette même rénovation dans la mesure où elle conduirait à des ements de devis (estimé à 1 755 millions de francs pour seule ment douze appareils en ligne) et à déployer des avions aux perfor-

mances dépassées. Mais, c'est de toute évidence l'accusation de vouloir porter un coup fatal au programme Rafale qui émeut le plus les marins. Pour sposer de quatre-ving-six exemplaires de la version embarquée de l'avion conçu par Dassault et destiné à relever les Super-Étendard après l'an 2000, la marine s'est engagée à participer, à hauteur de 20 %, au développement du Rafale. Entre 1986 et 1989, elle y a consacré 958 millions de francs quand l'armée de l'air, pour ses deux cent cinquante exemplaires prévns, a alloué 3 548 millions de francs. Entre 1990 et 1993, la marine attribuera 1 536 millions de francs supplémentaires au développement du

Le débat Crusader - F 18 ne devrait pas être tranché avant la fin de 1991. D'ici là, un Crusader de la marine subira des expertises (pour 51 millions de francs) et le Foch devra expérimenter deux F-18 prétés par la marine américaine.

JACQUES ISNARD

CATASTROPHES

Vingt-trois morts dans le séisme en Algérie

Saite de la première page

Au moins vingt-trois morts et près de trois cents blasés étaient dénombrés dans la matinée du 30 octobre. Plusieurs maisons et bâtisses se seraient effondrées à Cherchell même ensevelissant

D'importants dégâts étaient signalés à Tipasa et à Hadjout, un peu plus à l'intérieur des terres. A Nador, sur le versant sud du mont Chenoua, une ancienne bâtisse coloniale s'est écroulée sur la facilité qui l'acceptant tract de la lancille par l'acceptant de la lancille par l' famille qui l'occupait, tuant cinq personnes. Le peintre Georges Lepoitevin et sa compagne, l'écri-vain Marie-Josèphe, ont été blessés dans l'effondrement de leur maison à Tipasa-Plage. A Alger, aucune victime n'était signalée. Mais les services de la protection civile sont intervenus une quarantaine de fois, notamment pour des effondre-ments, des feux d'appartements, une explosion de gaz. Le premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, s'est rendu sur les lieux du drame, dans la wilaya de Tipasa.

Il y a un an, presque jour pour jour, le 31 octobre 1988, la terre avait déjà tremblé dans la même rézion. La secousse d'une magnitude de 5,4 avait fait une soixan

taine de blessés et d'importants dégats matériels dans les wilayas de Blida, Médéa, Am-Defla et Tipasa. Elle avait été très fortement ressentie dans la capitale. Deux répliques de magnitude de 3,6 et de 4 avaient été enregistrées an cours des dix jours suivants. juste avant qu'une autre seconsse de magnitude de 4,4 survienne

2 500 morts en 1980

dans la mrit du 14 novembre

Auparavant, un tremblement de terre avait fait un mort, sept blessés et un millier de sans-abri, le 26 janvier 1987, dans la région de Chief, - ex-El Asnam et ex-Criter, — ex-Bi Asnam et ex-Orléansville quasiment détruite le 10 octobre 1980 par un séisme de magnitude de 7,3. Cette catastro-phe avait, officiellement, fait plus de 2 500 morts, plusieurs milliers de blessés, et laissé près d'un demimillion de personnes sans abri, le 9 septembre 1954, lorsque la ville s'appelait encore Oriéansville, elle avait été partiellement détruite par un séisme de magnitude de 6,9 qui avait tné 1 243 personnes.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

grant of a temporal

AI From the Fig.

British again

Time of the great state.

For 200 1 2 2

Water transfer of

A state of the state of

Title - - - - - Argai

The same of the

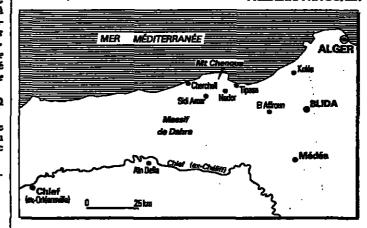
10 mm 21 2 7 mas

The state of the s

A Transfer of the State of the

179 - 🛶 🥡

State State 1 a min na strait



La montée inexorable de l'Afrique vers le Nord

Pour la troisième fois en trente-cinq ans, le nord de sa première réplique (qui s'est l'Algérie a été secoué, le manifestées quinze minutes 27 octobre, per un trembleerre. Le 9 1954, Orléansville subissait un séisme de magnitude de 6.9 (mille deux cent quarante-trois morts et quinze mille bless la même région retremblait le 10 octobre 1980 (entretemps, la ville était devenue El Asnam) : la secousse de magnitude de 7,3 avait tué trois mille cinq cents per-

D'après les premiers calculs de l'Institut de physique du globe de Strasbourg, le séisme qui s'est produit le 27 octobre

avait une magnitude de 5,7 et après) une magnitude de 4,5, un ceu au nord-ouest de Biida. c'est-à-dire sur un des accidents tectoniques qui, d'Agadir (Maroc, elle aussi détruite par un séisme en 1960) au nord de la Tunisie en passent par Chief (ex-El Asnam), marquent une compression. Cette compression est due à la « montée » inexorable, au rvthme moven de 1,5 centimètre par an, de la plaque Afrique vers la plaque Eurasie.

Selon les experts

Panne et erreur humaine à l'origine de l'accident du Fokker de la TAT

L'accident du Fokker Nancy-Paris de la compagnie TAT, qui s'est écrasé le 4 mars 1988, en cansant la mort de vingt-trois per-sonnes était dû à la fois à une panne et à une erreur humaine. selon le rapport des experts remis, samedi 28 octobre, au juge d'ins-truction de Melun (Seine-et-

Marie).

Le rapport souligne une « pame du convertisseur en fonctionnement », à laquelle « l'équipage, occupé par ailleurs, n'a pu remédier immédiatement ». La panne a

LES CATHOLIQUES FRANCAIS ET L'HÉRITAGE **DE 1789**

D'un centenaire à l'autre 1889-1989 ACTES DU COLLOGIE

du Bicentenaire de la Révointion Française. Institut Catholione Textes réusis sous la direction de

ab

416 pages

BEAUCHESNE 72, rue des Saints-Pères **75007 PARIS**

150 FF

entraîné une « coupure du courant alternatif », qui « a déconnecté le pilote automatique et supprimé les informations d'altitude sur la planche de bord ». Mais il y a eu aussi « erreur humaine »; le pilote était en conversation pendant le vol, avec un passager qu'il avait admis dans le poste de pilotage, conformément à « ses prérogatives réglementaires », mais il lui a consacré un temps excessif, constatant ainsi les difficultés avec retard. Le rapport écarte « d'éven-

tuelles anomalies des conditions d'utilisation technique des avions exploités par la TAT ». Cependant, il note que « l'avion ne possédait pas d'équipement d'altitude de secours alimenté séparément » ni d'« alarme signalant l'arret du pilote automatique . Après l'accident, la compagnie a équipé tous ses appareils du premier et l'administration a readu obligatoire la seconde.

□ Accident d'avion à Hawaï. -L'épave et les corps des passagers d'un avion dispara samedi 28 octobre dans les îles Hawaï, ont été retrouvés dimanche 29 ; il ne semble pas y avoir de survivants. L'appareil, de la compagnie Aloha Islandair, qui avait décoilé de l'île de Maui à destination de celle de Molukai avec dix-huit passagers et deux membres d'équipage, n'était pas arrivé à destination et aucun appel de détresse n'a été capté. -

indicat des avocats

******** *** *** ***

the same they be Yathan Total in the Fearth Appendix THE RESIDENCE THE PERSON AND Eine Parcy Arpania -

Le Syndicat des avocats de France appelle à la grève de l'aide judiciaire

Réunis à Paris les 27, 28 et les deux ministres, dont les posi-9 octobre nour leur sairième tions ont du mal à s'harmoniser, 29 octobre pour leur seizième congrès, les avocats du Syndicat des avocats de France (SAF-gauche) ont longuement débattu du projet de réforme débattu du projet de réforme des professions judiciaires et juridiques qui fait actuellement l'objet de discussions entre plu-

sieurs ministères. Ils ont aussi - alors que le barreau de Nantes a voté à l'unanimité le principe d'une grève de l'aide légale à partir du 2 novembre appelé l'ensemble de leurs confrères du syndicat à déciencher la grève de l'aide judiciaire et des commissions d'office nour obtenir la réforme d'un système qui, non seulement devient une charge trop lourde pour leurs cabinets, mais ne garantit pas l'accès des plus démunis à une justice honora-

Aucun ministre ne s'est, cette amée, déplacé pour le congrès de SAF. C'est dommage, si l'on se rappelle les étincelles qu'avait produites la rencontre chimiquement duites la rencontre chimiquement explosive de MM. Arpaillange et Charasse, Tannée précédente, à Clermont-Ferrand. Le second avait annoucé le budget du premier sans l'en prévenir et asséné quelques petites phrases assassines dont il a le talent... Mais M. Pietre Arpaillange était, nous a-t-on dit retenn à lange était, nous a-t-on dit, retemn à Bonn et M Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargé de la consommetion, n'avait pas trouvé mieux que de donner rendez-vous à la présidente du SAF, Me Sylviane Mercier, le matin même de l'ouverture du congrès... à son min N'étant pas donée du don d'abi-quité, celle-ci préféra jouer son rôle de présidente à la tribune.

L'absence des ministres était d'autant plus regrettable que le premier sujet de discussion abordé par le SAF — la réforme des pro-lessions juridiques et judiciaires — aurait sans doute avançé un peu si avaient pu s'en expliquer. Car

Décomposée en deux parties la fusion des professions d'avocat et de conseiller juridique en une « grande profession », et la réglementation de l'exercice du droit, qui vise non à renforcer un monopole, mais - de même que l'exer-cice de la médecine est de préférence réservé à des gens pline - à protéger les justiciables

apparenment in Man Neiertz in les responsables des affaires européennes qui y voient une atteinte au libéralisme et trouvent qu'il n'est pas opportun de renforcer des corporatismes au moment où l'Europe cherche à s'ouvrir et à favoriser les échanges.

Mais an-delà des arbitrages difficiles qui se discutent actuelle-ment entre différents ministères, an sein même du SAF, les discussions ont souvent été vives. Si Mª Sylviane Mercier, président

Ce deuxième volet ne séduit «une chance pour la profession», apparemment ni M= Nesertz ni les et si elle paraissait assez largement suivie par une bonne partie du congrès, des oppositions, émanant pour la plupart des «anciens» du SAF, se sont exprimées.

Clivages et divergences

Certains proclamaient ainsi que l'âme de ce syndicat ancré à gan-che se perdrait si l'on se satisfaisait d'un texte perçu comme favorisant

de margoulins ou d'ignorants qui soutenir ce texte et ne pas être vendent du conseil juridique sans discernement. soutenir ce texte et ne pas être affairistes (les avocats du juridique) au détriment des avocats du juridiciaire, ces défenseurs des individus et des pauvres. On se perdait un peu dans ces clivages tant les divergences semblaient, en fair, dictées par des intérêts personnels ou des lattes internes au syndicar : la «vieille garde», celle qui, en 1972, sur un fonds très communi-sant, avait créé le SAF, cherchait, tabiliser l'actuelle direction du syndicat. On en vint même à donner la consigne de rayer le nom de la pré-sidente sortante lors des élections

an conseil syndical... Finalement, le congrès accon-chait d'un texte de compromis

vent, en outre, assurer les

postes de juge aux affaires matrimoniales, juge d'instance,

juge de l'expropriation, de

l'application des peines, des

référés, etc. « Six postes ne sont

pas pourvus, les magistrats en congé maladie ne sont pas rem-placés. » « Le palais de justice

n'est plus qu'une cour des mire-

cles, et l'espérance de se voir

rendre justice un vain mot »,

Aussi ont-ils décidé, là encore

travail préparatoire considérable qui s'est déroulé toute l'année der-nière, dans tous les barreaux de France, et qui est destiné à évaluer

aux plus démunis, ridiculement mal payée et parcimonieusement distribuée, les avocats du SAF, sui-vant l'exemple de leurs confrères de Nantes (voir l'encadré), ont appelé l'ensemble de leurs adhérents à décider sans délai le prin-cipe de la grève de l'aide légale et à en mettre au point les modalités avec leurs barreaux.

recomaissant le principe que la réforme était « admise » sous réserve que plusieurs conditions fussent satisfaites, notamment le

maintien du titre d'avocat et la non-adoption de celui d'avocat-

conseil juridique, comme le prévoit

Le deuxième grand débat concernait l'aide légale. Suivant le

M= Noëlle Lenoir, directeur de cabinet du garde des sceaux, ne les a, en esset, pas rassurés en assimant que le ministère était conscient de la nécessité, non pas d'un replâtrage de l'aide légale, mais d'une réforme en profondeur d'un système qui n'offre plus à tous les citoyens la possibilité d'être défendus de manière équilibrée.

Lassés d'attendre encore et toujours, et peu convaincus des pro-messes réitérées depuis plusieurs années – depuis M. Robert Badindu SAF, que la grève n'enchante pas car elle va à l'encontre de leurs force que par goût, supportent massivement la charge de l'aide

ter, la question de l'aide légale a paru laissée en friche, - les avocats principes, se sont donc résolus à cette action spectaculaire. Mais ils sont bien conscients de ce que leur projet sera difficile à réaliser. notamment pour les jeunes avocats dont les cabinets, souvent plus par

AGATHE LOGEART

(1) Le congrès a élu un nouveau conseil syndical de trente-trois membres, qui élira, le 2 décembre, son bureau et son président. Celui-ci devrait être M. Marc-Antoine Guilla-

A Nantes, un tribunal « hors service »

Les avocats nantais - fars de lance de la réflexion sur l'aide légale au sein de leur syndicat ont pris le temps et se sont donné les moyens de mettre au point un protocole de grève de l'aide légale, dont ils espèrent qu'il fera boule de neige dans tous les berreaux de France. Déjà, le 17 avril demier (le Monde du 20 avril), une journée nationale de grève avait été organisée : parçue comme une sonnette d'alarme, elle avait été inégalement suivie et n'avait guère eu d'effets. Jusqu'ici le rassé par ce dossier compliqué, a seulement pu obtenir la réévauation de 5 % de la rémunéraa demandé au premier ministre de saisir la section du rapport et des études du Conseil d'Etat pour qu'elle réfléchisse à la question. Le Conseil d'Etat n'a pas encore commencé ses tra-

A Nantes, on a le sentiment qu'il n'est plus possible d'attendre. Le poids de l'aide légale l'aide judiciaire accordée à ceux dont les revenus ne dépassent

pas 3 465 F par mois et par la son bâtonnier, Mª Michel Tau-commission d'office de défen-pier, et à l'assemblée générale seurs aux plus démunis qui en font la demande - devient, estiment ces avocats, impossible à supporter. Un chiffrage précis a été établi. Pour l'ensemble du barreau nantais - 148 avocats, - le manque à gagner est consi-dérable : il est chiffré à près de 5 millions de francs à l'échelon du tribunal de grande instance, 380 700 F à celui du tribunal d'instance et plus de 3 millions de francs pour ce qui concerne les commissions d'office. L'avocat qui a eu le plus grand nombre de dossiers d'aide judiciaire en 1988 – 47 devant le tribunal de grande instance - a calculé que, par rapport au barème indicatif de l'Ordre, il a subi un manque à gagner de... 156 655 F.

A Nantes, une moitié du barreau a assumé 10 % de l'aide légale, l'autre moitié a pris en charge 90 % de ces dossiers très particuliers et si mal rémunérés. Il ne peut plus dans ces conditions y avoir de défense décente. Aussi, la section nantaise du SAF a-t-elle demandé à mées de trois juges. » Ils doi-

de l'Ordre, le 2 actobre, de se prononcer sur la grève totale de l'aide légale. A l'unanimité, l'assemblée générale a approuvé cette grève. Des formulaires types expliquent la situation aux justiciables et aux magistrats ont été mis au point. Cependant, une commission d'urgence permettra - notamment pour les cas où la détention est en jeu - de ne pas laisser les justiciables sans

« Une cont des miracles »

Parallèlement, les avocats dénoncent l'état de « sinistre » dans lequel se trouve leur tribunai. Le tribunal de grande instance de Nantes, composé de six chambres, est répertorié « hors classe » ; il est, écrivent les avocats, en réalité « hors service » : actuellement faire fonctionner trois chambres civiles et trois chambres pénales, dont cinq sont collégiales. C'est-à-dire for-

à l'unanimité de l'assemblée générale de l'Ordre, d'exiger, à partir du 2 novembre, de plaider devant une formation collégiale et non devant un juge unique comme les y autorise l'article 804 du nouveau code de procédure civile. Cela devrait conduire à la paralysie du tribunal. Pour les avocats nantais, la dégradation de la qualité de la défense justifie cette démarche pour « démontrer que, lorsque les justiciables exigent seulement du service public qu'il fonctionne normalement la justice à Nantes ne peut plus être ren-

L'affaire Touvier et le démenti de M. Pierre Arpaillange

Histoire d'une grâce

La chancellerie a réagi, samedi 28 octobre, aux questions posées dans l'ouvrage publié par nos deux collaborateurs. Laurent Greilsemer et Daniel Schneidermann (1), concernant l'attitude en 1971 de M. Pierre Arpaillange, alors directeur des affaires criminelles, lors de la grâce présidentielle accordée à l'ancien milicien Paul Touvier. « Il a toujours, tant per écrit qu'oralement, émis un avis défavorable (...) aux recours en grâce formés en faveur de Paul Touvier », assure le ministère de la justice. A l'appui de ces affirmetions, le quotidien Libération publie, kundi 30 octobre, une note manuscrite de M. Arpeillange, datée du 3 février 1971, concluant au rejet de la grâce

« Touvier ? Douze balles dans la peau! » Prêtée au général de Gaulle, la réplique se voulait

Condamné à mort par contumace ea 1946 et en 1947 - respective-ment pour trahison et intelligence avec Pennemi, - Paul Touvier, plutôt que de préférer, comme bien d'autres collaborateurs, l'exil à l'étranger, a choisi de se consacrer à une grande cause : sa réhabilitation. Dès 1957, sa rencontre avec Mgr Charles Duquaire, secrétaire particulier du cardinal Gerlier, archevêque de Lyon, va jouer un nile déterminant.

Cet ecclésisstique sera son principal soutien tout au long des intermables années de sollicitations et de rebuffades. Rien d'extraordinaire à cela : chanoines et monsiguari fant souvent fonction d'intersours en faveur des condamnés. Mais Mgr Duquaire se distinguera par son ardeur, habité qu'il est par la défense de « Monsieur Paul ».

Tandis que Touvier vit cloîtré à Chambéry, il collationne les rares témoignages favorables à son protégé. C'est lui qui lève une véritable armée de témoins de moralité. Il s'efforce de faire fléchir Edmond Michelet, garde des sceaux, profondément chrétien, obsédé de « réconciliation nationale». Ce dernier recule pourtant devant le cas Touviet, « l'intéressé ayant été
condamné nous avoir avoir mé pour avoir exposé, ou tenté d'exposer, autrui à des tor-tures, à la déportation ou à la mort -, selon ses termes.

Il en faudrait davantage à Touvier et à son intercesseur pour cesser leur travail de lobbying. Avant de s'éteindre en 1965, Mgr Gerlier, primat des Gaules, intervient notamment auprès du secrétaire de l'épiscopat de France : « J'approuve tout ce qu'écrit Mgr Duquaire, en souhaitant moi-même qu'une mesure de clémence, vraiment très déstrable, puisse intervenir.

La promotion de Migr Daquaire

En dépit de ces appuis, les recours de Touvier vont rester lettre morte. Il dost attendre jusqu'en 1967 pour que la prescription lève, de plein droit, ses condamnations à mort. Le voici libre sans avoir jamais connu la prison. Seules trois ines accessoires pèsent encore sur peines accessoires pèsent encore sur lai : la confiscation de ses biens, de nombreuses interdictions de séjour

et enfin la dégradation nationale. Mais la prescription ne lui suffit pas. Convaincu de l'imocence de son protégé, Mgr Duquaire entame la dernière manche de son combat. C'est une grâce présidentielle qu'il vent désormais arracher. Deux élé-ments vont le servir : l'élection à la présidence, en 1969, de Georges Pompidou et le fait que, curre-temps, il soit devenu secrétaire par-ticulier de Mgr Villot, secrétaire d'Etat de Paul VI, c'est-à-dire numéro deux du Vatican.

Lorsqu'il rencontre, pour la première fois M. Pierre Arpaillange. alors directeur des affaires criminelles et des grâces à la chancellerie, il laisse à penser que tout le Vatican est detrière lui. Le 14 avril 1970, ayant étudié tout le dossier Touvier, Pierre Arpaillange lui écrit une longue lettre où il détaille la situation juridique de l'ancien mili-

cien, lui indiquant que quatre arrêtés d'interdiction de séjour visent son protégé: « (...) Il semble du recours se poursuit. Mais le rappare sans en-tête où l'on lit de la comparation de service de la comparation de la comparat que ces arrêtés n'aient pas encore été notifiés, et faire instruire le dernier recours [en grâce] que wous m'avez adressé risque d'alerter les autorités, qui mettront alors à exé-cution ces mesures, indique-t-il. » Aussi, je me demande s'il ne serait pas préférable que, d'ans un premier temms et avant que je ne premier temps et avant que je ne fasse instruire ce recours, vous demandiez pour M. Touvier au ministère de l'Intérieur soit la suspension de l'exécution de ces arrêtés, soit une autorisation de séjour, en application des disposi-tions des articles 46, 47 du code pénal. Voulez-vous me tenir au cou-

Rejet d'un recours

Sans aul doute, Charles
Duquaire et Paul Touvier se

le communiqué publié le 28 octobre
par la chancellerie. A l'appui de
cette affirmation, un document

rant de ce que vous comptez faire? Je ne fais rien dans l'attente de votre réponse.»

Le communiqué de la chancellerie

Voici le texte intégral du communiqué publié samedi 28 octobre par la chancellerie : « Deux journalistes ont insi-nué que Pierre Arpaillange

aurait joué un rôle actif dans la grâce présidentielle dont a bénéficié Paul Touvier en novembre 1971. il apparaît cessaire d'apporter les précisions auivantes : Pierre Aroaillange occupait à l'époque le poste de directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la justice. Ayant eu à ce titre à donner son avis sur divers recours en grâce formés an faveur de Paul Touvier. Il a toujours, tant par écrit qu'oralement, émis un avis défavorable. C'est sur sa proposition écrita que la dernier en date de cas recours fut rejeté le 16 mars

» Peu après, il fut saisi d'une communication émanent directement du directeur de cabinet du président de la République lui enjoignant de transmettre le dossier de Paul Touvier à l'Ely- chancellerie sur cette affaire ».

port commandé par la Conr de sûreté de l'Etat au commissaire Jacques Delarue et remis en juin 1970 est très défavorable à Touvier, syn-thétisant pour la première fois les crimes et délits qui lui sont repro-

saire Delarue, le ministre de la jus-tice décide. l'année suivante, de rejeter le recours en grâce de Tou-Mgr Duquaire dans une lettre que hii adresse, le 17 mars 1971, Pierre Arpaillange. Dans ce courrier, celui-ci assure « regretter vive-ment » cette décision. Quel fut alors l'avis personnel de M. Arpail-lange? « Il a toujours, tant par écrit qu'oralement, énds un avis défavorable à ces recours », assure

sée, ce qu'il fit, pensant qu'il s'agissait de l'information personnelle du président. Ce dossier fut évidemment transmis

cette fois par la procédure non maie, c'est-à-dire par l'intermédiaire du magistrat détaché au secrétariat général de la présidence de la République pour les questions judiciaires, et du cabinet du garde des sceaux. Par cette même transmission, il était, per silleurs, demandé au cabinet du garde des sceaux de « faire préparer et de transmet-tre [à l'ELysée] un décret de grâce accordant à Paul Touvier la remise des peines dont il demeurait frappé, d'une part les diverses interdictions de séjour, d'autre part la confiscation de ses biens ». Ces instructions furent évidenment exécutées, malgré les extrêmes réserves qu'avait toujours formulées la

» Il fut restitué à la chancel-

dans son intégralité.

main de Pierre Arpaillange cette simple phrase : « L'enquête ordonnée, et demandée par Mgr Duquaire, n'a pas tourné à l'avantage de Touvier. Même avis. 3 février 1971. » Sur cette feuille igurent aussi, au-dessus du texte de M. Arpaillange, quelques lignes la signature est illisible concluant : « Avis de rejet amnistie

et grâce ». Pour autant. Touvier et ses amis ne s'avouent pas battus. Éconduits par la chancellerie, ils vont frapper plus haut. « Peu après, indique la chancellerie, [M. Arpaillange] fut saisi d'une communication émanant directement du directeur de cabinet du président de la République lui enjoignant de transmettre le dossier Paul Touvier à l'Elysée, ce qu'il fit pensant qu'il s'agissait de l'information personnelle du président. Ce dossier fut évidemment

transmis dans son întégralité. » Tel n'est pas l'avis de M= Anne-Marie Dupuy, directeur de cabinet du président Pompidou, qui, lundi 30 octobre, déclare au Figaro : « A mon avis, le rapport Delarue ne faisait pas partie du dossier (...) Si M. Arpaillange connaissait alors son existence, il aurait du nous le transmettre et nous mettre en garde. (...) En tout cas, qu'on ne m'accuse pas d'avoir subtilisé un élément du dossier. Je l'ai transmis tel quel à Georges Pompidou ».

Pour sa part, dans son communiqué du 28 octobre, M. Arpaillange indique que « le dossier fut évidenment transmis dans son intégralité - mais ne dit pas explicitem que le rapport Delarue s'y trouvait. Ancienne résitante, Mª Dupuy, qui occupe à l'Elysée le bureau contigu à celui de Georges Pompidou, est une lidèle de longue date du président. En favorisant la grâce de Touvier, elle s'imagine alors contribuer à améliorer les rapports, jusque-là exécrables, entre le chef de l'Etat et la hiérarchie catholique. Son attention, en effet, a été attirée sur Touvier par le chef de cabinet de Raymond Marcellin, ministre de l'inérieur, M. Guy Villat. Lui aussi entrepris par Mgr Duquaire, le haut

fonctionnaire n'a pas cru pouvoir résister à cet intermédiaire obligé de quiconque souhaite accéder an

Sur les instances de M. Villat, M[∞] Dupuy reçoit Mgr Duquaire à l'Elysée le 3 septembre 1971. Elle demande alors à la chancellerie le dossier Touvier qu'elle renvoie le 5 novembre. « Par cette même transmission, écrit aujourd'hui M. Arpaillange, il était par ailleurs demandé au cabinet du garde des sceaux de faire préparer et de transmettre à l'Elysée un décret de grâce accordant à Paul Touvier la remise des peines dont il demeurait frappé ». Il ne reste plus à Georges Pompidon qu'à signer ce décret: c'est chose faite le 23 novembre.

D'abord passée inaperçue, la grâce de Touvier sera révélée l'année suivante par l'hebdoma-daire l'Express, semant d'abord la consternation, puis la fureur dans les milieux des anciens résistants. L'affaire Touvier était désormais

(1) « Un certain Monsieur Paul », éditions Fayard. Lire le compte-rendin de cet ouvrage dans le Monde du

[L'argumentation de M. Arpail-nge laisse en suspens an moins treis

large laisse en suspens an moins treis questions :

1) Le garde des scenux déclare dans 1) Le gatte des sceaux declare dans sur consumiqué que « le donsier fut évidenment transmis dans son inté-gralité ». Pourtant, dans une déclara-tion en Sénat en mai dernier, il affir-nait : « Le président » [Georges Pompidon] n'avait pas été « comple-tement informé su moment de su déci-sion ». N'y a-t-il pas une contrait

tion?

2) Comment comprendre que M. Arpaffiange, qui assure avoir tout fait pout s'opposer à la grâce de Touvier, n'ait pas cherché à intervenir auprès de l'Elyaée pour faire valoir son point de vue, alors qu'il ravuit que Touvier pouvait être gracié?

3) Posseque le chancellerle, dans son communiqué qui se vent exhaustif, s'absticut-elle de toute affacion aux deux lettres adressées par M. Arnail.

denx lettres advessées par M. Arpaillange à Mgr Duquaire en 1970 et 1971 ? ~ L.G. et D.S.]

Jerry Lee Lewis, fils prodigue

Les « Grosses boules de feu », titre de la chanson et du film, symbolisent l'enfer C'est toute l'ambiguïté du rocker et c'est ce qui a séduit le réalisateur

juste un petit peu trop pour le cinéma. Pris séparément, la gloire et la déchéance d'une des pre-mières stars du rock'n'roll, l'histoire d'une famille de petits Blancs métayers sur les champs de coton de Louisiane, inceste et détournement de mineure compris, ou le cousinage entre le dévoyeur de la jeunesse américaine et un téléévan-géliste aussi intégriste que lubrique, auraient pu inspirer une bonne emi-douzaine de films.

Jim McBride a choisi de raconter les deux ans qui ont vu l'ascen-sion fulgurante et la chute vertigineuse de Jerry Lee Lewis, de 1956 à 1958. Ce qui permet d'abord de se concentrer sur le moment où le rock'n'roll a été inventé et d'éviter les aspects les plus pénibles de la vie du Killer, la mort de deux de ses dernières épouses, l'agression à

«Jerry Lee Lewis est l'un

des seuls grands des débuts du rock à être encore en vie. Il

donne toujours des concerts.

que du film est dans le nombre

de spectateurs », dit Jim

dre. Il aime Jerry Lee Lewis, en

avait fait l'idole de son héros

ringard (Richard Gere) dans

Breathless aime les ratés opti-

mistes qui ne se rendent compte de rien, qui friment,

bluffent, sont sur le point de

sauter le pas, de réussir, mais ne savent pas calculer la dis-

Est-ce qu'il s'identifie à ce

genre de personnage? En tout

aux antipodes du côté bluffeur.

frimeur, immature de ses per-

sonnages favoris. Cela dit, il

tourne rarement : le Journal de David Holzman en 1967, Brea-

The Big Easy en 1987, et.

comme le film a bien marché, il

a eu de l'argent sans avoir

besoin de crapahuter et de tra-

vailler dans d'autres domaines

Venu au Festival de Deau-

ville où était présenté Great

Balls of Fire, il racontait, tou-

tance, ni leurs capacités.

thless en 1983.

pendant des mois.

main armée contre Presley (tous deux se sont partagé un temps le même médecin, un homme qui avait le neuroleptique et l'amphétamine faciles) et autres épisodes qui ont rempli des colonnes dans les journaux de Memphis (Tennessee)

Même si Dennis Quaid prend son rôle comme une manifestation d'adoration (la reproduction rituelle de gestes et de mimiques investis d'une charge presque religieuse: les glissandos anarchiques sur le piano : la longue mèche blonde qu'il rejette sans cesse en arrière; le sourcil en balade perpé-tuelle) plutôt que comme l'interprétation d'un personnage (mais allez jouer quelqu'un quand l'origi-nal rôde en permanence sur le plateau), Great Balls of Fire ramnene

jours en souriant, que la sortie

temps que Batman avait été

un flop. Même quand il a ım

succès, il balade une résigna-

tion nonchalante, extrême-

ment rare chez les cinéastes américains, chez les Améri-

Avec son ironie tranquille

sa facon de jouer sur les déca-

lages, de faire venir une vérité

en juxtaposant des clichés, en

les détournant, on pourrait facilement le prendre pour un

Europeen. Il s'en défend, pré-

tend représenter l'Américain

moyen, avec juste assez de rigolade dans le regard pour

qu'on n'imagine pas qu'il

veuille faire croire à ce qu'il dit.

Il n'est pes vraiment fuvant.

brouillard. Et puis, d'un coup, il

détour : « Oui, i'ai d'autres

projets, seulement j'ai travaille

à Hollywood. J'ai pris de mau-

vaises habitudes. Maintenant.

je vais devoir revenir à des

petits budgets. > C est dit sans

amentume, naivement, mais

c'est peut-être encore une

cains en général.

Jim McBride, l'homme tranquille

Le titre d'abord, ces grosses boules de feu qui valent autant comme métaphore biblique que comme plaisanterie de marché aux bestiaux. Jerry Lee Lewis a toujours été persuadé qu'il serait damné à cause du rock'n'roll mais n'a jamais pu s'empêcher d'en jouer. Tout juste est-il passé au country de temps à autres, fran-chissant la frontière entre la musique du péché et celle du remords. selon la formule de Nick Tosche, l'auteur de Hellfire, la meilleure biographie jamais consacrée à un

Une ambivalence permanente

Cette ambivalence permanente trouve sa symétrie parfaite dans le destin de Jimmy Swaggart le cousin, le compagnon de jeux, petit prêcheur de rue devenu un pilier du baptisme télévisé avant d'être précipité dans l'abîme par la révélation de ses perversions, monnavées dans un motel sordide de

Le rock'n'roll de Jerry Lee Lewis est à l'image de sa vie, furieux, paroxystique, de vicilles histoires, de vicilles chausons qui se rejouent avec une force sans cesse accrue. Par moments, on croirait presque que Jim McBride arrive à saisir l'évidence intangible de cette union jamais tout à fait consommée entre l'Afrique et le monde celtique, les fils des esclaves et ceux des fermiers, le tremblement des fidèles touchés par la grâce et le balancement des ivrognes au bout d'une nuit de musique.

THOMAS SOTINEL

▶ Grâce à la sortie du film on peut trouver l'intégrale des enre-gistrements de Jerry Lewis : les sont disponibles en huit CD ou (Charly, distribution Media 7), sa période Mercury, plus country, fait également l'objet d'une réé-dition en CD chez Phonogram. ▶ Jerry Lee Lewis donners un

concert exceptionnel à la Halle Georges-Carpentier, 81, boulevard Massena, le 8 novembre à 21 heures. Location FNAC et Minitel 3615 BILLETEL

THÉATRE

La faute de Jean-Baptiste Clamence

François Chaumette joue « la Chute » d'Albert Camus Une expertise de la culpabilité

Albert Camus fait cette saison un retour remarqué sur la scène du théâtre. Curieusement, non pas avec ses pièces, Caligula, Justes, l'Etat de siège ou le Malen-tendu, mais avec deux récits que prennent à bras le corps deux comédiens solitaires, comme s'ils voulaient, par les mots de Camus, dire ce qui leur tient à cœur. Francis Huster jone la Peste (le Monde du 20 octobre), François Chaumette a choisi la Chute. Rien à voir entre ces deux hommes au tempérament très différent. Francis Huster peuple le théâtre d'ombres, l'habite avec un romantisme déponillé. François Chaumette, mis en scène par Hervé Dubourjal, compose une partition rigoureuse quasi janséniste, dont la casuistique est redoutablement

La Chute, bref et dense récit à une voix, parut en 1956. Albert Camus y denonçait la mauvaise foi de certains intellectuels de gauche qui accusaient leur époque - et s'accusaient eux-mêmes - pour mieux mettre en valeur leur beauté morale, Situant son récit à Amsterdam, dans les brumes du Nord. l'homme du soleil méditerranéen

racontait aussi l'impossible rédemption de l'homme sous un ciel vide en un récit aux accents bibliques, récit dont le héros porte un prénom de prophète et un nom qui, à une lettre près, sonne comme clémence : Jean-Baptiste Cla-

Un art de convaincre diabolique

Un soir, cet homme, avocat sans reproche ne s'est pas retourné sur une petite tache noire qui disparaissait au fil de l'eau, sur les cris d'une femme qui venait de se jeter dans la Seine. Cette faute par omission pour non-assistance à personne en danger, ce cri, et un rire le poursuivent depuis. Tous les soirs, ians un bar glanque d'Amsterdam, il se confesse, avec une technique très au point, pour mieux englober son interlocuteur dans sa culpabilité, pour mieux passer du . je », « vous » au « nous ». « Racontezmol, dit-il pour finir à son interlocuteur, comment vous avez réussi

à ne jamais risquer votre vie. » Comédien donc désormais, il juge sa vie passée à l'aulne de son

nouveau métier : il démasque la vanité de ses vertus. Elles n'étaient que subterfuges pour caresser son confort moral. « Dieu n'est plus à la mode », lui fait dire Albert Camus. C'est bien la seule phrase de la Chute tombée en désuétude. Il y a, par exemple, cette autre phrase: « Après un certain âge. tout homme est responsable de son visage. » Quand François Chaumette la prononce, regard d'aigle sans dureté, visage sculpté en traits nets, on ne peut s'empêcher de pen-ser qu'elle lui va bien.

Cet ancien de la Comédie-Française cisèle un spectacle exi-geant, tout en arêtes vives. Il ponctue son monologue de ces rires faussement bonhommes qui sonnent juste, car ils désignent un malaise, et une entourloupe. Il jone un homme « à vau-l'eau », mais sans une once de veulerie. Dans un décor minimum, il habite la Chute avec une hauteur de vue aux accents dostoïevskiens, un art de convaincre diabolique.

► Au Studio des Champs-Elysées, du mardi au samedi 20 h 30, dimanche 15 heures.

Comment s'écrit « le Monde »

Dans « la Folie démocrate » de Bernard Raffalli une journaliste rêve l'Histoire... et son article

protagoniste numéro un d'une pièce de théâtre est une journaliste

Bien de sa personne : coiffure, vêtements convenables mais plai-sants. • Bibliothèque très en désor-dre », précise Bernard Raffalli, auteur de cette pièce, la Folie

Notre journaliste n'est quand nême pas flambant neuve. Elle doit remettre au journal, dans le courant de la nuit, un papier sur «Les origines européennes de la démocratie ». « Pour la page « Idées », précise-t-elle à son fiancé, qui l'appelle au téléphone.

Depuis des heures, elle pioche ses livres, ceux du scizième siècle surtout : « Qu'est-ce qu'ils ont pu rèver, en ce temps-là, de cités futures! - Et, à bout de fatigue, notre journaliste s'endort. Et se met à réver.

Elle voit, en rêve, quatre phénomènes, en route pour la foire d'Anvers, dans un «chariot». Il y a là un Hollandais, Didier Erasme; un Anglais, Thomas More; un Français, François Rabelais; et un Italien, bien plus jeune (en vérité il vivra près d'un siècle plus tard), Tommaso Campanella. Leurs fan-tasmagories « démocrates » sont, dans l'ordre, Eloge de la folie

iques mots sa vision de l'inter-

saint-père, ce soldat de bravoure et

d'orgueil, qu'aucun champ de bataille n'effraie, et aussitôt le roi

des rois, sacré sur le tombeau de

Charlemagne et guide d'une

Europe qui était au seizième siècle

le monde entier à elle seule. Il fau-

drait à Don Carlos toute la jeu-

nesse - la chair et le sang, la sen-

sualité et la force de la jeunesse. -

et dans le même temps l'intelli-

gence, la sagesse, l'autorité politi-

que et morale d'un monarque absolu.

Combien d'acteurs français peu-

Une fois n'est pas coutume : le (1511), l'Utopie (1516), l'abbaye maigres avec les gros, afin de temde Thélème (dans Gargantua, 1534) et la Cité du soleil (1602).

Secoués par les dos d'âne de la mute et les emballements des chevaux, assourdis par les sabots, le vent, les quatre « politiques » se jettent leurs quatre vérités à la figure, en viennent presque aux

La sonnerie du téléphone

 Chez vous, dit Thomas More, l'or est adoré, comme un dieu. En Utopie, l'or est destiné aux plus vils usages, on en fait même des vases de nuit, et des chaînes pour les condamnés qui ont commis des crimes infâmes. » « Sans la folie, dit Erasme, aucune société n'a d'agrément, aucune liaison n'a de durée; sans la folie, le peuple ne supporterait pas son prince, ni l'écolier, son professeur, ni la femme, son mari. » « A Thélème, dit Rabelais, se levaient du lit quand bon leur semblait, buva dormaient, travaillaient, quand le désir leur venait. » « Après force ablutions, dit Campanella, ils font l'amour tous les soirs, les belles filles avec les hommes intelligents,

les grosses avec les maigres, les

Le rôle impossible de Don Carlos

pérer les excès. •

Et de s'empoigner, toute la route, toute la nuit, et, brusque-ment, la sonnerie du téléphone, la journaliste du Monde réveillée en sursant, c'est le rédacteur en chef qui la remercie pour son papier, très documenté, très vivant, excellent, et remis à l'heure !...

Qu'un article se fasse tout seul, dort à poings fermés, c'est peut-être arrivé, sait-on jamais! Mais qu'un rédacteur en chef vous téléhone pour vous dire merci et bravo, ça non, appelez ça de l'uto-pie, de la folie, du soleil, comme vous voudrez...

Si vous avez la liberté d'aller voir cette pièce avant le 5 novem-bre, jour de la dernière, risquezvous. C'est très drôle, c'est beau, mis en scène avec des jolies idées par Catherine Dasté.

Les acteurs, remarquables, sont déchaînés : Graeme Allwright (More), Fernando Begerril (Erasme), François Kergourlay (Campanella), Claude Merlin (Rabelais) et Catherine Dasté (la journaliste endormie qui n'en écrit

MICHEL COURNOT Théâtre d'Ivry. Tél. : 46-72-

Folles journées du muet à Pordenone

COLETTE GODARD

Chaque année, la petite ville de Pordenone en Italie organise ses Journées du cinéma muet, consacrées cette fois aux russes d'avant la révolution et aux américains de la préhistoire

nées du cinéma muet, organisées par la ville de Pordenone, en Italie, peuvent être considérées comme les ancêtre des films d'auteur. nii Bauer, cinéaste russe d'avant la révolution, dont une douzaine de jour ce qui fait quand même heaucoup. Quelques pressentiments ont également été confirmés, par exemple : dès son second film Regeneration (1915), Raoul Walsh était l'homme de toutes les violences, et ne s'embarrassait

A partir de ces Journées, on peut aussi élargir son champ d'investiga tion. La rétrospective du cinéma tsariste (une trentaine d'heures de projection) a été un événement historique : pour la première fois, les caves du Gosfilmofond - la cinémathèque soviétique - s'ouvrent à l'Occident. Et en même temps s'effectue une radicale remise en perspective. « Il fut un temps, écrit Vladimir Antropov, président du département historique national des archives filmées, où toute la production prérévolutionnaire était qualifiée de « bourgeois », donc coupée du peuple, vouée à la destruction. ..

Un septième environ des films tournés à cette époque ont été sauvés. La proportion est respectable au regard de ce qui s'est passe dans d'autres pays. La sélection présentée à Pordenone a révélé un art abouti, par le biais de grands films très contrôlés, ou de vignettes comme Romance et contrebasse (1911) d'après un conte de Tchekhov, réalise pour Pathé Frères de Moscou par Kai Hansen, employé à la maison mère de Paris. On y voit une baigneuse bien en chair et

un vagabond dépouillés de leurs vêtements au bord de l'eau. Tout est dit en une dizaine de minutes avec une pudeur, une émotion, un érotisme latent, un humour qui font du film un petit chef-d'œuvre.

Le Champion à la dérive (1916), non signé, montre un Moscou enneigé et glacé tout occupé aux joies du patinage. Un clown, ami de Maïakovski, Vitali Lazarenko, pour conquérir sa belle joue à l'idiot de village, incapable de se tenir sur ses jambes, il est irrésisti-

Soixante secondes de Méliès

Les Américains out fait mouche avec - outre Raoul Walsh - des découvertes passionnantes : le début de Charlot soldat dans son intégralité, c'est-à-dire le conseil de révision et une extraordinaire partie de cache-cache entre des secrétaires et le futur conscrit à moitié nu. L'art de Chaplin relevait avant tout de la pantomime, celui d'Harold Lloyd de la performance physique. En première mondiale, l'équipe de Thames Television (Kevin Brownlow et David Gil) a présenté Harold Llyod, the third genius, dont on retient surtout l'explication des fameuses scènes où, dans Savety first l'acteur, accroche à l'aiguille d'une horloge est suspendu au-dessus du vide, tandis qu'en bas, la foule s'agglu-

Autre temps fort de ce programme trop riche : les Lumières de la ville avec l'orchestration originale pour grande formation, conçue par Chaplin lui-même, et interprétée en direct par Carl Davis. Mais l'intensité de la musique écrasait presque l'image. Il y a eu encore un film d'Augusto Genina (1927) parfaitement res-tauré par Renée Lichtig, de la Cinémathèque française, Tote et sa chance, coproduction francoallemande. Un pianiste, appelé à la dernière minute, a improvisé avec une discrétion et une finesse qui apportaient une richesse supplémtaire aux images.

Le Chevalier du mystère, de Georges Méliès (1899) tout juste exhumé et identifié, et qui dure une minute, est un chef-d'œuvre : d'un dessin, le magicien fait surgir une tête vivante, puis une jeune fille qui s'évanouit. Soixante secondes, un siècle de plaisir. Ressuscités également les films russes de marionnettes de Ladislas Starevitch, dont on promet l'œuvre com-

Hors ces limites, d'autres moments exemplaires ont illumine les foiles journées de Pordenone. Une comédie américaine du Français Harry d'Abadie d'Arrest, a Gentleman of Paris (1927) avec Adolphe Menjou et des intertitres d'une grande qualité littéraire, dus à Herman Mankiewicz. Plus époustouflant encore, une récitation poétique avec film à l'appui, à partir d'une scène de Boris Godounov, sur le thème de la grandeur et de la misère des tsars, entre le Père Pimen et un ieune moine. A l'époque, deux acteurs récitaient devant ou derrière l'écran et parvenaient à un synchronisme parfait. Le responsable de la rétrospective russe de Pordenone, Yuri Tsivian dans la pénombre d'une loge, déclamait le poème, épousant spontanément les gestes des acteurs sur l'écran. Du

LOUIS MARCORELLES

Jean-Michel Dupuis, dans « Hernani » magnifie le drame et les vers de Victor Hugo Dans une note à l'édition de Jean-Michel Dupuis. Inexplicable-1830 de son drame en cinq actes et en vers, Victor Hugo indique en ment, et donc injustement, cet acteur de trente-trois ans n'est que rarement distribué dans ce qu'il est convenu d'appeler les egrandes mises en scène ». Pourtant, il n'a jamais cessé de travailler et d'être

prétation du rôle de Don Carlos : Dans les trois premiers actes, il aura la gaîté, l'insouclance, l'esprit d'aventure et de plaisir, et à travers tout cela, à la fermeté, à l'objet d'éloges pour son interpréta-tion des classiques comme Antoine et Cléopatre ou Périclès, de Shala hauteur, à je ne sais quoi de prudent dans l'audace, on distin-gue déjà en germe le Charles Quint du quatrième acte. » kespeare, sons la direction de Roger Planchon, Platonov, de Tchekhov, mis en scène par Quel programme! Il faudrait Gabriel Garran, ou celle d'ant que le jeune roi d'Espagne soit à la fois l'adolescent joueur qu'il n'a pas cessé d'être et déjà le cerveau du Saint-Empire, cette sorte de contemporains comme Milan Kundera dont il fit triompher à Paris Jacques et son mattre, sons la ection de Georges Werler. libertin, moins désinvolte qu'il ne voudrait l'être, et bientôt l'égal du

On le retrouve aujourd'hui à Nantes dans une mise en scène du premier grand ouvrage dramatique du jeune Hugo signée Jean-Luc Tardieu, aux côtés de Jean Marais, diablement sympathique dans le rôle de Don Ruy Gomez, de Gabriel Le Doze (Hernani) et de Martine Rougement (Dona Sol). Hormis quelques beaux décors de Dominique Arel aux deuxième et quatrième actes et les lumières souvent belles de Jacques Rouveyrollis, Jean-Michel Dupuis est la raison d'aller découvrir ce specta-

vent prétendre aujourd'hui jouer Il est tout ce dont Hugo révait : un tel personnage? Très peu, dont sève, énergie, séduction, violence,

tourment, humour, finesse. Il s'empare des vers les plus faibles de la pièce pour les hisser au rang de la poésie et sait nous donner les plus beaux pour ce qu'ils sont : cris-tal pur. Il est à la fois respectueux de la tradition classique, puise juste ce qu'il faut dans l'interprétation romantique et, de sa culture et de son talent, rend toute l'intelligence du texte pour lui donner, comme au moment de la scène du tombeau de Charlemagne où Don Carlos s'apprête à devenir Charles Quint, une résonance moderne, politique, essentielle.

OLIVIER SCHMITT Espace 44, Nantes. Jusqu'au 18 novembre (horaires variables). Tél. : 40-48-70-06. De 70 francs à 125 francs.



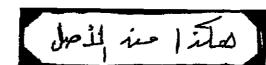
Menaces sur la cha

Se Monde

^{!paris} des écrivains ^{dų XX}° siècle » STEE SUS DECEMBRE

THE OWNER OF THE PARTY.





CULTURE

MUSIQUES

Jean Bullion Caren

والمحافظة

The Roberts

10.28 Buch

والشير الرعافة أأو

Arthurst Contract

* · . ·

.....

. . . .

« Tristan » chez les Wesendonck

Le drame wagnérien vu par les yeux de Mathilde (et de Jean-Claude Auvray) à l'Opéra de Nantes, dont le directeur et chef d'orchestre vient de démissionner

C'est un vrai dîner de têtes, illencieux: il y a là le roi Marke (Otto Wesendonck), Tristan (son neveu, militaire, Richard Wagner?), Isolde (Mathilde, femme d'Otto), Kurwenal (officier, ami de Tristan), Reansageme C'est un vrai dîner de têtes, silencieux: il y a là le roi Marke (Otto Wesendouck), Tristan (son neveu, militaire, Richard Wagner?), Isolde (Mathilde, femme d'Otto), Kurwenal (officier, ami de Tristan), Brangaene (Eliza Wille, confidente de Mathilde), Mélot (secrétaire d'Otto). Le repas s'achève; Otto cammène les hommes au fumoir: emmène les hommes au fumoir; Mathilde regarde Tristan-Richard et l'orchestre attaque le prélude, ce long soupir de désir... Rideau.

Quand il se relève, Mathilde est au piano avec la partition de Tris-tan et Isolde (sans doute fraîchement parue); elle s'apprête à la déchiffrer, lorsqu'au dehors reten-tit la voix du marin.

Nous sommes au Théâtre Graslin à Nantes et, grace à l'imagina-tion du metteur en scène, Jean-Claude Auvray, le drame lyrique va se dérouler dans la pensée et à travers les yeux de Mathilde, l'inspiratrice de Wagner, qui suscita ou attisa sa passion, porta la musique au fer rouge, avant d'être bourgeoisement délaissée et presque oubliée : « Je ne suis allée à Bay-reuth qu'en passante à peine reconnue. Et pourtant, c'est moi qui suis Isoide », écrivait-elle à Louis de Fourcauld.

Le tableau d'époque est d'autant plus frappant que le beau décor de Louis Bercut évoque étonnamment Wahnfried, la maison que se fit construire Wagner à Bayreuth, mélange de l'atrium avec ses colonnes et du grand salonbibliothèque avec le grand piano où

dire qu'une bonne culture wagnérienne ne gâte rien pour voir ce

Le parti pris ne va pas cepen-dant sans quelques incohérences, d'autant que toute l'action est censée se dérouler dans le salon des Wesendonck. Un seul exemple : pendant le prélude du troisième acte, Isolde et Brangaene partent à la recherche de Tristan... qui arrive deux minutes après, porté par Kurwenal, et passera une heure à bra-mer de désir en attendant le retour de l'Aimée. Situation qui, prise au premier degré, serait vaudevilles-

Une distribution excellente

Mais en fin de compte, cette interprétation, un peu trop anecdo-tique et qui ne se présente certes pas comme archétypique à la manière de Wieland Wagner, offre un éclairage assez vif sur le fondement circonstanciel de Tristan, le drame bourgeois qui le sous-tend, sans que l'œuvre en souffre, la puissance de la musique évacuant tout risque de caricature.

Marc Soustrot réalise une fois de plus une remarquable performance, grâce à son dynamisme passionné qui soulève l'orchestre

au-delà de lui-même, et son lyrisme souvent nous serre la gorge. Un peu empêtré tout d'abord dans son uniforme d'officier de marine (sur le lac de Zurich?), le jeune ténor fin-landais Heikki Siukola se révèle un formidable Tristan, un colosse au cœur tendre, dont la voix surpuissante en vient malheureusement à saturer le beau timbre frémissant. Un personnage encore pris dans sa gangue, mais déjà émouvant.

Dans sa robe Winterhalter, l'Isolde-Mathilde de l'Américaine Sthéphanie Sundine, fine, élancée, correspond tout à fait au dessein d'Auvray. Elle porte vaillamment ce rôle écrasant, bien que la voix manque de solidité, mais non d'éclat, marquée par un vibrato un peu inquiétant et épuisée par le Liebestod final. Après quoi d'aîl-leurs, Tristan, bien requinqué, part avec elle bras dessus, bras dessous vers quelques pâturages métaphy-siques annoncés par ces mysté-rieuses fumées dont les metteurs en spène sont si friends scène sont si friands.

Toute la distribution est par ailleurs excellente, avec la somptueuse Brangaone de Nadine Denize, le Kurwenal brutal et fra-ternel d'Hermann Becht, le Marke-Wesendonck un peu branlant de Gabor Andrasy et Philippe Duminy qui incarne un Mélot fran-chement odieux, entouré de chasseurs inquiétants.

JACQUES LONCHAMPT

Prochaines représentations : à Nantes, le 31 octobre (à 19 h) ; à Nancy les 15, 18, 22 et 27 mai.

Le départ de Marc Soustrot

Quand on voit un spectacle aussi brillant que son Tristan, il est difficile de comprendre les sombres perspectives qu'offre aujourd'hui l'Opéra de Nantes. Son directeur et chef d'orchestre, Marc Soustrot, vient de démissionner à compter du 1^{er} juillet prochain. Il était en poste depuis 1986 et, sous sa direction, l'Opéra avait reçu, en juin demier, le prix Claude-Rostand du meilleur spectacle lyrique de province décemé par le Syndicat de la critique, pour sa mémorable Luiu d'Alban Berg. Il gardera cepen-dant la direction de l'Orchestre philhermonique des Pays de la

Marc Soustrot a indiqué à Jean Sanvoisin (de l'ACP) les sisons de sa décision : « En 1989, en cours d'année, l'Opéra de Nantes a vu ses subventions diminuer de 2,5 millions de francs. Quant au budget 1990, la Ville l'ampute de 6 millions, ce qui aboutit à une diminution de près de 50 % des ressources artistiques. Je ne peux plus travailler dans ces conditions. > (Rappelons que la municipalité a changé de titulaires aux demières élections).

Il accuse par ailleurs l'Etat de ne pas avoir tenu son engagement d'augmenter sa subvention de 2,3 à 4,5 millions de francs, « les 20 millions de francs affectés à la Réunion des théâtres lyriques munici-paux ayant été détournés vers l'Opéra de la Bastille ». Le budget de l'Opéra de Nantes tions de francs, assuré à 96 % par la Ville et les ressources propres du théâtre.

L'amour au piano

Un concert d'une grande rigueur le trio de Keith Jarret a montré, au Festival de Paris un indicible plaisir de jouer

Naguère, le Modern Jazz Quartet portait des tenues de loufiat de brasserie parisienne. Eux, sont en amis du marié dans les noces d'aujourd'hui. Ils installent un silence particulier. Et des qu'ils jouent, cette imprégnation du silence par le son impressionne. Dosage idéal, énergie parfaitement maîtrisée, le son circule comme un fluide. Jack Dejohnette, que l'on sait du genre cogneur, a ici l'air d'un boxeur qui jouerait au mikado pour égayer quelques enfants han-dicapés de jeux de baguettes en bord de caisse, en bord de cymbale, d'une finesse aigue, d'une précision parfaite. Ni trop, ni pas assez, juste comme il faut. Seul un très grand

Gary Peacock - mais de quelle hulle oint-il son index droit avant de jouer? - caresse les cordes de sa contrebasse. Dans les graves on le reconnaît immédiatement les yeux fermés, ce son qui se prolonge au-delà du rêve. C'est le phrasé qui est le plus caractéristique chez lui, comme par vagues ou par ondes. Et cette manière de jouer à peine au-dessus du ton. En technique pure, on en connaît de meilleurs, en musicalité, non,

A partir de Lovly Man, Keith Jarrett, Gary Peacock et Jack de Johnette déclinent un programme de standards. C'est à la carte. Les grands musiciens, comme les grands restaurateurs, travaillent à ia carte. Le jeu de Keith Jarrett, toujours mobile, d'articulations si claires, s'accompagne toujours, de plus en plus nettement, de ces mimiques qui le font ressembler à un Marcel Zanini en train de réciter du saint Jean-de-la-Croix. La religion compte d'ailleurs beau-coup pour lui. Par moments, il se soulève de son siège. Il jone presque debout, et l'on entend le piano gémir de plaisir. A deux ou trois reprises, il m'a semblé le voir quitter le plancher des vaches. Mais je n'en jurerais pas. Ces phénomènes

Ils out des chemises de soie bou-tonnées au col. Ni trop habillées, ai l'entendre, une jeane fille blonde, pas assez. Juste comme il faut. son copain, in grand sifflet sans intérêt : « On dirait qu'il fait l'amour avec son piano. » Une fois phore peut avoir d'inconvenant, on s'émerveille qu'elle se répète, inchangée, comme réinventée cha-que fois depuis trois bons lustres.

Une impression de paix

Par son goût, son harmonie, son entente et la beauté du son, le trio incite à la méditation. Méditation plutôt transcendantale, il nons aurait semblé. Par deux fois, il s'embarque dans le répétitif : un accord insistant au piano, une ligne de basse efficace, un rythme sim-ple mais très sophistiqué de Dejoh-nette : ovation immédiate. Le revival des années 70 s'annonce sous les meilleurs auspices.

Pour une fois que je suis à côté de la console, je demande an type d'- ajouter un poil de basse - (ce sont les termes techniques). Il me rabroue. Mais il corrige en douce, Ça me console. Le programme est composé avec un équilibre, une souplesse, une rigueur digne des très grands. Impression de paix parfaitement rassérénante, avec juste ce qu'il faut de bêtises pour rester dedans et dehors à la fois. C'est probablement la raison du succès énorme du trio. Cette fonction retrouvée de la musique, ce rôle simple mais pas méprisable de l'ensemble. Et le fait que ce sont d'extraordinaires musicie

Quand ils s'adressent des sourires de complicité, de satisfaction, on sait que ce n'est pas feint. Ils ne peuvent que prendre un indicible plaisir à jouer ainsi, et ils auraient sans doute pu remplir deux fois le Théâtre des Champs-Elysées. A la fin, la jeune fille blonde, presque une enfant encore : « J'aime la

FRANCIS MARMANDE.

Menaces sur la chanson française

En convalescence depuis trois ans la chanson d'expression nationale reste fragile

Réorganisé de fonds en comble à la suite des dispositions de la loi Lang du 3 juillet 1985, armée de nouveaux droits, grâce à une des organisations nouvelles et à une fondation pour la création, l'indusstabilisée. Le mécanisme de dégradation qui remontait aux années 20 et 30 s'était singulièrement accéléré entre 1975 et 1985.

Le redressement spectaculaire de la chanson s'est traduit par une présence forte de titres (jusqu'à trente-quatre) au « Top 50 », contre dix, trois ans plus tôt), par une diffusion de la production nationale en augmentation de 20 % sur les radios (55 % sur RTL, 62 % sur France-Inter) et de 30 % dans les discothèques, enfin, par des réinvestissements importants au profit de groupes et d'artistes an particulier chez des firmes comme Philips, Barclay et Pathé-arconi) et une exportation en hausse.

fait entrer la France dans une sorte de club des dix pays dans le monde sa propre production. Tous les encore par rapport aux radios géné-

autres pays — y compris l'Allema-gne, l'Italie, la Hollande, et la Scandinavie — étant envahis par la gnoter des parts de marché), NRJ musique anglo-saxonne.

Pourtant, depuis la rentrée de

septembre, rien ne va plus. • Il y a péril dans la demeure », dit Jean-Loup Tournier, directeur général de la SACEM. «La production nationale doit être défendue. affirme de son côté Denis Boyer, vice-président du Syndicat national des éditeurs phonographiques (SNEP). Trois éléments concourent à une conjoncture nouvelle.

Un nouveau hit-parade

Première donnée : depuis un mois, NRJ (audience: 10,7 soit près de cinq millions d'auditeurs dont 80 % de quinze à trentequatre ans, c'est-à-dire la tranche Situation exceptionnelle qui a d'âge qui achète du disque) a radicalement modifié sa programmation. Constatant qu'il lui était diffiayant une diffusion majoritaire de cile et coûteux de progresser

est retombée à une programmation plus « branchée », faite pour l'heure de « dance music » américentage moyen de 41 % d'œuvres

31 décembre 1988), avec des pointes certains jours à 43 %, la diffusion est brusquement tombée aux alentours de 20 % Deuxième donnée : la puissante synergie TF 1-NRJ pour appuyer un nouveau hit-parade qui, à la différence de « p 50 » n'est basé ni sur un classement des ventes ni sur des méthodes de mesure objectives

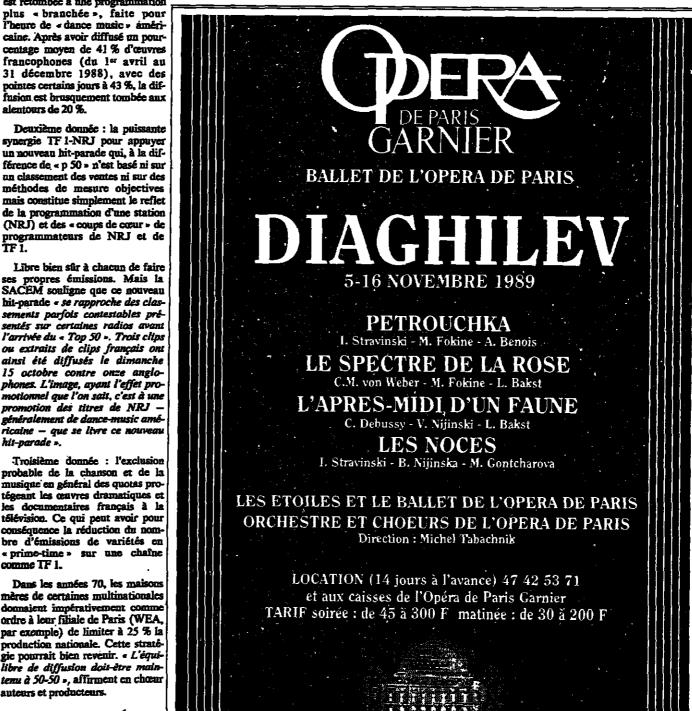
(NRJ) et des « coups de cœur » de programmateurs de NRJ et de TF 1. Libre bien sûr à chacun de faire ses propres émissions. Mais la SACEM sonligne que ce nouveau hit-parade « se rapproche des classements parfols contestables pré-sentés sur certaines radios avant l'arrivée du « Top 50 ». Trois clips ou extraits de clips français ont ainsi été diffusés le dimanche

15 octobre contre onze anglophones. L'image, ayant l'effet promotionnel que l'on sait, c'est à une promotion des titres de NRJ généralement de dance-music américaine – que se livre ce nouveau hit-parade ». Troisième donnée : l'exclusion

probable de la chanson et de la musique en général des quotas protégeant les œuvres dramatiques et les documentaires français à la télévision. Ce qui peut avoir pour conséquence la réduction du nom-bre d'émissions de variétés en « prime-time » sur une chaîne comme TF 1.

Dans les années 70, les maisons mères de certaines multinationales donnaient impérativement comme ordre à leur filiale de Paris (WEA. par exemple) de limiter à 25 % la production nationale. Cette stratégie pourrait bien revenir. « L'équi-libre de diffusion doit-être maintenu à 50-50 », affirment en chœur auteurs et producteurs.

CLAUDE FLÉQUTER





Le Monde

«Le Paris des écrivains du XXº siècle»

DU 25 OCTOBRE AU 5 DÉCEMBRE

La Vidéothèque de Paris et « le Monde » donnent carte blanche à :

- ALAIN CORNEAU, le mardi 31 octobre à 18 h 30 et 20 h 30 ; - LA MAISON DE LA POÉSIE, le jeudi 9 novembre à 14 h 30, 16 h 30, 18 h 30 et 20 h 30 ; - JEAN-CLAUDE CARRIÈRE, le dimanche 19 novembre à
- HECTOR BIANCIOTTI, le vendredi 24 novembre à 18 h 30 ; - ERIK ORSENNA, le jeudi 30 novembre à 18 h 30 et 20 h 30 ;
- JEAN VAUTRIN, le mardi 5 décembre à 18 h 30. Vous pouvez prendre connaissance de la programmation complète sur minital : Tapez : 36-15 VDP15, ou 36-15 Le Monde

L'orphelin volontaire

La dernière fois que nous avons vu Kateb Yacine, c'était il y a peu d'années, dans l'aube au néon d'un aéroport parisien. Il partait pour cette Amérique qu'il n'appréciait guère. A cette heure indue, il se trouvait déjà comme retranché de ce monde qui l'avait tant décu, parti-culièrement l'Algérie indépen-dante, mais dont lui, le « musulman athée» proclamé, ne pouvait pas, par délimition, complètement déses-némer

Il le montra lors de la révolte de la jeunesse algérienne, à l'automne 1988. Alors incognito dans la vallée du Rhône, auprès de son fils, il sortit comme un diable de son « brouillard » pour exprimer sa sympathie à l'égard des jeunes soulevés contre la

La mort de Mustapha Kateb

Le dramaturge algérien Musta-28 octobre à Marseille, des suite d'une longue maladie. Il était âgé

[Auteur d'une quinzaine de pièces de théâtre dont el Kahina (1953), les Enfants de la Casbah (1963), ou le Cadavre encerclé (1968) et ancien directeur du Théâtre national algérien, Mustapha Kateb a commencé sa car-rière théâtrale en rejoignant la troupe du célèbre Mahieddine Bachtarzi. Il a ensuite fondé sa propre compagnie en 1940, avant de devenir directeur de la troupe artistique du Front de libération nationale pendant la guerre d'Algérie (1954-1962), Mais c'est la création de l'Institut national d'art dramatique et chorégraphique, qui est percue ett l'institut national d'art dramatique et chorégraphique qui est perçue en Algérie comme sa plus belle réalisation. Mustapha Katch était aussi comédien. Il avait également réalisé un téléfilm pour la télévision algérienne, el Ghoula.] bureaucratie, plus proche de Kafka que de Courteline.

En même temps, on avait senti, comme chez beaucoup d'Algériens de sa génération – il était néen 1929 et avait vingt-cinq ans lors du déclenchement de la guerre d'indépendance, en 1954 - il ne ponvait pas entièrement condamner ce FLN, vecteur historique du mouvenationaliste. Les adversaires plus résolus du régime militaire d'Alger reprochèrent toujours à Kateb d'avoir accepté de « servir les colonels ..

Il assuma en effet la direction d'une troupe de théâtre d'avant-garde. Mais les officiers au pouvoir, se métiant de son anti-conformisme l'avaient relégué au fin fond de l'Oranie, à Sidi-Bel-Abbes, ancienne capitale, bien peu intellectuelle, de la Légion étrangère.

Après avoir dit son mot sur les anglantes « émentes du conscous » Kateb s'était glissé, derechef, der-rière cette protection artificielle qu'offre l'alcool. Et dont un musulman pratiquant, tout en la condamnant, pour des raisons canoniques, regrettait récemment devant nous qu'elle n'ait pas, comme chez d'autres écrivains, stimulé la plume de l'auteur du Cadavre encerclé (1955).

Les œuvres linéaires ou achevées sont rarement le fait des grands poètes. Même si Kateb ne laissait derrière lui que Nedjma (Etoile) son premier roman important publié en 1956 (Seuil), qui est à la fois fiction littéraire, autobiographie, histoire, pamphlet et poème épique, il mériterait notre considération. D'autant plus que Nedjma fut l'un des premiers textes écrits outre-mer

L'écrivain et dramaturge algérien Kateb Yacine est mort, samedi matin 28 octobre à l'hôpital de la Tronche, près de Grenoble, des suites d'une leucémie, à l'âge de soixante ans le Monde daté 29-30 octobre). L'agence algérienne APS lui a rendu hommage, écrivant : « Qui autant que lui aura incarné l'Algérien rebelle, insoumis et indomptable ? Ecrivain subtil, poète de génie. « gueulard » à souhait pour conforter nos consciences, Kateb Yacine a vécu comme seuls savent vivre les dérangeurs patentés. > M. Rabah Bitat, président de l'Assemblée populaire nationale, a loué « ses qualités humaines, son intelligence et sa culture universellement connues et reconnues, au service de son peuple ». En France, M. Jack Lang, ministre de la culture, a salué en lui *e l'un des meil*leurs écrivains-phares du Maghreb contemporain ».

dans notre langue et s'emparant d'un français alors un peu musqué, un peu languissant, pour le re-muscler, le re-pimenter, lui rajouter un peu de « poudre d'intelligence », selon le titre d'une de ses pièces

jouées en 1967. Moyennant quoi, il y a quelques années à Montpellier, Kateb, invité d'honneur d'un symposium sur la culture dans l'Alger pied-noir, ne sortit de son mutisme que pour lan-cer le mot de Cambronne à une francophonie dont il demeura, qu'il le veuille ou non, l'un des artisans littéraires majeurs, ce qui lui valut, en 1987, le Grand Prix national francais des lettres.

Une distinction que, contraire-ment à certaines prévisions, « le pro-vocateur provoqué » (selon l'expression d'un critique francoalgérien) accepta, malgré son aver-sion contre tout académisme, mais peut-être en hommage à ses maîtres de l'école publique française en Algérie : en souvenir de ces instituteurs qui lui avaient inoculé un incorrigible esprit critique et autocritique, qui manque tant aux

sociétés musulmanes d'hier ou

d'anjourd'hui. « l'étais d'abord allé à l'école coranique mais, n'almant pas la religion, je l'avais prise en grippe, surtout qu'on nous frappait sur la plante des pieds avec une férule pour nous apprendre, sans rien y comprendre, le Coran. A l'école française, une institutrice, c'était un peu comme une seconde mère. J'en avais une, extraordinaire, sachant nous intéresser et nous donner l'envie d'aller à l'école » (1), at-il raconté, évoquant son enfance dans le Constantinois, où il était né à Condé-Smendou (aujourd'hui Zighont-Youcef), minuscule vil-lage, mariant par son nom une France printanière et une Algérie paysani

La langue, les langues furent pourtant le tourment du petit Yacine: «Le premier drame de notre famille, ce fut d'abord le langage (...). Mon père était bilingue, plutôt arabisant, et, jusqu'à mes six ans, quand je suis allé à l'école française, je n'ai parlé que l'arabe [dia-

lectal] de ma mère. Puis j'ai été pris de plus en plus par le français; et ma mère souffrait de me voir plongé dans des devoirs qu'elle ne compre-nait pas. » Que fit alors le garçon-net, pourtant déjà entré dans le clan masculin, comme l'exige le compor-tement social islamique? Il inventa à sa manière l'émancipation lémi-nine: « Je fis l'effort d'apprendre à ma mère l'alphabet, et, peu à peu, elle a pu lire les titres de journal, puis le journal tout entier. Elle s'est mise à parler un peu le français et cela rétablissait le lien.

Défenseur des Berbères

Plus près de nous, il osa, à la barbe rus pres de nous, n losa, a la baroc des islamistes, s'en prendre sans détours « au voile qui devait com-mencer à disparaître et qui, hélas! revient avec le phénomène de l'inté-grisme ». Il fut aussi l'un des rares arabophones à réclamer le droit à la pleine expression culturelle pour les berbérophones brimés par l'imposition d'un arabe classique exclusif. Il ent le culot enfin, sur Radio-Beur, à Paris en 1985, de se déclarer « ni musulman ni arabe, mais algérien), banalité à nos yeux européens, quasi-scandale dans l'Algérie actuelle.

Cependant, ce libre-penseur poli-tique et religieux, ce « marxiste musulman », ce révolutionnaire linguistique, ce démolisseur d'icônes resta sans doute, durant toute sa vie et toute son œuvre, un éternel et au fond volontaire orphelin : orphelin d'une Algérie traditionnelle à laquelle il préféra le vent nouveau venu de France; orphelin d'une Algérie indépendante si cruellement décevante; orphelin d'un monde décolonisé tombé souvent

enfin d'une francophonie à la fois scrvie et reietée.

Kateb Yacine fut sans doute parfois très malheureux mais presque toujours immensément libre, et avec lui sa littérature.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ

[Né en 1929, Kateb Yscine avait véca en Algérie jusqu'en 1951, travail-lant comme journaliste à Alger Répu-blicain, avant de s'installer en France, puis en Italie et en Allemagne. Il était retourné en Algérie an début des années 70, dirigeant une troupe de théâtre à Sidi-Bel-Abbes. Il avait publié en 1946 son premier recueil de potnes, Soliloques, avant de se faire connaître en 1956 par son roman Nedjma, qui devait être suivi en 1966 du Polygone étaile. Mais c'est son couve théâtrale qui aliait assurer sa conventient et la liait assurer sa conventient et la liait assurer sa conventient et la Catalogue de la C maissance internationale : le Cerrecomansance musinamente la co-cle des représalles, le Cadavre encer-clé, la Poudre d'intelligence, Les ancè-tres redoubless de férocité, l'Homme aux sandales de caoutchouc, pais plusieurs speciacles en arabe dislectal : Mohamed prends ta vallse, la Guerre de 2000 aus, la Palestine trahie, le Roi de l'Ouest. Toute son œuvre est publiée anx éditions du Seuil. En 1986, les éditions Sindhad avaient présenté, sous le titre l'Œuvre en fragments, un recueil de textes inédits.]

(1) Cette citation et toutes celles qui (1) Cette citation et toutes celles qui suivent sont extraites d'un des rares textes où Kateb parle sans artifices littéraires de sa vie personnelle, un texte très peu connu publié récemment dans un ouvrage collectif rassemblé par Marcel Bisiaux et Catherine Jajolet: A ma mère, soixante écrivains parlent de leur mère (Editions Pierre Horay, 385 pages illustrées, 130 F).



Le regard de Denis Roche

Ecrivain, Denis Roche se dit photographe amateur Mais le réel vu par lui se mue en pure littérature



« J'ai commencé à photographier pour moi, tout à fait par hasard, de façon spontanée, sans aucune théo-rie, dit Denis Roche. La plupart de mes photos sont des autoportraits à deux. C'est à partir de Notre antéfixe (1978) que j'ai pris conscience de ce que je faisais. En photographie comme en littérature, la création implique son propre commentaire. Je ne sépare pas mes images des textes que j'écris sur

» Je photographie en voyage, hors du cadre familial, dans des endroits que je ne connais pas, dans des moments creux. C'est peut-être dans ces moments-là qu'on perçoit le mieux le bonheur et la beauté. La photographie est sans doute le seni art où l'accès au bonheur est immédiat. Pour un écrivain, il n'v a [comme] équivalent à cela que le

 Très vite, j'ai ez conscience de quelque chose d'impossible par l'écriture. Quand on écrit, on peut se projeter mentalement dans un livre, mais on ne peut pas y être présent instantanément comme en photo. Ce phénomène très simple me fascine. Je photographie au déclencheur à retardement, l'image de soi est inversée. C'est assez déroutant. On ne sait pas comment on sera dans l'image. On ne peut pas se modifier. On ne maîtrise plus rien. C'est pour ca que les gens ont peur de se photographier

- J'aime la frontière indécise qui sépare les préparatifs et l'instant où j'entre dans le cadre. J'installe l'appareil, je déclenche et je gagne ma place. On me voit souvent de dos. Cela tient simplement au fait que j'entre dans l'image.



: 20 avril 1979, avenne Henri-Berhouse :

deltas. Des endroits de nulle part.

Certains sont absolument saus inté-

ret. J'y vais sans savoir comment ils

sont. Ce qui est captivant, c'est de

décider que dans trois ou quatre

mois, dans tel pays, tel jour, à telle

heure, le matin ou l'après-midi, on

sera à tel endroit pour y faire une

« Une valeur

émotive inouïe »

» Il se produit alors alors un

phénomène étrange. Durant ces trois mois, le temps rétrécit. On arrive dans les jardins Borda, à

Cuernavaca, au Mexique, le

17 juillet 1978, comme prévu. Dès lors, tout s'accélère vertigineuse

ment. Je place l'appareil, je mets en route le déclencheur, il ne reste

plus que vingt secondes. Avant, on

pouvait encore tout annuler. Main-

C'est aussi une façon de dire que je ne fais que passer. Maintenant, il m'arrive aussi de ne pas entrer dans le champ. Je me retourne. Je regarde ce qui se passe, je vois l'endroit derrière l'appareil où j'étais et ce qu'il y a devant. C'est un moment sans endroit. Cela dure de vingt à trente secondes. Et je me balade librement dans cet intervaile dont il n'y aura pas de traces. Pour exprimer mon trouble, j'ai placé dans certaines photos un second appareil devant l'autre. Cela trouble encore plus. Les gens croient que cet appareil a pris la

» Le plaisir du lieu déclenche le désir de la prise. J'aime les chambres d'hôtel, lieux anonymes très chargés. A l'opposé, il y a les sites archéologiques, les lieux du bout du monde : les pointes, les caps, les tenant, on ne peut plus y échapper. Le temps se comprime à une vitesse stupéfiante. La photo comme le lieu - n'a rien d'exceptionnel, mais elle détient, pour moi,

 J'ai poussé l'expérience plus loin en allant au centre géographique d'un pays. Cet endroit, en général, n'est rien, un trou perdu, en pleine campagne, n'importe où. Ainsi, le centre géographique de la France est à Bruère-Allichamps, dans le Berry. Un petit monumer à un carrefour, indique où est situé le centre. Esthétiquement, l'image est sans valeur. Toute sa puissance réside dans la conscience des deux personnes qui posent d'être pile au

 Ce qui m'intéresse, c'est prendre ensemble l'espace et le temps. D'où la légende qui indique préci-sément la date et le lieu. Depuis quelques années, je retourne à des endroits où je suis déjà allé. Je recommence la même image, dans la même position, mais à des années d'écart. Parfois, le paysage a changé, la lumière n'est plus la même, la saison est différente. C'est une façon de montrer la béance du temps. Je ne photographie plus son passage mais son absence entre deux images.

Righten Al.

 Malgré cela, je me considère comme un amateur. Je n'ai iamais photographié aucun événement important de ma vie. Je ne m'inclus pas forcément dans le courant autobiographique. J'aime que tout le monde prenne des photos. Je ne-suis pas choqué par un groupe de touristes japonais mitraillant la tour de Pise. Je trouve prodigieux que les gens voient le monde à travers un viseur. C'est le contraire d'un acte de contemplation béate. Depuis que la photo existe, l'homme sait que son regard n'est pas éphémère.»

> Propos recueillis par **PATRICK ROEGIERS**

▶ Denis Roche, photographies. 1965-1989, Espace photographique de la Ville de Paris, Nouveau Forum des Halles, place Carrée, 4 à 8, Grande Galerie, Jusqu'au 2 décembre. A Lyon : galerie Le Réverbère 2, 38, rue Burdeau. Du 6 décembre au 27 janvier. Catalogue réalisé J.-F. Couvreur, coll. « Pas pour la photographie », éd. Paris-Audiovisuel, 80 F. Spécial Denis Roche, les Cahiers de la photographie, nº 23, 152 p., 160 F.

NF A2P. Jamais, jusqu Pourtant r'est la plus 1 les assureurs, et NF, qu de nombreux tests dem aux teniatives de neuts 130 050 produits dans Public, vous donnant



eee Le Monde • Mardi 31 octobre 1989 19

Cette alarme est très difficile à neutraliser mais risque de hurler pour n'importe quoi. Elle ne mérite donc pas la marque NF A2P.



NF A2P. Jamais, jusqu'ici, vous n'aviez entendu parler de cette marque d'alarme. Et pourtant c'est la plus sérieuse. C'est l'association de deux marques : A2P, fondée par les assureurs, et NF, que l'on ne présente plus. Pour en bénéficier, une alarme doit subir de nombreux tests démontrant sa fiabilité, sa sécurité de fonctionnement et sa résistance aux tentatives de neutralisation... NF teste avec le même sérieux plus de

130 000 produits dans des domaines aussi bien professionnels que grand public, vous donnant ainsi une indiscutable preuve de leur qualité.

e Denis Roche



NF, pas besoin d'en dire plus

ENQUÊTE:

ES VRAIS REVENUS DES ENSEIGNANTS

Il n'y a pas que le salaire qui compte. En plus de leur traitement mensuel, bien des profs tirent des revenus annexes parfois très importants des heures supplémentaires des «colles», des cours particuliers, ainsi que annexes parfois très importants des heures supplémentaires, des «colles», des cours particuliers. uny a pas que le salaire qui compte. En plus de leur traitement mensuel, pien des prois tirent des revenus annexes, parfois très importants, des heures supplémentaires, des «colles», des cours particuliers, ainsi que d'autres interventions notamment dans la formation continue. En tête du palmarès des «heureux» les d'autres interventions notamment dans la formation continue. annexes, pariois tres importants, des neures supplementaires, des «colles», des cours paruculiers, ainsi que d'autres interventions, notamment dans la formation continue. En tête du palmarès des «heureux», les d'autres interventions, notamment dans la formation continue. En tête du palmarès des «heureux», les d'autres interventions, de technologie de mathe d'éducation physique d'anglais L'enseignement paie de mathe d'éducation physique d'anglais L'enseignement par l'enseigneme u autres intervenuons, notamment dans la formation continue. En tête du palmarès des «heureux», les enseignants de gestion, de technologie, de maths, d'éducation physique, d'anglais. L'enseignement paie-t-il moins bien que l'entrenrise? A bien y regarder pas si sûr! bien que l'entreprise? A bien y regarder, pas si sûr!

Les universités forment de plus en plus d'ingénieurs. Les atouts de ces filières pour les jeunes diplômés : une formation de hant niveau et une honne cote aunrès des entrenrises Le Monde de l'éducation indique la Les universites iorment de plus en plus d'ingenieurs. Les atouts de ces illieres pour les jeunes diplomes : une formation de haut niveau et une bonne cote auprès des entreprises. Le Monde de l'éducation indique la démarche à guiure et les adresses utiles pour s'inscrire

L'INITIATION AUX LANGUES ÉTRANGÈRES démarche à suivre et les adresses utiles pour s'inscrire.

L'initiation aux langues étrangères dans les écoles primaires, lancée par Lionel Jospin, a trouvé un actif soutien de la part des municipalitée. Une expérience à découvrir dans le Monde de l'éducation L muauon aux rangues cu angeres uans res exores primanes, rance par Lioner Jospin, de la part des municipalités. Une expérience à découvrir dans le Monde de l'éducation.

L'UNIVERS CULTUREL DES TOUT-PETITS Quand ils ne regardent pas la télé, les 3-6 ans débordent d'activités culturelles (lecture, musique, jeux, cinéma) pas touiours du goût des parents et des enseignants



NUMÉRO DE NOVEMBRE

En vente chez votre marchand de journaux

لماتذا من المول

21 h.

LES FILMS NOUVEAUX

ALIVE FIRM Tenecosiovaquie-Suisse-Allemagne-Grande-Bretagne de Jen Svankmajer, v.f.: Forum Orient Express, 1* (42-33-42-28); Pathé Hautefouille, 8* (46-33-79-38); Elyaées Lincoln, 8* (43-59-38-14): 14 Juliet Bestille, 11* (43-57-90-81); Sept Pantaesiens, 14* (43-27-32-20).

(43-20-32-20). DEPARERE SORTIE POUR BROO-DERMERIE SORTIE POUR BROO-KLYM. (*) Film allemand de UI Edel, v.o.: Forum Hortzen, 1* (45-08-57-57): Pathé Impérial, 2* (47-42-72-52): Ciné Beaubourg, 3* (42-71-52-36): UGC Danton, 6* (42-25-10-30): Pathé Marignen-Concorde, 8* (43-59-92-82): UGC Blarritz, 8* (45-82-20-40): Sept Parassièns, 14* (43-20-32-20): v.f.: Rax, 2* (42-36-83-93): UGC Mompannesse, 6* (45-74-94-94): Paramount Opéra, 9* (47-42-Montpermeses, 6° (45-74-94-94);
Paramount Opéra, 9° (47-4256-31); Les Nation, 12° (43-4304-67); UGC Lyon Bestille, 12° (43-43-01-58); Fauvette, 13° (4331-56-96); Mistral, 14° (45-3852-43); UGC Convenzion, 15° (4574-93-40); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01).

GREAT BALLS OF FIRE. Film amé-GREAT BALLS OF FRIE. Firm américain de Jim McBride, v.o.: Forum Crient Express, 1º (42-33-42-26); 14 Juillet Odéon, 6º (43-25-59-83); Pathé Hautsfeuille, 6º (46-33-79-38); George V. 9º (45-82-41-46); Pathé Marignen-Concorde, 8º (43-59-92-82); La Bestille, 11º (43-07-48-80); Sept Pernessiens, 14º (43-20-32-20); v.f.: Pathé Français, 9º (47-70-33-88); UGC

LA CINÉMATHÈQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)

LUNDI

SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES

POMPIDOU (42-78-37-29)

LUMDI

Hommage à Anatole Dauman : l'Horri-ble, Bizarre et Incroyable Histoire (1959), de Hanni Gurel et Jan Lenika , la Pendai-

son (1969, v.o. s.t.f.), de Nagisa Oshima, 14 h 30 ; Eves futures (1964),

de Jecques Beratier, la Belle Captive (1983), d'Alein Robbe-Grillet, 17 h 30; Tragique Destin (1976), de Phil, l'Empire des sans (1976, v.o. s.t.f.), de Naglea Oshima, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

(40-26-34-30)

LUMD

LES EXCLUSIVITÉS

ABYSS (A., v.o.): Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); UGC Danton. 8* (42-25-10-30); UGC Normandie; 8* (45-63-

25-10-30); UGC Normandie; 8° (45-63-16-16); Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06); v.f.: Rex, 2° (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 8° (45-74-94-94); UGC Ermitage, 8° (45-63-16-16); Paramount Opérs, 9° (47-42-56-31); Faurette Bis, 13° (43-31-60-74); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01); Le Gembetta, 20° (46-36-10-96).

I 'AMOUR EST INE GRANDE AVEN

TURE (A., v.f.) : UGC Montpernasse, 6º

ARIEL (Fin., v.o.): Utopia Champoliton, 5* (43-26-84-65).

L'ARIME FATALE 2 (A., v.o.): UGC Normandie, 8° (45-63-16-16); v.f.: Miramer, 14° (43-20-89-52).

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR

ASTÉRIX ET LE COUP DU MENHIR (Fr.-All.): Gaumont Les Halles, 1º (40-28-12-12); Gaumont Deére, 2º (47-42-60-33); Rex, 2º (42-36-83-93); U3C Odéon, 6º (42-25-10-30); Gaumont Ambessade, 8º (43-63-19-08); George V, 8º (45-82-41-46); U6C Lyon Bastille, 12º (43-43-01-59); Fauvette, 13º (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14º (43-27-84-50); Les Montparnos, 14º (43-27-52-37); Gaumont Convention, 16º (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18º (45-22-46-01); Le Gembetta, 20º (48-36-10-96).

AUSTRALIA (Fr.-Bel.): UGC Rotonde,

AUSTRALIA (Fr.-Bel.): UGC Rotonda, 8 (45-74-94-94); UGC Normandia, 8 (45-63-18-16); Paramount Opéra, 9 (47-42-66-31).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A., v.o.): Cinoches, 6° (46-33-10-82); v.f.: Cinoches, 8° (48-33-10-82).

Gobelina, 13° (43-36-23-44); Mistral, 14° (45-39-52-43); Pathé Montpamasse, 14 (43-20-12-06); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Images, 18 (45-22-

MOUNA. Film français de Bernard Balsset : Saint-André-dee-Arts I, 6° (43-26-48-18),

PUNISHER. (*) Film américano-PUNISHER. (*) Film américano-austrelien de Merk Goldblett, v.o.: Forum Horizon, 1* (45-08-57-57); George V, 3* (45-82-41-48); v.f.: Rex, 2* (42-38-93-93); UGC Mont-permesse, 6* (45-74-94-94); UGC Opéra, 9* (45-74-95-40); Faunette Bis, 13* (43-31-80-74); Images, 18* (45-22-47-94); La Gambetta, 20* (46-36-10-96).

LA REVOLUTION FRANÇAISE : LA REVOLUTION FRANÇAISE: LES ANNIÉES LUMIÈRE, Film fron-cals de Robert Enrico: Forum Hori-zon, 1° (45-08-67-57); Rex, 2° (42-38-83-93); Pathé Hautofeuille, 6° (48-33-79-38); Pathé Marignen-Concorde, 8" (43-59-92-82); Publicis Champe-Bysées, 8" (47-20-78-23); Paramount Opérs, 9" (47-42-58-31); Les Nation, 12- (43-43-04-87); USC Lyon Bastille, 12- (43-43-01-59); Fauvette, 13- (43-(43-43-01-59); Faurette, 13: (43-31-56-86); Gaumont Alfeia, 14: (43-27-84-50); Mirenar, 14: (43-20-89-52); Sept Pamessiens, 14: (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugre-nelle, 15: (45-75-78-79); Gaumont Convention, 15: (48-28-42-27); Pathé Wepler, 18: (45-22-48-01).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Le Triomphe 8" (45-62-45-76).

LES BAISERS DE SECOURS (Fr.) : Ciné

Beautourg. 3* (42-71-52-36); Saint-André-des-Arts II, 8* (43-26-80-25); L'Entrepôt. 14* (45-43-41-63).

BAPTEME (Fr.): Lucemaire, 6º (45-44-

BATMAN (A., v.o.): Forum Orient Express, 1" (42-33-42-26): Gaumont Ambessade, 8" (43-59-19-08); George V, 8" (45-62-41-46); v.f.: Rex, 2" (42-

V, 8* (45-62-41-46); V.f.: Nex. Z* (42-36-83-93); George V, 8* (45-62-41-46); Pathé Français. 9* (47-70-33-88); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Les Montparnos, 14* (43-27-62-37); Grand Pavois, 15* (45-54-48-85); Images, 18* (45-22-47-94).

47-94).

BRÈVE HISTORRE D'AMOUR [Pol., v.o.): Geumont Les Helles, 1" (40-26-12-12); Geumont Opérs, 2" (47-42-60-33); Saint-André-des-Arts I, 6" (43-26-48-18); Gaumont Ambassade, 8" (43-59-19-08); Gaumont Champe-Elysées, 8" (43-59-04-67); La Bastille, 11" (43-07-48-60); Gaumont Pamassa, 14" (43-27-84-50); Gaumont Aléssa, 14" (43-27-84-50); Gaumont Conven-

14 (43-27-84-50); Gaurnont Convention, 15 (48-28-42-27).

LES BRUMES DE L'AUBE (Por., v.o.) :

BURNING SECRET (Briz., v.c.): Cino-ches, 6* (48-33-10-82).

CALME BLANC (A., v.o.): Grand

Pavols, 15° (45-54-48-85); v.f.: Pathé Montparnasse, 14° (43-20-12-06). CAMILLE CLAUDEL (Fr.): Bysées Lincoln, 8° (43-59-38-14).

CINEMA PARADISO (Fr.-it., v.o.); Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12); 14 Juillet Odson, 8" (43-25-59-83); La

14 Juillet Odéon, 9' (43-25-59-83); La Pagede, 7' (47-05-12-15); George V, 3' (45-62-41-46); Pathé Marignan-Concorda, 8' (43-59-92-82); 14 Juillet Bastille, 11' (43-57-90-81); Escurial, 13' (47-07-28-04); Gaurnom Alésia, 14' (43-20-34-50); Sept Parnessiene, 14' (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15' (45-75-79-79); UGC Maillot, 17' (47-48-08-08); V.f.: Pathé Francais, 9' (47-70-33-88); Les Nation, 12' (43-43-04-67); Fauvetta, 13' (43-31-56-88); Prithé Montparnesse, 14' (43-20-12-06); Gaurnont Convention, 15' (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18' (45-22-46-01).

COMEDIE D'ÉTÉ (Fr.) : Sept Parnes-

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA

TETE... LA SUITE (A., v.o.): Le Triomphe, 8° (45-62-45-76); Sept Parnessiens, 14° (43-20-32-20); v.f.: Pstheimpérial, 2° (47-42-72-52); UGC Gobelina, 13° (43-36-23-44).

DO THE RIGHT THING (A., v.o.): Ciné Beaubourg, 3º (42-71-52-36).

LE DOSSIER ADAMS (A., v.o.): UGC Rotonde, 6* (45-74-94-94).

siens. 14= (43-20-32-20).

CHIEN DE FLIC (A., v.f.); La Maxéville, 9º (47-70-72-86).

Rotonde, 6º (45-74-94): Pathé Marignan-Concords, 8- (43-59-92-82) : UGC Biarritz, 8- (46-62-20-40) ; 14 Jullet Bastille, 11 (43-57-90-81); Mistral, 14 (45-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.: Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Pathé Montparnassa, 14º (43-20-12-06); Pathé Căchy, 18º (45-22-46-01). ESCLAVES DE NEW YORK (A., v.o.) : Cinoches, 8- (48-33-10-82),

LA FILLE DE QUENZE ANS (Fr.): Gau-mont Opéra, 2° (47-42-60-33); Epée de Bois, 5° (43-37-67-47); Gaumont Parnassa, 14-143-35-30-40). LA FOLLE JOURNÉE OU LE MARIAGE

DE FIGARO (Fr.) : George V, 8- (45-62-LE GRAND BLEU (Fr., v.o.): UGC Emitage, 8 (45-63-16-16); v.f.: Les Montparnos, 14 (43-27-52-37).

HAUTE SÉCURITÉ (°) (A., v.f.): La Nouvelle Maxéville, 9° (47-70-72-86). HISTOIRES D'AMÉRIQUE (Fr.-8e). v.o.): 14 Juillet Odéon, 6° (43-25-

I WANT TO GO HOME (Fr., v.o.); Gau-mont Les Haltes, 1" (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83); 14 Juillet Bastille, 11" (43-57-90-81). INDIANA JONES ET LA DERNIÈRE CROISADE (A. v.o.): Forum Horizon, 1º (45-08-57-57); Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33): Rex (Le Grand Rex), 2º (42-36-83-93); Ciné Basubourg, 3º (42-71-52-36); Pathé Hautefeuille, 8º (46-71-52-36); Pathé Hautsfeuille, 8* (46-33-79-38); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30); UGC Odéon, 6* (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-18-08); Gaumont Ambassade, 8* (43-59-18-08); George V, 8* (45-62-41-46); UGC Normandie, 8* (45-62-18-16); Max Linder Panorans, 9* (48-24-88-88); La Bastille, 11* (43-07-48-60); 14 Juillet Beaugranelle, 15* (45-79-79); Kingnangaran, 15*

07-48-60); 14 Juillet Beaugranelle, 15° (45-75-79-79); Kinopanorama, 15° (43-06-50-50); UGC Maillot, 17° (47-48-06-06); v.f.: Rex (Le Grand Rex), 2° (42-36-83-93); Bretagne, 6° (42-22-57-87); UGC Montpartusse, 6° (45-74-94-94); Saint-Lazur-Pasquier, 8° (43-87-35-43); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Les Nation, 12° (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13° (43-38-23-44); Gaumont Alésia, 14° 23-44); Gaumont Alásia, 14* (43-27-84-50); Gaumont Convention, 15* (48-28-42-27); Pathé Wapler, 18* (45-22-48-01); La Gambetta, 20* (46-

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ETRE (A., v.o.) : Cinoches, 6º (46-33-10-82). ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46).
J'ÉCRIS DANS L'ESPACE (Fr., v.o.): La Géode, 19- (46-42-13-13).

JÉSUS DE MONTRÉAL (Can.) : Lucer-JUSQU'AU BOUT DU RÊVE (A., v.o.) : George V. 8 (45-62-41-46). KATIA ET VOLODIA (Fr.-Sov.): Ven dôme Opéra, 2º (47-42-97-52). KICKBOXER (Hong Kong, v.f.): UGC Opérs, 9 (45-74-95-40).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A. v.o.): Les Trois Balzac, 3º (45-61-10-60); Républic Cinémas, 11º (48-06-51-33); Bienvenüe Montpernasse, 15º (45-44-25-02) ; Saint-Lambert, 15° (45-LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Lucer-

naire, 6' (45-44-57-34); Grand Pavois, 15' (45-54-46-85). MAN NO RUN (Fr., v.f.): Le Nouvelle

Maxévilla, 9- (47-70-72-86). MANIKA UNE VIE PLUS TARD (Fr., v.o.) : Reflet Longs I. 5- (43-54-42-34) MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36) ; Studio des Ursulines, 5* (43-26-19-09). MYSTERY TRAIN (A v.n.) · Gaumont

MTS 1287 HAME (A., V.O.); Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2" (47-42-72-52); Racine Odéon, 6" (43-26-19-68); Gaumont Parnesse, 14" (43-35-30-40). NEW YORK STORIES (A., v.o.): Cinoches, 8 (46-33-10-82).

ches, 6 (46-33-10-82).

MOCTURNE MODEM (Fr., v.o.): Ciné
Beaubourg., 3° (42-71-52-36); UGC
Biarritz, 8° (45-62-20-40); v.f.: UGC
Montparnasse, 6° (45-74-94-94); UGC
Opéra, 9° (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13° (43-36-23-44). OLD GRINGO (A., v.o.): Forum Orient Express, 1= (42-33-42-28); UGC Bisrritz, 8* (45-62-20-40) ; v.f. : Paramoun Opéra, 9* (47-42-58-31).

PERMIS DE TUER (Brit., v.o.); UGC Bierritz, 8° (45-62-20-40); v.f.; Breta-gne, 6° (42-22-57-97); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31). LE PETIT DIABLE (lt., v.o.) : Panthéon, 5° (43-54-15-04) ; Studio 28, 18° (48-

06-38-07).

ERIK LE VIKING (Brit., v.o.): Forum LE PETIT DINOSAURE ET LA VALLÉE GRAND THÉATRE D'EDGAR (43-20- KREMLIN-BICÉTRE (C.H.U. SALLE DU 90-09). Histoire d'en rire : 20 h 15. Odéon, 6° (42-25-10-30): UGC mont (Publics Matignon). 8° (43-59- Apostrophons-nous: 22 h. 31-97); La Nouvelle Maxéville, 9° (47-70-72-86); Grand Pavois, 15° (45-54-46-85); Seint-Lambert, 15° (45-32-91-68}

LA PETITE VÉRA (Sov., v.o.) : Epée de Bois, 6- (43-37-57-47). QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RAB-BIT ? (A., v.f.): La Nouvelle Maxéville, 9° (47-70-72-86); Républic Cinémas, 11° (48-05-51-33); Denfert, 14° (43-21-41-01); Grand Pavois, 15° (45-54-46-85).

45-52, 45-76); Gaumont Parnassa, 14: (43-35-30-40); v.f.: La Nouvelle Maxéville, 9: (47-70-72-86).

ROUGE VENISE (Fr.-h., v.o.) : Epée de Bois, 6- (43-37-57-47). SEXE, MENSONGES ET VIDÉO (A. SEXE, MENSONGES ET VIDEO (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12): Gaumont Opéra, 2° (47-42-60-33); Publicis Seint-Germain, 6° (42-22-72-80); UGC Danton, 6° (42-25-10-30); Ls Pagode, 7' (47-05-12-15): Gaumont Ambassada, 8° (43-59-18-08); Publicis Champs-Elysées, 8° (43-20-20); La Laties Pagodia, 18° (43-63-64); Publicis Champs-Elysées, 8° (43-63-64); Publicis Champs-Elysées, 8° (43-64); Publicis Champs-Elys (47-20-76-23); 14 Juillet Bastille, 11° (43-57-90-81); Escunal, 13° (47-07-28-04); Gaumont Pamesse, 14 (43-35-30-40); Gaumont Alésis, 14 (43-27-84-50); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); UGC Maillot, 17 (47-48-06-06): v.1.: Geumont Opéra, 2° (47-42-80-33); Rex, 2° (42-36-83-93); Saint-Lazare-Pasquier, 8° 143-87-35-43); UGC Lyon Bestille, 12° (43-87-35-43); UGC Lyon Bastille, 12º (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13º (43-36-23-44); Miramer, 14º (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15º (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18º (46-22-46-01); Le Gambetta, 20º (46-36-10-96).

bastile, 12- (43-43-01-39); Faivette, 13- (43-31-56-86); Mistral, 14- (45-39-52-43); Pathé Montparnesse, 14-(43-20-12-06); UGC Convention, 15-(45-74-93-40); Images, 18- (45-22-47-94); Le Gambette, 20- (46-36-10-96).

THE LAST OF ENGLAND (Brit., v.o.) Accetone, 5' (46-33-86-86).
TOLÉRANCE (Fr.): Forum Orient UN POISSON NOMME WANDA (A., v.o.): Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-92-82); v.f.: Les Montparnos, 14°

(43-27-52-37). UNE JOURNÉE DE FOUS (A., v.o.): Etysées Lincoln, 8º (43-59-36-14).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRAN-QUILLE (Fr.): George V, 8 (45-62-41-46).

41-46).

LA VIE ET RIEN D'AUTRE [Fr.): Ciné
Beaubourg, 3° (42-71-52-36): UGC
Danton, 6° (42-25-10-30); UGC Montparnesse, 6° (45-74-94-94); SaintLazer-Pasquier, 8° (43-87-35-43);
UGC Champs-Elysées, 8° (45-6220-40); UGC Opérs, 9° (45-74-95-40);
UGC INC Lives Bestille, 12° (42-32-10-56). 20-401; UGC Opera, 3" (45-74-95-401; UGC Lyon Bestile, 12* (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13* (43-36-23-44); Mis-tral, 14* (45-39-52-43); 14 Juillet Beaugrenella, 15* (45-75-79-79); UGC Maillot, 17* (47-48-06-06). VILLE ZÉRO (Sov., v.o.): Cosmos, 6º

(45-44-28-80); Le Triomphe, 8º (45-62-45-76). WORKING GIRL (A., v.o.): UGC Ermi-8* (45-63-16-16). YAABA (Burkina-Faso, v.o.): 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00); Cinoches,

6- (46-33-10-82). ZANZBAR (Fr.): Forum Orient Express 1" (42-33-42-26); Les Trois Belzac, 8 (45-61-10-60).

THÉATRES

ARTISTIC-ATHÉVAINS (48-06-36-02). Fiegrant Délit de mensonge CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Profession imitateur... et en plus : 20 h. L'Hérolque Semaine de Camille Bourreau: 21 h 30.

CITÉ DES SCIENCES (ESPLANADE DE LA GÉODE) (47-70-59-62). Ø Malbodium, an II: 15 h. COLLÈGE NÉERLANDAIS (43-58-78-39). Les Sincères : 20 h 30, COMÉDIE-FRANCAISE (40-15-00-15). Lorenzaccio: 20 h 30. DAUNOU (42-61-69-14), Tu m'as

sauvé la vie : 21 h. EDGAR (43-20-85-11). Les Babes-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h. EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-59-92). Point de feu suns fu

de Varsovie : 21 h 30. Théâtre rouge. Simone Well 1909-1943 : 18 h 30. Dislogues d'exilés : 21 h 30. MADELEINE (42-65-07-09). ♦ Las Sept Miracles de Jésus : 20 h 30. MARAIS (42-78-03-63). L'Avare :

GYMNASE MARIE-REIT (42-46.

79-79). L'Ex-femme de ma vie :

HUCHETTE (43-26-38-99). La Canta-

trice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. L'impromptu du Palas-Royal ;

LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Théatre noir. Le Petit Prince : 18 h 45.

La Ráton de la maréchale ; 20 h. Mélodio

20 h 30.

MATHURINS (42-65-90-00). Les MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Un éléphant dans le jardin : 19 h. ROSEAU-THÉATRE (42-71-30-20). Archa Truc : 20 ti 30.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR-BELLE DE MAI (48-05-67-89). Salle E. O L'Ecume des jours : 20 h 30. THÉATRE DE LA MAINATE (42-08-83-33), Le Neveu de Rameau : 20 h 30. TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). ◊ Physique et Métaphysique : 18 h 30.

RÉGION PARISIENNE ANDILLY (MAISON POUR TOUS) (34-

18-18-40). ▷ Histoire du tigre l'est théâtral du Val-d'Oise : sam. 21 h. AUBERVILLIERS (THÉATRE D'AU-BERVELLERS GROUPE TSE) (48-34-67-67). ♦ Les Parisiens : 20 h (Jeu., ven., sam.), dim. (dernière) 16 h. BEZONS (G.A.C. PAUL ELUARD) (39-82-20-88). D La Maghreb de canard : sam. 21 h.

BOBIGHT (MAISON DE LA CULTURE) (48-31-11-45). ♦ Dom Juan : 20 h 30 (Jau., ven., sam., tun. demière), sam., dim. 15 h 30. BOULOGNE-BILLANCOURT (YHÉA.

TRE DE BOULOGNE) (46-03-60-44). O Crime et Châtiment : 20 h 30, dim. 15 h 30, Rel. dim. soir, tun. (, mar. 31 CHATILLON THÉATRE DE CHATIL-LON CHAP. DES SARMENTS (46-57-22-11). O il ne faut pas jouar avec le feu : 21 h (Jau., ven., sam. dernière).

CLICHY (THÉATRE RUTEBŒUF) (47-39-28-58). Fentasio : 21 h, dim. 17 h. Rei. dim. soir, lun. ECOUEN (CENTRE CULTUREL SIMONE-SIGNORET) (39-94-52-22). D Cosmicomics Festival théâtral du Val-

d'Oise : sem. 21 h. ENGRIEN (THÉATRE MURICIPAL DU CASINO) (34-12-94-94), D Violons dingues Festival théâtral du Val-d'Oise : ven. 21 h.

FONTENAY-AUX-ROSES (THÉATRE DES SOURCES) (46-61-30-03), D La Fille de Mme Angot : dim. 15 h 30. FRANCONVILLE (CENTRE CULTURE) SAINT-EXUPÉRY) (34-13-54-96). De Triomphe d'Arlequin Festivel théâtral du Val-d'Oise : van. 21 h. GONESSE (THÉATRE JACQUES-PRÉVERT) (39-85-21-92), Dun ou-vrage de dames : van. 20 h 30.

GOUSSAINVILLE (THÉATRE SARAH-BERNHARDT) (39-88-99-52). > Marie Pierre Casay : sam. 20 h 30. IVRY-SUR-SEINE (THEATRE DES QUARTIER DTVRY) (46-72-37-43). ♦ La Folie démocrate : 20 h 30. Rel. dirn., GRAND RÉSERVOIR) (47-26-15-02).
D Portraits anatomiques de soirs d'orage : jeu., ven., sam.(dernière) 21 h.
MELUN (ESPACE SAINT-JEAN) (64-52-10-95). ▷ Mirgir bestierre : ven.

MELUN (THÉATRE A DOMICRE) (69-88-69-11). Promier Festival de théâtre à domicile : 20 h 30. NANTERRE (QUASAR THÉATRE) (47-

24-78-35). D flixa, précuidé de les Rou-quins : jeu., ven., sam. 20 h 45, dim. 15 h. NANTERRE (THÉATRE DES AMAN-DERS) (47-21-18-81). Grande salls. O La Mort de Denton Festival d'au-tomne à Paris 1989 : 20 h 30 (Jet., van., sam.), dim. (demâre) 16 h 30. Salle polyvalente. Cidipe tyran, en al-ternance avec Cidipe à colone la Cité des Osseeux (Trilogie): 21 h, dim. 17 h, Rel.

NEUILLY-SUR-SEINE (L'ATHLÉTIC) (46-24-03-83). Vieux Singe : 20 h 30. Rel. dim., lun., mar. SAINT-GERMAIN-EN-LAYE (THÈA-TRE ALEXANDRE-DUMAS) (30-87-07-07). La Ménagerie de verre : 20 h 45, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir.

SARTROUVILLE (THÉATRE DE SARTROUVILLE) (39-14-23-77), > :. VINCENNES (INTERNATIONAL VI-SUAL THÉATRE) (43-65-63-63), O L'Homosexuel ou la Difficulté de s'expri-mer : 21 h (Jeu., ven., sam. demière).

: Na sont pas jouées la marcredi. O: Hora

SPECTACLES

NOUVEAUX (Les jours de première et de relâche sont indiqué entre paranthèsea.)

CE QUI RESTE D'UN REM-BRANOT... Théâtre de Ménilmon-tant (43-31-42-65) (dum., lum., mar., 20 h 30 (25). LA FOLIE DÉMOCRATE. NIY-SUI-Seine. Thoèure des Cuartiers d'Ivry (46-72-37-43). (dm., lun.) 20 h 30

L'HÉROIQUE SEMAINE DE CAMILLE BOURREAU. Caté de la Gare (42-78-52-51) (dim.) 21 h 30

MALBODIUM, AN II. Cité des sciences. Esplanade de la Géoda, Salle des droits de l'homme (47-70-59-62) (sam., dim., lun., mar.) 15 h

SARAFINA. Bouffes du Nord (42-39-34-50). (dim. soir. lun.) 20 h; (sam., dim.) 15 h (28). OH I BEN OUI. Point Virgula (42-78-67-03) (lun., mar.) 22 h 45 (30). LE MISANTHROPE. Comédia-Française. Salle Ruchelieu (40-15-00-15) (mar.) 20 h 30 (31).

LE MOBILE D'AURORA. Théêtre national de l'Odéon. Petite Salle (43-25-70-32). 18 h (31). MCEURS D'UNE GUERRE, Guichet Montpamasse (43-27-88-61) 19 h (31).

LA MÉMOIRE DU LIVRE : LE LIVRE DES QUESTIONS. Théâtre Renaud-Barrault (42-56-60-70) 21 h (31). L'OURS, SUIVI DES « MÉFAITS

DU TABAC ». Berry (43-70-37-02) 21 h (31). UNE FEMME SEULE. Gui Montparnasse (43-27-88-61) 22 h 15 (31).

ACTUELLEMENT

VOLUTION 1" ÉPOQUE "LES ANNÉES LUMIÈRE"

Encore la Révolution ? Non : Enfin!

On fremit, on s'enthousiasme!

PARIS MATCH

Un scénario palpitant.

n'espérait plus.

FRANCE SOIR

TÉLÉ 7 JOURS

Le voilà, le grand film qu'on attendait et qu'on

JOURNAL DU DIMANCHE Une vaste fresque d'une ampleur dont le cinéma

français a perdu l'habitude. Un beau cadeau pour LE MONDE

Une objectivité inhabituelle.

LE FIGARO

Vibrant du souffle de l'épopée. LE CANARD ENCHAINÉ

La Révolution française a droit, enfin, à un film à la mesure de son importance. LE PARISIEN

Somptueux: le plus grand film jamais réalisé sur la

Revolution. TÈLÉ POCHE

La Révolution française : un cadeau royal.

VSD

2º ÉPOQUE: 22 NOVEMBRE "LES ANNÉES TERRIBLES"

PARIS EN VISITES

MARDI 31 OCTOBRE

cHônels et jardins du Maraia sud. Piace des Vosges», 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du «La Grande Arche et le quartier de la Défense», 14 h 30, RER Défense, sor-tie L (M.-C. Laurier).

s L'ile Saint-Louis », 14 h 30, métro Pont-Marie (M. Pohyer). « La Conciergerie réaménagée », 14 h 30, 1, quai de l'Horloge

4 Le Palais de justice et le tribunal des flagrants délits ». 14 h 30, métro Cité (C.A. Messer).

«Les grands personnages de la Révo-nation au Père-Lachales», 14 h 45, entrés, boulevard de Ménlimontant IV. de Langlade). «La Palais de justice en fonctionne-dent», 14 h 45, métro Cité (M. Bansa-set).

La Conciergerie restaurée », 15 houres, 1, quai de l'Horloge (D. Bou-

«Le cimetière de Picpus. Souvenire de la Terreur», 15 heures, 35, rue de Picpus (Tourierne culturel). is Le Pelais de justice. Histoire et fonc-tionnement », 15 heures, métro Cité, sor-tionnement », 15 heures (Conneissance d'ici

22-46-01).

« Les bijoux de Cartier», 15 heures, Petit Palaie, avenue Winston-Churchill, à la caisse (Approche de l'art). e i. Arsenal ». 15 heures, sortie métro Suity-Moriand, sur la place (Paris et son

MONUMENTS HISTORICUES

«Le Panthéon», 15 heures, entrée, rue Çiotiide. «Le Vel-de-Grâce, un Escoriel pari-ien ? »,15 heures, 277 bis, rue Saint-

PARIS-MUSÉES

«L'ébénistarie du dix-huitième siè-cle», 12 h 45, Petit Pelais, avenue « Paris vu par les peintres de Corot à Signac », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Muséo Carnevalet).

POUR LES JEUNES « La nécessaire de campagne de Napoléon » (six-huit ans), 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Camavalet).

« Séance de contes», 14 h 30, Petit siais, evenue Winston-Churchill. « Atelier bijoux et joyaux de Noël», 14 b 30, Petit Palais, avenue Winston- Concert Radio France 🕳

VENDREDI 10 NOVEMBRE 20 H 30 SALLE PLEYEL PRESTIGE DE LA MUSIQUE

Concert exceptionnel Récital CHRISTA LUDWIG **CHARLES SPENCER**, piano

SCHUBERT - BRAHMS

Vente des billets sur place et à Radio France de 11 h à 18 h et à partir de 20 h le soir du concert



غن ولانور

See 2017年7月

AGENDA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME № 5120

c'est la panne. - 3. Une partie de

la Méditerranée. Endroit où l'on

peut couper le courant. Lie. -4. Adverbe. Une figure populaire.

- 5. A du piston. Est plus avan-

que. Dans un alphabet étranger. --7. Est simple et fragile. Fut mise

Solution du problème nº 5119

Horizontalement

- V. Sein. Pelisse. - VI. Lai. Sapin. As. - VII. Lu. Ems. Eta-leras. - VIII. Erdre. Cri. -

IX. Rois. Pi. En. Tau. - X. Ore. Râtelier. Ne. - XI. Eus. Récla-

mants. - XII. Apt. Hésiter. -XIII. Rengaines. Nèpes. -

XIV - Odieuse. Acné. - XV Cols.

Verticalement

1. Guérillero. Froc. — 2. Anse. Aurore. Edo. — 3. Níe. Si. Dieu ;

Nil. – 4. Dorée. Ers ; Sages. – 5. Oninisme. Pau. – 6. Ninas. Partis. – 7. Rien. Cité. Nez. –

8. An. Epier. Eche. — 9. Essentielles. — 10. Axe. Nias. Al. — 11. Spéciale. Eminça. — 12. Si. Ussé. Ratent. — 13. Aérés. Rat.

Neper. - 14. Usure. Antre. --

Chantilly, ainsi que le domaine et l'abbaye de Chaalis.

ens. – La mairie de Paris orga-

nise, comme chaque année, un ser-

nisc, comme enaque annee, un service de transport gratuit à l'intérieur de certains cimetières parisiens: Pantin: de 8 h 30 à 18 heures; Thiais: de 7 heures à 18 heures; Bagneux, Saint-Ouen, Montmartre et Batignolles: de 8 heures à 18 heures.

15. As. Ossues. Sus.

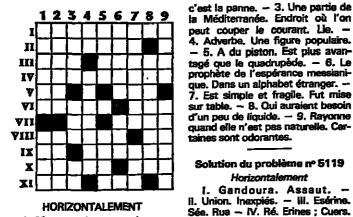
Les services ouverts ou fermés

le 1^e novembre

Zoolâtres.

Gandoura. Assaut.

taines sont odorantes.



HORIZONTALEMENT

i. Marques de reconnaissance. - II. Une femme parfois étendue sur une nappe. - III. S'adresse à la Vierge. Une voiture pour les retardataires. - IV. Ce qui reste quand on enlève les légumes. V. Est souvent sur la planche. D'un auxiliaire. - VI. L'arme au pied. L'essence y est rare. - Vii. Point de départ. Nom donné à un auteur. - VIII. Ne donne que l'essentiel. En Espagna. — IX. Donné par le chef. Saintes, à l'église. — X. Qui se rapporte aux représentations abstraites. Qui peut faire rougir. — XI. Une manche. Peut décorer la crête d'un toit.

VERTICALEMENT

1. Dont on ne pourra pas faire un homme. Il n'y en a pas devant le capot. - 2. Utile pour extraire des racines. Quand on y reste,

Presse. - Les quotidiens parais-

Postes. - Pas de distribution de

courrier à domicile. Les bureaux de poste seront fermés, sauf ceux

assurant le service des dimanches

RATP. - Service réduit des

Assurance maladie. - Les centres de la région parisienne seront fermés au public du mardi 31 octo-

bre, à 15 heures, au jeudi 2 novem-

Allocations familiales. - Les services d'accueil du siège et les unités de gestion de la région parisienne seront fermés du mardi

31 octobre, à 12 heures, au jeudi

2 novembre aux heures habituelles.

vieillesse des travailleurs salariés.

- Les centres d'information de

Coisse nationale d'assurance

sent normalement.

et jours fériés.

bre 1 8 h 30.

Banques. — Fermées

dimanches et jours fériés.

CARNET DU Monde

Mariages

- Laurence TRAGIT

Guy PERRIMOND,

le 26 octobre 1989, à Paris-7°.

sont heureux de faire part de leur

Mariage et fiançailles Jeannette et Pierre BOULAY

ont la joie de faire part du marisge de leur fille

et des fiançailles de leur fils

Anne-Céline CHEVALLIER,

Juillet, août 1989.

CARNET DU MONDE ments ; 42-47-96-03 Tarif : la ligne H.T.

Toutes rabriques 87 F abomés et actionnires . 77 F Companicat. diverses . . 90 F

et Patrick GOSSOT.

sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu à Paris, le 28 octobre 1989.

Amsick PERNOT de BREUIL

ont la joie de l'aire part de leur mariage, qui a été célébré en la collégiale Saint-Martin de Champeaux, le 7 octobre 1989.

M. et M= Michel POMMIER, M'SANGOORI et M=, sont très heureux d'annoncer mariage de leurs enfants

Aida et Jean-Christophe

- L'Isle-sur-la-Sorgue. Rio-de-

Jesa-Pierre SIMONNOT Marian CARNEIRO DO AMARAL,

mariage, célébré le 23 septembre 1989, à la mairie d'Avignon.

avec Michel DALLONI,

Olivier

3, square du Château, 67300 Schiltigheim.

t leurs enfants, M. et M™ Benoît Renard

M. et M= Dominique Lem

et leurs enfants, ont la doujeur de faire part du décès de

Une messe à son intention sera célé-brée ultérieurement à Paris.

. Cet avis tient lieu de faire-part.

75116 Paris. 43, rue de la Pierre-de-Ville, 51480 Cumières.

- Myriam et Chloé, ont la douleur de faire part du décès de

Roger DRÉNO, inspecteur général de la construction,

survenu à Bordeaux, le 26 octobre

Ses obsèques out en lieu dans la plus stricte intimité, le samedi 28 octobre 1989, à Bordeaux (Gironde).

1989, à l'âge de cinquante-sept ans.

36, avenue de Mirmont, 33200 Bordeaux-Candéran.

- Nous apprenous le décès de

René FAURE,

survenn dimanche 29 octobre 1989, i l'hôpital Saint-Joseph de Marseille.

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M= Ernestine HERZOG,

née Weber.

Les obsèques ont en lieu dans l'inti-

« L'Eternel est mon refuge! Dans le Très-Haut su as placé ton

- M. Robert Serrou et Mac, née

ont le regret de faire part du décès de

M. Marcel MONDON.

leur beau-père, père, grand-père et

survenu le 26 octobre 1989, dans sa

Les obsèques seront célébrées le mardi 31 octobre, à 16 heures, es

l'église de Vairées (Vanciuse), où l'on se réunira.

27. avenue du Docteur-Arnold-Netter

Cet avis tient lieu de faire part.

Ni fleurs ni couronnes.

- M= Robert Zumbichi.

gu mère, M. et M= Jean-Marie Painvin, M. et M= Henri Seydoux, M. Aleris Seydoux, M. Ladovic Seydoux,

Rebecca et Conrad.

SCS DOVOUX CL D

ses enfants, Grégoire, Camille, Arthur, Léa,

Resource of Couract,
ses petitis enfunts,
M. et M. François Zambiehl,
son frère et sa bello-seur,
Raphael, Christian, Juliette, Maro-

Stéphane, Rémy et Frédéric,

(Psaume 91.)

survena le 22 octobre 1989.

M. et M= Henri Herzog,

Odile Mondon,
Leurs enfants et petits-enfants,

22-24, rue Duret, '

75116 Paris.

Ni fleurs ni couronnes.

- M. Raymond Pons,
 M. et M™ Daniel Orlez, — M. et M™ René Cannet, M. et M™ Jean Lamaire, M. Christian Cannet, M. et M™ Marc Almeras Dominique, Philippe et Laure, Thierry, son époux, ses enfants et petits-enfants,
 - font part du décès survenu à Bergerae (Dordogne), le 21 octobre 1989, dans sa quaire-vingt-sixième année, de

La cérémonie religieuse a été célé-brée le 24 octobra 1989, en l'église d'Issigeac (Dordogne). M~ Maurice CANUET, née Suzame Laval.

Domaine de Brousse, Prigonrieux, 24130 La Force. leur mère, grand-mère et arrière-grand endormie dans la paix du Seigneur à Cumières, le 27 octobre 1989, dans se

- M=Roger Rey.
Ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
out la tristesse de faire part du décès de La cérémonie religieuse sera célé-brée le jeudi 2 novembre, à 10 heures, en l'église Saint-Pierre-Saint-Paul d'Epernay et sera suivie de l'inhuma-tion au cimetière du Père-Lachaise, à Paris.

(Jura), dans sa soixante-:

M. Roger REY, trésorier-payeur général bonoraire, chevalier de la Légion d'honneur, décédé le 21 octobre 1989, à Dôk

M= Raymond PONS, née Oiga Xanthopoulo.

Les obsèques civiles ont en lieu an imetière de Dûle, dans la stricte intimité familiale, le 24 octobre.

 M= Pierre Vendryes,
Le contro-amiral et M= Jean Kessler et leurs enfants, M. et M. Jean-Paul Vendryes

et leurs enfants, Arnand, Irène et Isabelle Vendryes, Pierre Jean Humbert, M. et M. Georges Vendryes,

Pierre VENDRYES, ancien interne des hôpitaux de Paris, ancien président de la Société de statistique de Paris,

survenu le 24 octobre 1989, à Paris. Remerciements

Très touchée par les nombreuses marques de sympathie reçues lors du décès de

Cècle ANGLIVIEL de LA BEAUMELLE,

l'hôpital Saint-Joseph de Marseulle.

[146 le 2 novembre 1920 à Azérat (Dordone), M. René Feure a été le crésteur du Centre d'études neucléaires de Cadarache et dirique de 1954 à 1973 est établissement de recharche et développement du CSA. Il fut ensuits nommé PDG de la Société des seut de Marselle, fonction qu'il occupe jusqu'en septembre 1988. Ingénieur de l'Ecole centrale des arts et menufactures, il eveit, avant d'être détaché au CEA en 1956, fait carrière commengénieur en chef, pois ingénieur général des travaux publics de la France d'outre-mer à Madégesteur, pois Brazavaille. Natré et père de trois enfants, il était le frère de l'ancien garde des sossex Maurice Feure.] Sa famille, dans l'impossibilité de répondre à cha-cun individuellement, remarcie ceux qui se sont associét à sa peine et les prie de trouver ici l'expression de sa grati**Anniversaires**

 Le 31 octobre 1987 Ma chère épous Et votre amic,

Raymonde BRIMBEUF. néc Lévy,

'endormait du sommeil éternel

Ses cendres reposent au Jardin du cuvenir da colombarium du Père-Lachaise, près de sa maman et de son

- Pour le premier anniversaire de la

Ionel SANIEL,

une pensés est demandée à ceux qui l'ont comm et aimé.

- Tous ceux qui ont comm et aimé

M^{ass} Georges WEG, née Michèle Doquesse,

se régniront pour célébrer le deuxièm anniversaire de son décès accidentel.

On se réunira à la porte principa du cimetière parisien de Bagneux, le mercredi 1º novembre 1989, à

De la part de M. Georges Weg, on époux, De toute la famille,

Communications diverses

- Pour le dix-neuvième anni saire de la mort du général de Gaulle, l'ordre de la Libération organise un Polerinage en train spécial pour Colombey-les-Deux-Eglises, le jeadi 9 novembre 1989. Départ jeudi 9 novembre, gare de l'Est, 7 h 56. Retour, arrivée à Paris à 16 h 55.

Retour, arrivée à Paris à 16 h 05.

Le prix comprenant le déjeuner sur le trajet du retour est fixé à 500 F (sans réduction SNCF).

Renseignements et inscriptions: Chancellerie de l'ordre de la Libération: Françoise Spinaccia, 51 bis, boulevard de Latour-Manbourg, 75007

Paris, Tél.: 47-05-35-15, poste 41 (chèques à libeller à l'ordre de Jules Muracciole).

Le soir même à Paris, à 19 heures, ca

Le soir même à Paris, à 19 heures, ea l'église Saint-Louis des Invalides, l'Association des Français libres fera dire une messe (portes ouvertes) à la mémoire du général de Gaulle et des siens.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09

Télex MONDPAR 650572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81

PUBLICITE

Tel : (1) 45-55-91-82 on 45-55-91-71 Telex MONDPUB 206 136 F

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social:

620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Réducteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du *Monde*,

Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, géran et Hubert Beuve-Méry, fondat

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

Composez 38-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM*

Renseignements our les microffins et index du Monte en (1) 42-47-99-61.

ABONNEMENTS BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tel.: (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUESSE	With Director
3 mais	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mals	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1=	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F
ÉTRA	NGER : pa	r voie aérienne	tarif sur de	emande

Pour vous abonner, RENVOYEZ CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus on par MINITEL: 36-15 LEMONDE code d'accès ABO PORTAGE: pour tous renseignements tel.: 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définidés en provincires : nos abonnés sont invités à for-muler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance. PORT PAYÉ : PARIS RP

Pays:

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois Adresse : Code postal:.

Vertillez anoir l'obligeance d'écrère tous les nous propret en capitales d'imprimerie

Tome sa famille, Et ses amis,

Localité : _

ont la douleur de faire part du décès de Hélène SEYDOUX,

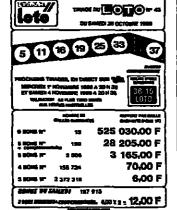
28 Octobre 1er Novembre FAYENCE-VAR Sortie autoroute les Adrets.

Pieds-noirs: retour économique en Algérie?

noirs retournés en «pèlerinage» dans une Afrique du Nord devenue le Maghreb. Concernant les anciens dénartements français, le mouvement Pieds-noirs pour l'Algérie a, quant à lui, multiplié les initiatives notamment économiques, depuis sa création il y a six

Paris et de la région parisienne seront fermés du mardi 31 octobre, à 14 h 30, au jeudi 2 novembre aux heures habituelles. Un projet futuriste, Technoran 2001, a été élaboré pour l'Ouest algérien. Un « axe écono-Musées. - A Paris, le Musée du Louvre sera fermé. Seront ouverts le Musée d'Orsay, le Palais de la découverte, la Cité des sciences et mique et socioculturel Marseille-*Alicante-Oran* - favorise déjà les échanges. Faisant suite à un Forum de l'industrie à La Villette et sur les investissements en Algérie, l'exposition « Archéologie de la France. Trente ans de découdu 27 octobre au 6 novembre, va être organisée en Grande Kabylie vertes » au Grand Palais. Pour les

autres musées, il est préférable de se renseigner. En Ile-de-France. - Scront ouverts le Musée de l'air et de l'espace, au Bourget, le château de



LOTOSPORTI RESULTATS COMPLETS Nº 51 MININUM NANTES 1 CANNES 0 4 930 439,00 F 100 40 633,00 F ta 2212 1 921,00 F 31,00 F 6**4** 400 NUMERO PACTOLE : 1

relle », au départ de Marseille. Les sociétés mixtes seront à l'ordre du

Enfin, du 1^{er} au 5 novembre, se tiendra à Oran le premier Festival pied-noir « avec l'appui des auto-rités locales ». De nombreux ieunes entrepreneurs pieds-noirs, qui, bien souvent, ont quitté leur sol natal encore enfants, participent à ces diverses manifestations,

* Tous renseignements auprès du mouvement Pieds-noirs pour l'Algérie, 10, parc du Millénaire, rue Becquerel, 34036 Montpellier. Le mouvement édite à la même adresse le bulletin Méditerranée demain, sous la respon-shilié de M. Christian Schembré. sabilité de M. Christian Schembré une tournée économique et cultu-

EN BREF

□ Métro insolite... et nocturne. -Le COPEF (Centre quest parisien d'études ferroviaires) organise, dans la nuit du samedi 18 au dimanche 19 novembre, un voyage insolite commenté dans les sous-sols de la capitale. Une rame ancienne du métro, «Sprague» verte, sortira de sa retraite; elle mènera ses voyageurs – sans chan-gement – de Gare-du-Nord à... Gare-du-Nord, via Anvers, Porte-des-Lilas. Porte-Maillot, Bir-Hakeim, Place-d'Italie, et la mystérieuse station Haxo, qui verra ainsi ses premiers clients. Le passage d'une ligne à l'autre s'effectuera par les raccordements de service. Départ vers minuit, retour vers 5 heures. Un bar sera installé à bord du train.

* Inscriptions par contrier avant le 6 novembre auprès du COPEF, 10, rue d'Amsterdam, 75008 Paris : 250 francs par personne (enveloppe timbrée pour l'envoi de la convocation).

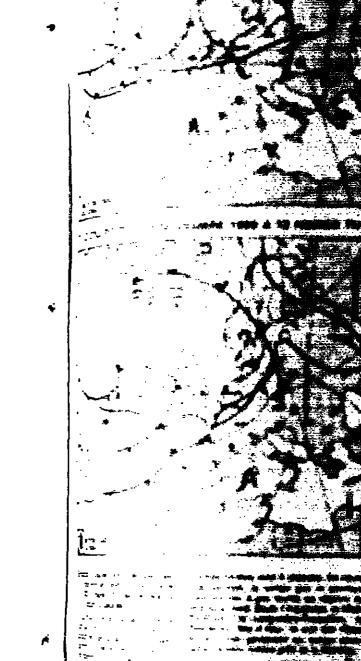
□ Le programme 1989-1990 des conférences de la Fédération nationale des enseignants du yoga. - La Fédération nationale des enseignants de yoga (FNEY) continuera à explorer en 1989-1990 de grandes questions morales, spirituelles, scientifiques et médicales qui interpellent individus et société. Les conférences se tiendront au siège de la Fédération : FNEY, 3, rue Aubriot, 75004 Paris. Tél.: (1) 42-78-03-05.

Christianisme et religions: quel dialogue? — Le christianisme devrait-il renoncer à un authentique dialogue avec les autres religions? Ou lui faudrait-il admettre one les diverses traditions sont autant de réponses légitimes aux problèmes fondamentaux de l'exis-tence humaine? Le week-end proposé par le centre culturel Les fontaines, les 4 et 5 novembre, orientera vers un discernement des religions non chrétiennes, dans une perspective qui permette de sur-monter ce double écueil de l'intolé-rance et du relativisme. Les débats seront animés par Michel Fedon, S.J.

J.-P. P.-H.

Les fontaines, B. P. 205, 60501, Chan tilly Cedex. Tel.: (16) 44-57-24-60.





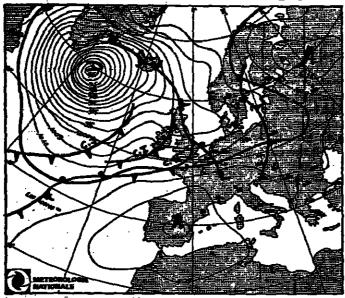
Commercial Contraction of the Co

2.

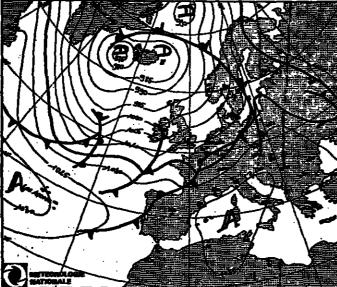
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 30 OCTOBRE 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 1" NOVEMBRE 1989 A 12 HEURES TU



Evolution probable de temps en France entre le landi 30 octobre 1989 è 0 heure UTC et le mardi 31 octobre à 24 heures UTC.

- AND OF STREET

199500 : 270 72.2

a cert

THE RESERVE AND

Le Monde

La moitié nord de la France, balayée per deux pertarbations conseniques, consilire des pluies faibles à radificies. Les régions plus militaloniles, en reven-che, restaront sous la protection d'un anticyclone qui sesurera un'intripareix et

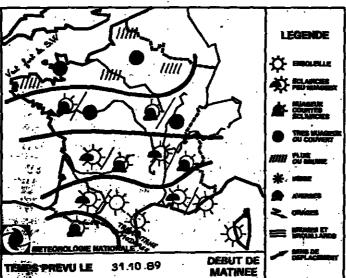
La metinie sera plavisuse et ventie de la Brutagne su Nord. Il pissava égale-ment sur l'ile-de-France, la Chempagne-Ardennes et le Lorraine, mais précipita-tions et vent seront netternent plus delibles l'illem Corres Brutan gre, Franche-Cormi et Alsace ne seront pas enclore atteints par le pluir mais le clei y sera très nuageux ou convert. Les régions de la moité sud bénéficieront d'un serons mandres

brumes locales sont à craindre. En cours d'après-midi, le temps gris et pluvieux gagnera peu à peu toutes les régions de le moisié nord. Seuls l'Aquitaine, le Midi-Pyrénées, le Lienquedoc-Rousellon, le Provence-Côte d'Azur, le sud des Alpas et le Corse garderont un temps anno-leillé. Le vent faiblira près de la Manche.

leité. Le vent faitire près de la Manche.

Les températures minimales as situeront le prius souvent entre 7 et 10 degrés, pour attaindre les 12 degrés aur le littorsi méditerranées. Les températures maximales n'accideront guine 13 à 15 degrés sur la moltié nord de paye, 18 à 20 degrés dans le Massif Central, 20 à 22 degrés sur le Sud-Ouest et le Sud-Est.

tanu aur le Nord-Ouest et le Nord : à pourre souffier le metin jusqu'à 50 kilo-mètres/heure sur les côtes de la Man-che. Vent faible sur les régions méridio-



TEMBERATURES seexime - minima et tamps observé Valoura sutrêmen relacion entre - le 30-10-1989 la 30-10-1989 à 6 hourse RU et la 31-10-1989 à 6 hourse RU									
HAN	ICE	-	TOURS	15 15	- <u>*</u>	ICS ANGELES	26	10	N
ALICOO	22 11	N	TOULOUSE NORTEAPTIEE			MADED	71		P
MARITA	23 11		ÉTRA		•		×	٠.	Ď
	14 13		ALGER				21	9	3
	16 15	3	AMSTERDAM		P	MILAN	28	9	C
CERCIT	17 16 14 15	Ş	ATENES	25 13	D:	M08006	3	2	č

SHAME. BEE. 0

##IN ...

IECHE ..

NE#-70EX

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de Mitrision sont publiés chaque sexuine dans notre supplément du samedi dans dimanche-landi symboles : > Signali dans « le Monde radio-tilévision » O Film à éviter s On peut voir n.m. Ne pes manquet n n n Chef-d'exave ou classique

Lundi 30 octobre

TF 1

20.40 Cinéma : Le coup du peraptuie. Il 22.20 S.O.S. (
Emission de Brighte Bardot. La chi 23.25 Magazine : Minuit sport. 0.00 Journal et Météo.

A2

20.40 Théâtre : Nuit d'ivresse. 22.10 Flesh d'informations. 22.15 ▶ Documentaire:

0.20 Série : Mésaventur

Le sorcier habits ("Ime 23,10 Quand je serai grand. kvité : François Cavanne, 23.15 Informations: 24 hourse aur le 2.

23.35 Météo. 23.40 Soixante secondes. · Alwin Nicolais, charágrapi

FR3

TF 1

15.25 Série : Tribumel.

18.45 Avis de recherche.

23.55 Journal et Météo.

0.15 Série : Intrigues.

0.40 Série : Més

18.55 Foulleton : Senta-Barbara

19.25 Jeu : La roue de la fortune.

20.00 Journal, Météo et Taple vert. 20.40 Téléfilm: Poker Alice.

22.30 Magazinio ; Ciel, mon merdi ! De Ciristophe Dechavante.

15.15 Sport : Tjennis. Custrième Open de la Ville de Paris, à Bercy.

18.40 Jou : Des chiffres et des lettres.

23.50 informations: 24 hourse sur is 2.

Benoît Mandelbrot, methé

15.00 Feuilleton : A cour ouvert. 15.25 Magazine : Télé Ceroline.

Do 17.05 à 18.00 Amuso 3.

17.00 Flesh d'Informations.

Journal du film de Robert Errico, per Jérôme Errico.

19.00 Série : Top models, 19.25 Jeu : Desisinez, c'est gagné l

20,40 Cinéma : Superman II. 2 2

17.45 Magazine : Graffitis 5-15. Prisenti par Groucho et Chico.

18.15 Série : Les voisins.

20,00 Journal et Météo.

22.45 Flash d'informations.

23.45 Quand je serai grand. bvité : Hanri Laborit

0.10 Météo.

0.15 Sobrante

FR 3

17.05 Petit ours brun.

17.06 Inspectour Gadget

17.10 Les petits malins.

17.30 Auto vélo bravo.

22.50 Documentaire : La Révolution française.

23.45 Histoires courtes,

20.36 Cinéma : Les tribulations d'un Chinois en Chine, E III 22.20 Journal et Météo. 22.45 Sport : Termis.

14.30 Série : Lies chevaliers du ciel.

15.55 Variétés : La chance aux chansons.

16.25 Feuilleton : En cas de bonheur.

16.50 Sport : Football. Coope d'Barope de l'UEFA (2º tour) : Aussire-Royasiemi, en direct d'Aussir

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Body double. 🗉 22.20 Fisch d'informations. 22.25 Magazine : Ltindi sport. Football ; à 22.45, Boxe ; à 23.40, Football américain.

0.35 Cinéma : La petito fille su tambour. E la

LA 5

20.40 Téléfilm : Un quartier d'enfer.

22.20 Série : Matlock. 23.30 Magazina : Apertá. De Pierre-Luc Séguillon.

0.00 Journal de minuit.

M 6

20.30 Cinéma : Vertige potir un tueur.

22.00 Série : Poigne de fer et séduction 22.30 Cinéms :

Tous en scène. E E d'informations.

Mardi 31 octobre

17.35 David le gnome.

18.00 Megazine : C'est pas juste. 18.30 Jeu : Questions pour un cham 19.00 Le 19-20 de l'information.

De 19.10 à 19.30, le journel de la région. 19,58 Dessin animé : Kimboo. 20.05 Jeux: La classe.

20,30 INC. 20.35 Téléfilm : Adieu Irlande (demitre partie).

22.15 Journal et Météo. 22,40 Sport : Tennis. Quetrième Open de la Ville de Paris, à Berry.

CANAL PLUS

13.30 Cinéme : La vielle deme indigne. Il II II

15.00 Pochettes surprises. 15.30 Cinéma : L'as de cœur. El 17.06 Documentaire:

17.25 Cabou cadin.

En cleir jusqu'à 20.30. 18.15 Dessins animés : Ca cartoon.

18.30 Top 50. 19.20 Magazine : Nulle part silfeurs. 20.30 Cinéma : Arizona junior. R B

22.00 Flash d'informations. 22.10 Cínéma :

Hope and glory. E E 2 0.00 Cinéma : La petite amie. E

La femme aux bas noirs.

2.20 Pochettes surprises. Spéciel érotique.

LA 5

14.30 Série : L'inspecteur Derrick. 15.30 Série : Kung fu.

16.45 Dessins animés.

18.60 Journal images. 19.00 Série : Happy days.

19.30 Le bar des ministères.

20.00 Journal 20.40 Cinéms : L'année prochaine

si tout va bien. E 22.20 Série : L'enfer du devoir.

23.30 Magazine: Nomedes.

0.00 Journal de minuit.

0.05 Série : La brigade des mœurs.

1.35 Feuilleton : Comment ne pas

Audience TV du 29 octobre 1989 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN) Sance Instantante, France satilire - 1 point = 202 000 foyurs

ļ	HORAIRE	POYNES AYANT RESANDÉ LATY Jian 10	· 1#1	A2	FR3	CANAL +	ĮA5	MS
l		• 1	7/7	Publishé	L'agence	Ponjour vacanve	Supercuptur	Culture-pub
l	19 h 22	51.7	21.7	12,3	6.1	2.3	6.6	2.7
İ]	7/7	بيوشاة	L'agence	Ça partona	Supercupar	Recepting
l	19146	56.3	21.5	16.2	6.4	2.0	7.6 · ·	2,0
l			أواسط	Januari .	Bear 188	Policina	Joseph	Mark sanda
ŀ	20 b 16	63.9	22,7	10.4	11.6	2.5	5. 0	3,7
ŀ		i	Font trop lein	Party Martin	طلعياة دارجيت	(Hope and Clory	Atthe purkey	Cours après
ļ	20 L 65	66,3	25.7	11.\$	3.6	1.7	21,4	4.2
ľ			Posts trap lain	Pary Harm	3±5	Hope And Clary	Arthe pertine	Contampiès
Ì	22100	01,3	34.7	10.7	1.6	1.7	20.0	6.1
ŀ			Part trup late	Heate excitated	Clasinini	.Cory Creek	Publishi	Capter
l	22 b44	37.0	25.1	4.5	1.6	· O.5.	4,3.	2.4
,								

1.00 Rediffusions.

LA SEPT

20.45 Cinéma : Le sang d'un poète. B 21.35 : Cinéma : Le testament d'Orphée. B

22.55 Documentaire:
L'esprit des lois (5).
De Pierre Dunayet et Pierre Lemaie
0.00 Cinéma : Agosto.
1.45 Magazine : Mégamint.
De Martin Melsonnier.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le grand débat.
La religion à l'école : flore ou obligatoire ?
21.30 Cinémaquette.
Drames sur Celluloid, de Pierre Chenal.

22.40 Cote d'amour. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE 20.30 Renseignements sur Apollon.
Concert (en direct de la Radio de Brousles) :
Divertimento (errangement de Baiser de la tée), de Stravinski ; Concerto pour piano à quetre mains de Miyoshi ; November staps il :
Green, de Takamitsu ; La mer, de Dabussy, par l'Orchestra symphonique de la BRT, dir. Michiyoshi inoul, sol. : Duo Crommelynck (piano). A 22.30, Vertucess, virtuosas :
l'Ensemble Hilliard, A 22.55, Faites volt la musique. A 23.07, Ciro in Babilonia, ossia la cadità di Baldessare, opéra en 2 actes (1º acte), de Rossini.

Q.30 Hivosoriis.

0.30 Myosotis.

2.25 Tendresse et passion (redif.).

2.55 Le journal de la nuit. 3.00 Sébastien et la Mary Morgane (redif.).

3.26 Voisin, voisine (rediff.).

4.25 La brigade des mosurs (rediff.).

M 6

13.45 Feuilleton : La clinique

de la Forêt-Noire. 17.05 Série : L'homme de fer.

18.05 Variétés : Multitop.

18.35 Série : Le freion vert. 19.00 Série : Magnum.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie. 20.30 Série :

Les jupons de la Révolution.

22.10 Magazine : Ciné 6. 22.30 ▶ Cinéma :

Hercule contre Moloch,

0.05 Six minutes d'informations.

0.10 Musique: Boulvrock'n hard.

1.00 Rediffusions.

LA SEPT

16.00 Méthode Victor : Espagnol. 16.30 Magazine : Club sans nom.

17.30 Cinéma : Esclave de l'amour. 🗷 🗷

19.05 Court métrage : Voyage à Sopot.

19.30 Documentaire: Histoire parallèle.

20.15 Jazz soundies collection

20.25 Documentaire: Travailler à domicile.

20.30 Documentaire: Nujiang, la vallés perdue.

22.00 Documentaire: L'autre côté, docu

22.30 Documentaire: L'esprit des lois (6),

23.25 Vidéo: The flood. 23,50 Danse : Svadebka.

0.20 Musique : Nocturne. 0.30 Documentaire : Igor Stravinski (3),

FRANCE-CULTURE

20,30 Archipel science, Le CNAM : la plus belle collection d'objets scientifiques au monde.

21.30 Mathématiquement vôtre. Quand les mathématiciens veulent

22.40 Nuits magnétiques.

Les bords de Marne. 0.05 Du jour au lendem

0.60 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 21 octobre, Salia, Gavasul : Sonate pour clarinette et plano op. 129, de Stanford : Fernasiastucke pour clarinette et plano, de Schumann ; Sonate pour alto et plano, de Clarke : Sonate pour alto et plano de 1 au fa missa co 120 de pour alto et piano, de Clarke; Sonste paire, aito et piano nº 1 en fa mineur op. 120; de Brahms; Trio pour clarmette, alto et piano, nº 4 en mi bérnol mejeur K 488, de Mozert, par Michel Arignon (clarinette), Bruno Pae, quier (alto) et Catherine Collard (piano).

quer tarroi et carreine Collerd (plano).

23.07 Club d'archives. Les perles: envives de Prokovisy, Stravinski, Vivald: Les kinscables cauvres de Bartok, Rusini, Martinu, Mont vard, Albertz. Stravinski, Ravel: Le divisi, divise: cauvres de Boito, Donizatti, Purce Mozart, Puccini, Ribb; Archives pour dennies cauvres de Sotie, von Welkenstein, Brainne.

FOOTBALL: le championnat de France

Bordeaux se bonifie

Bordeaux occupe toujours la tête du classement du championnat de France de football de première division à la suite de son match aul (0-0) à Lyon, samedi 28 octobre, lors de la seizième journée. L'équipe bordelaise, complètement renouvelée à l'intersaison, s'impose de plus en plus comme un prétendant au titre.

L'événement était programmé samedi 21 octobre à 22 h 15. Ce soir-là, au troisième coup de sifflet de l'arbitre marquant la fin du match entre Girondins et Marseillais, le football français aurait dû définitivement changer d'ère : en surclassant Bordeaux, club-phare des années 80, présumé sur le déclin, l'Olympique de Marseille, de Bernard Tapie, aurait dû s'ériger en leader incontesté des

Cette symbolique passation de pouvoir n'a pas eu lieu. Les Gironlins ont vaincu Marseille par 3-0. Bordeaux sait recevoir. Une semaine plus tard les Girondins s'en ont allés à Lyon pour un dépla-cement périlleux. Devant 30 000 spectateurs, ils ont su s'assurer le point du match nul (0-0). Bor-

deaux sait voyager. Preuve est définitivement faite que cette équipe - en tête de la compétition avec 2 points d'avance snr le second Sochaux et 3 sur Marseille - peut prétendre à un titre de champion que seul l'OM et sait affaibli.

Point de départ de cette déconfiture aunoncée : la saison 1988-1989. Claude Bez, président des Girondins, achète des joueurs de renom tels que le Belge Enzo Scifo, l'Anglais Clive Allen, les Français Yannick Stopyra ou Bernard Genghini, qui arrivent en Gironde pour renforcer un effectif déjà très richement garni. Le budget du club s'élève alors à 180 millions de francs. Un record en France. Objectif : gagner de nouveaux titres nationaux mais aussi rempor-ter une compétition européenne. Vaste dessein. Trop vaste? Très vite, Bordeaux sombre. Sur le ter-rain, les joueurs lutteront pour évi-ter la relégation en seconde division, en dépit d'un changement d'entraîneur. Dans les coulisses, Claude Bez joue aussi un match serré contre l'administration fis-cale : un redressement d'au moins 10 millions de francs est demandé

an club. Aujourd'hui encore, le président bordelais affirme qu'il n'a reçu aucune notification officielle du fisc. Mais sa position s'est considérablement affaiblie, tant à l'égard de certaines collectivités locales que des autorités du football français. Il reconnaît aussi avoir adopté un profil bas en matière de finances, en particulier en vendant une partie du patrimoine du club

(le Monde du 23 septembre). Pour

ses vedettes semblaient pouvoir convoiter. Une situation totalement inimaginable il y a encore quelques mois, tant le club bordelais paraismois, tant le club bordelais paraismois mais loin derrière Marseille ou

Cette nouvelle donne financière. Cette nouvelle donne financière, s'est accompagnée d'un chamboulement de l'effectif. Jamais sans doute dans l'histoire du football français un club n'a autant bouleversé son équipe. Claude Bez a par
exemple « vendu » Jean Tigana et
Alain Roche à Marseille, Clive
Allen à Manchester City, Enzo
Scifo à Auxerre, Yannick Stopyra
à Cannes, Pascal Dewilder à
Caen... Avant d'engager, entre Caen... Avant d'engager, entre autres, Patrick Battiston autres, Patrick Battiston (Monaco), Joseph-Antoine Belle et Bernard Pardo (Toulon), Jean-Philippe Durand (Toulouse), Klaus Allofs (Marseille), le Néerlandais Piet Den Boer (FC Malines) et un entraîneur belge de renommée internationale, Raymond Goethals (le Monde du 22 août).

Footballears de salou »

Ces nouveaux venus ont d'abord suscité quelque ironie. Bordeaux se tournait en effet vers une majorité de joueurs d'expérience ayant bien souvent dépassé la trentaine (Bell a trente-cinq ans. Battiston et Allofs trente-deux ans. Den Boer trente et un ans. Goethals étant quant à lui âsé de seixante-huit quant à lui âgé de soixante-huit ans...), donc suspectés d'être usés physiquement et mentalement.

Comment Bordeaux a-t-il pu se placer en tête du classement avec

une telle équipe? « Nous jouons simple », explique Raymond Goe-thals. « Nous avons été engagés parce que les dirigeants en avaient assez des footballeurs de salon » résume, quant à lui, le milieu de terrain international Bernard Pardo, un meneur d'honneur réputé fort en gueule. « Footballeurs de salon » ou « pseudovedettes »? Les expressions préférées de Claude Bez ou de Didier Couccou, son délégué général, pour qualifier certains joueurs qui ont quitté la Gironde à la fin de la sai-

son dernière... Comme le répète volontiers Claude Bez, qui, sans être très convaincant, se défend de ressentir les succès actuels comme une revanche personnelle : « Bordeaux a tourné la page. Mais le club n'est pas pour antant définitive-ment sorti d'affaire du point de vue simancier: « Si nous ne disputons pas une coupe d'Europe l'année prochaine, nous ne pourrous pas nous permettre de garder de tels joueurs », avouc-t-il. Reste à savoir quelles sont les réelles possibilités de cette équipe invaincue à domicile - Joseph-Antoine Bell n'a toujours pas encaissé un seul but au stade municipal – et solide à l'extérieur (trois victoires, trois matches nuls). Si les «anciens» parviennent à bien gérer leurs efforts jusqu'à la fin de saison, Bordeaux pourrait en effet prétendre à un titre que personne ne lui desti-

PHILIPPE BROUSSARD

Le poids des lourds

JUDO: championnats d'Europe par équipes

La France a disputé les deux combat pour les autres que seulefinales des championnats d'Europe par équipes qui se disputaient les 28 et 29 octobre à Vienne (Autriche). Avec succès chez les filles, victorieuses des Britanniques (quatre victoires à une), avec moins de réussite chez les garçons, battus par les Soviétiques aux points (trois victoires partout).

VENNE

correspondance

La tâche de Laurent Del Colombo était simple et compliquée à la fois : pour permettre à l'équipe de France de revenir à haute Soviétiques dans cette finale des championnats d'Europe par équipes, et donc de disputer la victoire lors d'un combat de barrage, par ippon, la plus nette des issues en judo. il devait s'imposer à son adversaire

Del Colombo a bien battu Nicholas Khakhalechvili, mais sur yuko (projection moyennement réussie), c'est-à-dire par une marge insuffisante. L'Union soviétique a remporté son quatorzième succès dans l'épreuve, le compteur de la France restant bloqué pour cette année à treize titres.

Dans les épreuves par équipes, le rôle des poids lourds — Laurent Del Colombo en est un — est particulier : disputant le dernier des sept combats (la compétition commence par opposer les combattants des catégories les plus légères pour finir par les catégories les plus élevées), il lutte soit pour la victoire collective, si aucune équipe n'a fait la différence à la faveur des six premiers combats, soit pour l'hon-neur, si le verdict a déjà été rendu.

- C'est le lot du dernier combattant, résume Laurent Del Colombo. Soit il monte sur le tatami pour du beurre, soit il lui faut absolument marquer pour faire gagner son équipe. > A dans' une situation qu'avait déjà connue son prédécesseur Angelo Parisi, en 1982 à Milan, lors de la même compétition. Le champion olympique devait absolument marquer ippon pour ramener la France à hauteur de l'Union soviétique (déjà). Il y parvint et Guy Delvingt paracheva alors l'œuvre lors

d'un match de barrage. Laurent Del Colombo n'a pu rééditer l'exploit, bien qu'il ait la réputation d'être un spécialise des épreuves par équipes. - Lors de telles compétitions, Laurent est capable de se surpasser et de battre des adversaires a priori plus forts que lui, affirme Serge Feist, entraîneur national. Bizarrement,

il est plus performant quand il

A peine arrivé chez les seniors. en 1980, Del Colombo avait offert à la France un titre européen par équipes à La Haye en dominant à la surprise générale le géant sovié-tique Tiurine. En 1987, c'est pareillement lui qui permit à son club d'Oriéans de remporter la Conpe d'Europe des clubs en rétablissant une situation très compromise lors de l'ultime combat, face à l'Alie-mand de l'Ouest Alexandre Van

« J'arrive à me « défoncer nour les autres lance-t-il En épreuve par équipes, quand quelque chose marche de travers, on se bat pour soi et pour eux. Dans les compétitions individuelles, on se trouve seul dans l'adversité. »

Cette responsbalité du sort de la compétition, Natalina Lupino l'a sentie peser sur ses épaules samedi lors de la compétition féminine. Face à l'italienne Rosa Motta, il lui revenait d'éviter à ses coéquipières la même mésaventure que l'an der-nier, quand l'équipe de France se fit éliminer dès le premier tour par la Belgique. Il lui suffisait de faire match nul (l'égalité au terme d'un combat n'existe que lors des épreuves par équipes) et elle par-vint à l'emporter. Par la suite, lors de la demi-finale et de la finale, la victoire était déjà acquise à la France quand elle monta sur le tatami.

 Quand tout est joué, la pression que l'on ressent est évidem-ment affaiblie, dit-elle. Mais il reste l'envie de gagner pour mon-trer que l'on est la plus forte, dans tous les cas, ou pour parachever une victoire. En tout cas, la dernière combattante doit posséder une force psychologique supé-rieure à la moyenne. Parce qu'elle doit pouvoir supporter une pres-sion qui va croissant au fur et à mesure que les combats se dérou-leur mois quesi parce qu'il faut lent, mais aussi parce qu'il faut être prête à supporter l'idée

dans la défaite. » En attendant de monter sur le tatami, le poids lourd suit les combats de ses coéquipiers plus légers, son état d'esprit fluctuant au gré des victoires et des défaites. « Je ne souhaite jamais avoir à disputer le combat décisif, assirme Laurent Del Colombo. Je préfère que la vicmême s'il est extrêmement frus tant de ne disputer au cours d'une épreuve que des combats sans enjeu véritable. Evidemment, quand la victoire se trouve entre vos mains et que ça marche, c'est formidable. On fait alors de vous « celui qui a fait gagner l'équipe ». A tort, d'ailleurs, car on est tou-

jours sept vainqueurs. » **GELLES VAN KOTE**

TENNIS: tournoi d'Anvers

Surenchères

tvan Lendi a gagné, dimanche 23 octobre à Anvers, le tournoi de la CEE. Sa victoire sur son compatriote Miloslav Mecir (6-2, 6-2, 1-6, 6-4), est la cinquième dans cette épreuve, de « la raquette de diamants ». Elle a été récompensée par un chèque de 230 000 dollars. Une misère dans le contexte actuel.

ANVERS correspond

Tout le monde se sent attaqué. Philippe Chatrier et le comité du Grand Chelem viennent de propo-ser une Coupe du Grand Chelem dotée de 6 millions de dollars, avec 2 millions au seul vainqueur (le Monde daté 22-23 octobre). Argument massue de l'argent, manœuvre cynique de destabilisa-tion, l'épreuve viendrait deux semaines après le Masters de l'ATP Tour en RFA. Elle suscite la gourmandise et la colère des autres. Une ficelle aussi grosse

La résistance la plus musclée est allemande. Claus Stauber, président d'une fédération allemande tenue à l'écart du projet, tempête.

n'est-elle pas une corde pour se

son terrain d'élection, le Roumain Ion Tiriac grommelle et se hérisse par clients interposés. Il est peu probable, en effet, que Boris Bec-ker s'aligne dans cette coupe. Un tournoi aussi important en Aliemagne peut-il se passer de Becker ?

Les Américains aussi se défendent. Privés du Masters actuel, dont la dernière édition aura lieu à New-York à partir du 28 novembre, ayant perdu une bonne demidouzaine de tournois sur le futur circuit ATP, ils espèrent monter un Europe qui se déroulerait début décembre 1990.

Réclamée comme période de repos pour des professionnels réputés fourbus, voilà que la fin d'année se transforme en aire de jeu encombrée. L'intersaison a disparu avant d'avoir commencé. Comme la nature, le dollar a horreur du vide.

« Les Américains sont mécon-

tents des nouvelles dispositions » nous disait, samedi 28 octobre, Donald Dell, président de la société ProServ, organisatrice du tournoi d'Anvers et qui compte McEnroe Connors, Noah et Edberg parmi ses clients. « Ils ont perdu pas mal de plumes, et un tournoi d'hiver leur manque. De trop petite, la part allemande du marché des

tournois est devenue trop grosse. Si Boris ou Stefft se cassent une jambe ou refusent de jouer, ce serait une catastrophe car l'engouement du public allemand est fortement lié à la présence et aux prestations de ces deux immenses champions. »

Le senil des 200.000 spectateurs

Peu enclin au pessimisme, onald Dell avoue pourtant ses raintes. Non pas pour le tournoi d'Anvers, qui franchit cette année le seuil des 200 000 spectateurs et qui semble, au bout de huit ans, avoir acquis une assise et une réputation qui le mettent à l'abri de es immédiates, ni pour l'avenir de ProServ pourtant battue par son rival, IMG, de Mark McCormack, pour le contrat de promotion du circuit ATP. ProServ accélère sa diversification dans le golf, le basket et le cyclisme

Les craintes de Dell sont plutôt pour l'avenir proche du tennis : «Les joueurs serom-ils à la hauteur de l'événement qu'ils ont voulu? S'ils continuent à choisir leur tournol en fonction de desirata aussi personnels que les souhaits de leurs épouses, ils feront

organisateurs, chez les sponsors, à la télévision. On ne fait pas de révolution avec des manifs dépeuplées. J'avoue être inquiet. Car personne n'a intérêt à ce que tout cela capote. >

Le problème n'est pas nouves nême si le contexte a changé. Dell le reconnaît et muance ses critiques : « Soyons clairs, il y a cinq ou six noms qui font vraiment vendre des billets. Le circuit est en expansion, mais la liste des vedettes ne s'allonge pas pour des « désignations » de joueurs pour 1990, seule une petite poignée de tournois parmi ceux qui on augmenté sensiblement leur dotation disons cina ou six auront un meilleur tableau. Je crains fort quelques réactions de colère. »

D'autres réactions ne se fout par entendre car la Coupe du Grand Chelem, avec sa dotation mons-trucuse, a produit ses premiers effets. « En une journée ici, quatre de mes joueurs m'ont demandé de modifier leur programme. Ils veu-lent tous jouer l'open d'Australie pour y glaner des points qualifica-tifs dans l'espoir d'occuper une des huit places dans la Grand Slam

MARC BALLADE

REPÈRES

CYCLISME Jeannie Longo termine en beauté

Avant de mettre un terme à son activité sportive, Jeannie Longo a encore battu un record du monde, le douzième de sa carrière, et le huine en l'espace d'un mois, ca qui représente aussi... un record. Pour ses adieux officiels, dimanche 29 octobre à Moscou, elle a amélioré sa propre performance sur l'heure en salle, parcourant 45,016 kilomètres, soit 298 mètres de plus qu'à Grenoble

Compte tenu de l'excellent rendement de la piste moscovite, ce nouveau record n'a pas tout à fait répondu aux espérances de la championne grenobloise. Il est probablement inférieur à ses possibilités, commainement à celui qu'elle avait établi le 1ª octobre à Me en plein air et à heute altitude (46,352 kilomètres).

D'ailleurs, Jeannie Longo a connu un moment difficile entre le dixième et le vingtième kilomètre. Soit cu'elle ait été bloquée par le trac, soit qu'elle ait payé une saison chargée et une somme d'efforts démesurée. Mais, à défaut de réussir un parcours idéal, elle a démontré un courage qui ajoute à ses méntes. Réaliser une grande performance sur une heure, après avoir fléchi avant le vingtième kilomètre. tient du prodige. La championne du monde a roulé plus vite que le Marseillais Aimar, considéré en son temps comme un phénomène de la Doursuite et touiours détenteur du record français de l'heure professionnel sur piste couverte avec 44,900 kilomètres depuis 1942.

AUTOMOBILISME Jean-Louis Schlesser champion du monde en sport prototypes

Jean-Louis Schlesser est devenu le premier Français champion du monde en sport prototypes en gagnant, associé à l'Allemand Jochen Mass, la dernière manche de cette compétition, dimanche 29 octobre à Mexico. Neveu du Jo Schlesser, décédé lors du grand prix de France de Formule 1 en 1968 au volant d'une Honda, il avait connu un début de carrière prometteur puisqu'il avait partagé le titre de champion de France de Formule 3 avec... Alain Prost en 1978. Mais il a donc du attendre d'avoir trente-sept ans pour conquérir son premier grand titre

Délà vice-champion l'an demier, Jean-Louis Schlesser jouait cette année le titre avec l'Italian Mauro Baldi, un autre pilote de l'équipe Sauber-Mercedes, battue une seule fois cette saison à Dijon. Pour être champion, l'Italian devait impérativernent gagner à Mexico. Une sortie de route de son coéquipier irlandais Ken Acheson au quarante-septièrne tour a mis fin à ses espoirs.

Ce titre de Jean-Louis Schlesser vient compléter un paimares particulièrement brillant pour les pilotes français en circuit. Après le triplé réussi par Jean Alesi, Eric Cornas et Eric Bernard en Formule 3 000, ce serait la première fois que les trois titres mondiaux sur circuit reviendraient aux pâctes d'un même pays si le tribunal d'appet de la Fédération internationale de l'automobile confirme la disqualification d'Ayrton Senna qui donnerait une troi couronne à Alain Prost en Formule 1.

Les résultats

BASE-BALL

 ≪ Wold Series » tion du championnat nord-américain de base-ball (« World Series ») en dominant les Giants de San-Francisco per quatre victoires à zéro. Ce match n'avait pu avoir lieu comme prévu le 17 octobre. Il avait été annulé quelques minutes avant le coup d'envoi en raison du tremi de terre qui avait secoué la California (le Monde du 19 octobre).

BASKET-BALL Championust de France

Nationale I A (Distième tournée) Pau-Orthez b. Nantes 106-87 *Reims b, Roanne Montpeller b, *Caen Gravelines b, *Lorient Szint-Quentin b. Avignon ... Limoges b. *Tours Limoges b. *Tours 100-65 Cholet b. *Mulhouse 110-87 Racing b. Monaco 96-87 Antibes b. Villeurbanne ... 71-56

Classement. - 1. Limoges of sibes, 20 pts; 3. Pau-Orthez et Mul-ise, 18; 5. Cholet et Saint-Quentin, 17; 7. Villeutharms et Nantes, 16; 9.
Montpeliler, 15; 10. Monaço, Racing
Paris et Gravelines, 14; 13. Reims et
Avignon, 13; 15. Roame, 12; 16.
Cash Lorient et Torre, 11

Nationale I B En raison de la poursuite du boycottago de Seint-Etienne, qui ne respecte pas l'« accord de Cholet » conclu entre les clube de haut niveau sur la sélection des joueurs naturalises, l'équipe foré-

un dicième forfait consécutif, occupe l

sement avec 20 p FOOTBALL

Championnet de France

Première division (Seizièmes journée) Monaco b. *Toulouse *Marseille b. Paris-SG 2-1
*Sochaux b. Caen 5-0
Toulon b. *Racing-Paris-1 2-0 Brest b. *Nice 1-0
*Montpellier et Seint-Etienne 3-3

Toulouse, 19; 5. Names et Monsco, 18; 7. Seint-Etienne, Paris-S-G, Lyon et Toulon, 16; 11. Auserna, 15; 12. Multipusse, Montpellier, Metz et Lille, 14; 16. Racing-Paris-I et Caen, 13; 18. Cannes et Nice, 12; 20. Brest, 11.

Detaciónse division Groupe A

Nancy b. *Montceeu 2-0

Classement. — 1. Nancy, 24 pts; 2. Strasbourg et Bastia 21 pts; 4. Alàs, Martigues 20; 6. Nimes, Reims, 19; 8. Geugnon, Istres, Louhans-Cuiseaux, 15; 11. Annecy, Chaumont, Avignon, 14; 14. Montosau, 13; 15. Oriéans, 15. ıu, 13 ; 16. 12; 17. Grenoble 11; 18. Red

Dunkerque et Rouen
Lens b. Seint-Seurin en0-0

*Créteil b. Tours 3-1 Guingamp b. *Abbeville 3-1 *Quimper b. Lorient 2-1 Classement. — 1. Le Havre 22 pts; 2. Valenciennes 21; 3. Rennes, 20; 4. Level, Angers, 19; 6. Lena, Dunker-que, 18; 8. Rouen, Beauvais, 17; 10. Niort, Créteil, 16; 12. Saint-Seurin, Tours, Guingemp, 14; 15. Quimper, 13; 16. La Roche-e-Yon, 12; 17. Abbe-ville Leight 9.

Coupe du monde :

les Emirets arabes unis qualifiés Pour le première fois de leur histoire, s Emirats arabes unes se sont qualifiés pour la phasa finale de la Coupe du monde de football (1990 en Italie) en faisant match nul (1-1) avec la Corée du Sud (également qualifiée) samedi 28 octobre à Singapour lors du tournoi final de la zone Asie. Aussitôt connu le résultat, des milliers de personnes - certames entassées à bord de limousines de luxe — ont défilé dans les ruse d'Abou Dhabi. Un avion spécial a été dépâché à

PLANCHE A YORLE

RECORD DU MONDE FÉMININ La véliplanchiste française Brigitte Gimenez a amélioré son propre record du monde de vitesse, dimanche 28 octobre, sur la base de vitessa des Saintes-Marios-de la Mer. Avec un vent de audest de 35 resuds, elle a réussi à atteindre 39,13 nœuds (72,48 km/h) alors que son encien record était de 37,38 nœuds. Le record masculin est détenu par le Bri

RENCONTRES INTERNATIONALES Nouv.-Zélanda b. *Llanelli (pays de

La composition de l'équipe de France, ui doit affronter l'Australie samedi qui doit affronter l'Austraine sommes 4 novembre à Strasbourg, est la sui-vante : Blanco -- Lagisquet, Sella, Mes-nel, Weller -- Camberabero (o), Berbi-nel, Weller -- Camberabero (o), Berbizier (m) - Champ, Rodriguez, Cécillon Bourguignon, Condom - Pujolle, Armary, Seigne.

Chempionnat de France
Deuxièthe phase
A l'issue de la première phase de la première phase de la première phase de l'ampionnat de France de rugby qui a mis aux prises quatre-vingts clubs répartis en seize poules de cinq, trantedeux équipes restent qualifiées : Tou-louse, Castres ; Touson, Nimes ; Nartouse, Castres; touson, remes; rea-bonne, Biarritz; Agen, Chalon-sur-Saône; Grenoble, PUC; Nice, Tarbes; Béziers, Perpignan; Colo-miers, Lourdes; Rumilly, Blagnsc; Dex, La Rochelle; Cognaé, Bayonne; Brive, Voiron; Montferrand, Hagetmau; Nactes Rocressor, Techase; Auch Recrison Bègles-Bordesux, Tyrosae ; Auch, Racing CF ; Bourgoin, Grauthet.

Les quatre poules de huit qui dispute-ront la deuxième phapa du championnat seront constituées jaudi 2 novembre.

Lors de la demière journée de la pre-mière phase, le Racing Club de France, finaliste 1987, qui était menacé de relégation dans le groupe B, a sesuré sa qua-lification en passent tireize essais inacrits per neuf joueurs aux Landais de Peyreho-rada finalesses leuris 64.2

لمكذا من المذمل

STATE OF STATE OF

47. Boursa de Paris

Les pays de l'ACP divisés

Echec des renégociations pour la Convention de Lomé

المنظمة المنظمة المنظمة المنظمة المنظمة المنظمة المنظمة المنظمة المنظمة المنظمة المنظمة المنظمة المنظمة المنظمة

La conférence ministérielle entre la CEE et soixante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) a achevé ses travaux dans la nuit de dimenche 29 à lundi 30 octobre, sans aboutir à un accord général sur le renouvellement de la convention de Lomé. La cérémonie de signature du quatrième traité de Rome reste prévue en décembre prochain dans la capitale togolaise.

> LUXEMBOURG (Communautés européennes)

de notre correspondant.

La Communauté était prête, mais j'ai l'impression que les ACP ne l'étaient pas », a déclaré M. Dumas à l'issue de la réunion. Les Douze avaient réussi au matin du 29 octobre à présenter à leurs associés du tiers-monde une posi-tion sur l'ensemble des points liti-gieux. C'est ainsi qu'ils amélio-raient sensiblement leur offre sur le régime à consentir aux exporta-tions agricoles des pays en dévelop-

La CEE acceptait aussi de modi-fier le système de stabilisation des

La défense

du mammouth

carte mammouth. Le Japon,

qui interdira totalement le 1s janvier 1990 l'importation

d'ivoire d'éléphant a déjà

trouvé un produit de substitu-tion : la défense de mam-

mouth. 1,4 tonne a déjà été importée de Sibérie entre juillet

et septembre derniers. Avec cet avantage: personne ne pourra attribuer aux ivoiristes

aponais une quelconque res-

ponsabilité dans l'extinction d'une espère disperue il y a

Toutefois, selon les fabri-

cants nippons, la qualité de

l'ivoire extrait des défenses du

préhistorique pachyderme serait assez médiocre. Résul-

tat : on s'attend à une explo-

sion du marché noir de l'ivoire

d'éléphant, matière dont les

Japonais sont très friands

(106 tonnes importées en

1988), soit 40 % des achats

plus de dix mille ans.

recettes à l'exportation des produits de base (STABEX) de telle sorte que l'ensemble des ACP n'aurait plus à rembourser les compensations financières versées par les fonds communautaires. Les les ronds communataires. Les Douzs s'engageaient en outre à libérer les importations de rhum en provenance des Caralbes après l'achèvement du marché unique.

Du coup, les Britanniques out levé leurs réserves sur la demande d'adhésion de Halti et de Saint-Domingue. La CEE donnait enfin son accord définitif pour interdire à ses industriels l'exportation de déchets dangereux et radioactifs vers le tiers-monde.

M. Roland Dumas comptait beaucoup sar une réponse positive des ACP sur ce «paquet» pour aborder la question-clé de la négo-ciation, c'est-à-dire l'enveloppe financière à fixer pour les années financière à fixer pour les années 1990-1994. Au train où allaient les 1990-1994. An tram ou alianent les choses du côté européen, l'optimisme était de rigueur quant à la capacité du ministre français de convaincre les Néerlandais, les Britanniques et, dans une certaine mesure, les Allemands, à faire preuve de plus de générosité qu'ils ne le voulaient au départ.

Quelle ne fut pas la surprise lorsque les ACP annoncèrent dimanche soir qu'ils rejetaient INSOLITE

En réalité, les ACP s'étaient trop déchirés la veille pour être en mesure d'effectuer les arbitrages nécessaires sur le projet présenté par les Douze. Pendant que les ministres européens élaboraient leurs propositions, les ACP procé-daient à l'élection de leur secrétaire général. Toute une muit et quatre tours de scrutin furent nécessaires pour désigner un Afri-cain à la succession d'un Caribéen

Certaines délégations, notam-Certaines délégations, notamment africaines, ont tenté en vain de ratiraper le temps perdu. A l'issue de deux heures de réunion, les ACP annonçaient qu'« il leinfallait un délai plus long pouracheuer leur concertation». Les Européens quittaient alors Luxembourg, et les pays en développement poursuivaient leurs négociations. Ces péripéties n'empêcheront pas les Douze de continuer leurs travaux sur l'aide continuer leurs travaux sur l'aide financière. M. Roland Dumas a l'intention de soulever la question lors du procham conseil des ministres des affaires étrangères, le 6 novembre à Bruxelles. Il considère comme possible un volume global approchant les 12 milliarda d'écus (74 milliards de francs) contre 8,5 milliards pour la conven-

MARCEL SCOTTO

BILLET

L'argent des chômeurs

La sortie de crise se profile-t-elle pour le régime paritaire d'assurance-chômage UNEDIC après plus de quarante ans d'existence ? Les négociations qui engagent le 31 octobre entre les syndicats et le patronat, en vue du renouvellement d'une convention de deux ans qui arrive è expiration le 31 décembre 1989, se présentent en tout cas sous un jour beaucoup plus favorable que par le passé. Il y a deux ans, lors des précédentes discussions, le déficit permanente, et les partenaires sociaux avaient tablé sur une aggravation continue du chômage en 1988 et en 1989. Logiquement, ils avaient partagé à égalité l'augmentation de la cotisation.

Les experts s'étaient montrés trop pessimistes. Le nombre de chômeurs a diminué de 30 000 environ en 1988, et un résultat proche est attendu en 1989. La croissance économiq plus généreuse que prévu, a donc favorisé un mouvement de création d'emplois qui a même mordu sur le chômage, tout en laissant un noyau dur de 800 000 chômeurs de iongue durée. Avec en plus des hausses de salaires pius importantes que prévu, les rentrées prévisions. Ainsi, si l'on met à part remboursement d'une dette qui s'élève à près de 8 milliards de francs, l'UNEDIC devrait se retrouver à la fin de 1989 avec un excédent de 5,1 milliards de francs. grandeur devraient se retrouver en 1990 (+ 4,7 milliards) et en 1991 (+ 5,4 milliards) – la situation financière devant même se révéle positive l'an prochain en tenan dette. - alors même cu'on s'attend à une hausse de 100 000 chômeurs sur les deux

Dès lors, l'interrogation qui dominera la négociation ne sera olus : « Comment trouver de l'argent supplémentaire pour les chômeurs ? » mais : Comment mieux utiliser l'argent des chômeurs ? » Hausse de cotisations et baisse des prestations sont renvoyées aux oubliettes. Mais les diver veut orivilégier une baisse des cotisations puis consolider les indemnisation des chômeurs, Les priorités des syndicats sont presque inverses. Ils veulent notamment revoir les durées d'affiliation afin que les salariés précaires qui sont actuellement de périodes trop courtes de travail soient davantage aidés. Histoire de rédure quelques inégalités.

ans à venir.

Face à l'OPA de Paribas

L'assureur allemand Allianz autorisé à prendre 20 % de la Mixte

dans la bataille boursière qui oppose Paribas à la Mixte. Le Comité des établissements de crédit a donné à l'assureur ouest-allemand Allianz l'autorisation de franchir 20 % des droits de vote dans le capital de la Compagnie de navigation

Le numéro un européen de l'assurance en Europe, le groupe ouest-allemand Allianz, a demandé et reçu le feu vert du Comité des établissements de crédit pour franchir le seuil de 20 % dans le capital de la Navigation mixte. Allianz, qui était déjà actionnaire à hauteur de 5 % n'est toutefois pas autorisé à franchir le seuil de 33 %. Dans un communiqué publié dimanche 29 octobre, la société Allianz affirme que cette mesure est desti-Le numéro un européen de affirme que cette mesure est destinée à « veiller à la protection des intérêts qu'elle a acquis », à savoir 50 % du capital des assurances VIA-Rhin et Moselle, soit l'un des principaux actifs du conglomérat. Allianz ajoute que dans le souci de « conforter sa position d'assu-reur et au vu des incertitudes qui

caractérisent actuellement la situation de la Compagnie de navi-

gation maxie », eue a tenu a « se réserver un espace de liberté [dont elle] ferait usage au cas où les cir-constances des jours à venir lui paraîtraient le lui commander, et sous réserve qu'elle rencontre à cet égard l'approbation des autorités de marché ».

Allianz rappelle qu'elle s'est associée au conseil d'administration de la Mixte qui avait fait savoir vendredi 27 octobre, que l'offre publique d'achat lancée par Paribas était jugée « trop faible dans son montant et ce d'autant plus que les actionnaires doivent s'attendre à une forte réduction qui ne peut être conforme à leurs qui ne peut être conforme à leurs intérêts. L'assureur allemand fait ainsi référence au fait que l'OPA de Paribas ne porte que sur 66 % du capital de la Mixte. Les actionnaires qui apporteraient leurs titres ne profiteraient que partiellement de l'offre, Paribas se réservant le droit de rejeter les titres au-delà de

Le coup est rude pour Paribas qui affirmait à la veille du lance-ment de l'OPA qu'elle s'était assu-rée de la neutralité du groupe d'assurance allemand. Mais il est conforme aux déclarations de M. Marc Fournier. Lors de sa conférence de presse du 27 octo-bre, le PDG de la Navigation mixte

d'abord que M. Fournier avait des cartes en réserve. Elle risque ensuite d'avoir un fort impact sur le titre qui pourrait bien s'envoler au-dessus du cours qu'il avait à la veille de la suspension de cotation (1800 F environ) et surtout bien au-dessus de l'offre faite par Paribas (1850 F). Lundi 30 octobre à 10 h 30, l'action avait déjà gagné 8 % et s'échangeait à 1945 F. L'attitude des petits porteurs sera aujourd'hui déterminante. La limite de 7% qui permet nante. La limite de 7% qui permet une reprise de la cotation pourrait bien être atteinte et dépassée. La Compagnie financière de Paribas qui garde la possibilité de racheter les titres qu'elle convoite sur le marché n'e compagnit le desit de le

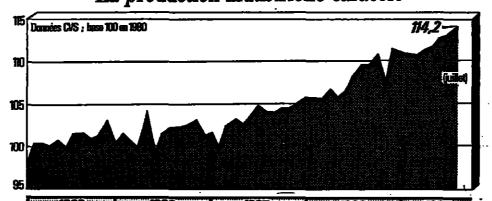
L'annonce d'Allianz faite diman-che 29 octobre dans la soirée, à la

veille du jour de reprise des cota-tions de la Mixte, est particulière-ment babile. Elle signific tout d'abord que M. Fournier avait des

marché n'a cependant le droit de le faire que si la valeur des actions Mixte n'excède pas 5% du prix qu'elle a offert à l'OPA (soit 1942,50 F). Paribas risque donc de ne pas pouvoir accroître sa pénétra-tion. Lundi matin, la Compagnie financière annonçait qu'elle main-

YVES MAMOU

La production industrielle caracole



La production industrielle en France a progressé de 1 % en juillet-août par rapport à sant après correction des variations saisonnières de 113,5 à 114,6. Cette forte hausse porte à 4,6 % l'augmentation sur un an. Ainsi après six années de stagnation (l'indice de la P.I. se situait toujours à 100 début 1987 sur la base 100 en 1980 l) la production industrielle continue de croître très vite, traduisant la reprise économique amorcée par la forte baisse des prix pétroliers de 1986. La situation financière des entreprises s'améliorant rapidement, des investissements importants ont consolidé et amplifié une reprise qui, à partir de 1987, a surpris tous les observateurs par sa vigueur. Pour la deuxième année consécutive, la production industrielle aura en 1989 (+ 5%) augmenté plus vite que le produit national, pourtant lui-même en forte

expansion (un peu plus de 3,5 % en 1989 comme en 1988).

La crise politique en Grande-Bretagne provoque un affaiblissement de la livre

télévision britannique ITN, le dimanche 29 octobre, le premier ministra britannique. M=• Margaret Thatcher, a déclaré avoir toujours apporté son soutien au chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson. Celui-ci a annoncé sa démission, jeudi 26 octobre, en raison notamment de désaccords avec le premier ministre sur l'union économique et monétaire dans le CEE. M- Thatcher a indiqué una nouvelle fois que l'entrée de la livre dans le système europeen ne pourrait se faire que lorsque tous les mouvements de capitaux dans la Communauté auraient été libérés. Sir Geoffrey Howe, vicepremier ministre britannique, avait déclaré, samedi, que « oui, la Grande-Bretagne devrait adhérer et adhérera au mécanisme des changes européen ».

La crise gouvernementale met en lumière les difficultés de l'économie britannique. Lundi 30 octobre, la devise britannique chutait brutalement sur les marchés des changes, tombant rét de 15% et une livre vacillante. à 9,80 F contre 9,88 F vendredi, et contraignant la Banque d'Angleterre à intervenir une

LONDRES (correspondence)

La réhabilitation de Nigel Lawson a déjà commencé. De hourreau de millions de foyers britamiques écrasés sour leurs emprunts immobiliers par onze hausses successives des taux

d'intérêt, l'ex-chancelier de l'Echiquier est deverm du jour au lendermain victime de l'opposition acharace de M= Margaret Thatcher aux progrès de l'Europe monétaire.

Les superlatifs pleuvent sur lui pour la première fois depuis son heure de gloire de 1987, quand il avait été offi-ciellement reconnu comme l'artisan de la réélection triomphale des conservateurs. M. Lawson a occupé le 11 Downing Street preque six ans et demi, plus qu'ancun de ses prédécesseurs depuis la guerre. Pendant cette période, la Grande-Bretagne a commune croissance ininterrappease absente de la croissance de la crois Une crossence ininterry rapide que celle de ses parte

Et si la « Dame de fer » peut se van-ter d'avoir renversé un siècle de déclin relatif de l'économie anglaise, c'est anx années Lawson qu'elle le doit. Mais le chancelier est peut-être parti à temps: il laisse à son successeur, M. John Major, une croissance ralen-tie (suns doute moins de 2% cette année), un déficit des paiements con-rant égal à 4% du produit intérieur une inflation de 7,6% des taux d'inté-

M. Major hérite aussi d'une pro-messe, celle de faire entrer la livre dans le système monétaire enropéen (SME) « le moment venu ». M. Nigel

Lawson ne faisait plus mystère que, pour lui, ce moment était venn il y a trois, voire quatre, ans, assez tôt pour prévenir la surchauffe destructrice de

Cétait compter sans la résistance

farouche du premier ministre, symbo-lisée par le retour à Downing Street, en mai dernier, du conseiller monétatiste pur et dur des premières années du thatchérisme, Sir Alan Waiters. Celui-ci a achevé de convaincre sa Cam-cr a acceve de convancre sa protectrice que le SME, ce système « mai ficelé », ne tenant que grâce aux vestiges du contrôle des changes en France et en Italie et qu'il temberant en poussière une sois réalisé le marché unique des capitaminen juillet 1990.

Le moment

Rassurée par un tel pronostic, la « Dame de fer» a accepté sans peine la première phase du rapport Delors. Pour M. Lawson, la leçun était claire : il fandrait encore attendre longtemps le « moment venu » et, dans l'intervalle, continuer à guerroyer pour sou-

La loyauté du chancelier n'a pas été payée de retour. En octobre, au lende-main de la dernière hannse d'un point des taux d'intérêt à 15%, aucun dément officiel n'est venu infirmer les articles de presse selon lesquel Sir Alan désupprouvait cette initiative. Pour le professeur, la livre devrait être née à son triste sort.

Les années Lawson

C'est justement cette politique monétariste que M. Lawson a aban-donnée voici quatre sus, au profit d'une politique du taux de change. Ce fut la décision la plus lourde de consé quences de son mandat. Jeune sous-secrétaire d'Etat au Trésor, M. Lawson avait inventé en 1980 la stratégie financière à moyen terme (MTFS), le plan de réduction simultanée de la création monétaire et du déficit budtaire. En 1985, il lui fallut se rendre à l'évidence : le succès remporté sur l'inflation avait été acquis au prix de mouvements erratiques de la livre et des taux d'intérêt, mouveme néfastes pour l'industrie.

Le gouvernement a beau multiplier les mesures de la masse monétaire, la révolution des moyens de paiement rend toute prévision impossible et les objectifs de la MTFS sont systématiquement dépassés. M. Lawson ajoute donc le taux de change à ses « indica-teurs », puis en fait rapidement un objectif à part entière de sa politique. Voici donc le sterling membre d'un SME fantôme, sans contraintes mais aussi sans mécanismes d'entraide. A mesure que la reprise se confirme, la mounsie britannique est de plus en plus rechercisée, et le chanceller doit maintenir les taux d'intérêt artificiel-lement bas pour préserver le niveau de

Quand cette politique oblige la plus légers du n Banque d'Angleterre à intervenir massivement pour faire baisser la livre (25% et 40%).

en mars de l'an dernier, M= Thatcher sc rebelle. « On ne peut pas aller à l'encontre du marché », lanco-t-elle. En quelques semaines, la situation conomique se retourne. La sur-

chauffe se met à produire des déficits

commerciaux records, et les taux d'imérêt peuvent commencer à aug-menter sans risque de poussée de la Cet échec a jeté le doute sur les acquis à long terme du thauchérisme. L'inflation n'est jamais descendue durablement en dessous de 4 % et,

malgré la perte de pouvoir des syndi-cats, les salariés out empoché une hausse réelle de 28 % de leurs revenus depuis 1979, bien supérioure à celle de leurs collègues allemands ou français.

La productivité de l'industrie a progresse de près de 5 % par an, mais les produits importés restent compétitifs. Et, une nouvelle fois, comme dans les aunées 70, une flambée de croissance s'achève dans un déficit de la balance des pasements courants. Seul le chômage, point noir des débuts, est au plus bas depuis 1980 à 6 % de la popu-lation active et le déficit budgétaire a fait place à un excédent représentant l'équivalent de 150 milliards de francs

M. Lawson est surtout fier d'avoir aboli le contrôle des changes, parrainé le programme de privatisations et doté le pays d'un des régimes fiscaux les plus légers du monde avec seulement deux tranches d'impôt sur le revenu (75% a 60%)

chancelier avait engagé un combat contre les idées reçues pour tenter de pensuader ceux qu'il appelle les persuader ceux qu'il appaite les « adolescents gratte-papiers » (les analytes de la City) que le déficit des paiements extérieurs n'a ancune importance tant que les investisseurs étrangers sont prêts à le financer par des placements en livres. Sans grand succèa. Le déficit « révèle des faiblesses économiques fondamentales, telles que tendances inflationistes latentes, surconsommation et prolatentes, surconsommation et pro-blèmes structurels durables », a répliqué M. Gavyn Davics, chef éco-nomiste londonien de Goldman Sachs.

Le message de M. Lawson n'a pas

VINCENT BORD

. 7

ф.

M. Fabius à la rescousse de M. Kinneck. - M. Laurent Fabius a participé à un meeting, samedi 28 octobre, dans la petite ville de Pontlianfraith, au Pays de Galles, à l'invitation de M. Neil Kinnock, chef du Parti travailliste. Devant près de six cents personnes M. Kinnock a durement attaqué Mª Thatcher. « Elle est dans l'erreur et il faudra qu'elle parte », a déclaré notamment le dirigeant travailliste. Pour sa part, M. Fabius a dénoncé « l'échec du ervatisme » et affirmé à propos de la popularité de M= Thatcher ca Pologne qu'« on ne peut pas être pour les travailleurs à l'étranger quand on est contre eux dans son Propre pays ».

SOCIAL

Un arrêt de la cour d'appel de Paris

L'accord sur l'ouverture des guichets du Crédit lyonnais a été « régulièrement signé »

Une fédération syndicale pentelle remettre en cause l'autonomie de négociation d'une section syndide négociation d'une section syndi-cale en désavouant le délégué syn-dical après qu'il a signé un accord qui ne lui convient pas? Un juge-ment de la cour d'appel de Paris en date du 3 octobre 1989 semble apporter une réponse négative dans une affaire qui avait, il y a deux ans et demi, défrayé la chronique, celle de la signature le 4 février 1987 d'un accord au Crédit lyon-nais sur les conditions d'ouverture nais sur les conditions d'ouverture des guichets et l'aménagement du temps de travail.

Cet accord national n'avait donné lieu ensuite qu'à deux accords locaux – à Béziers et à Valence, – de violents remons agitant les deux organisations signa-taires, la CFDT et le SNB-CGC. Au terme de sérieux conflits ternes, la fédération CFDT avait remplacé son délégné syndical afin de pouvoir dénoncer l'accord. Et le

La grève des marins de l'arme-

mement naval SNCF de Calais et la tempête sur la Manche ont

entraîne de grandes difficultés pour le trafic transmanche pendant le week-end, alors que 150 000 pas-

sagers, en majorité britanniques, étaient attendus. La situation

devrait s'améliorer sensiblement

dans la sourée du lundi 30 octobre,

Les marins protestaient contre un projet de filialisation de l'arme-ment naval SNCF. 60 % ont cessé le travail, empêché le départ des ferries de la compagnie franco-britannique Sealink, et bloqué jusqu'au samedi à minuit les termi-

naux de la compagnie P & O, qui n'a repris ses traversées que diman-che vers 2 h 40. Après avoir

détourné son trafic sur Ostende et Zeebrugge. La situation a été aggravée par une tempête avec des

Le conflit des impôts

Suite de la première page

et l'Etat archaique

Elle était pourtant essentielle,

car, à quoi sert de créer de non-

veaux impôts ou de réfléchir à de

vastes réformes fiscales, à quoi sert

de modifier en permanence ce qui

existe, si les fonctionnaires chargés

d'établir les impôts, de les vérifier, ont de plus en plus le sentiment de

L'Etat

enfin touché

des choses que l'Etat commence à

navire insensible anx vagues qui

de temps en temps, butent sur ses

flancs, indifférent, il avait jusqu'à

présent traversé toutes les erèves.

convaincu d'avoir raison sur le

fond, Il aura fallu la conjonction de

nombreuses revendications - à la

limite parfois de la violence - pour

one l'Etat, enfin, s'émeuve : les

agents de la SNCF, ceux du métro,

les infirmières, les enseignants, les gardiens de prison, les gendarmes,

les militaires, les policiers... ont fait savoir qu'ils n'étaient plus

Que ces protestations aient été parfois politiquement orchestrées,

cela est certain. Le Parti socialiste

a joné un rôle important dans la grève du ministère des finances,

cela pour obliger Michel Rocard et

Pierre Bérégovoy à négocier sur une politique salariale jugée trop rigoureuse. C'est aussi le PS qui a

ané le signal du reflux de

grève, à partir du moment où il

avait obtenu que les deux ministres

de l'économie et du budget vien-

nent s'expliquer devant son groupe à l'Assemblée nationale. C'est

enfin le PS qui a amplifié, et d'une

certaine façon justifié, la grève des agents des impôts, en soulignant à

tique de gauche, affichant des

ambitions de justice et de réparti-

tion, tout en multipliant dans le

budget de 1990, les gestes en faveur des sociétés et des revenus

de la grosse épargne. Message par-

faitement recu par une profession

Mais là n'est pas l'essentiel, car

ca n'est pas le Parti socialiste qui a

créé de toutes pièces, en juin der-nier, le malaise de la fonction

publique, un malaise qui remoute loin et dont les chiffres rendent

largement ancrée à gauche.

usir les contradictions d'une poli-

C'est précisément sur cet aspect

avec la fin de la grève,

d'un tel protocole d'entreprise avant la conclusion d'un accord de branche, avait estimé que l'accord n'avait pu produire - aucun effet -, son délégné, M. Coppens, n'ayant reçu aucun « mandat explicite » de sa fédération. Le 26 avril 1988, le tribunal de grande instance de Paris, saisi par le SNB-CGC, lui avait donné raison mais la direction du Crédit lyonnais avait fait appel (le Monde du 4 juin 1988).

L'arrêt de la cour d'appel de Paris infirme le jugement du tribu-nal de grande instance de Paris. Dans ses motifs, la cour considère que « le délégué syndical qui, aux termes de l'article L 412-11 du code du travail, est chargé de représenter son syndicat auprès du chef d'entreprise a pour vocation normale de négocier avec celui-ci les accords d'entreprise ». Pour la cour, l'habilitation du délégué syndical à représenter son syndicat SNB-CGC, hostile à la signature n'est pas assortie d'une « quelcon-

rafales de vent de 110 km/h

samedi (et des creux de 4 mètres) et de 80 km/h encore dimanche,

empêchant le passage des hydro-glisseurs, ce qui a reporté les voya-

Des milliers de voyageurs ont

ainsi été bloqués de longues heures dans les ports des deux côtés de la

Manche. La durée moyenne

d'attente était de huit à dix heures

encore dimanche en fin d'après-midi, de cinq heures à Boulogne

(contre dix heures samedi), et

dans les ports belges; pour les camions, elle y atteignait encore vingt-quatre heures. Mais le travail

devait reprendre dans la journée de

lundi ; un ferry britannique de la

Sealink a déjà pu reprendre ses tra-versées dimanche soir.

compte pour une fois parfaitement

à ses agents, sous forme de rémuné

rations, de matériel, de moyens de

travail - n'a cessé de diminuer.

passant de 46.6% du total des

épenses publiques en 1979, à

41,8% cette année. Cinq points de

moins en dix ans sur un budget de

l'Etat qui approche maintenant les

1 200 milliards de francs : la note

est énorme. A répartition inchan-

gée, la fonction publique dispose

rait actuellement d'une cinquan-taine de milliards de francs de

Le train de vie

de l'administration

bien-fondé de choix qui, depuis la fin des années 70, n'ont cessé de

sacrifier ce que le langage commun appelle un peu facilement « train de vie de l'Etat », au profit des

dépenses d'intervention qui, depuis les bonifications d'intérêts

inson'anx aides à l'emploi et au

tiens à l'agriculture et à l'industrie

absorbent une part croissante des ressources de l'Etat (36,2 % il y a

Dans les périodes de difficultés,

es gouvernements ont toujours eu

tendance, qu'ils soient de droite on de gauche, à réduire les moyens de

fonctionnement de l'administra-

tion. Economies faciles, qui son-

nent bien aux oreilles des contri-

buables, pour lesquels toujours

l'Etat gaspille plus ou moins les

impôts. Seuls, peut-être, M. Pompi-

dou et ses conseillers proches

du danger que comportaient de pareilles facilités, insistant sur la

fragilité d'une fonction publique

entier pour sa probité et ses compé-

Que M. Pompidou ait vu le dan-

r et qu'il l'ait, d'une certaine

après les événements de mai

- ne change rien à l'affaire.

ger et qu'il l'ait, d'une certaine façon, laissé s'aggraver par un recrutement de qualité insuffisante

Depuis vingt ans, un grave pro-blème posé au pays a été largement ignoré. Quand il a été abordé de fond épisodiquement, cela a pres-

que toujours été en méconnais-

encore respectée dans le mor

avaient, il y a vingt ans, con

dix ans. 42.2 % cette année).

age, en passant par les sou-

Il faut donc s'interroger sur le

La part des crédits allant au fonc-

nement de l'Etat - c'est-à-dire

Lire nos autres informations

geurs sur les ferries.

Grève et tempête ont perturbé

la traversée de la Manche

que restriction ou condition -, et ce n'est pas au chef d'entreprise de définir les événements qui l'obligeraient à «vérifier les pouvoirs du délégué syndical régulièrement désigné avec lequel il négocie ». En revanche, le SNB-CGC devait apporter la preuve que M. Coppens « ne l'aurait pas valablement représenté » lors de la signature, alors que le retrait de son mandat n'a été notifié que plus d'un mois

En conséquence, la cour décide que le SNB a « régulièrement signé » l'accord du 4 février 1987 et qu'il ne saurait davantage para-lyser son exécution ou contester la validité des accords locanx signés à Béziers et à Valence. Un arrêt qui est bien accueilli par la direction du Crédit lyonnais. Et qui rassurera aussi tous ceux qui pensent que l'autonomie de négociation d'une section syndicale d'entreprise doit être à tout prix préservée.

Charbonnages de France : projet de contrat d'intéressement.
 La direction générale des Charbonnages de France a présenté récem-

ment un projet de contrat d'intéres-sement aux organisations syndicales. Conçu pour « associer le personnel à l'amélioration des

performances de l'entreprise », le contrat correspondrait à 2 000 F au maximum, par agent et par an, le versement étant bien distinct de

celui de la rémunération, si trois objectifs sont « simultanément réa-

lisés ». Un accord cadre fixerait la

définition des critères et les objec-tifs seraient négociés de façon décentralisée. Au cours de la même

réunion, la direction a proposé un certain nombre de mesures, « en

cas de signature d'un accord sala-rial : le versement d'une prime exceptionnelle de 0,5 % calculée

sur l'assiette de la prime de résul-tats du premier trimestre, une

avance an 1ª septembre, avec effet

rétroactif, de l'augmentation géné-rale prévue au 1 octobre et l'enga-

gement de tenir une réunion au début de l'année 1990.

sance de cause : le programme de

Blois de janvier 1978, qui crée des

emplois dans la police pour mieux assurer la sécurité, est imposé à

M. Barre, alors ministre de l'écono-

mie, par une droite inquiète des élections législatives qui vont sui-

vre, en mars. Le programme de la gauche pour les élections de 1981

fonctionnaires pour réduire le chô-

mage et améliorer la qualité du ser-

vice public, sans que la comptabi-

lité des deux propositions ait

The action

trop globale

C'est en accélérant la dépe

publique, alors que le monde est en

crise et que les impôts rentrent

mai, que la gauche, fraîchement arrivée au pouvoir, déséquilibre gravement les finances de l'Etat. Il

faudra des années pour corriger cette erreur initiale, lourde de

conséquences dans un conjoncture

où les taux d'intérêt, qui atteignent

des sommets, rendent ruineux les

emprunts que l'Etat doit multiplier

pour financer ces déficits. M. Bérégovoy, que sa volonté de rigueur

salariale et budgétaire a rendu

impopulaire aux grévistes, ne fait

que poursuivre une œuvre de réta-blissement des équilibres finan-

ciers, commencée en 1983 et qui a

déjà porté ses fruits, si l'on en juge par la santé du franc et l'image de

Les milliers de fonctionna

des finances en grève depuis des mois ont donc tort d'oublier les rai-sons profondes d'une politique de

rigueur, rendue indispensable par

des erreurs graves, approuvées par

Ils ont, en revanche, parfaito-

ment raison de refuser la poursuite

d'une action trop simpliste, faite de

coupes budgétaires opérées à l'avenglette et qui, au fil des bud-gets, a plus cherché à convaincre de son sérieux l'opinion publique et les milieux internationaux qu'elle

n'a essayé de s'attaquer anx pro-

bièmes profonds de l'administra-

MM. Balladur et Juppé ont poursuivi, de 1986 au début de 1988, l'œuvre d'assainissement

budgétaire entreprise par M. Béré-

govoy lors de son premier passage Rue de Rivoli. Fallait-il pour

autant durcir la politique salariale.

qui impliquait déjà des sacrifices depuis 1983 ? Fallait-il surtout le

faire alors que l'heure était à la

détente dans le monde, une détente

une majorité d'entre eux, commis

la France à l'étranger.

il v a huit ans.

iamais été sérieus

INDUSTRIE

Multiplication des ouvertures et diversification

McDonald's veut résister à la concurrence

McDonald's va bien. M. Jack Greenberg, vice-président de la firme, est venu le dire aux investisseurs institutionnels français : au cours des neuf premiers mois de cours des neur premiers mois de 1989, les ventes out progressé de 11 % par rapport à la période de l'année précédente et le bénéfice net (avant impôts) de 12 %, atteignant 556 millions de dollars (646 millions sur l'ensemble de l'année 1988).

McDo, qui va ouvrir son premier établissement à Moscou, en jointventure avec la ville de Moscon, en janvier 1990, après quatorze années d'efforts, espère installer vingt restaurants en Union soviétique dans les prochaines années, ayant obtenu un accord de prin-cipe.

Toutefois, aux Etats-Unis, cù la firme a les trois quarts de ses éta-blissements, et où elle fait plus de

60 % de ses ouvertures annuelles elle doit affronter une concurrence vive dans son domaine. Avec, en particulier, une offensive sur les prix qui, a avoué M. Greenberg, a entraîné des ventes un peu décevantes sur le premier semestre

Tester la rente de pizzas

Une concurrence à laquelle la société veut réagir précisément en multipliant les ouvertures, mais aussi en diversifiant les produits (McDo se met au sandwich de poulet et teste la vente de pizzas). afin d'attirer les clients aussi le son et le matin. Mais cette concurrence n'a pas empêché le titre McDonald de résister à la baisse récente de la Bourse de New-York.

Peugeot SA annonce 4,5 milliards de bénéfices au premier semestre

roupe Pengeot SA (Pengeot et Citroën) annonce un chiffre d'affaires de 81 milliards de francs, en hausse de 14,2 % sur celui du premier semestre 1988. Le résultat net (part du groupe) s'élève à 4,5 milliards, contre 4 l'an passé. 4.5 minarus, contre « 1 an passe.
Un résultat un peu décevant par
rapport aux prévisions, qui s'explique par les lourdes charges passées
en provision: 1,79 milliard, contre

279 millions en 1988. Les ventes du groupe out été de ,192 million de voitures (+9,6%). Mais cette progression a été plus faible en France, où la part de marché de PSA revient de 35,9 % à 35,4 %, tandis qu'elle a été plus forte à l'étranger. Au total, PSA dit détenir une part du mar-ché européen de 13 %, contre 12,7 % en 1988.

prix pétroliers, qui allait déboucher sur plus d'activité et plus de pros-pénité? Peut-être. Mais il aurait alors fallu accompagner cette

rigueur d'ouverture, d'attentions

particulières, de projets précis. Ce

MM. Balladur et Juppé firent

dans le global, répétant à toutes les

occasions que, grâce à eux, les dépenses de l'Etat ralentissaient

leur course mauvaise. Quand des

décisions plus particulières furent

prises, elles intéressèrent les seuls

contribuables, auxquels de nom-

breuses et réelles garanties furent données vis-à-vis des contrôles fis-

caux. Garanties justifiées pour

l'essentiel, mais qui créèrent une

certaine amertume chez les agents

des impôts. Encore faut-il savoir

que la haute administration, et

notamment le directeur des impôts

de l'époque - Robert Baconnier, -

qui aurait pu apparaître dans les

mesures prises comme une revan-che des gros contribuables sur un

Toujours est-il que ne furent pas

abordés les problèmes profonds posés par un secteur public auquel étaient reprochés son inefficacité, son statut privilégié le mettant à l'abri du chômage et la pléthore de

La modernisation des équipe-

ments. l'informatisation auraient

pu être un grand projet commun du haut au bas de l'échelle hiérarchi-

que ; elles auraient donné aux fonc-

tionnaires des impôts l'impression

réconfortante de pouvoir se mesu-

rer à armes égales avec des entre-

prises parfaitement équipées en conseillers et en matériel; elles

auraient été le signe concret que

l'Etat entendait vraiment se réfor-

mer pour concurrencer le secteur

privé, au lieu de lui abandonner un

Espoirs décus. Tons les moyens

financiers consacrés à la moderni-

sation de l'Etat ont été concentrés

sur l'informatisation lourde:

impôts sur le revenu, impôts locaux de vingt-quatre millions de contri-

buables. Sans donte fallait-il com-mencer par là (1). Mais la micro-

informatique dans les bureaux,

pourtant facile à mettre en place,

n'a pratiquement pas encore apparu. Cette vision irès centrali-sée de la modernisation privilégiant

quelques centres de traitement se

révèle maintenant beaucoup trop

déséquilibrée pour être accepté

quatre-vingt-dix mille agents.

durablement par un corps de

On pourra s'interroger sur la façont dont de telles décisions ont

champ de plus en plus large.

fise politisé.

loyèrent à gommer tout ce

ne fut pas le cas.

période est la chute de l'endette ment, revenu à 214 millions au bilan à la date du 30 juin 1989, contre encore 7,5 milliards le 30 décembre 1988. De ce fait, les frais financiers ont été pratiquement nuls. PSA, comme annoncé, anta réduit cette année son endet-

Pour l'ensemble de l'année, le groupe ne donne pas de chiffre, soulignant « un retournement » des marchés européens jusqu'ici croissams, en septembre. En outre, les effets des grèves se feront sentir sur le second semestre. Néanmoins on peut estimer que, tout comme Renault, PSA devrait probable ment dépasser les 10 milliards de bénéfices en 1989.

été prises. Les faits sont là. Ils démontrent, une nouvelle fois, la pesanteur d'un secteur public, incapable de se réformer dans de bonnes conditions, même quand on lui en donne les moyens financiers, faute de se bien connaître.

Cinq mois de grève parce que l'Etat, depuis vingt ans, pratique une politique contradictoire de relance de la dépense publique et d'embanche de fonctionnaires, sui-vie de périodes d'anstérité et de ssion des services publics. Cinq mois de grève parce que les fonctionnaires des finances ne voient que cet aspect brutal et incompréhensible des choses, négligeant les dégâts régulièrement provoqués par les promesses électo-rales et les politiques qui suivent, régligeant aussi l'absolue nécessité dans laquelle tout pays se trouve de présenter au monde une bonne nage de ses comptes.

Cinq mois de grève qui, surve nant après bien d'autres grèves, vont laisser des traces qu'aucun gouvernement ne pourra plus effa-cer. La grande réforme du secteur public, que M. Michel Rocard a lancée, est la preuve concrète que l'Etat commence à prendre conscience des graves insuffisances de son action. On pouvait s'interroger, il y a quelques mois, sur les chances qu'avait ce plan de survi-vre à un éventuel départ de M. Michel Rocard du gouverne ment: le conflit des impôts apporte une réponse. Un autre premier ministre devrait reprendre à son compte ce qui a été entrepris : évaluation des besoins du sec public, nouveaux rapports hiérarchiques, apprentissage du commandement et de l'autorité, mobilité professionnelle, recyclage ent des com

reaux critères de rémanérations. La question évidemment posée est celle de la place et du rôle du secteur public dans le pays. L'Etat saura-t-il se moderniser pour sontenir un secteur privé largement engagé maintenant dans la compé-tition internationale? Saura-i-il conserver ou reconquérir un rôle important, non pas d'entrepreneur, mais de garant du jeu, d'arbitre et de protecteur? La grève des finances aura en ceci d'utile que ces problèmes essentiels ne pourront plus maintenant être enterrés. **ALAIN VERNHOLES**

(1) Outre l'établissement de l'impôt sur le revenu, le cadastre est en voie d'informatisation : programme An « Grand Jury RTI-le Monde »

M. De Benedetti va investir en Hongrie

A l'instar de ce qu'il a fait en

Espagne et au Portugal, M. Carlo
De Benedetti, l'industriel et financier italien, a annoncé, dimanche
29 octobre lors du «Grand Jury
RTL-le Monde» la création ca
Hongrie d'une société financière qui aura pour vocation de prendre des participations dans les entre-prises que l'Etat hongrois s'apprête à privatiser. Le capital initial de cette société sera de 10 millions de ceîte société sera de 10 millions de dollars (65 millions de francs) et pourra être porté à 50 millions de dollars, a indiqué M. De Benedetti. Le tour de table associe « des sociétés dont certaines sont déjà dans le capital de Cerus» (Suez, la BNP, l'UAP, Shearson Lehman) mais anssi les AGP, la principale banque autrichienne, le Croditanstalt de Vienne, le groupe Constructionnes y Contratas Constructionnes y Contratas d'Espagne, le groupe Amorin du Portugal et deux des principales

banques hongroises.

Appelé à commenter la situation à l'Est, M. De Benedetti a déclaré : * Je pense que le communisme est fini, d'une façon irréversible. A propos d'un éventuel plan Marshall en faveur de l'Europe de l'Est, le chef d'entreprise italien a estimé que « nous nous trouvons dans une situation tout à fait nouvelle, nous devons aider (anjourd'hui) des pays qui ont décidé politiquement de devenir capitalistes ». « On a eu l'expérience de pays passant du capitalisme au communisme, mais capitalisme au communisme, mais pas l'inverse. Mon groupe a décidé de tenir à Paris, les 21, 22 et 23 mars prochain, un colloque pour étudier d'une façon pratique et non pas théorique ou politique ce qu'il faut faire prioritairement ce qu'il jaut jaire prioritairement pour transformer un pays commu-niste en un pays capitaliste. A ce sujet, M. De benedetti a déjà son idée. « Je suis personnellement convaincu que le premier problème de l'Est est un problème de mana-gement.

Si l'industriel italien a choisi la Hongrie comme base de départ à l'Est, c'est qu'il estime que Budapest a fait « un choix irreversible » en direction de l'économie de marché et que la Hongrie ne peut, sur le plan économique. « qu'aller mieux ». En revanche, il juge la situation économique en Pologne «épouvantable». « Je vais en Hon-grie dans un esprit de réussite, cela veut dire que j'espère y gagner de l'argent », a t-il expliqué. M. De Benedetti a en outre

confirmé que la participation de son groupe dans le capital de la société française d'équipements mais les 30%. Indiquant qu'en tant que PDG d'Olivetti il touchait une nunération annuelle « de 3 milremmeration annuelle « de 3 mil-lions et quelque de francs français par an, avant impôis ». Le « Con-dottiere » a estimé que « le salaire de M. Calves (président de Posgeot) est, sur le marché internatio-nal, très bas ».

Mort de M. Rudolf von Bennigsen-Foerder, PDG de VEBA

M. Rudolf von Bennigsen-Foerder, président du conseil d'administration de la VEBA AG, est décédé samedi 28 octobre d'une pneumonie. Il était âgé de scixante-trois ans.

BONN de notre correspondant

Le décès subi du « baron de la VERA», le plus grand groupe éner-assisme onest-allemand, a surpris gétique ouest-allemand, a surpris tout le monde. Encore jeune et plein d'aliant, cet aristocrate dont les racines familiales remontent au hant Moyen Age en Basse-Saxe incarnait l'indépendance d'esprit, le dynamisme et l'imagination de la grande industrie allemande d'après guerre. Juriste de formation, il avait commencé sa carrière an ministère de l'économie, chargé de la surveil-lance des prises de participation industrielles de l'État fédéral.

En 1957, il entre dans le groupe industriel VEBA de Dusseldorf, qui était alors avant tout un produc de lessive. Il en devieut le PDG en 1971, et, en l'espace de vingt ans. à coup de rachats et de prises de participation, il en fera le quatrieme groupe industriel de RFA, occupant une position dominante dans le domaine de l'énergie.

Sa dernière intervention avait créé une certaine agitation dans les milieux economiques et politiques ouest-allemands l'accord conclu avec la société française COGEMA pour le retraitement des déchets aucléaires allemands dans l'usine de la Hague avait forcé le gouvernement à stopper les travaux de construction de l'usine de retraitement de Wackersdorf en Bavière. cible principale des écologistes d'outre-Rhin.

a CEE SE entemen

:*=*:_

تعلَّدًا منه للأصل

Le Monde

CHAMPS ECONOMIQUES

La CEE se hâte lentement vers l'Est

L'évolution actuelle rend caducs les accords les plus récents avec les pays d'Europe orientale. Mais les Douze pensent surtout à préserver les intérêts de leurs producteurs.

A situation à l'Est évolue rapidement, trop rapidement pour la CEE. Les accords récemment conclus par les Douze avec la Hongrie, la Tchécoslovaquie et la Pologne, et ceux en pré-paration avec la RDA et la Bulgarie sont d'une conception dépassée. A telle enseigne qu'il est d'ores et déjà question d'y apporter des modifications. Suffirent-elles pour répondre à l'attente de Budapest, de Prague ou de Varsovie, et peutêtre demain de Berlin-Est ?

Qu'elle paraît lointaine l'époque où dirigeants du COMECON et de la Communauté prenaient tout leur temps pour négocier le traité sur la « reconnaissance mutuelle »! Huit ans de pourparlers, de palabres, pour aboutir le 25 juin 1988 à la déclaration commune permettant. l'établissement de relations diplomatiques entre la CEE d'une part, l'Union soviétique et ses alliés du pacte de Varsovie de l'autre. Huit ans pour faire admettre à Moscon que les négociations futures ne bloc : « Les relations commerciales doivent faire l'objet d'accords dis-duits textiles et sidérargiques sont tincts avec les membres du l'objet d'arrangements à part, qui COMECON. » Huit ans enfin pour ne sont pas plus généreux que ceux que l'URSS accepte le statut de conclus avec d'autres pays fournisterritoire communantaire pour seurs. La libéralisation des impor-

félicitaient de la brèche ainsi ouverte au sein du bloc communiste. Depuis l'ère Gorbatchev, c'est au tour de Bucarest d'être au banc des accusés. Les discussions avec les Roumains pour la conclusion d'un nouveau traité out été suspendues en avril dernier, an nom de la défense des droits de

La prudence, voire la méfiance, à l'égard des pays de l'Est reste malgré tout assez grande. Les accords passés avec la Hongrie (septembre 1988), avec la Tchécoslovaquie (décembre 1988) et avec la Pologne (septembre 1989) sont significatifs de la manière avec taquelle les responsables communautaires ont appréhendé jusqu'ici les relations avec l'Europe orientale. S'appuyant sur des schémas classiques, les Douze ont négocié en tenant compte des intérêts spécifiques de certains de leurs producteurs agricoles et indus-

Ainsi, les exportations de pro-

En 1980, après la signature du premier accord avec la Roumanie, les instances communantaires se doit prendre effet en 1994 pour la Pologne et en 1995 pour la Hon-

L'inquiétude des pays tiers

Consciente du décalage entre les dispositions actuelles et les événements exceptionnels qui se déroulent à l'Est, la Commission européenne a proposé aux gouvernements des pays membres que ces échéances soient avancées au 1º janvier 1990. Les ministres des affaires étrangères des Douze se prononceront le 6 novembre sur le projet de Bruxelles, qui comporte en outre un meilleur accès pour les produits agricoles hongrois et polo-

Les organisations profession-nelles de la CEE ont déjà maniréticences à l'égard des concessions supplémentaires envisagées. Les pays tiers ne sont pas moins inquiets de l'intérêt porté à tion de Lomé, manifestent même de l'irritation. Bénéficiant de l'ouverture du marché communauterritoire communautaire pour seurs. La libéralisation des important previe par taire, les Etats liés à la CEE par tations de produits agricoles est encore marqué par une terminologie de guerre froide.

seurs. La libéralisation des important previe par taire, les Etats liés à la CEE par tations de produits agricoles est des accords commerciaux (ACP, Maghreb, Machrek, Amérique flux d'échanges significatif, mais prêts garantis par les Etats membrande par une terminologie de guerre froide.

seurs. La libéralisation des important previe par taire, les Etats liés à la CEE par des accords commerciaux (ACP, Maghreb, Machrek, Amérique flux d'échanges significatif, mais seulement avec l'Allemagne fédébres, mais aux conditions du martaire, les Etats liés à la CEE nar

vée de nouveaux concurrents.

Il n'est pourtant pas question, à ce stade, de réduction des droits de donane on des « prélèvements agricoles » (taxe supplémentaire à l'importation couvrant l'écart entre les cours mondiaux et les prix européens). Il s'agit simplement, selon les propositions de la Commission, d'accorder la clause de la nation la plus favorisée et le système communautaire de préférence généralisée (contingents bénéficiant de concessions tarifaires).

Quant à un régime plus avantagenx pour les ventes d'acier et de textile, la question n'a même pas encore été soulevée. Un haut fonctionnaire européen reconnaît tout de même qu'e il serait peut-être temps d'y songer... » Ces blocages paraissent surdimensionnés par rapport au volume d'exportation des pays de l'Est. En 1988, leurs ventes à la CEE ont atteint 11,5 milliards d'écus (1 écu vant environ 7 francs français) 24,1 milliards en englobant celles de l'Union soviétique, alors que la l'Europe de l'Est. Les États d'Afri- Suisse, à elle seule, a vendu la que, des Caraïbes et du Pacifique, même année pour 29 milliards et les subventions qui devraient associés aux Douze dans la convendée d'écus de marchandises aux Douze. associés aux Douze dans la conven- d'écus de marchandises aux Douze.

rale. La République démocratique vend trois fois plus à la RFA qu'aux onze autres pays membres de la CEE réunis. Les relations entre Bonn et Berlin constituent,

sous l'angle commercial aussi, un

cas à part. La situation économique des autres pays de l'Est, notamment de la Pologne, est telle que leur potentiel d'exportation ne présente pas de réel danger, du moins à moyen terme. C'est ce qui explique en par-tic que le sommet de l'Arche (de la mi-juillet) ait lancé un plan d'action des Occidentaux en faveur

Aux conditions du marché

de la Hongrie et de la Pologne.

En sa qualité de coordinatrice de l'aide des vingt-quatre pays concernés, la Commission a pro-posé l'octroi d'une enveloppe finan-cière de 600 millions d'écus : la moitié à la charge de la CEE (dont 100 millions d'écus à prélever sur le budget des Douze) et l'autre à celle des autres pays occidentaux.

l'année. Bruxelles a demandé, et obtenu, pour ce qui concerne spécifiquement la Communauté, que les

tenu de l'endettement de ces deux pays, que de faible portée. Une pres'est tenue en septembre à Bruxelles au niveau des experts. Une deuxième est prévue pour la mi-novembre, avec l'idée de prépa-rer une conférence ministérielle en

Ce calendrier masque mal les difficultés de la Commission à faire entériner un projet qui met pourtant en jeu des sommes modestes, comme si les Occiden-taux, et singulièrement les Etats-Unis, n'avaient pas arrêté leur doc-trine au regard de l'évolution de la situation à l'Est.

La CEE - ou plus précisément certains des pays membres, trop attentifs aux tergiversations de Washington – n'a pas encore vraiment fait le pari que l'URSS et ses alliés de l'Europe de l'Est ne pour-ront plus jamais être l'« Empire du mal . La démonstration de cet attentisme a eu lieu lors de la séance de négociations qui a réuni à la mi-octobre les délégations de la CEE et de l'URSS. Les responsa-Outre les mesures commerciales négatifs à l'égard de Moscou, qui demandait une coopération en matière de transports, de normes

MARCEL SCOTTO

Les trois courants de la pensée économique

Les uns partent des choix individuels, d'autres des systèmes globaux, d'autres enfin des relations entre les uns et les autres.

'ANALYSE économique reviendrait-elle à la mode? On pourrait le croire, an vn des efforts de Michel Rocard pour expliquer ce que devrait être « un pacte de croissance » et « une économie juste », où l'on sait s'arrêter aux limites du possible, avant le sanc-tion de l'inflation et dela baisse du

Si c'était vrai, cela signifierait que l'on cesserait de se plaindre de deux choses contradictoires. En premier lieu, la science économique dominante serait trop influencée par un courant néoclassique, adepte des équilibres et allant lieure de services le contrale. jusqu'à préconiser le contrôle monétaire et la gestion orthodoxe des finances publiques. En arrièredes finances publiques. En arrièreplan figurant, au choix, les réalités
ou les mythes de politique de type
thatchérien, ou de la « rigueur
allemande», exemples qui seraient
incontournables en raison des
échéances du grand marché de
1993. En second lieu, les économistres — théorieses professions. mistre – théoriciens, professeurs, experts – émettraient trop de pro-positions discordantes à la fois :

« Six économistes à la même table sur lesquels il y a des progrès indis-font douze programmes de politi-que économique mutuellement profession ni plus ni moins analo-seraient omniscients en politique. font douze programmes de politi-que économique mutuellement inconciliables », entend-on dire

sous forme de boutade...

Il serait normal qu'il y ait un retour de balancier car la plainte antérieure n'était aucunement jus-tifiée sur le fond. Nous allons essayer de le montrer ici en acceptant simplement l'évidence que, sur la forme, des progrès restent à faire. Les analyses économiques sont mal countes, souvent parce que mal mises en valeur, mais aussi parce que, dans certains cas, la forme de l'exposé est réservée à de petits cénacles ou séminaires où l'on utilise plusieurs outils : modélisation pure et simple sans littéra-ture sur les hypothèses et sans discussion de la portée des résultats; littérature académique tellement page que le lecteur même éclairé a l'impression de jouer au ien bardée de références en bas de labyrinthe; discours convenus pleins de sous-entendus pour ini-ties; simplifications abusives tendant à la réunion d'anteurs sur des bases affectives mais évitant les confrontations d'idées, de proposi-tions ou de démarches à suivre...

Tous ces problèmes sont d'abord contestables » — des idées économiques. Enfin, les hommes politiques. Les contemporains, Sirey, 1988, tion — certes non négligeables mais ques ne doivent pas s'attendre à 557 pages, 98 F.

gues à ceux que l'on trouve dans la plupart des corps constitués d'experts ou de spécialistes. Les rites, les cérémonies, le choix des mots ou des concepts, les méts-phores habituelles, le cénacle des références croisées, sont des usages société plus ou moins organisée ou corporatisée, et il serait injuste d'en vouloir tout particulièrement au cérémoniai on an jargon des écono-

Un enrichissement mutuel

Sur le fond - un chef-d'œuvre éditorial en cours de publication, en langue anglo-saxonne (1) nous en donne la prenve, - les économistes sont certes divisés en grands courants. Mais, d'abord, ceux-ci sont assez facilement identifiables. Ensuite, il y a enrichissement mutuel, et cet enrichissement provient de la concurrence permanente sur les marchés - qui paraissent à certains « hautement Tous cas problèmes sont d'abord contestables . - des idées écono-

Si l'on se réfère aux titres de la somme précitée, la carte des con-rants d'économistes comprend les paysages suivants (je ne choisis pas ici l'ordre de publication) : micro-économie néoclassique ; économie autrichienne ; monétarisme ; héri-tage keynésien ; économie des conrage keynesien; economie des comportements (behavioural economics); économie expérimentale;
économie institutionnelle; économie postkeynésieme; économie de
Sraffa; économie politique radicale; économie marxienne. Cela
représente effectivement un
ensemble qui navait touffu. ensemble qui paraît touffu, d'autant qu'à l'exception de quel-ques puristes la majorité des économistes peuvent se reconnaître dans au moins deux influences, sinon dans deux courants à la fois.

Lire la suite page 30

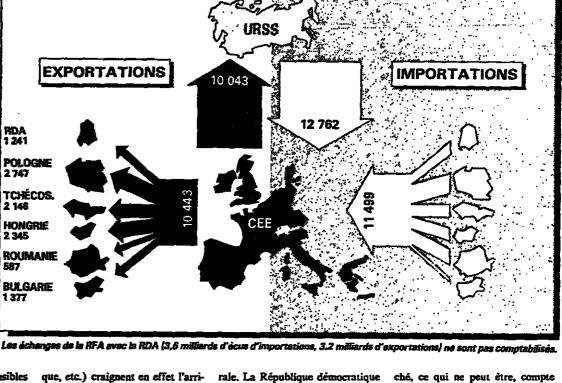
(1) M. Blaug, éditeur des séries Schools of Thought in Économics, 12 volumes, 23 tomes, Edward Elgar Publishing Limited, Gower House, 1988-1989. Cette trave suit la publication du Palgrave Dictionary sous les auspices de l'école de Cambridge, Voir

Enquête

Marché de l'art: diabolique!

- Les managers américains sur la sellette
- Les Augustes Thouard
- Stratégies bancaires
- Le baroque à son apogée

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



CHAMPS ECONOMIQUES

Quand les chercheurs créent des entreprises

Elles ont dès le départ des liens avec la production, la finance et l'étranger : de nouvelles relations s'esquissent entre la science et l'industrie.

par Philippe Mustar

E développement de la Silicon Valley et la réussite outre-Atlantique de nom-breuses sociétés dans les domaines de l'informatique ou des biotechnologies out montré la capacité des universités directement les résultats de leur recherche, notamment à partir de création d'entreprises par les scientifiques eux-mêmes. La France n'est pas en reste dans ce

Selon une enquête menée auprès de cent quarante-cinq entreprises créées par des chercheurs (1), les trois quarts d'entre elles sont nées depuis moins de cinq ans. Elles sont présentes sur la totalité du territoire métropolitain, même si elles restent particulièrement implan-tées dans les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Ile-de-France, Rhône-Alpes et Midi-Pyrénées. Elles reconvrent aussi l'ensemble des secteurs de la haute technologie: biotechnologies, informatique, logiciel, intelligence artificielle, robotique, télécommunications,

Chercheur au centre de sociologie de l'innovation de l'Ecole des mines de Paris.

que fois d'un long processus. Au départ le chercheur s'est peu à peu rendu compte que ses travaux intéressent un public ou créent une demande. Au fil des contacts ou des contrats d'étude, il en vient à créer une nouvelle société, souvent en s'associant avec une personne extérieure au monde de la recher-che mais familière des affaires ou

La mise au point de produits industriels

Les entreprises issues de l'Université ont souvent été des sociétés de recherche sous contrat (c'est-è-dire ne produisant que des rap-ports). Ce qui est nouves u aujourd'hui, outre l'ampleur du mouvement, c'est qu'elles mettent au point et réalisent des produits industriels. Les développements actuels des biotechnologies, des nouveaux matériaux ou de l'intelligence artificielle nécessitent la mobilisation de savoirs et de compétences que les chercheurs sont seuls à maîtriser. Leurs firmes fabriquent des produits à « haute intensité technologique » destinés aussi bien à des marchés interentreprises (machines industrielles micro-ondes, produits d'informatique industrielle, laser à usage multiplié par mille.

médical, appareils de mesure...) qu'au • grand public » (tests de grossesse vendus en pharmacie on logiciels...).

La majorité de ces entreprises se portent plutôt bien : leur chiffre d'affaires. (situé dans 72 % des cas entre 1 et 10 millions de francs). leur capital (supérieur à 1 million de francs dans un cas sur trois), leurs bénéfices parfois même s'accroissent. D'après de récentes études, aux Etats-Unis les indus-tries de haute technologie ne sont pas à l'origine de massives créa-tions d'emplois. Les entreprises françaises non plus, mais, compte tenu de leur jeune âge, elles contri-buent néanmoins à en créer : plus de quatre mille au total.

A la fin du dix-neuvième siècle et an début du vingtième, des scientifiques, tels Werner Siemens, Gerard Philips ou Conrad Schlumberger, se sont lancés dans l'aventure industrielle avec un succès qu'il est aujourd'hui facile de constater. La société la plus ancienne de l'échantillon, la Comex, spécialisée dans l'ingén rie des matériels sous-marins, a été créée par un directeur de recherche du CNRS en 1961 avec un capital de 50 000 francs. Elle

Certes, ce type d'entreprise ne saurait constituer la base d'une expansion économique immédiate : il faut une ou plusieurs décennies avant qu'elles aient des effets perceptibles sur l'investissement et sur l'emploi. Mais plutôt que de se fixer sur les bénéfices économiques directs, il est intéressant d'analyser le mouvement qu'il porte et qui le porte. La multiplication des entreprises créées par des chercheurs, que l'on peut, à première vue, ne rapporter qu'à des initiatives indi-viduelles, provient en partie des possibilités croissantes offertes par

le changement de statut des institutions publiques de recherche, les politiques d'encouragement à l'innovation, la décentralisation, le développement des parcs scientifi-ques et des technopoles...

L'intervention des pouvoirs publics dans la science et la techno-logie n'est pas en soi une chose nou-velle. Ici, la puissance publique est intervenue par des réglementations qui facilitent la mobilité des hommes la valorisation de la hommes, la valorisation de la recherche... mais également par un ensemble d'aides à la création d'entreprises. Les résultats ne venant que plusieurs années après les premiers investissements, les cheurs-entrepreneurs insistent

des régions : sans elles, de nom-breuses sociétés n'existeraient plus ou n'auraient jamais été créées

La mise au point des produits nouveaux dans les domaines de la haute technologie oblige l'entre-prise à garder des contacts étroits consacrer une part importante de son chiffre d'affaires à la recherche développement. La majorité des sociétés interrogées sont localisées à proximité d'institations de recherche, ce qui leur permet notamment d'accueillir des thésards on de jeunes chercheurs an moyen de conventions industrielles de formation par la recher-che (qui permettent de faire une thèse à la fois dans un laboratoire sitaire et dans une contre-

Sans rupture avec le laboratoire

La majorité des chercheurs-créateurs, en même temps qu'ils prennent des brevets, mettent au point et commercialisent de nouveaux produits, continuent à rédiger des articles et à participer à des colloques scientifiques. En fait, il y a rarement rupture complète entre

beaucoup sur le rôle des aides de l'Etat (ministères, ANVAR...) et dès leur origine des liens très

étroits avec l'industrie et le monde de la finance : ainsi des sociétés ou des groupes industriels participent au capital de soixante-dix sociétés sur cent quarante-cinq. Les nou-velles firmes de haute technologie apparaissent comme des éléments de diversification ou comme des piacements sur l'avenir pour de nombreux grands groupes indus-triels. Les banques, sociétés de capital-risque ou financières, sont présentes dans le capital d'un tiers des entreprises. Ce dernier chiffre permet de nancer voire de mettre à mai une idée reçue : l'inexistence de capital-risque et France. de capital-risque en France.

Enfin, ces entreprises sont large ment internationalisées, soit par les ment internationalisées, soit par les marchés sur lesquels elles opèrent (cinquante sociétés sur les cent quarante-cinq étudiées réalisent plus de 25 % de leur chiffre d'affaires à l'exportation), soit à travers des collaborations dans le domaine de la recherche (participation) pation aux programmes technologi-ques communautaires Brite, Esprit, Eurêka...). La science est internationale; la mise au point de pro-duits ou procédés nouveaux par des chercheurs est donc elle aussi destinée à des marchés internationaux.

Pour réussir, ces entreprises doi-vent mobiliser un réseau qui mêle nne grande variété d'age miques: l'Etat, les collectivités locales, des sociétés financières, des grands groupes industriels, des ns, des laboratoires scientifiques, des fournisseurs, des clients... Tous ces acteurs sont associés et travaillent collectivement et dans la durée à déformer et à redéfinir les produits pour qu'ils rencontrent un marché.

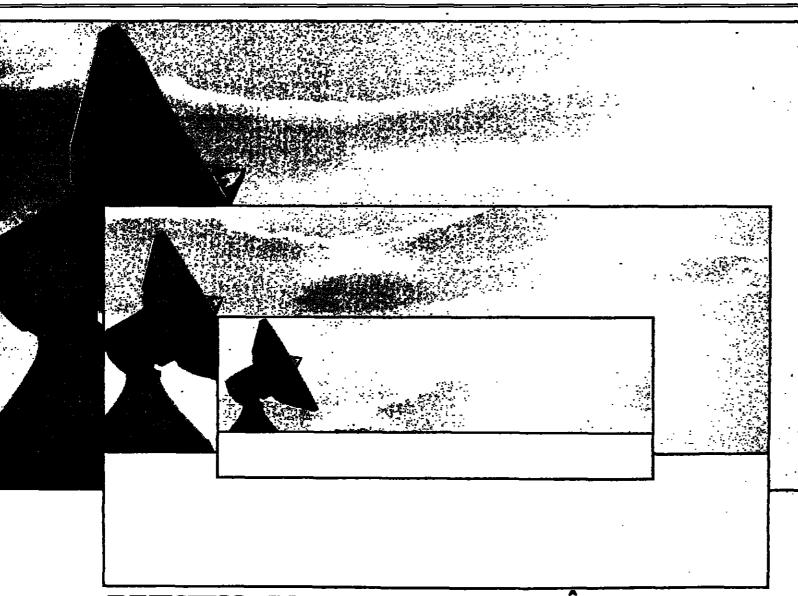
A travers ces entreprises et les recherche qui se multiplient aujourd'hui en France sous diverses formes (recherche asso-ciative, coopérations communau-taires, détachement de chercheurs, contrats, accords de licence, créa-tion de laboratoires mixtes entre le CNRS et des groupes industriels...), c'est à l'émergence de nouvelles relations entre la science et l'économie que l'on assiste.

L'étude de ces multiples relations entre les laboratoires de erche et l'industrie devient pour l'économiste un moyen privi-légié dans la compréhension des processus d'innovation et de la



EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Jean-Marie Chauvier URSS: Une société en mouvement lemard FERON, Le Mande éditions de l'aube



INVESTISSEZ DANS UNE VALEUR SÛRE: L'AVENIR

La Caisse Nationale des Télécommunications finance le développement et l'effort de recherche des Télécommunications françaises par l'émission d'emprunts à long, moyen et court terme sur les principaux marchés financiers français et internationaux.

Elle met ainsi régulièrement à la disposition de l'exploitant public national "France Télécom" les ressources financières nécessaires à ses investissements et à ses besoins de trésorerie.

Soyez les partenaires de progrès Organisme financier au service d'un secteur d'activité qui présente actuellement les perspectives d'expansion les plus fortes, la CNT associe les souscripteurs de ses emprunts à l'essor de l'une des forces les plus vives de l'économie française. France Télécom a la volonté de développer un réseau de communication capable de transmettre instantanément voix, images, données, écrits ainsi que d'étendre constamment la gamme de produits et services performants adaptés aux exigences du public et des professionnels: ce sont autant de garanties de succès et

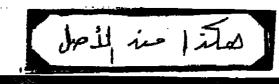
Faites conflance au dynamisme

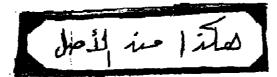
Le dynamisme et la compétence de la Caisse Nationale des Télécommunications sont à l'image de France Télécom. Respect des investisseurs et actions innovatrices mais prudentes sont les fondements de ses opérations. Le professionnalisme de la CNT, son ouverture sur les produits financiers nouveaux, le suivi de ses titres sur les marchés lui permettent de jouer pleinement son rôle d'émetteur tout en étant très attentive aux intérêts légitimes des investisseurs.

Souscrivez à l'avenir

La notoriété de la Caisse Nationale des Télécommunications se vérifie régulièrement par son excellente notation (l'une des meilleures de la place de Paris) et par la qualité de l'accueil réservé à ses émissions par la communauté financière internationale. Label de qualité pour les porteurs institutionnels ou privés. associée aux réussites de France Télécom, la signature de la Caisse Nationale des Télécommunications est une valeur sûre; une valeur qui s'appelle avenir!

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS





CHAMPS ECONOMIQUES

L'attrait des Etats-Unis

Alors que les Américains reviennent sur leur marché, les investissements étrangers ne cessent d'y monter, Grande-Bretagne en tête. Mais leur rendement n'est pas à la hauteur des dépenses.

par Jean Lempérière

'ANNÉE 1988 anra-tcile été un tournant pour les investissements directs à l'étranger ? Ils semblent en tout cas marquer une pause, sans doute même un léger recul sur leur montant record de 1987, après trois années d'une progression spectaculaire, où leur montant annuel avait été multiplié par 2,7

Après une éclipse de trois ans, les États-Unis s'étaient pourtant replacés largement en tête des grands pays investisseurs depuis 1985, avec des chiffres records. La baisse du dollar n'était pas étrangère à cette reprise spectaculaire, puisqu'il s'agissait essentiellement de réinvestissements. La faiblesse de la mounaie américaine, qui gonflait la valeur comptable des bénéfices réalisés à l'étranger, n'incitait guère à les rapatrier en dollars dévalués.

En 1988-1989, les entreprises américaines ont repris confiance en leur mounaie et préfèrent sans donte investir elles-mêmes aux Etats-Unis. De 44,5 milliards de dollars, les investissements directs des Etats-Unis à l'étranger tombent à 18,9 milliards (1).

La réorientation était sensible vers la CEE, qui recevait 55 % des investissements américains en 1985-1987 (contre 35 % auparavant), dirigés principalement vers l'Allemagne et surtout la Grande-Bretagne. Mais, en 1988, la part de la CEE revient à 35 %; les investissements américains sont réduits des deux tiers, destinés presque exclusivement à la Grande-Bretagne (6 milliards de dollars). Un certain redressement s'annonce pour 1989 (4 milliards en six mois).

Un niveau record d'investissements

Cependant, pour la troisième année consécutive, les investissements étrangers aux Etats-Unis ont 57.1 milliards de dollars malgré le ralentissement des flux en provenance de la CEE (- 10 milliards). Cette progression est pour plus de 70 % le fait des deux grands pays investisseurs. En un an, la Grande-Bretagne, qui occupe depuis longtemps la première place, accroft de 27 % son stock d'investissements, qui dépasse à présent 100 milliards de dollars ; le Japon a augmenté le sien de 51 % et prend la deuxième place devant les Pays-Bas, avec 53.3 milliards.

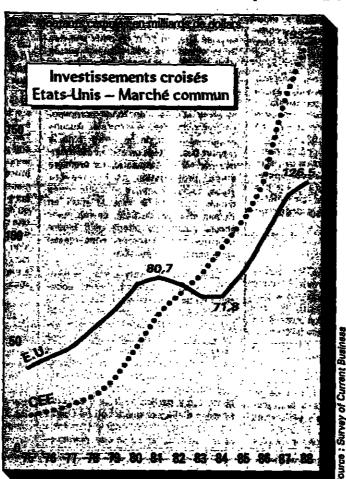
L'ensemble des autres pays maintiennent à peu près leurs investissements de 1987 (16,7 milhards), avec en tête l'Allemagne (3,5 milliards) et le Canada. Mais pour la France, l'achat d'American National Can par Pechiney n'appa-raît pas dans les chiffres officiels pour son montant véritable.

De plus, aux Etats-Unis comme ailleurs, la balance des paiements sous-estime fortement le montant réel des investissements, ne tient pas compte des financements obtenus sur place par les investisseus: Or les emprunts aux banques américaines, l'appel au marché local des capitaux sont de plus en plus courants pour les opérations

Ainsi, en 1988, le montant publié des ventes d'entreprises américaines à des sociétés étran-gères – évalué à 72 milliards de dollars par des bureaux spécia-lisés – s'élevait d'après le départe-ment américain du commerce à 60 milliards, contre 57,1 mentionnés dans la balance des paie-ments pour l'ensemble des investis-3,7 milliards de dollars au lieu de

400 premières sociétés des Etats-Unis sont des filiales étrangères, dont 23 britanniques, 16 cana-diennes, 13 allemandes, 11 françaises, 11 néerlandaises et 8 japonaises, avec en tête la Royal Dutch, British Petroleum, Unilever, Nestlé et les trois grandes firmes allemandes de chimie, Fin 1988, Pechiney se classait au 10 rang an lien an 86°.

Le grand succès des sociétés étrangères aux Etats-Unis a été celui de leurs filiales commerciales. En 1987, elles assuraient 34,5 % des importations de mar-



On notera qu'en 1988 les firmes chandises, ce qui leur permettait de la CEE out dépensé en fusions une forme de contrôle qui ne et achats d'entreprises trois fois contribuait guère à ralentir les plus aux Etats-Unis qu'à l'intérieur du Marché commun (30 milliards de dollars contre 11 milliards).

Certes les rapprochements se multiplient entre sociétés de la CEE: ils ont dépassé en six mois 10 milliards d'écus (au premier rang des investisseurs figurent les sociétés françaises avec 4,1 milliards (2). Mais, pour pénétrer un marché voisin où ne pèse pas la menace du protectionnisme, les implantations coûteuses semblent moins nécessaires. Les perspectives du grand marché ne modifient pas la stratégie des firmes ayant déjà une dimension mondiale. Et le rythme des achata aux États-Unis s'est maintenu pour les six mois de 1989.

Les chiffres d'affaires des filiales, la répartition de leurs ventes, leurs rapports avec leurs groupes montrent en tout cas le rôle pris par les entreprises étran-gères. En 1987, la centième filiale étrangère, avec un chiffre d'affaires de 1,1 milliard de dol-lars, se plaçait avant la 300 firme américaine. Plus du quart des

contribuait guère à ralentir les achats américains.

Entre les groupes · et leurs filiales

Il s'agit essentiellement d'envois directs des groupes étrangers à leurs filiales : en trois ans, leur part dans les importations américaines est passée de 20 % à 25 %. Mais les différences de stratégie sont évi-dentes : ces envois directs entrent pour deux tiers dans les livraisons du Japon et pour moitié dans celles de l'Allemagne contre 29 % et 25 % pour la France et la Grande-

De son côté, la production des filiales industrielles a encore pro-gressé de 15 % en 1987, pour atteindre 200 milliards de dollars, forte surtout dans la chimie (31,2 % de la production des Etats-Unis), le secteur pétrolier (16,8%), la métallurgie (19,5%), le secteur des matériaux de construction et du verre (22,2 %). Aussi les importations en prove-nance des pays de la CEE sont net-tement dépassées par les ventes de

produits sortant de leurs usines aux Etats-Unis (81 milliards de dollars contre 106).

Nul doute que l'industrie améri-caine soit stimulée par ces investissements étrangers, qui ont de plus réveillé les entreprises rivales! Mais l'élimination de la concuret la maîtrise de nouvelles techniques sont devenues des objectifs majeurs des investisseurs. Lorsque les usines qui ont changé de mains poursuivent leur activité avec leur spécialisation et leurs techniques, le changement qualitatif et quantitatif pour la production d'un pays aussi avancé que les Etats-Unis n'est certainement pas à la mesure des sommes investies

Les progrès des investissements croisés Etats-Unis-CEE ne doivent pas alors dissimuler les différences de situation entre les sociétés américaines et européennes, très nettes dans le financement des investissements et la rémunération du capital investi. Les pays étrangers apportent des capitaux frais, tandis que l'investissement américain, constitué surtout de réinvestisse ments, est pratiquement financé par les bons résultats des filiales.

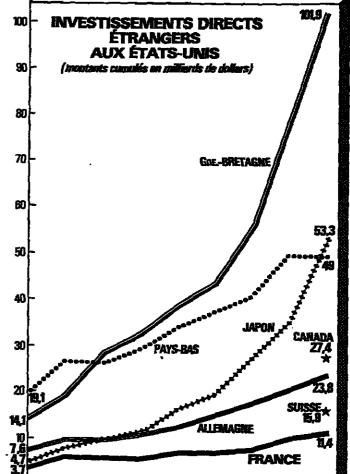
Depuis 1983, les stocks d'inves-Unis sont supérieurs à ceux des Américains dans le Marché commun, les dépassant de 71 milliards de dollars en 1988. En revanche, comme revenus de leurs investissements directs dans la CEE pour les trois dernières années, les Etats-Unis ont reçu 63 milliards de dollars, soit presque trois fois plus que leurs versements correspondants aux pays du Marché commun (23,4 milliards de dollars).

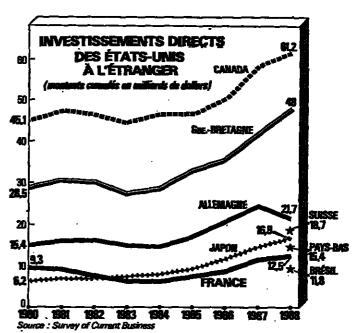
Certes, il s'agit de moyennes et des chiffres « officiels » de la balance des paiements. Mais les explications de cette situation fourmes jusqu'ici — manque de matu-rité des filiales européennes, diffé-rences dans les phases actuelles de l'investissement américain et européen - perdent progressivement de leur valeur. Les achats d'entreprises en état de marche, qui représentent depuis plusieurs années l'essentiel des investissements européens, devraient en principe assu-rer une rentabilité rapide... après amortissement des frais d'acquisi-

Economistes et journalistes ne peuvent pas mettre entre parenthèses cette asymétrie dérangeante, caractéristique jusqu'à pré-sent des rapports CEE-Etats-Unis, ni se contenter d'explications trop simples. Mais la réflexion n'est pas sans risques à partir des sources disponibles, ' op générales et toutes incomplètes, couvrant seule-ment un aspect des investissements directs on une partie d'entre eux.

La progression des investissements directs se traduit à présent en redistribution des sphères d'influence plus que dans l'activité économique. L'incidence, évidente autrefois, de l'investissement direct devient de plus en plus aléatoire et incertaine, surtout aux Etats-Unis, compte tenu de la place prise dans l'esprit des décideurs par la compé-tition commerciale, l'élimination des concurrents, les soucis de pres-

(1) Un dollar vant environ 6,3 F. (2) Un écu vant environ 7 F.





1981 1982 1983 1984

Le Monde microfilms et index

■ Le Monde sur microfilm depuis 1944 à ce jour, publié chaque

 L'index mensuel du Monde avec une présentation alphabétique en fin d'année.

Pour tous renseignements veuillez contacter l'editeur.

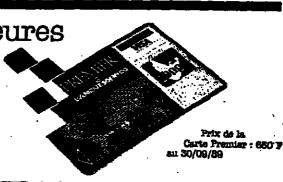
research publications

Le Prêt à la Carte Premier : c'est Sofinco.

De 50000 à 150000 F en 48 heures

sans changer de banque - un compte à part "m"decouvert permanent "revolving" - un taux privilégie 13,56%*

Service Premier Mme Barbara Mechin 91038 Évry Cedex Tél. (1) 60794998



OUR François Mitterrand, il faut, pour avancer dans la construction européenne, réviser les traités qui fondent la Communauté. C'est là, selon lui, que réside « le nœud de la question » (discours prononcé le 25 octobre devant le Parlement de Strasbourg). Pour Jacques Delors, « il y a urgance » sur le même chapitre (discours prononcé su cytière d'Europe de

Strasbourg). Pour Jacques Delors, « il y a urgance » sur le même chapitre (discours prononcé au collège d'Europe de Bruges, le 17 de ca mois). Non seulement « nos pratiques actuelles de délibération et de décision » au sein de l'Europe des Douze resteraient encore insuffisantes, malgré les réformes apportées par l'Acte unique, pour entrer dans la voie d'union économique et monétaire, mais leur reforte, au prix d'un « seut qualitatir » serait nécessaire si l'on veut être en mesure de « répondre aux accélérations de l'histoire », en l'occurrence aux transformations en

cours dans l'Est européen.

Ainsi, tant pour le président de la République française que pour le président de la Commission européenne, la préoccupation fondamentale est le calendrier. Il s'agit, pour eux, d'obtenir coûte que coûte la convocation, dans des délais rapides, avant la fin de l'année prochaine, de la conférence intergouvernementale destinée à réviser l'appareil institutionnel du traité de Rome. Dans la mesure où le seul adversaire déclaré de cette procédure expéditive est Mm Thatcher, laquelle n'a pas de chance auprès des faiseurs d'opinion (voyez le remplacement de son exchancelier de l'Echiquier, Nigel Lawson : celui-ci a mené une politique financière désastreuse - retour en force de l'inflation, taux d'intérêt tour Eiffel, - c'est elle qu'on accuse d'autocratisme pour s'en être, après des années, aperçu), le forcing diplomatique de Paris et de Bruxelles peut réussir. Serait-ce un bien ou un mai pour l'Europe ?

Du reste, ce n'est pas uniquement la maladresse médiatique du premier ministre britannique qui risque de fausser le débat public. Les arguments souvent mis en avant par les membres du groupe dit de Bruges, qui se réclament des idées exposées dans cette même privé un des membres du comité), par

Le surplace communautaire

ville, un an auparavant, par M^{cca} Thatcher, sont probablement voués à tomber à plat en dépit, ou à cause, de leur caractère provocant.

Proposer par exemple, comme le font certains d'entre eux, pour contrer le projet de création d'une monnaie européenne, de mettre en libre compétition les monnaies en présence (ne le sont-elles pas déjà ?) en leur permettant de circuler côte à côte à l'intérieur de chaque pays, a-t-il un sens, sinon pour ceux qui confondent leurs préjugés ultralibéraux avec le fontionnement d'un marché ? Le fameux rapport du comité Delors sur l'union économique et monétaire a, entre autres choses, fait justice de cette fausse solution.

Ce n'est évidemment pas une raison pour accepter pour argent comptant (qu'on nous permette ici l'expression !) les propres recommandations de ce document hautement politique où, précisément, domine le souci du calendrier et de le réforme institutionnelle sous l'influence du président du comité, fortement appuyé par Jacques de Larosière, gouverneur de la Banque de France, l'un des deux autres participants ayant joué un rôle essentiel dans la confection du document (l'autre étant Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank).

S'il est permis d'espérer sur ce sujet d'importance capitale un débat qui ne soit pas étouffé par sa réduction à la trop facile opposition entre les deux discours de Bruges, celui de Mes Thatcher et celui de sa « bête noire ». Jacques Delors, il conviendrait peut-être de se demander : et derrière la réforme institutionnelle, que nous propose-t-on de concret, pour l'avenir prévisible, pour nous rapprocher de l'objectif final complaisamment décrit dans le rapport Delors ? Cet objectif étant caractérisé par des taux de changes « irrévocablement fixes » (« qu'est-ce que cela veut dire, des parités irrévocables ? », dit en

une e politique monétaire commune », la mise au ban des déficits budgétaires et toutes choses aussi simples, on ne peut pas imaginer que, si on prend au sérieux sa réalisation, on reporte systématiquement à plus tard les décisions les plus difficiles à prendre dans la direction ainsi choicie

C'est ici qu'il convient sans doute d'être vigilant pour ne pas se laisser prendre aux mots. Le rapport Delors on ne dispose pas, en la matière, d'autres sources pour se faire une idée du programme - énumère ce qu'i appelle les « premières mesures de la première étape », dont l'objectif est d'« accroître la convergence » (une expression-clé dans le vocabulaire européen, elle d'inspiration allemande) des politiques économiques menées par les Douze et de leurs « performances ». Mais, ce qui caractérise ces mesures. c'est qu'elles n'en ont pas, n'avant nen de spécifique. Il est vrai que les politiques économiques se sont besucous rapprochées au fil des ans et que, en particulier depuis mars 1983, la France a progressivement abandonné les particularités les plus douteuses de sa politique traditionnelle (contrôle des prix et des changes, etc.), mais il n'existe pas et il ne peut pas exister de critères précis pour mesurer le « degré de convergence ».

ESIGNÉS ou soulagés, les autaurs du rapport ne prévoient donc aucune sanction pour les « contrevenants ». Essentiellement, la première étape consiste à continuer dans tous les domaines les efforts déjà entrepris, et cela sans rien changer aux modes communautaires de décision. C'est que la voie est déjà tracée : auraît-on oublié que les pays membre du SME, dont la Grande-Bretagne fait partie en sont précisément toujours à la... première étape que prévoyait déjà, dans des termes très voisins, le traité de décembre 1978. Le changement le plus

notable que préconise le rapport Delors, c'est encore et, uniquement, une modification de procédure pour renforcer la coordination. On peut y voir la main de M. de Larosière qui, au Fonds monétaire, a beaucoup poussé à la coopération internationale au sein du « groupe des Sept ». On réintroduirait à Bruxelles des cindicateurs de performances » (taux d'inflation, soldes de balances des paiements, etc.) sans doute dans l'idée que la métaphore du tableau de bord est à elle seule une garantie de bon pilotage, douze pilotes pour l'Airbus de la Communauté, cela mérite en effet quelques réflexions

Dans le traité fondant le SME. Il était disposé que, au bout de deux ans, les Etats signataires délibéreraient sur le point de savoir si les conditions étaient réunies pour passer à la seconde étabe au cours de laquelle ils auraient dû mettre en commun une fraction de leurs réserves auprès d'un fonds auropéen, embryon de banque centrale. Aucune recommandation de ce genre dans le rapport Delors (bien qu'elle ait été avancée par M. de Larosière). La première étapa, prolongation de la première étape, où nous sommes en réalité entrés depuis mars 1979 avec la mise en vigueur effective du SME, devrait durer encore autant de temps qu'il faudra pour que soit réalisée une convergence aussi parfaite que possible.

Quand on sait que cette première étape, selon le rapport Delors, document dûment approuvé par les Douze à Madrid, doit être remarquée par « l'élimination complète des obstacles physiques, techniques et fiscaux à l'intérieur de la communauté» (ce qui correspond au « grand marché sans frontières » de l'Acte unique), on prend conscience du flou extraordinaire que comporte l'engagement d'y participer. Il sera toujours possible d'alléguer que tel ou tel obstacle n'a pas encore été « complètement » aboli. Ce flou, si commode politique-

ment, ne chercherait-on pas à le compenser en cuvrant de grandioses perspectives pour un avenir indéterminé? Toute le subtilité de Jacques Delors était nécessaire pour concilier la notion d'« urgence » avec celle de répit.

OUT cela n'est pas una nouveau Le rapport Werner de 1970 préconisait déià la convocation d'une conférence gauvernementale dont l'objet était d'« adapter et compléter le traité ». Toute la philosophie de ce document, dont le rapport Delors s'est besucoup inspiré, était contenue dans cette phrase : « L'union économique et monétaire est un objectif réalisable dans le courant de la présente décennie [c'était donc pour... 1980] dès lors que la volonté politique des Etats membres de réaliser cet objectif, exprimée solennellement à la conférence de La Haye. est présente. » Remplacer La Have (décembre 1969) par Madrid (juin 1989) et on se retrouve, vingt ans plus tard, vingt ans en arrière.

Si le rapport Delors est plus prudent sur le délai (on lui sait gré de ne pas annoncer le grand tournant pour l'an 2000), il est aussi discret que l'était son prédécesseur sur la question la plus importante. Celle-ci ne concerne pas la procédure. Il s'agit de se faire une idée claire de la façon de s'y prendre pour faire des douze Etats, dont on reconnaît qu'ils restaront des entités distinctes, une unité économique et monétaire relevant d'un seul organe central de décision pour tout ce qui concerne la monaie et définissant une seule politique « macro-économique » pour l'usage de tous.

Le traité de Rome était plus sobre. La question qui se pose est de savoir si cette sobriété a été un obstacle ou si, au contraire, elle a assuré, grâce notamment à l'équilibre institutionnel qu'il instaurait, la pérennité de la Communeuté contre vents et marées. Dans une prochaine chronique, on essayera de montrer ce que le rapport Delors révèle entre les lignes de la finalié de l'exercice en cours et de supputer ses chances de servir la cause qu'il prétant défendre?

Les trois courants de la pensée économique

Suite de la page 27

Si on cherche à placer tel ou tel grand économiste dans les courants, le jeu des mariages devient — c'est vrai — passionnant mais semble aussi quelquefois terriblement difficile ; Paul Anthony Samuelson ira incontestablement du côté de l'héritage keynésien, Milton Friedman du côté des monétaristes et John Kenneth Gabraith du côté de l'économie institutionnelle. Mais que l'on songe à la difficulté de classement de notre prix Nobel Maurice Allais (mettez six économistes autour d'une table, demandez leur un classement..., ou voir l'accueil diversifié du puix Nobel).

Les modes de classification des économistes entre ces courants existent cependant. Trois approches méthodologiques principales sont possibles en science économique.

• La première est l'individualisme méthodologique, basé sur un
postulat indémontrable a priori,
mais, comme l'indique le fameux
théorème de Godel, ce n'est pas
grave, car dans tout système logique on peut toujours remonter à
des propositions indécidables — les
philosophes ne nous contrediront
pas sur ce point. Ce postulat est le
suivant : il est tout à fait possible
de comprendre l'économie nationale ou mondiale, celles des entreprises, des ménages, des banques et
même de l'État... en étudiant en
premier et dernier lieu l'individu,
ses choix, son comportement, son
action à tout moment et en tout
lieu face à la rareté (des biens, des
services, du revenu...) qui le

Contraint.

L'économie est ici la science des choix individuels sous contrainte, pour des situations où les données initiales (revenus, richesses) sont connues et inertes. Un des concepts majeurs et incontournables est alors le fameux «coût d'opportunité»: c'est-à-dire la valeur de la plus haute possibilité — autre que celle qui est choisie — rejetée par l'individu.

Les marchés au sens de « foires et marchés », où se pratiquent les enchères (auctions markets) sont les lieux privilégiés d'action des individus libres et rationnels (au seus le plus étroit et le plus strict). La mécanique du marché est ellemême rationnelle, et la régulation est automatique: l'équilibre est la faute des perturbateurs. La dynamique n'est pas la préoccupation principale.

● La seconde approche est le « holisme » ou l'approche globalisante. Elle découle sommairement du postulat – lui aussi indémontrable – que l'on ne peut comprendre le système économique et ses lois qu'en raisonnant sur les agrégats (les entreprises, les ménages, les banques...), ou sur des macroagents (l'Etat, l'extérienr...), ou encore sur des classes sociales (capitalistes, travailleurs, rentiers...). L'individu n'existe plus. Il « est agi » par plus gros que lui. Il « tombe sur sa pratique », dirait-on au sens de Bourdieu...

Les systèmes et structures peuvent alors être régulés, on connaître des crises de régulation, on subir des fluctuations cycliques...
Dans certains cas, les plus pessimistes peuvent prédire une chute inéluctable on un déclin irrémédiable; les plus optimistes peuvent construire un schéma intègré de développement et y croire (constructivisme).

Les cadres mobiles

● Ensin, la troisième approche est l'approche intermédiaire. Elle découle du postulat que dans les «sciences de l'homme et de la société», le plus important, c'est le «et», c'est-à-dire qu'on ne peut comprendre l'économie qu'on étudiant les rapports entre les hommes, leurs relations, les structures de production, de consommation... Les deux grandes lignes d'études sont alors le technologisme et l'institutionnalisme, et l'étude est d'abord dynamique (les changements importent plus que les données statiques).

Les outils, les progrès scientifiques, les progrès dans l'organisation modèlent les schémas mentaux des individus. Les institutions, habitudes mentales, us et coutumes, rituels, cérémonies, règles, conventions, lois, les institutions sur le marché du travail, la Sécurité sociale, les entreprises avec leurs outils, leur culture, leur histoire... sont alors les cadres – cadres mobiles – dans lesquels les individus évoluent et se recounaissent pour ce qu'ils sont : nécessairement liés (ou enchaînés dans des millions de rapports euxmèmes évolutifs).

Des mondes superposés

Ici, on sait d'emblée que trois mondes se superposent. Le premier monde est celui des économies d'échange — grosso modo les foires et marchés, — mais attention, cette fois-ci, il n'y a plus de mécanique rationnelle conduisant à des équilibres statiques; les marchés sont une technique d'allocation parmi d'autres. Les marchés sont des machines et, comme les autres machines, ils ont besoin d'un environnement institutionnel.

A cet égard, on ne s'improvise pas économie de marché après que deux ou trois générations d'individus, quelquefois minoritaires en leur temps, possédant la culture des marchés au sens précisé ici, ont été sacrifiées : les pays de l'Est en font aujourd'hui la douloureuse expérience.

Le second monde est celui des économies de hiérarchies (principe de subordination, comme pour le marché du travail, avec la relation salariale qui fait du travailleur un

Le Monde

taux des individus. Les institutions, habitudes mentales, us et coutumes, rituels, cérémonies, règles, conventions, lois, les institutions subordonné). C'est un monde où règnent les « commandes », et il est généralement organisé pour produire pour tous.

Le troisième monde, enfin, est celui du don ou du transfert (avec un principe d'asymétrie entre individus, les pauvres au départ par rapport aux riches) où l'on s'efforce – dans une économie qui, par ailleurs, échange et où l'on peut, grâce aux hiérarchies, produire pour tous – de faire en sorte qu'il n'y ait pas accaparement par

Pour ce courant institutionnaliste, étant donnée la difficulté que ces trois mondes ont à évoluer en même temps, les déséquilibres sont la loi; la dynamique est le principe d'action; les surprises ne sont pas simplement potentielles mais réelles. Les institutions peuvent être le frein des progrès techniques ou d'organisation (et en particulier de plus grande efficience de la « machine des marchés »); elles peuvent en être aussi le stimulant...

En tout état de cause, technologies et institutions évoluent et une théorie économique du changement institutionnel existe, qui étudie la « meilleure façon d'évoluer » — le grand fondateur est l'économiste américain Commons. C. Ayres, le professeur américain de Talcott Parsons, a prononcé, en 1965, une conférence restée célèbre sur cette théorie du changement institutionnel.

MAURICE BASLÉ
Lire la semaine prochaine la
suite de l'article sur la classification des économistes.

Pour en savoir

les événements

et les idées

plus sur les hommes.

LIVRES

Ramsès 90 : la fin d'une époque

Le triomphe des démocraties libérales n'annonce sans doute pas « la fin de l'Histoire », comme le proclamait audacieusement Francis Fukuyama l'été dernier dans la revue américaine National Interest. Mais la remise en question du monde communiste par le haut (URSS, Hongrie) ou par la base (Pologne, Chine et maintenant RDA) marque sûrement la fin d'une époque.

« La fin d'une époque », c'est le chapitre qui ouvre le nouveau RAMSES, huitième Rapport amuel moudial sur le système économique et les stratégies, de l'IFRI (Institut français des relations internationales). Réalisé sous la direction de Thierry de Montbrial et Jacques Edin, ce document arrive sur notre table avec une vertu euphorisante : depuis l'origine, il a abandonné la triste défroque des rapports du genre, s'est habillé de couleurs, de tableaux, de graphiques et de cartes d'une grande lisibilité. Surtout, la mise en page et la typographie donnent envie de se plonger dans cette série d'analyses sorties brûlantes du four de l'actualité.

de l'actualité.

Les États-Unis après Reagan, l'URSS en mutation et les chemina de la désente dans les relations Est-Ouest fournissent évidemment le premier paquet de réflexions éclairantes, qui se poursuivent par l'étude des espoirs et des appréhensions au Moyen-Orient et la montée des puissances régionales en Asie.

Après la politique, l'économie est l'autre grand chapitre « classique » de RAMSES. L'« embellie sur fond d'incertitudes » que présente la conjoncture s'accompagne d'un déclin industriel américain, des possibilités de la constitution d'une zone asiatique plus autonome et, bien sûr, de la préparation de l'Europe 1993.

L'IFRI n'hésite pas à sortir des sentiers battus à condition de rester dans une aire balayée par l'information. C'est avec un grand sens de l'opportunité que les auteurs ont ainsi fait un sort au trafic de la drogue qui fait partie aujourd'hui des relations internationales.

Soucieux enfin d'extraire de l'actualité des thèmes porteurs, les responsables ont choisi deux grands sujets. Le premier a trait aux « Armes pour le tiers-monde ». Au moment où un processus de désarmement paraît s'engager entre l'Est et l'Ouest, les arsenaux de très nombreux pays du Sud se développent de façon parfois impressionnante. Les conditions de sécurité sont en train de changer régionalement et globalement.

L'autre thème retenu est celui de « La nouvelle Espagne ». Une centaine de pages sont consacrées à ce pays qui a comm ces dernières aunées les changements les plus rapides et les plus décisifs.

Le monde est ains fait qu'on se demande si RAMSES n'aurait pas intérêt l'an prochain à ouvrir une nouvelle rubrique concernant cette fois le sort écologique de notre planète, puisque aussi bien les sept grands out maintemant inscrit cette question dans leur programme de réflexion. Chaque amée, depuis 1984, Lester Brown et son équipe du Worldwatch Institute publient un rapport sur la question (1) qui mériterait d'être beaucoup mieux comm

PIERRE DROUIN

(1) State of the World. A Worldwatch Institute report on progress toward a sustainable society. Ed. W. W. Norton and Company. New York-London.

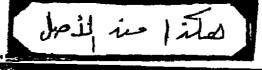
➤ RAMSES 90. Système économique et stratégies. Sous la direction de Thierry de Montbrial et Jacques Edin. IFRI. Dunod. 432 p. 165 F.

Jal Irous

de la Révolution.

MENSUEL: 30 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Nation .

المستحدث المجسج

A175

10 mg

<u>....</u> - '

· . . . --

; .

**

. . .

. . .

 $g_{\mathbf{k}} = Z_{\ell}$

1.0

, s · · ·

... -

والمراجعة والمحا

. . . . --

... . . .

. . - - -

15.00

Series Salar Salar Salar

Barrelli Gularia de la

Dans le cadre de l'adaptation des produits financiers à l'ouverture européenne, les conseils d'administration de deux Sicav de PALUEL-MARMONT BANQUE ont approuvé, lors de leurs réunions du 24 octobre 1989, un projet de fusion-absorption de la SOCIETE D'INVESTISSEMENT ET DE GESTION "S.LG." par FRANCE-INVESTISSEMENT.

Dès que l'accord des autorités de tutelle aura été obtenu, une assemblée générale extraordinaire de chacune des deux sociétés sera convoquée le même jour, le jeudi 28 décembre 1989, à l'effet de statuer sur la fusion qui devrait être réalisée le 29 décembre 1989.

Les actionnaires des deux sociétés seront informés individuellement des modalités de l'opération en temps

Paluel-Marmont Banque

Siège social: 26, rue Murillo - 75008 Paris Tél.: 42.67.01.00 - poste 248

LES SICAV DE CAPITALISATION

Paluel-Marmont Banque

CAPITAL-SECURITE* (court terme monétaire)

CAPITAL PLUS* (court terme régulière)

Valorisent votre capital:

- les revenus sont automatiquement réinvestis et augmentent

la valeur des parts. Vous font bénéficier d'une fiscalité plus avantageuse :

- le revenu n'est pas imposé pendant la durée du placement; - lors de la vente, les plus-values sont assujetties au régime fiscal des plus-values sur cessions de valeurs mobilières,

* Les Conseils d'Administration ont décidé de transformer ces OPCVM en Sicav de Capitalisation sons réserve de l'approbation par l'Assemblée Générale Extraordinaire.

> Paluel-Marmont Banque 26, rue Murillo - 75008 Paris - Tél. : (1) 42.67.01.00

COE COMPTOIR DES ENTREPRENEURS

Le conseil d'administration du Comptoir des Entrepreneurs, réuni le 25 octo-bre 1989 sons la présidence de M²⁰ Paule Dufour, a prin connaissance de l'activité et des résultats du premier semestre de l'exercice.

L'encours global des prêts gérés par CDE au 30 juin 1989 atteignait 91 miliards de francs, contre 89,1 milliards de francs au 30 juin 1988, soit une progression de 2.1 %.

Cette croissance modérée résulte uniquement de la diminution d'activité du secteur des prêts aidés par l'Etat, sinsi que d'un volume de remboursements anti-cipés encore important. En revanche, en ce qui concerne le secteur privé, le niveau d'activité est resté élevé (4,9 milliards de francs de crédits nouveaux contre 4,7 milliards de francs un an auparavant), entraînsut une augmentation de l'encours de 8,7 % en un semestre.

Par rapport an premier semestre de 1988, les produits de gestion ont augmenté de 7,6 % et l'ensemble des dépenses de gestion de 1,2 %.

Les produits de gestion intègrent des produits du secteur public calculés dans les conditions nouvelles du protocole relatif aux conditions de gestion des prêta aidés, dont 25 millions de francs au titre de l'exercice 1988. Ces nouvelles dispositions auront une incidence positive sur l'ememble des résultats de 1989, sinsi que sur ceux des exercices à venir.

Les pertes constatées et les provisions pour créances dontennes ont été arrêtées à 157,3 millions de francs, contre 118,7 millions de francs pour le premier semes-

re 1986.

Cette augmentation importante d'une période à l'autre rend compte des diffi-cultés rencontrées par la clientèle des particuliers qui doivent faire face à des pro-blèmes croissants de surendettement. Toutes les dispositions sont prises pour accroître la sélectivité dans l'acceptation des nouveaux dossiers et pour optimiser l'efficacité du traitement smisble des contentieux.

l'efficacité du traitement amiable des contentieux.

Le résultat courant de gestion, arrêté après imputation des pertes et provisions, ressort à 28,8 millions de francs pour le premier semestre 1989, contre 26,3 millions de francs pour le premier semestre 1988, soit une augmentation de 9,5 %.

Le résultat swant impôt de le société mère s'établit à 27,2 millions de francs fin jain 1989, coutre 24,6 millions de francs fin jain 1989 (non compris 114,2 millions de francs correspondant à des plus-values long terme réalisées à la suite de cessions d'immeubles).

Le résultat consolidé du groupe CDE avant impôt s'établit quant à lui à 39,7 millions de francs. Hors plus-values exceptionnelles, il était de 38,7 millions de francs pour le premier semestre 1988.

Au total, les perspectives de résultats pour l'ensemble de l'exercice s'annoncent bonnes. Par ailleurs, la société améliorera très significativement le niveau de ses fonds propres en fin d'année, ce qui lui permettra d'amplifier son développement. La politique de diversification en direction de nouveaux créneaux, afin de dégager des produits n'entrant pas dans le cadre de ses activités traditionnelles et susceptibles d'améliorer ses résultats dans l'avenir, sera poursuivie activement.

COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE

La note d'information déposée par Paribas à la COB, dans son exposé des motifs de son offre, ne peut permettre de déceler un objectif qui puisse appa-raître conforme à l'intérêt de la

Réuni le 25 octobre 1989, le conseil d'administration a accueilli en début de séance M. Jeurger, directeur général adjoint de la Société générale, et le docteur Schiefer, directeur général de Allianz AG, qui siégeaient pour la production foin de son groupe, dont les actionnaires de son groupe, dont les actionnaires n'out eu, jusqu'à présent, qu'à se louer.

Par ailleurs, en ce qui concerne les actiomaires, l'offre apparaît trop fai-ble dans son montant, et ce d'autant plus qu'ils doivent s'attendre à une forte réduction qui ne peut être conforme à leur innérêt.

Le conseil renouvelle, à l'unanimité, sa confiance un président et à son équipe pour poursuivre le développeéquipe pour poursuivre le développe-ment de la société et recommande fer-mement aux actionnaires de refuser une offre qui n'est ni dans leur intérêt, ni dans celui de la société dont l'indépendance et l'intégrité doivent être



COMPAGNIE OPTORG

Résultat au 30/6/89

La situation de la Compagnie OPTORG au 30 juin 1989 se traduit par un bénéfice de 160,7 millions contre 14,4 millions au 30 juin 1988.

Cette importante progression est due pour l'essentiel aux plus-values sur cessions, principalement les filiales Dupont Sanitaire Chauffage et Mulle.

Au niveau consolidé, le résultat su 30 juin 1989 atteint pour la part du Groupe 135,2 millions contre 0.7 million au 30 juin 1988, après avoir pris en

• les plus-values exceptionnelles ci-dessus.

des provisions exceptionnelles,
le solde net de ces éléments non récurrents s'élevant à 129,9 millions.

Les dispositions de toute nature adoptées depuis un an, tant dans les filiales qu'au siège de la compagnie, ont permis une amélioration sensible des résultats d'exploitation et courant.

Sur la base des Béments connus à ce jour, cette amélioration devrait se pour-suivre et se confirmer dans les comptes au 31 décembre 1989.



Le bénéfice du premier semestre 1989 de la COMPAGNIE GÉNÉRALE CALBERSON (société mère du groupe) a été de 45,2 MF avant impôt et participation, contre 38,9 millions de francs au premier semestre 1988. L'essentiel de cet écart positif provient d'une diminution des provisions sur titres des filiales

Les comptes consolidés du groupe du premier semestre 1989 font apparaître les chiffres suivants (en millions de francs et à périmètre sensiblement identique à celui du premier semestre 1988 :

ļ i	1" semestre 1989	I* semestre 1988
Chiffres d'affaires HT	4 122,3	3 844.5
Résultat courant	118,2	158,9
et participation		184,8
Part du groupe	110,9	158,5

La baisse du résultat net a essentiellement pour origine une diminution du résultat de la messagerie nationale, en rason de la forte pression sur les priz de venue et des coûts engagés pour améliorer la productivité et la qualité.

En revanche, il faut noter l'amorce d'un redressement dans le sous-groupe Her-mann Ludwig. Cette tendance positive des activités à l'étranger doit permettre, en sin d'année, de combler en partie l'écart constaté sur la messagerie nationale et internationale en France.



Câbles de Nokia devraient s'accroître de FIM i milliard (environ 1 milliard et demi de francs).

NOKIA a signé une lettre d'intention avec NKF Holding N.V. afin d'acquérir 51 % du capital de cette société cotce à la Bourse d'Amsterdam et qui détient la société néerlandaise NKF Kabel B.V., spécialisée dans les câbles. Le montant de la transaction est évalué à FIM 420 millions (environ 630 millions de

Note: le communiqué complet en anglais est disponible à la banque Paribas. Réf. 221-B, 3, rue d'Antin, 75002 PARIS.



Le conseil d'administration s'est réuni le 19 octobre 1989 sous la présidence de M. Jacques RUSCON.

Il a pris connaissance des résultats du premier semestre 1989.

Les loyers et indemnités se sont élevés à 93 139 000 F en progression de 4,54 %. Le résultat d'activité et d'exploitation est en augmentation de 6,30 %. Le bénéfice net de 63 889 000 F comprend les plus-values de cession à hauteur

Le conseil d'administration a noté avec satisfaction la rapidité de mise en ceuvre de la politique de recentrage du patrimoine puisque, depuis les opérations de fusion, le quart des appartements, principalement situés en province, a fait l'objet de cessions on de négociations de vente.

Dans le même temps, de nombreux projets d'opérations situées à Paris ou ban-

D'ores et déjà, un immeuble de bureaux à Boulogne a été achevé récemment et une opération à été resenue à Paris (13-).

Ainsi, l'actif immobilier de la Société se trouvers allègé des immeubles dont le

coût d'exploitation et la faiblesse des recettes locatives pessient sur la progression des résultats et sur la valorisation des actifs. Un conseil d'administration tenu le 18 septembre 1989 a constaté l'augmenta-tion de capital porté de 606 196 900 F à 609 318 100 F consécutivement aux options reçues des actionnaires de recevoir le paiement de leur dividende en

devrait marquer une progression sensiblement supérieure au taux de l'inflation.



PROGRESSION DE 15,4 % DU CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDE **AU 30 SEPTEMBRE 1989**

En millions de francs	1989	1988	1989/198
Premier trimestre Deuxième trimestre Troisième trimestre	1 199,7 1 248,8 1 206,9	1 027,5 1 063,5 1 075,9	+ 16,7 % + 17,4 % + 12,2 %
Chiffre d'affaires cumulé	3 655,4	3 166,9	+ 15,4 %

Les chiffres présentés pour 1988 et 1989 ne concernent que les sociétés intégrées globalement et ne comprennent donc pas ELLIPSÉ

La légère baisse du chiffre d'affaires du troisième trimestre 1989 par rapport au immestre précédent s'explique par des recettes publici-taires plus faibles pendant les mois d'été.

Au cours du troisième trimestre 1989, 121 000 nouveaux abonnés et 50 000 annulations ont été enregistrées. Ainsi, à l'in septembre, Canal + comptait 2 737 000 foyers abonnés (soit une croissance nette de 161 000 foyers depuis le début de l'année) et 99 000 prises collectives. la fin juin 1988. La hausse constates résulte de l'augmentation quasi générale des activités du groupe ainsi que de l'entrée pour la première fois dans le périmètre de consolidation de la société normande de mécanique Métalex, spécialisée dans l'extrusion à froid, et dont la société GÉVELOT a pris le contrôle total en férrier 1989.

GÉVELO

Le chiffre d'affaires consolidé à la

fin juin 1989 est de 357,6 millions de francs contre 290 millions de francs à la fin juin 1988. La hausse constatée

contrôle total en février 1989. A périmètre de consolidation constant, le chiffre d'affaires de 1989 aurait été de 337 millions de francs, soit une progression de 16,2 %. Après des profits exceptionnels de

Agres des proints exceptionnels de 4,8 millions de francs, contre 3,5 mil-lions de francs à la fin juin 1988, le bénéfice net consolidé au 30 juin 1989 s'établit à 18,4 millions de francs même période de 1988.

La société mère, pour sa part, a réa-lisé au premier semestre 1989 un chif-fre d'affaires de 110,5 millions de francs contre 92,4 millions de francs pour la même période de 1988. Le bénéfice social s'établit respectivement à 13,6 millions de francs contre 9,1 millions de francs après un résulat exceptionnel de 5,7 millions de francs contre 4,2 millions de francs qui provient principalement de cessions de logements et de provisions pour risques devenues sans objet.

Les perspectives pour le second semestre, tant pour GÉVELOT que pour ses filiales, sont favorables mais pour ses imales, sont lavorables mans risquent d'être quelque peu influencées par le ralentissement possible d'acti-vité chez certains clients du secteur automobile.



Le GROUPEMENT FONCIER FRANÇAIS, associé aux Nouveaux Constructeurs, vient de remporter devant une vingtaine de candidatures émanant des plus grands opérateurs du marché international de l'immobilier d'entreprise l'appel d'offres lancé par Pechiney pour la vente de son siège de la rue Balzac, dans le huitième arrosdissement de Paris.

dissement de Paris.

Une promesse de vente au prix de 2,76 milliards de francs vient d'êrre signée entre MM. Jean Gandois, président de Pechiney, Bertrand Balaresque, président du Groupement foncier français, et Olivier Mitterrand, président des Nouveaux Constructeurs.

Cette opération qui développe 38 700 mètres currés 700 de surface hors-course, fera l'objet d'une rénova-tion lourde accompagnée de la création de parkings supplémentaires, et l'ensemble de l'ouvrage devrait être achevé en 1992.

Les perspectives de résultats des Les perspectives de résultats des deux constructeurs en serom renfor-cées an cours des prochains exercices, et, en ce qui concerne en particulier le GPF, les prévisions récemment forma-lées à l'occasion de l'émission en cours d'actions à bons de souscription d'actions, et qui ne tenaient pas compte de cette doérnique ne practice compte de cette opération, pe mand ront pas de s'en trouver améliorées.

Il est rappelé que cette émission, qui se termine le 6 novembre prochain, a fait l'objet d'une notice qui a reçu le visa de la COB et qui a été publiée au BALO du 9 octobre.



J'ai trouvé une banque a qui parler.

> Je souscris à ses emprunts.

La Caisse Centrale du Crédit Mutuel émet deux emprunts

Emprunt subordonné remboursable à taux fixe 830 millions de francs en titres

de 5000F. Prix d'émission: 99,64% son 4 982 F par titre. Taux d'intérêt: 9,10 % soit 455 F par titre, payable le 20 novembre de chaque année.

Taux de rendement actuariel au règlement : 9,15 %. Jouissance et réglement : 20 novembre 1989. Durée: 12 ans.

Amortissement : au pair et en totalité le 20 novembre 2001, sous réserve de rachats en Bourse.

Le titre subordonné diffère de l'obligation. Il s'en distingue notamment par le fait que le rang de créance du titre subordonné est contractuellement défini par la clause de

Emprunt obligataire à taux variable (TME)

280 millions de francs en obligations de 5000F. Prix d'émission: 99,28% soit 4964F par titre.

Intérêt : il est payable le 20 novembre de chaque année et égal à la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts d'Etat à long terme (TME) établis par la Caisse des Dépôts et Consignations.

Marge: sur la base d'un THE constant de 8.91% au 13 octobre 1989, il ressort une marge positive de 0,10%.

Jouissance et règlement : 20 novembre 1989.

Amortissement : au pair et en totalité le 20 novembre 2001, sous réserve de rachats en Bourse.

Note d'information (visa COB n° 89-467 en date du 23 octobre 1989) disponible sur simple demande. Balo du 30 octobre 1989. Souscriptions reçues dans toutes les Calsses de Crédit Mutuel

une banque à qui parler

Caisse Centrale du Crédit Mutuel

ا ماه المنت ا المنت شاريد الم

ty in a conference _ ::= 2.2

of Water

the state of

ينيه و ۱۳۵۶ ما د د د د د د

er a deng

-- 17 Figgs

in the same of

erro en 🗎

٠.

12722

شتع بذير

: :: **::** : :

1 2 2 to

and the second second

5 3 3 3 3 5

ting

Le Monde

DIRIGEANTS

LES PROFESSIONNELS DU RECRUTEMENT ANNONÇANT DANS CETTE RUBRIQUE SE SONT ENGAGES A PRÉSER-VER LA CONFIDENTIALITÉ DES CANDIDATURES.

DIRECTEUR GENERAL

CETTE RUBRIQUE EST RÉSERVÉE AUX POSTES

DE HAUT NIVEAU : RÉMUNÉRATION ANNUELLE

Société de services

400 000 F +.

Cette entreprise (200 personnes, 50 cadres), aux toutes premières places dans sa profession après un siècle d'existence, a d'ambitieuses perspectives de développement national et international pour les prochaines décennies.

Nous vous proposons d'être le numéro 2 de l'équipe qui mènera à bien ces projets. Dans vos tâches spécifiques : les hommes, l'organisation et l'informatique, la gestion. Bien sûr en plus la participation, comme Directeur Général, à la réflexion stratégique et à l'activité - notamment commerciale - de la maison. Et pour être complet : les filiales étrangères.

A ce niveau de responsabilité, et dans une société d'origine familiale, il est clair que nous recherchons une collaboration qui s'inscrive dans le temps et qui soit marquée d'une parfaite et réciproque confiance. Ce fut le cas de celle de votre prédécesseur qui part maintenant à la retraite.

Nous souhaitons rencontrer un Directeur Général jeune (35/40 ans) de formation supérieure, connaissant la gestion des ressources humaines et ayant la maîtrise des problèmes financiers et de l'informatique. Il est bilingue Français/Anglais, sait simplifier les situations compliquées et est à l'aise avec tous les interlocuteurs qui constituent notre environnement professionnel.

Nous avons confié à SEFOP qui nous connaît bien le soin de nous mettre en rapport. Voulez-vous lui adresser votre dossier sous réf. LDGA 1082 M.

11 rue des Pyramides, 75001 Paris. MEMBRE DE SYNTEC.

RESPONSABLES DE CENTRE

NIVEAU

Diversifier nos activités, développer nos implan- industriel. tations déjà nombreuses en France et à l'étranger et les gérer dans une école d'ingénieur ou optique industrielle sont de commerce, vous alliez les axes forts de notre à vos qualités de gestionpolitique d'expansion, naire des talents de Aujourd'hui, nous négociateur et une expépatrons.

Manager de tempérament, vous désirez prendre un nouveau cap professionnel et vous impliquer dans une mission d'envergure au sein d'un groupe

A 35-40 ans environ, diplômé d'une grande rience approfondie de recherchons deux futurs l'univers industriel. Bien

l'anglais et l'espagnol ou l'italien serait un plus. Après une période d'intégration et de formation. nous vous confierons des responsabilités opérationnelles à votre mesure.

Rompu aux techniques de management, en véritable patron de l'un de nos secteurs d'activité, vous participerez ainsi au développement du groupe. Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la réfésûr, vous maîtrisez rence 6375/LM, à

C.V. 50-54, rue de Silly - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT Cedex, qui transmettra.

Holding financière groupe distribution recherche

DIRECTEUR FINANCIER

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESCP - ESSEC - ESCAE...), âgé de 30 à 40 ans, vous êtes aussi un homme de terrain justifiant une expérience professionnelle réussie dans un contexte analogue.

Vous prendrez en charge le contrôle de gestion, l'élaboration et le suivi des budgets des filiales, la consolidation et la gestion de trésorerie au niveau du groupe.

Une bonne maîtrise des outils informatiques est nécessaire.

Le poste est situé dans une ville universitaire du Centre-Quest.

Envoyer dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photos, prétentions à notre Conseil CIME, 25, rue Singer, 75016 Paris.

Le Monde **CADRES**

ISOVER SAINT-GOBAIN

N°1 Français et Européen de l'isolation thermique et acoustique, recherche pour son usine D'ORANGE (84) le :

Rattaché au Directeur de l'Usine, en liaison étroite avec la direction du Personnel de la Société, vous aurez pour mission de conduire au niveau de l'établissement une politique sociale cohérente avec celle du Groupe. Vos responsabilités couvriront : l'application des dispositions légales et administratives, la paie, la formation, l'hygiène et la sécurité, les relations sociales, domaines dans lesquels vous devrez coordonner l'activité d'une équipe expérimentée.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel de la fonction, diplôme de l'enseignement supérieur, qui a démontré, par une expérience réussie de plusieurs années en milieu industriel, ses qualités d'analyse, son d'innovation, son sens du dialogue et de la qualité.

Si vous vous sentez concerné par cette opportunité, merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, en précisant la réf. 9108 à notre Conseil qui vous garantit réponse et confidentialité.

Madame Claude FAVEREAU - 56, Avenue de Suffren - 75015 PARIS

SAINT-GOBAIN

PIERRE & VACANCES

Manager de programmes en bord de mer.

eader européen de la promotion immobilière de loisirs (1000 personnes-2 milliards de CA), notre groupe a La su se distinguer par la qualité de ses prestations et par des formules astucieuses de nouvelle propriété.

Basé à Paris et rattaché à l'un de nos directeurs de programmes, sur la Côte d'Azur ou sur le secteur Manche-Atlantique, vous prendrez la responsabilité complète d'opérations de logements de loisirs (150 à 200 appartements chacune), de la conception jusqu'à la livraison. Si vous nous connaissez de réputation, vous savez que vous aurez à respecter des délais très courts tout en maintenant les impératifs de qualité et de coût qui ont fait notre succès.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous dirigez, depuis 3 ans au moins, des programmes de logement, peutêtre même dans le domaine du loisir. Dynamisme, souplesse intellectuelle, vivacité d'esprit et autorité naturelle sont des qualités que l'on vous reconnaît volontiers. Alors, vous trouverez rapidement vos marques dans une entreprise au savoir-faire reconnu, qui vous assurera une brillante carrière. Claude dos Reis, associé du cabinet Sirca attend une lettre de motivation et un résumé de carrière sous référence 028 757 M au 64, rue la Boétie - 75008 Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

La région Polton-Charentes recrute pour son section < Education-Formation >

UN CADRE DE NIVEAU A

Assistant, responsable « prospective - schéma »

 Formation supérieure, Bac + 5, origine géographie, amér Expérience en entreprise ou en démarche prospective

Détermination des objectifs de qualification à développer dans la région à travers les différents schémes (lycées, apprentissage, univer-

sité, formation continue). Créstion, suivi de réalisation de tablesux de bord, emploi-formation. Modelités : soit per la voie du détachement ; soit per le mode contrac

La personne recrutée sera en poste à Poitiers. Adresser lettre menuscrite avec C.V. détailé à : Jacques PLANTET, directour général des services de la 15, rue de l'Ancienne-Comédie, BP 575, 88021 Poixiers Cec



RESPONSABLE DE PROGRAMMES 30/40 ANS

pour Paris et proche couranne.

De formation Grande Ecole, Ecole de Commerce. Dans le cadre d'une large délégation, le responsable de programmes devra animer et contrôler targe accegation, le responsant le programmes acort animes et controler une équipe pluridisciplinaire. Il assure la complète responsabilité de la gestion de l'opération, de sa commercialisation et de sa réalisation. Jugé sur sa performance, dans le cadre d'objectifs précis, un candidat à fort sur su performance acces à vant progression rapide au sein du groupe.

Nous concevons des espaces de vie.

Merci d'adresser C.V. + lettre manuscrite et prétentions à LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS - 31, rue Ernest Renan 92130 ISSY LES MOULINEAUX.

"Patron" des ressources humaines Unité Industrielle en Pays de Loire

Un groupe industriel français (CA supérieur à 12 milliards de francs) qui occupe une position de leader européen pour un certain no de ses gammes de produits, recherche le RESPONSABLE DES RESSOURCES HUMAINES de l'un de ses sites (effectif : supérieur à 500 personnes) implanté dans les Pays de Loire. En liaison avec le Directeur de l'unité et le Directeur des Relations Humaines de l'entreprise, il assurera la gestion opérationnelle des ressources humaines du site (recrutement, evolution de carrières, fornation...). Il supervisera la logistique de la fonction sociale (paie, tableaux de bords...). Il assurera les relations avec les instances représentatives (DP, CE, CHSCT) Il sera l'animateur de la communication interne et externe. Il gérera l'évolution des organisations en manifestant une réelle aptitude a anticiper les changements. Ce poste sera confié à un candidat (homme ou femme) âgé d'environ 35 ans, obligatoirement diplômé d'études supérieures (bac + 4), et il possédera une expérience de plu-sieurs années acquise dans une fonction semblable au sein d'une unité de production d'un groupe industriel développant une politique dynamique et novatrice en matière de relations humaines. La connaissance de l'anglais et/ou de l'espagnol sera particulierement appré-ciée. De réelles possibilités d'évolution sont envisageables pour un candidat à fort potentiel. Écrire sous référence 1133 M à :

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS.

Société de Services en forte croissance (+ 35%/an) crée le

RESPONSABLE FORMATION RECRUTEMENT

PARIS

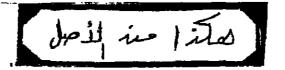
250.000 KF + /an

Vous prendrez en charge la Formation et le Recrutement de nos collaborateurs (planification des besoins, conception et amélioration des outils, sous traitance...) et mettrez en place progressivement la fonction "Ressources Humaines" dans l'entreprise.

De formation supérieure (Droit, ressources humaines, Sciences Po...) vous avez envirca 5 ans d'expérience similaire dans une société à taille : umaine et des qualités confirmées d'animateur et d'organisa.eur.

Merci d'adresser CV + lettre mans crite sous réf. 5601 à notre consell ou transmettez par finitel en composant 3616 code CV PLUS.

Ressources & Développement



CART SPANSON



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ALIMENTAIRE

Prendre des positions fortes en Europe Assurer ensuite un développement International

La Filiale Internationale d'un puissant Groupe Alimentaire recherche pour une de ses divisions qui constitue un véritable centre de profit son **CHEF DE MARCHE "HORS TAXES"**

FRANCE - EUROPE

Le titulaire du paste interviendra auprès de véritables professionnels dans des secteurs variés et il assurera une fonction polyvalente d'études, de négociations et de développement des marchés.

Agé de 30 ans environ il devra disposer d'une formation ESSEC, ESCP, ESC... (option commerce international) de 5 à 6 ans d'expérience commerciale acquise dans les produits à forte image (de préférence boissons - parfums...).

Sa réussite à ce poste implique une connaissance concrète du terrain, du merchandising... ainsi qu'une envergure personnelle, des qualités de contact et un dynamisme commercial qui lui permettra d'être un interlocuteur paradicié par ses partenaires commercial. opprécié par ses partenoires commerciaux.

Maîtrise de l'anglais indispensable (la connaissance d'une 2º langue serait appréciée).

Réelles perspectives d'avenir dans la Société au dans les filiales France et étranger du Groupe. 300.000 +

Poste à Paris.

Ectire sous réf. 44 A 1622-9 M

71. rue d'Auteuit 75016 Paris

CONTROLEUR DE GESTION

UN ROLE STRATEGIQUE POUR UN PRATICIEN DE LA GESTION

L'UFB (CA 1,6 Md - 800 pers.), filiale du Groupe BSN, commercialise annuellement 600 millions de cols de liquides alimentaires dans ses 24 filiales de Distribution.

Pour son siège à Paris, elle recherche son CONTROLEUR DE GESTION.

Rattaché au Directeur Général et secondé par 2 cadres, il a pour mission d'améliorer les performances de l'entreprise et de chacune de ses filiales dans le domaine de la gestion. Il intervient aux différentes phases de l'organisation, des procédures, de la planification, de la stratégie et des achats.

Diplômé ESC ou équivalent, la trentaine, il sera de par son expérience un praticien de la gestion. La rigueur et la pertinence de ses analyses et de ses recommandations, son poids et sa maturité personnels, son sens du dialogue sous-tendront la crédibilité et l'efficacité de son action auprès du management de l'entreprise.

Ecrire sous réf. 44 A 1621-9 M à Annie SANTAMARIA - Discretion absolue

JURISTE CONFIRME

ISSU DU NOTARIAT OU

DU SECTEUR DE LA PROMOTION IMMOBILIERE

Nous sommes parmi les Etudes de Notaires importantes et dynamiques l'une de celles qui ont su faire évoluer Jeur métier,

Vous disposez d'une formation juridique supérieure (DESS, Doctorat...) et vous avez une expérience d'au moins and ans avec une solide compétence acquise dans le notariat, dans une société du secteur immobilier ou dans

Vous souhaitez valoriser votre compétence dans une équipe de juristes résolument tournés vers l'avenir. Yous prendrez la responsabilité complète de missions auprès d'une clientèle d'affaires du secteur immobilier. Vous développerez le travail de synthèse qui est maintenant notre caractéristique (prise en compte des facteurs urbanistiques, de construction, de fiscalité...) en mettant en pratique votre capacité à mettre au point les aspects contractuels.

Nous offrons une rémunération à la hauteur de nos ambitions et des vôtres.

Poste basé à Paris 8°.

Ecrire sous réf. 44C 1489-9 M Discrétion absolue

LE CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE

RECRUTE

LE RESPONSABLE DES PUBLICATIONS **DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'ARCHÉOLOGIE**

(par voie de contrat) (H. ou F.)

Il sera chargé de la mise en page, l'illustration, la conception graphique de publications très diversifiées. il devra assurer la coordination entre les différents auteurs et sera en relation directe avec les imprimeurs. Il devra en outre gérer une régie de recettes.

Titulaire d'une maîtrise en archéologie, le candidat aura une connaissance approfondie des activités de la recherche. Il aura le sens des relations humaines. II devra maîtriser MAC II Page Maker.

UN CONSERVATEUR DE L'INVENTAIRE GÉNÉRAL **ET DES FOUILLES** POUR LE SERVICE DÉPARTEMENTAL ARCHÉOLOGIQUE

(par voie de concours sur épreuve option : fouilles archéologiques) (H. ou F.)

Qui se déroulere le 29 novembre 1989. Date de clôture des inscriptions, le 10 novembre 1989. Niveau de diplôme : licence.

UN ANIMATEUR POUR LE MUSÉE DE GUIRY-EN-VEXIN

(par voie de contrat) (H. ou F.) Cet animateur devra créer et organiser des animations pour le public adulte du musée.

Il sers amené occasionnellement à collaborer aux animations scolaires. Il assistera également l'équipe de la conservation pour les expositions. Titulaire d'une licence en histoire de l'art et en archéologie, le candidat doit avoir une bonne culture générale. Il doit savoir s'adapter à tous les publics et s'exprimer avec aisance. Une bonne connaissance de l'anglais est souhaitée.

Les candidatures devront être adressées : CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'OISE Direction des Ressources Humaines, Gestion Prévisionnelle du Personnel, 2, avenue du Parc, 95032 Cergy-Pontoise Cedex. Téléphone : 34-25-30-39.

> Centre handicapés profonds Ghyvelde 108 lits, CCN 1951

recharche

URGENT

DIPLOME ENSP RENNES Expérience dans posto à responsabilité similaire exigée.

1 DIRECTEUR

Adresser candidature avec C.V. au secrétariat de l'Association

LA DUNE-AUX-PINS Hôtel de Ville, BP 6347, 59385, Dunkerque Cedex 1.

Etre le "moteur" de nos progrès techniques

Société, filiale d'un Groupe mondial, spécialisée dans des equipements mécaniques pour la construction automobile, recherche pour l'un de ses centres de production à taille humaine (250 personnes), son

RESPONSABLE TECHNIQUE USINE **METHODES - INVESTISSEMENTS - MAINTENANCE**

Sous l'autorité du directeur d'usine, et animateur d'une équipe de 30 personnes (dont 2 ingénieurs), il sera plus

spécialement chargé de :

définir les méthodes et process de fabrication,

mettre à disposition de la fabrication un outil fiable et performant,

dans un souci permanent de progrès (flexibilité, productivité, qualité). Cette fonction "clé" pour la compétitivité de l'usine sera confiée à un Ingénieur Mécanicien d'une trentaine d'années, ayant déjà occupé des fonctions d'encadrement et mis en place des chaines de production automatisées dans un domaine de petites et moyennes séries.

Un tempérament de leader et d'organisateur, un goût prononcé pour la technique et un potentiel important

Poste basé banlieue Ouest Paris.

Ordre de grandeur de rémunération : 300-320 KF

Ecrire sous réf. 44 A 1619-9 M Discrétion absolue

UN MANAGER D'ENVERGURE A DOMINANTE COMMERCIALE

HEC, Sciences Po...

Un groupe de tout premier plan du secteur tertiaire qui commercialise une large gamme de produits auprès du Grand Public recherche le MANAGER d'une de ses unités (plus de 500 personnes. CA environ 1.5 milliard).

Dans un marché compétitif et porteur, notre Groupe a des projets ambitieux et les moyens de

Votre mission sera d'accroître l'efficacité d'un réseau important à implantations multiples en optimisant l'organisation et en développant la motivation et le dynamisme commercial de votre

La réussite à ces fonctions nécessite un profil de "patron" entrepreneur et gestionnaire. Il devra disposer d'une expérience de 10 ans environ, justifier de résultats performants et avoir dirigé un centre de profit (société, filiale ou département important) à dominante commerciale dans un secteur de produits Grand Public de préférence dans le tertiaire (services - produits financiers...),

Ordre de grandeur de rémunération 500 KF

Ecrire sous réf. 44 A 1623-9 M

Discrétion absolue

TRISE DROIT + DESS DROIT IMMOBILIER

Avec un effectif de 160 collaborateurs, des réalisations prestigieuses, la SINVIM doccupe une position prépondérante dans tous les secteurs de la promotion immobilière.

C'est dans ce contexte stimulant que nous vous proposons de valoriser votre maîtrise en droit complétée par un DESS de droit immobilier ainsi que vos qualités

Dans un premier temps, vous serez chargé du suivi contentieux. Puis, vous élargirez votre champs d'interventions dans le domaine du conseil juridique, notamment en

matière de montage de nouvelles opérations. Si vous êtes motivé par un poste aux facetics multiples, riche en contacts internes

comme externes et ayant de réelles perspectives de développement (au sein de la société ou du groupe), adressez lettre, CV et photo à Armel Nobe Compagnie Bancaire - Service Orientation Recrutement 5, avenue Kleber - 75116 PARIS, sous réf. 448.

COMPAGNIE BANCAIRE



Le système télémetique expert de l'emploi des cadres 3615 £ 31

Patron Division Assurance

SUD-OUEST

Dans le cadre de la diversification de ses activités, un important établissement financier du Sud-Ouest, déjà fortement implanté dans la branche "VIE-CAPITALISATION", et désirant élargir ses activités dans le

Responsable de sa Division Assurance

Vous serez chargé, avec le concours de la Compagnie d'Assurance du Groupe, et en liaison directe avec notre

- d'une part de mener à bien la phase de lancement de l'activité IARD (de l'élaboration du plan d'action à sa mise en œuvre). - d'autre part de prendre la responsabilité de l'easemble de l'activité "VIE-CAPITALISATION-IARD" (de la

Agé de 40 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur ou professionnel, votre expérience de l'organisation, de l'animation et de la gestion dans le domaine spécifique de l'assurance, et vos qualités

relationnelles, votre force d'entraînement et de proposition contribueront à votre réussite et à la nôtre. Merci d'adresser les dossiers de candidatures (lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions), sous réf. C 89-85, à Evelyne REDON - CAPFOR GRAND SUD-OUEST COMMUNICA - 2, rue Emile-Pelletier -31082 TOULOUSE CEDEX. Informations Minitel: 3615 Code CAPFOR.

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - BORDEAUX ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

RESPONSABLE DES

BUR OU DE COMMERCE, MIAGE, MAITRISE DE GESTION, TERE EXPERIENCE Notre important groupe, leader incontesté sur son marché, gère un puissant système informatique IBM jouant un rôle essentiel dans nos activités. L'évolution des technologies que nous employons exige une remise à niveau permanente des équipes informatiques ainsi que des utilisateurs.

Dans ce contexte, nous recherchons un jeune Cadre à fort potentiel qui, rattaché au responsable du service Formation, se verra confier les missions suivantes : détecter les besoins du personnel et élaborer le plan de formation informatique

 concevoir les stages et créer les outils pédagogiques
 organiser la mise en œuvire des actions de formation et coordonner les interventions des organismes extérieurs

assurer l'animation de certaines sessions. De formation supérieure (Bac + 4 minimum), âgé d'environ 28 ans, une première expérience professionnelle en entreprise vous a sensibilisé à l'informatique et vous a permis de développer des

qualités pédagogiques. Au-delà de ce poste, notre groupe par sa taille et ses perspectives de développement offre de réelles possibilités de carrière.

Si cette offre vous intéresse (poste basé à Paris), adressez votre lettre manuscrite et votre curriculum vitae, en mentionnant sur l'enveloppe la référence 5031, à Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris.

\mathbf{A} R

Importante Mutuelle Parisienne, nous recherchons notre

DIRECTEUR

Vous avez en charge, avec une équipe de cadres, la gestion et le développement de l'entreprise en étroite collaboration avec notre Président.

De formation supérieure (Commerce, Gestion/Finance), vous possédez une expérience probante (5 ans minimum) du management sous tous ses aspects, si possible dans le secteur de l'Economie Sociale.

Apprécié pour votre rigueur et votre souplesse de caractère, vous êtes un professionnel privilégiant le travail en équipe et les relations

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo et prétentions) sous Réf. M1 /02 C à notre conseil

Cabinet SWITCH 40, rue Amelot 75011 Paris qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Partienaire de vas ambilitans SW(T

CONSULTANTS SENIORS INDUSTRIE/FINANCE

Nous sommes un groupe de conseil en management (80 personnes). Pour développer notre activité "organisation et mise en œuvre de logiciels", nous recherchons des consultants ayant 3 à 5 ans d'expérience réussie de mise en place de grands systèmes Comptables, Logistiques ou Industriels.

Une connaissance des spécificités bancaires italiennes, espagnoles ou suisses sera appréciée pour les candidats souhaitant intervenir dans le secteur financier.



EUROGROUP

X, CENTRALE, HEC...

Marci d'adresser votre dossier de candidature CONSULTANTS a Jean Marie Nogaro : 17, rue Louis Rouquier, 92300 Levaliois.

La région Poitou-Charentes

recrute pour son secteur « Education-Formation »

UN CADRE DE NIVEAU A

Responsable « Formation initiale par l'apprentissage »

Profil:

- Formation supérioure Bac + 4.
- Expérience professionnelle en ingénierie de la formation. Connaissance des dispositifs de formation initiale.

 Animation des centres de formation d'apprentis. Modalités : soit par la vole du détachement ; soit par le mode

contractuel. La personne recrutée sera en poste à Poitiers.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé à : Jacques PLANTET, directeur général des services de la région, 15, rue de l'Ancienne-Comédie, BP 575, 86021 Politiers Cedex,

La région Poiton-Charentes recrute

pour son secteur « Développement écono

UN AGENT DE NIVEAU A

CHARGÉ DE MISSION

 Formation supérieure de type scientifique et économique.
 Expérience professionnelle indispensable dans le domaine de l'expertise des dossiers techniques, économiques ou d'aménagement.

Connaissance des collectivités territoriales appréciée. Modelités : soit par la voie du détachement ; soit par le mode

La personne sera en poste à Poitiers. Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé à : Jacques PLANTET, directeur général des services de la région 15, rue de l'Ancienne-Comédie, BP 575, 88021 Poitiers Cedex.

LES (RANDS (HAIS DE FRANCE

Le savoir-foire, les moyens de production, le dynamisme (360 MF de CA), 42 milions de bouteilles dont 95% à l'export, tont du groupe LES GRANDS CHAIS DE FRANCE un des leaders trançais en vins et soldtueux à l'exportation.

Une formation ESC ou équivalent alliée à une expérience réussie d'au moins 3 ans dans un poste similaire (et exclusivement dans le domaine des Vins et Spiritueux) vous permettront d'être imméd

Habile négocialeur auprès des différentes centrales d'archais, vous êtes sobien introduit en Grande Distribution : c'est votre atout pour réuser le challenge que nous vous proposons.

Le salaire, motivant, sera llé à l'expérience et au patentiel du candidat. Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions à la

Direction du Personnel - Les Grands Chais de France 1 rue de la Division Leclerc - 67290 PETERSBACH. Les candidatures seront examinées avec une totale discrétion.

Le sens de la performance!

LA CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE LA DORDOGNE

recherche pour son Siège Social situé à RERGERAC

RESPONSABLE AUDIT INTERNE cours d'une première expérience, une bonne connaissance des mécanismes bancaires en qualité d'auditeur et possèdez

le goût du contact. Vous animerez une équipe d'auditeurs confirmés et chargés de : • veiller à la sauvegarde du patrimoine et des ressources de la

Calsse Régionale, vérifier l'exactitude et la qualité des informations,
 estimer et évaluer l'efficacité des procédures,

 participer à leur amélioration dans le cadre de la réalisation de raccorts d'audit. Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à : CRCAM DORDOGNE - Respources Humainee La Combai - BP 208 - 24101 BERGERAC CEDEX

CRÉDIT AGRICOLE DORDOGN.E

Consultants: c'est la qualité qui fait la différence

Telle est notre conviction: l'application de critères professionnels stricts, le respect d'une déontologie claire, tant à l'égard de nos clients que des candidats, sont les clés de la réussite dans un métier qui repose sur la conflance.

Pour mieux maîtriser notre croissance, nous étoffons notre équipe qui comprend déjà 8 consultants à Paris et à Lyon et cherchons à intégrer des consultants, généralistes ou spécialisés (banque, high-tech).

Vous êtes un professionnel du recrutement en cabinet ou en entreprise, ou notre métier vous intéresse. Alors, si vous partagez notre conviction, contactez Jean-François Drouot-L'Hermine (tél. 45.53.00.99) - Consells en Recrutement Associés - 58 avenue Kléber - 75116 Paris.

LES CONSEILS CE **EN RECRUTEMENT** ASSOCIES RE

CPE

17, rue des Acacias, 75017 Paris recherche

PSYCHOGRAPHOLOGUE ou GRAPHOLOGUE (SFG)

souhaitant être habilitée aux techniques du centre. Secteurs concernés : sélection industrielle et orientations. Entretiens et tests, rédaction des comptes-rendus, analyse Poste non cadre convenant à personne pouvent aligner professionnalisme et adaptabilité, sens de l'équipe et autonomie.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prét. s/réf. 1727.

recrute pour son secteur « Education-Formation »

La région Poitou-Charentes

UN CADRE DE NIVEAU A Chargé de mission « Entreprise et formation »

Formation supérieure, Bac + 5.

 Expérience professionnelle en entreprise. - Connaissance de la gestion des ressources humaines en

entreprise.

Conseil aux entreprises, aux branches professionnelles en matière

de plan de formation. iodalités : soit par la voie du détachement ; soit par le mode

contractual La personne recrutée sera en poste à Poitiers.

Adresser lettre manuscrite avec C.V. détaillé à : M. Jacques PLANTET, directeur général des services de la région, 15, rue de l'Ancienne-Comédie, BP 575, 86021 Politiers Cedex.

Le centre communal d'action sociale de Cambrai **FOCTURE**

pour son service social

UN(E) ASSISTANT(E) SOCIAL(E) D.E.

per concours sur titre ou mutation vers la Fonction publique territoriale

UN(E) ASSISTANT(E) SOCIAL(E) D.E.

pour remplacement d'un congé de maternité

UN(E) ASSISTANT(E) SOCIAL(E) D.E. CONTRACTUEL(LE)

(3 ou 6 mois) pour instruction de contrats R.M.I. Dépôt des candidatures (lettre manuscrits, C.V., photo d'identité) pour le 15 novembre 1989 à M. le président du C.C.A.S., BP nº 382, 59407

Cambrai Cedex Renssignements à M. le directeur du C.C.A.S. Tál. : 27-81-26-80.

.

ATIONS INFORMATION

新新多的的思想在EMEGIOCHT

14 (494), 5 (494) to 154. () 12 (494)

attigeration age in the



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

AUPRES DU PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Attaée de direction auprès du présent-directeur général - Vous avez as de 25 ans. Les relations publiques et la mmunication vous attirent et vos étudeIEP, HEC...) ainsi qu'une première expérice réussie vous ont préparée à déveliper des contacts à haut niveau. Dansette société internationale renommée du secur des hautes technologies, vous rende compte au président-directeur génér et vous vous verrez confier la responsilité de préparer et de mettre en œuvres interventions (congrès internatio-

naux, manifestations commerciales, publications, relations avec la presse...). Pour réussir dans cette mission, il faut avoir une "plume" et agir avec efficacité, hact et dis-crétion. La pratique de l'anglais est indis-pensable (allemand souhaité). Un succès dans ce poste basé à Paris favorisera votre épanouissement professionnel dans le groupe. Ecrire à Ph. LESAGE en précisant la référence A/D2039M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PAConsulting Group HUMAN RESOURCES

Creating Business Advantage

RECHERCHE DE CADRES ET DE DIRIGEANTS

Paris

Le bureau de Paris de PA Consulting Group (2.500 personnes dans le monde, 80 burcaux dans 22 pays) connaît une progression de tour premier plan de son chiffre d'affaires. Dans le cadre de sa stratégie de développement, il sou-haite notamment renforcer ses relations avec les grands groupes industriels et de distribution, et recherche un consultant confirmé qui deviendra leur véritable partenaire en matière de recrutement. Après formation à nos méthodes à Paris et à Londres, il menera en totale autonomie des missions de recrutement tant par approche

directe que par voie d'annonces, et sera responsable d'un portefeuille clients qu'il gerera et développera. Agé de 30 ans au moins, le candi-dat retenu sera diplôme de l'enseignement supérieur et déjà doté d'une réelle expérience en recrutement, acquise en cabinet ou en entreprise. La connaissance de l'anglais est souhaitable. La remunération sera fonction de l'expérience. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence A/062AM - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business Advantage



les mutuelles du mans A PARIS,

notre Département Assurances Collectives est l'un des plus importants de la place de Paris (200 personnes, un chiffre d'atfaires de 2,5 milliards de trancs). Nous souhaitons y intégrer un

JEUNE ORGANISATEUR

De formation supérieure (ingénieur ou ESC), vous avez 2 à 3 ans d'expérience en Organisation, acquise dans le secteur de la Banque ou de l'Assurance.

A la tête d'une petite équipe que vous animerez, vous mettrez au point les plans d'actions nécessaires à l'évolution des moyens et des méthodes du Département.

Homme de négociation, vous serez l'interlocuteur direct des responsables opérationnels pour la définition de leurs besoins, et la réalisation informatique de ceux-ai. A terme, les Mutuelles du Mans pourront vous offrir une vaste palette

d'évolution, y compris, si vous le souhaitez, vers des responsabilités opérationnelles. Merci d'adresser lettre manuscrite et C.V. sous la référence SB/897

à notre Conseil UNILOG Conseil en Rectutement 9, rue Alfred de Vigny Fibnos 75008 PARIS. Membre de SYNTEC Informatique

Chambre de Commerce et d'Industrie de Brest

Le rôle économique de notre institution consulaire, allié à notre préoccupation constante d'être un soutien efficace du tissu économique, nous amène à CREER la fonction de

Directeur des Services économiques

Sous l'autorité de notre Directeur Général, en concertation étroite avec les Elus Consulaires, sa mission sera d'animer et de coordonner l'ensemble des Services économiques (effectif de 30 personnes dont 16 Cadres) de la C.C.I : Industrie-Export, Commerce-Tourisme, Études...

De FORMATION SUPERIEURE, motivé par le développement régional, le candidat retenu, maitrisant l'analyse économique, sensible aux nouvelles technologies, communicatif, attestera d'une capacité réelle de négociateur. Il établira des passerelles utiles entre son environnement, l'administration, les collectivités... en symbiose avec les différents acteurs économiques.

Une expérience réussie du développement, dans les secteurs public ou privé, sera un facteur de réussite. Grande disponibilité. Connaissance langues Etrangères appréciée.

Adresser lettre + photo + C.V. à J.M. CLOAREC CAPFOR - Centre d'affaires Coat Ar Guéven 29200 BREST - sous réf. 562 - Tél. : 98.53.50.51. Informations Minitel : 3615 Code CAPFOR

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX/MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - BORDEAUX ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG



Etre N°1 de la fonction Personnel en Région, Pour un même état d'esprit

Nancy - Lille - Toulouse

RESPONSABLE REGIONAL DES RELATIONS HUMAINES chez SMAC ACIEROID. Leader de l'etanchene (second oeuvre du BTP), notre société compte 4500 personnes réparties sur l'ensemble du territoire. En premant la responsabilité de la fonction Personnel à l'échelle de la Région, ce sont plusieurs centaines du collaborateurs dont vous serez le relais privilégie auprès de la Direction des Relations Humaines du Siège. Et reciproquement.

Il va sans dire que vous pouvez justifier d'une expérience onelle de la gestion des hommes.

Innégré au sein de l'équipe dirigeante de notre établissement régional, vous serez dooc à même d'assurer toutes les Liches logistiques en ressources humaines et effectuerez les recrutements nécessaires pour répondre aux besoins locaux. Vous agirez comme acteur du développement de toutes nos

actions de formation, gestion de camières et optimisation de notre organisation en matière de relations humaines. De formation Bac + 4, (universtaire ou école de commerce), agé de 30 ans manmum, vous avez une expérience de la fonction Personnel, la tête froide, et le contact chaleureux. Votre hauteur de vue, votre justesse d'apprécation, et votre force de proposition sauront faire la différence.

Veuillez adresser votre dossier de candidature avec photo sous réf. SSO/7889 en précisant la région choisie à : SMAC ACTEROID Direction des Relations Humaines

1 Av. E. Freyssinet BP 6 - GUYANCOURT

78062 ST QUENTIN EN YVELINES COCK

ACIEROID SIGNE PARTICULIER: PROFESSIONNALISME

RESPONSABLE DES ACHATS MATIERES ET COMPOSANTS

Leader mondial de son activité (secreur de la construction mécanique) recherche pour on site industriel n° 1, basé à 120 km au nord de Paris son Responsable des achats

Agé de 35 ans, vous avez une formation d'ingénieur généraliste (Arts et Métiers, Centrale Paris, Lyon...) et une expérience d'au moins 5 ans de négociations d'achats de composants ou d'équipements industriels.

Sous l'autorité du Directeur de la logistique vous aurez la responsabilité d'une équipe de 4 acheteurs, la gestion d'un budget de 500 M.F.

Vos objectifs:

Vos objectifs:

Accroître et faire accroître la productivité de votre budget (mise en concurrence de nos fournisseurs, internationalisation de nos sources d'approvisionnement, négociation des clauses commerciales) en vous appuyant sur toutes les compétences nécessaires (qualité, B.E., logistique,...).

Participer à la réalisation d'une politique de flux tendus.

- Assurer au niveau du site le reporting de vos activités.

Cette mission est un challenge passionnant dans un cadre déjà européen, elle constitue en outre un tremplin à court terme vers des responsabilités plus importantes pour un candidat à fort potentiel.

Envoyez rapidement sous la réf. LM 1124

rotre C.V. + photo + salaire actuel à l'aude BERNARD.

CABINET BOTH Département Sélection Recrutement 3 bis, rue des Ecoles - 78400 CHATOU

GROUPE ROULLIER

s'it hissée rapidement au niveau des plus grands de l'hygiène agricole et indus-trile. Sa formule : savoir-faire, dynamisme et innovation. Dans le cadre de notre exansion, nous recherchons un :

CHETEUR

MATIÈRES PREMIÈRES - CHIMIE

Rouché au Directeur Général, il viendra renforcer la structure de notre société en pine croissance en prenant l'enfière responsabilité de nos achais de matières prinières (environ 30 MF/an).

Il surera cette fonction dans son optique la plus large: participation au progranne de production, définition des besoins, gestion des stocks de malières prenières, recherche des fournisseurs sur les marchés internationaux, négociation

de achais et suivi des approvisionnements.

Nas entendons confier ce poste à un acheteur professionnel, excellent gestionnae, dont la formation initiale de chimiste faciliterait la synergie avec d'autres déartements du groupe. La prafique de l'anglais est indispensable.

Marci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sos référence 150 à Gilles CLEMENT - B.P. 158 - 35408 SAINT-MALO

ŔĊŮĽĽIÉR

dversifiez votre conpétence mtariale

a COMPAGNIE BANCAIRE, Pressier Groupe Européen des a COMPAGNE BANCARD, Freum choupe and the fitting of tablesements financiers renforce le service juridique de l'une de ses filiales spécialisée dans le crédit ball et l'investissement immobiller.

A 25-30 ans environ, votre expérience dans le notariat ou dans le service juridique d'une société de crédit ball, d'une banque ou d'un établissement financier vous confère un solide acquis dans le droit civil, immobilier et de l'urbanisme. Aujourd'hui, vous souhaitez donner un nouvel élan à votre professionnalisme et valoriser votre sens du diagnostic dans un rôle de conseil et d'animateur :

• Rédacteur réalisation, vous établissez les actes authentiques ou sous seing privé, vous contrôlez les dossiers et les contacts établis par les notaires, vous en

sulvez le montage et les modifications éventuelles. • Homme de relation, vous coordonnez avec tact et sauplesse les intervenants internes et externes.

Si vous êtes attiré par cette mission et les opportunités d'évolution qu'offre notre Groupe, adressez votre lettre, C.V. et photo sous la référence 329/LM à M. GIMENEZ COMPAGNIE BANCAIRE - 5, avenue Kiéber - 75116 PARIS

**COMPAGNIE BANCAIRE



Le système télématique expert de l'emploi des cadres 365 乳期

G onsultant confirmé

Vous recherchez un Cabinet de taille humaine qui alle service personnalisé et moyens importants.

- 30 à 35 ans et une formation Grande Ecole d'Ingénieur ou de
- Gestion • Une pratique confirmée du recrutement de cadres en
- Cabinet ou en Entreprise • Une expérience commercia
- Une connaissance plus particulière du secteur industriel
- On yous reconnaît : · Pragmatisme et bon sens
- Enthousiasme et volonté de participer
 Capacité à gérer votre secteur de manière autonome
 Ambition sociale et financière.
- Venez nous exposer vos objectifs, nous vous parierons de notre équipe de 10 personnes, de nos résultats depuis 5 ans et de nos projets.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrité et photo sous réf. LM 1K à : ARCO 18, avenue de l'Opèra - 75001 PARIS.



- CONSEIL EN RECRUTEMENT -

ORGANISME INTERPROFESSIONNEL D'ÉTUDES, DE CONSEIL ET DE FORMATION DANS LE SECTEUR DES PRODUITS FRAIS recherche pour poste à PARIS

ECONOMISTE FORMATEUR

Au sein d'une équipe, vous participerez : à la conception et à l'animation des programmes de formation « distribution » ; à la mise au point de techniques de merchandising spécifiques et à leur diffusion (tous points de vente) ; à la rédaction des publications relatives à ces

Des déplacements sont à prévoir. De formation supérieure, vous avez le sens de la pédagogie, des qualités d'écoute et d'expression orale et écrite. Une première expérience du marketing dans la distribution serait appréciée.

Env. C.V. sous № 8605, le Monde publicité, 5, rue Mouttessuy, 75007 Paris.



CA 400 MF - 450 permanents dont 140 cadres ge moyen 35 ans) - 1800 saisonniers - 80 centres

Le n'1 des vacances et des stages sportifs

PARTICIPEZ A NOTRE DEVELOPPEMENT en devenant à PARIS 13" (M° Glacière)

JEUNE RESPONSABLE MARKETING/VENTES



29 ANS MINI, DE FORMATION SUPERIEURE, VOUS ANIMEZ UNE EQUIPE COMMERCIALE AVEC DES RESULTATS SIGNIFICATIFS.

vant du Directeur Général, vous animerez et coordonnerez les Responsables des 4 activités : bureaux de **ventes** et administration, études et marchés-produits, publica-

Participent à l'élaboration de la stratégle de l'Association, vous bénéficierez d'une LARGE AUTONOMIE pour défi-nir, proposer et mettre en ceuvre les moyens nécessaires. Merci d'écrire, sous réf. UCPA/RVM/81 M, en indiquant votre salaire actuel à notre consell : Richard BÉNATOUIL GROUPE BBC - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. Discrétion absolue et réponse assurées.



LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS

cherchent pour son activité * Promotion Immobilière sur Paris et première couronne

RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT

30/40 ANS

D'une formation de haut niveau, vous pouvez justifier d'une expérience similaire, vous êtes daté d'une énergie intense, d'un sens aigu des contacts et de la négociation, d'un goût affirmé pour l'immobilier, ayant une bonne connaissance du logement et des bureaux (montage, gestion), vous serez responsable de l'initiation de la négociation et du montage des affaires nouvelles. Intégrant la stratégie de développement du groupe, de l'étude de faisabilité, de la mise au point des projets et leurs ventes aux

Votre rémunération très motivante, sera fonction de votre expérience et de voire performance et comprendra un intéressement.

Nous concevons des espaces de vie.

Enp. C.V., lettre manuscrite, prétentions à : LRS NOUVEAUX CONSTRUCTEURS - 31, rue Ernest Renan 92130 ISSY LES MOULINEAUX.

Gestion Ressources Humaines Afrique noire

Une société de Conseil recherche pour un mission de 2 mois un(e)

PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL

qui s'associera à une équipe chargée d'adapter l'organigramme d'unegrande Entreprise aux exigences deson nouvel environnement. - Expérience d'1 ou 2 ans en R.H. appréciée.

- Missions ultérieures envisagées.

Adresser CV, photo et motivations sous réf. 2140/0 à : AMP - 2, rue Aristide Briand - 92300 LEVALLOIS-PERRET (qui transmettra) -

Lilie

CONSULTANT RESSOURCES HUMAINES

Avec 70 consultants en recrutement en FRANCE, le groupe EGOR se place au premier rang des cabinets de conseil en recherche et sélection de cadres. Face à son développement, il désire intégrer à son équipe de LILLE un nouveau consultant.

Dans une très large autonomie, il devra, après une période de forniation aux techniques spécifiques du Groupe, générer et développer une clientèle composée soit de PME régionales, soit d'établissements décentralisés. Il mènera à terme les différentes missions qui lui seront conflées en matière de recherche de cadres et de conseils en res-

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supéneur de 30 ans minimum. Son expérience professionnelle, acquise en entreprise ou dans la prestation de services, lui a permis de faire preuve de ses qualités de négociateur et de bien connaître le tissu industriel de la région. L'engagement personnel, la volonté de réussir sont des facteurs importants qui seront intégrés, à court terme, dans la rémunération annuelle, extrêmement attractive

La confidentialité la plus stricte est garantie.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous référence M à :

EGOR REGION NORD 96, rue Sottérino - 59800 LILLE

Tél. 20.54.31.31

EGOR

PARIS BORDÉAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA TIALIA NEDERLAND PORTUGAL LINTED KINGDOM

Leader européen, notre Division Produits Plastiques Performants (produits fluorés...) exporte déjá la majorité de sa production.

En plein développement, fabriqués en Europe et aux USA, nos produits s'adressent aux industries mécaniques, chimiques, électroniques, automo-biles, aéronautiques... Nos ambitions nous conduisent à renforcer notre

Chef de Zone Ingénieur ou ES

pour développer nos positions sur les marchés internationaux

Attaché au Directeur de la Division, basé à Levallois-Perret, pour les lignes

- de produits que nous vous conflerons, vous :participerez activement à l'élaboration de la stratégie de la division,
- 30 ans, ayant une première expérience de produits industriels avec ouver-
- rmationale, vous maîtrisez bien l'anglais. Merci d'adresser votre lettre de motivation, CV, photo et préte

PLASTIC OMNIUM, Direction des Ressources Humaines, 1 rue du Parc 92300 Levaliois-Perret, sous réf. 89.03.3P.

L'INNOVATION DANS LES MATIERES PLASTIQUES

PARIS 8^{ème} **CORMATEUR** A LA VENTE DE SERVICES

Notre société de travail temporaire est en plein développement et notre service formation se rentorce.

Vous êtes FORMATEUR, axé plus particulièrement vers le commercial,

ou vous avez la passion de la vente et vous déstrez la communiquer et la taire partager à d'autres.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 8 1061 à ORC - 78, bd de la République 92100 BOULOGNE aul transmettra.

ANIMATEUR COMMERCIAL

(H/F)

BOUCHES DU RHÔNE

Vous avez une excellente expérience de la vente de produits et services bancaires, ajoutée à une formation bancaire et générale supérieure. Vous êtes habitué au travail sur objectifs et savez animer des équipes de production. Vous connaissez les Crédits Professionnels. Vous viendrez assurer l'animation commerciale d'un réseau de points de vente. Ce poste, qui relève de la Closse V, nécessiste d'importantes qualités de

Merci d'adresser votre dassier de cand. s/ réf. 7630/M à CREDIT MUTUEL MARSEILLE Direction des Relations Humaines 494 ov. du Prado, B.P. 115, 13267 MARSEILLE CEDEX.

une banque à qui parler-

LE CONSEIL GÉNÉRAL DU VAL-D'ESE organise un concours sur titre

D'INGÉNIEURS DU SERVICE DÉPARTEMENAL D'ASSAINISSEMENT URBAN

le 20 décembre 1989 La date de cilitare des inscriptions 20 novembre 1989

Diplômes requis:

Diplôme d'ingénieur en bâtiment ou travaux pucs.

Brevet de technicien en bâtiment ou travaux pucs.

Diplôme de l'institut des techniques sanitaires.

(Salaire net mensuel: 7 018 F + 1 400 F prime menelle.) Les candidatures doivent être adressées :

Consell général du Val-d'Oise Direction des Ressources Humaines Gestion Prévisionnelle du Personnel. 2, avenue du Parc, 95032 Cergy-Pontoise Ced. Téléphone: 34-25-30-39.

GROUPE INTERNATIONAL, BIEN IMPLANTÉ EN FRAGE, RECHERCHE POUR UNE DE SES USINES, SI EN RÉGION PARISIENNE 4

Sous l'autorité du Directeur de l'usine, vous sez responsable de la gestion du personnel d'un ételissement de 700 personnes environ.

Homme de dialogue, de rigueur et de terra, de formation supérieure, vous avez réussi une expénce

La connaissance de l'anglais vous sera très utile

Merci d'adresser votre dossier de candidaturelettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 30 à ORGANISATION ET PUBLICITÉ - 2, rue Marengo -5001 PARIS, qui transmettra.

Devenir Directeur d'un cabint spécialisé dans le secteur agro-alimintaire...

Recherche de Cadres

Cabinet Conseil créé en 1979 (approche directe et annonces), no nous sommes associée à SOFRA SA, Conseils en stratégie et restructuration aussi d'entreprises agro-alimentaires et avons créé MANAGERIA, filiale recrutement déclaisée dans ce secteur. Nous souhaitons rencontrer l'homme qui en prendre directions de notre expérience en matière de notre partenaire dans le secteur de du support de notre réseau européen (RFA, UK, Belgique, Espegne, Italie, Hollaub), celui-ci devra assurer le développement de cette nouvelle entité. Agé d'au minimum 30 ans et diplômé de l'enseignement supeur, le candidat recherché a acquis une expérience du recrutement soit en Cabit, soit dans une grande entreprise du secteur agro-alimentaire.

Son professionnalisme, son sérieux, son sens de l'éthique, ses pacités commerciales et son goût d'entreprendre lui permettront de parfeitent réuseir dans le

Son protessionnaissme, son sensor, our sensor de l'europe, ser pecces commer-cales et son goût d'entreprendre lui permettront de perfeitent réussir dans le cadre d'une forte autonomie et, dés la première année, de depir associé. La connaissance de l'anglais est néossaire. Votre dossier de candidature nous parviendra s/réf. 1089/LM sera traité avec toute la confidentialité de rigueur.

WES KERNEVEZ CONSULTANTS 6, avenue Franklin-Roosevelt - 75008 PAS

La région Poitou-Charents pour son secteur « Education-Formatio

UN CADRE DE NIVEATA

Responsable des services techni et des investissements

Age minimum :35 ans. Expérience professionnelle indisper

Expérience en matière de construction de lycéesou bêti

taires appréciée. fodalités : suit per la voie du détachement ; solt per le mo: contractuel.

La personne recrutée sera en poste à Poltirs. Adresser lettre menuscrite avec C.V. détail à : M. Jacques PLANTET, directour général des servici de la région, 15, rue de l'Ancienne-Comédie, BP 575, 88021 Poiere Cedex.

Important bureau d'étuds

recherche pour le développement de son activité en régionarisienne

JEUNES INGÉNIEURS H/F)

Le poste à pourvoir concerne : un rôle d'ingénieur d'faires assurant la responsabilité et la coordination d'études tous corps dtat pour des interventions de maîtrise d'œuvre dans les domaines de infrastructure, du bâtiment et de la réhabilitation.

Expérience professionnelle similaire appréciée. Développement de carrière intéressant pour candids dynamiques et ayant le goût des contacts.

Envoyer lettre + C.V. sous le nº 349 à : AGENCE CENTRALE DE PUBLICITÉSP 229 93523 Saint-Denis Cedex, qui transettra.



uditeur merne

Auditeurs Detailionnels

113**000**

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Important groupe français (CA: 7 milliards de F) en très fort développement recherche son

Directeur Financier Adjoint

Lille

Numéro deux de la direction linancière, le candidat recherché sera chargé de la gestion de trésorerie francs et devises, de l'analyse et de la gestion des équilibres financiers (rentabilité des investissements, financements long terme, gestion du risque de taux, reporting financier...). Il devra être capable de manager une équipe de 12 personnes. Les projets très ambitieux de développement du groupe à l'étranger pourrait être une opportunité pour un candidat de valeur. Les candidats recherchés, 30 ans environ, de formation supérieure spécialisée en Finance, possèderont une première expérience réussie de trésorerie ou de finance.

Contacter Gilles de Mentque (1) 42,89,30.03 ou adresser CV + nº tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. GM1899MO.

Michael Page Finance Spécialiste en recrutement Financier

Paris Lyon Londres Amsterdam Bruxelles Sydney

200 KF+

Cette banque spécialisée dans les marchés financiers intervient également dans le domaine de la gestion pour comptes de tiers. Dans le cadre de la croissance et de la diversification de ses activités, elle recherche un

Responsable des missions d'organisation

établissement financier

Auprès du directeur de l'informatique et de l'organisation, il assume la gestion des missions d'organisation, depuis l'étude préalable du dossier jusqu'à sa réalisation

A ce titre, il traite des opérations liées à l'activité de l'établissement — trésorerie devises, titres... — ainsi que celles des filiales du groupe — société de bourse, banques étrangères...

Cette création de posse s'adresse à un candidat issu d'un cycle de formation supérieure ayant déjà de huit à dix années d'expérience dans les métiers de l'organisation ou de l'informatique. Cette expérience réalisée en partie dans les milieux de la finance lui permet d'envisager une intégration rapide dans une banque à taille humaine - 250 personnes - riche en missions et en devenir.

Danielle TCHEORDUKIAN étudiera avec soin et en toute considentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. DTc. 10 339 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

Groupe industriei français (FF 10 Milliards de CA),

Auditeur Interne

Paris

seiл du groupe.

Rattaché au Responsable de l'Audit, vous intervenez sur des missions d'audit opérationnel très variées, ainsi que sur des missions spéciales. Des déplacements en province de courtes durées sont à prévoir. Agé de 25/30 ans, vous possédez une formation supérieure (ESC, DECS ou équivalent), et une expérience d'environ 2 ans dans un cabinet d'audit. Un candidat de valeur se verra offrir de réelles possibilités d'évolution au

Contacter Emmanuel de Prémont au (1) 42.89.30.03 ou adresser CV n° tél + photo + rémunération actuelle, à Michael Page Finance, 10, rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous ref. EDP4949MO.

Michael Page Finance

Paris Lyon Londres Amsterdam Bruxelles Sydner
Spécialiste en recrutement Financier

de formation grande école

Motoristes de l'espace, nous

assurons en particulier la

maîtrise d'oeuvre des

ensembles propulsifs des

trois étages du lanceur

Notre société est filiale du

GROUPE SNECMA, 27500

personnes dont 3700

cadres.Nous recherchons

pour notre Siège Social situé en proche banlieue

RESPONSABLE DU SERVICE

CONTROLE DE GESTION

Ariane.

Ouest de Paris :

CONTROLEUR **DE GESTION PROPULSEZ** VOTRE CARRIERE

(HEC, ESSEC, ESCP,...) vous avez 4 à 5 ans d'expérience dans une fonction de type contrôle de gestion en entreprise industrielle.

En liaison étroite et constante avec les centres de production, vous participerez aux travaux d'élaboration des budgets annuels, tableaux de bord et synthèses mensuelles, au suivi des affaires, budgets d'investissement et assurerez la coordination de diverses études économiques. Le GROUPE SNECMA offre une réelle perspective de

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous réf. NB/CG à SNECMA. Direction de l'Ençagrement, 2 boulevard du Général Martial Valin, 75724

PARIS CEDEX 15.

SNECMA · SEP · MESSIER- HISPANO-BUGATTI · HISPANO-SUIZA · SOCHATA SNECMA · FAMER · SIX SOCIETES, UN GROUPE

Un des plus grands noms de la cosmétique recherche des

Auditeurs Opérationnels

Paris

rél. CA4481MO

Company of the second

رتنفلا ، بعد ، با

Au sein d'une équipe, rattachés au Directeur Financier du Groupe, les candidats seront responsables de missions d'audit financier, comptable et opérationnel, en France et surtout à l'étranger. Ces postes penvent déboucher à moyen terme vers une Direction Finan-

cière dans une filiale du Groupe. Un excellent niveau d'Anglais est exigé. Allemand souhaité. De formation supérieure, les candidats retenus, âgés de 25/28 ans, auront

acquis une première expérience de 3 ans dans un grand cabinet d'audit. Adresser CV + photo + nº de tél + rémunération actuelle à Christophe Aubry, Michael Page Finance, 10 nuc Jean Goujon, 75008 PARIS sous

Michael Page Finance Paris Lyon, Londres Amsterdam, Bruxelles, Sydney Spécialiste en recrutement Financier

UN MONDE OUVERT. **DES HOMMES** EN MARCHE.

Aux A.G.F., nous ogissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 32,8 milliards de C.A. consolidé dont près de 20 % à l'International, 1 onal, 1 600

SNECMA

ogences en France, une tion dans 44 pays). Mais nous savon que la remise en cause est facteur de progrès. l'hus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femm qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous relèverons de

Contrôle de gestion et stratégie: assistance et conseil à haut niveau

MOTEURS

Nous recherchons le Responsable du Contrôle de Gestion et de la Stratégie de notre Direction Santé (N° 1 en France – 1 milliard de C.A.)

En étroite collaboration avec l'équipe de Direction, il se verra confier la planification stratégique et le suivi des performances de la branche (plans, budgets,

Il bénéficiera, bien sûr, de tous les moyens tant humains (assistance d'une petite équipe) que techniques (outils informatiques performants) nécessaires pour mener à bien sa mission.

Pour cette fonction évolutive et à responsabilités, nous souhaitons rencontrer des candidats à fort patentiel de 30/35 ans justifiant d'une formation supérieure de type école de commerce confortée par une expérience significative en contrôle de gestion ou en stratégie dans le secteur tertiaire.

Si ce poste basé à Paris vous motive, adressez votre candidature sous réf. M17 au Département Ressources Humaines - AGF - 33, rue La Fayette

AGF, L'ESPRIT OLYMPIQUE



Financial Controller CHARTRES

DRAFTEX INDUSTRIES

un des leaders de l'équipement pour l'automobile, réalise un CA de F. 1,5 milliard

svec 3000 personnes, recherche pour renforcer le gestion de la forte crossance de ses activités, un Financial Controller de premier plan. Membre acili du Head Cuerter Fracce, vous serse notre expert en matière d'analyse et d'acplication des écarts lors de le présentation des informations de gestion, budgets, rapports mensuels d'activités. Vous veillerez à la bonne l'armonisation des procédures comptables. Pour ce faire, vous serse l'interfoculeur privilégié et assurerez la coordination de huit divisions.

Diplômé d'études supérieurse commerciales, avec une forte dominante financière et comptable, 32 ans infrimum, vous pratiquez couramment l'angleis et êtes utilisateur des procédures anglo-exonnes ; voire disponibilité vous parnet de

il vous sers offert un niveau de rémunération attrayant avec, bien évidenment,

un véhicule de fonction confortable. Merci d'adresser votre candidature (lettre, C.V., photo) sous réf. 2V16-M à H. CARON qui traitera votre dossier en houte confidentialité.

Coopers & Lybrand associés

Selection 3, av. Percier 75008 Paris

Nous sommes le 2th Groupe d'Assurances en France et le 500 en Enrope.

Nons recherchons pour rejoindre l'équipe de notre DIRECTION COMPTABILITE.

UN JEUNE DIPLOME école de commerce ou formation équivalente

> Vos connaissances en comptabilité vous permettront d'intervenir dans des missions d'audit interne.

> Votre sens des contacts humains et de l'encadrement ainsi que vos capacités d'organisation vous conduiront à proposer la redéfinition de procédures en vigueur et à en assurer leur mise en œuvre.

> Merci d'adresser CV, photo, lettre manuscrite et prétentions sous réf. 2264 AC/JL à Madame IMBERT, Groupe Victoire, 52 rue de la Victoire, 75009 PARIS.



Limoges -

Responsable comptabilité finances



Spécialiste du développement photographique, nous mettons à la disposition de notre clientèle un réseau de laboratoires sur toute la France.

Rattaché à la Direction d'une Société de notre Groupe (CA: 75 MF), vous ètes entièrement responsable de la comptabilité générale et analytique de deux de nos unités. Vous prenez en charge la gestion de trésorerle, le contrôle budgéraire et traitez l'ensemble des questions de législation sociale. Vous vous appuyez sur une équipe de 3 collaborateurs et un outil informatique performant.

A 30 ans, de formation supérieure (type école de commerce) complétée par un DECS, vous avez vecu une expérience de 5 ans minimum en entreprise ou en cabinet. Autonome et rigoureux, vous étes motivé par l'évolution rapide de notre entreprise et par les perspectives qu'elle vous offre. Merci d'envoyer votre CV sous la référence 21 049-57 à notre

Tour Crédit Lyonnais. 69431 LYON Cedex 03. Telefax: (16) 7863.65.02. Pour plus d'informations, consultez le 3616 code UGE * ONOMA. GROUPE COURTAUD

PARIS LILLE LYON NANTES STRASBOURG



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ESC, MAITRISE, DECS

Le contrôle de gestion dans

l'univers high-tech

mportante société française de dimension internationale, nous vivons tous les jours au rythme de la haute technologie. Nos activités très diversifiées sont réparties en départements autonomes, véritables centre de profit.

Pour l'un de nos départements, vous interviendrez dans le reporting, les tableaux de bord, les relations avec les Centres de Recherche, la gestion analytique...

Une mission complète où vous valoriserez vos qualités personnelles de contact et de riqueur et votre professionnalisme acquis impérativement dans le secteur industriel (2 ans d'expérience minimum).

Pour partager notre vie au quotidien, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 6402/LM à MEDIA P.A. 50-54, rue de Silly 92513 BOULOGNE-BILL. CEDEX



VAL de LOIRE

Filiale depuis début 1988 de CARCURY SCHWEPPES, 3º chocolatier mondial, l'importance de nos projets et le développement de nos outils de gestion, nous aménent à complèter notre siège à ELOIS, par un

CONTROLEUR DE GESTION COMMERCIALE

SUP de CO, il a environ 5 ans d'expérience en contrôle budgétaire de frais de com en société de produits de grande consommation vendus en grande distribution. Animateur d'une équipe de 8 personnes, il aura également comme CREDIT MANAGER

la responsabilité de la gestion des comptes clients. Ce poste requier capacités d'organisation et de management, protique de la micro-informatique et de la langue anglaise et affre de réelles possibilités d'évolution.

Pour un premier contact, merci d'écrire avec CV, photo, salaire actuel sous réf. 9102 à

116, Champs Elysées, 75008 PARIS

SUR UN GROUPE EN PLEINE EVOLUTION.. Organisateur Comptable

ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE. DAUPHINE. DECS OU ÉQUIVALENT

CV, sous réf. CEC GMF - Gestion des Cadres 92300 LEVALLOIS-PERRET Vous avez une expérience de 2 à 3 ans

rétaire de notre branche Assurances IARO (6 milliards C.A.). Intégré à une équipe, vous prendrez

en charge un secteur comptable pour lequel vous : . élaborerez un cahier des charges

avec les utilisateurs : concevrez l'organisation et le trattement des données; mettrez en œuvre les outils

Vous avez des capacités affirmées d'analyse et de synthèse, des qualités

La réussite de ca projet (2 ans environ) vous ouvrira de larges possibilités d'évolution au sein de la Direction de la Comptabilité ou dans le Groupe.

PARIS LEVALLOIS

La Banque Populaire Val de France - 83 agences, 820 personnes est implantée dans six départements : Indre, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Loiret, Cher et Vienne.

Parfaitement intégrée au tissu économique régional, elle gère de façon autonome et dynamique une clientèle diversifiée.

Comptable de haut niveau 30 ans environ, de formation supérieure (Expertise ou DECS complet), vous avez quelques années d'expérience et une parfaite muitrise de la comptabilité bancaire et financière.

Nous vous proposons de venir renforcer notre Direction Comptable pour participer notamment à la conception et à la mise en œuvre du nouveau système de comptabilité que nous allons développer autour du progiciel MSA.

Poste hasé au siège de la Banque Populaire Val De France à Tours. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, curriculum vitae, photo, prétentions) à la Banque Populaire Val de France. Direction des Ressources Humaines, B.P. 1803, 37018 Tours





UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

BIOTEST AG, Francfort, société multinationale spécialisée dans le secteur pharmaceutique et bien implantée dans les pays de la Communauté Européenne avec quelques sociétés de vente (Paris, Milan, Vienne, Zürich, New York) et avec plus de 1 000 collaborateurs recherche un

JEUNE CADRE FINANCE **ET CONTROLLING**

(Expérience dans la gestion des entreprises, avec une experience en Electronic Data Processing)

Après une période de 3/4 ans en Allemagne au sein de la maison-mère afin de connaître toutes les activités du groupe : organisation, gestion, produits (diagnostic et thérapeutique) marketing, commerce... vous intégrerez notre société française en région parisiennne.

Votre fonction, adaptée à vos compétences et à vos motivations, sera d'assurer notre expansion en France.

Agé d'au moins 26 ans, de formation supérieure en contrôle de finance, controlling et commerce... vous êtes parfaitement bilingue allemand ou anglais ou italien.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous la référence 50068 à J.C. DEREY - CEGOS - Département Recrutement Tour Vendôme - 92516 BOULOGNE Cedex.

Notre Laboratoire pharmaceutique de 750 personnes, filiale du groupe chimique britannique Impérial Chemical Industries, dont le siège social est situé à Cergy-Pontoise, recherche un

réf. CB/LM 1089

Placé en immersion dans les départements qui lui sont confiés, en contribuant au reporting à la Direction Financière,

Il participe à l'élaboration des budgets et tableaux de bord (collecte d'informa-tions, simulations, comptes d'exploitation par produit...)

• Il assiste et conseille les responsables budgétaires (formation aux procédures,

contrôle des dépenses....) • il assure le suivi des résultats (contrôle des données comptables, identification des écarts,...).

Nous recherchons des candidats diplômés d'études supérieures en Gestion (DESS, Ecole de Commerce....), justifiant d'une expérience de 3 à 4 ans dans une fonction similaire, connaissant l'anglais et la micro-informatique.

Merci d'envoyer CV. + lettre manuscrite + prétentions, sous réf., à Hélène SCHWEBLIN DRH - Laboratoire I.C.I. PHARMA BP 127 - 95022 CERGY.

I.C.I-Pharma

LE PLAISIR DE LA PERFORMANCE

NT MERIDIAN,

filiale du groupe canadien NORTHERN TELECOM - leader mondial des systèmes de télécommunication entièrement numérique-recherche pour son centre de production européen à

et informatique ESC, ESCAE, et/ou DECS

Attaché à optimiser la gestion du site, vous menez une double mission: Organiser, superviser les activités du service comptable

(comptabilité générale, trésorerie, compte fournisseurs, évaluation des stocks...) ; en assurer le reporting auprès du siège. Assumer la responsabilité du département informatique de gestion.

Vous avez acquis une première expérience en cabinet d'audit ou dans un service de contrôle de gestion comme analyste financier.

Adresser lettre et CV à ADH CONSEIL, BP 3679, 54016 NANCY Cedex. Tel: 83 27 36 80.

sur notre marché et jouisseunt d'une excellente image de mar implanté en France, dans les DOM-TOM, en Afrique et en Espa nous sommes spécialisés dans le domaine de la sécurité.

CHEF COMPTABLE SOCIETE-MERE ET 5 FILIALES

formation ESC + DECS at your arez upe solide Sons l'autorité du Directeur des Comptabilités du arez la responsabilité complète de six sociétés : généraie et analytique jusqu'à l'errêté des cit nts ce qui implique que vous ayez un réel talent er. Vos qualités relationnelles et votre aptitude à être

Si vous pensez avoir le profil requis, merci d'envoyez lettre manuscrite, CV et photo, sous réi. 5296 M, à SERIFO, 47 bis avenue Bosquet, 75007 PARIS.



cambiste

BANQUE AMERICAINE

PARIS

Nous sommes une Banque Internationale de tout premier plan, en forte croissance et dont les profits sont en

Notre Responsable de la salle des Marchés recherche un Cambiste iunior.

Vous serez responsable clientèle et comptant au sein de notre petite équipe performante.

Vous justifiez d'une première expérience (deux ans par exemple) réussie de Cambiste.

Vous êtes vif, rigoureux et avez de l'ambition.

Vous maîtrisez naturellement la langue anglaise.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. + rémunération actuelle) sous réf. BF 41 à notre Conseil qui vous garantit la stricte confidentialité de votre candidature.

> 2, rue Louis David - 75116 PARIS 11, rue Victor Hugo - 69002 LYON



Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 £311

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION Nice

Actuellement en plein essor, cette société, très performante sur un marché dont elle est le leader et filiale d'un des plus grands groupes pharmaceutiques mondiaux, développe sa structure administrative et financière et recherche un jeune contrôleur de gestion. Répondant au directeur du contrôle de gestion, sa mission sera de suivre et d'anticiper la forte croissance des différentes divisions de l'entreprise. Outre la préparation, le suivi des budgets et l'analyse des résultats, il sera chargé de diverses missions d'audit financier inhérentes à la croissance tant interne qu'externe. Cette opportunité

de premier plan ne peut convenir qu'à un candidat de formation superieure type HEC, ESSEC ou similaire pouvant faire valoir une première expérience du contrôle de gestion acquise si possible au sein d'une multinationale (anglais nécessaire). Le contexte porteur de l'entreprise et les conditions proposées seront de nature à intéresser des candidats de valeur. Ecrire à D. WIRTZ en précisant la référence A/6641M - PA Consulting Group - 3, quai Kléber -67055 STRASBOURG Cedex - Tél. 88.22.01.54. (PA Minitel 36.14 code PA)

Consulting

Creating Business advantage

ORGANISATEURS JUNIORS Marseille

Cette importante banque régionale à compétence nationale et internationale fortement implantée sur la façade méditerranéenne renforce sa structure organisation et recherche 2 jeunes organisateurs. Au sein de la direction "organisation et informatique" mais en étroite relation avec les responsables de l'administration et des ressources humaines, ils interviendront de manière opérationnelle dans l'ensemble du réseau principalement basé dans le Sud, sur des missions d'organisation visant à réaliser des gains de productivité. Ils participeront

à la définition puis la mise en place de

tableaux de bord. Une bonne culture informatique est nécessaire. Cette opportunité intéresse deux jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, ayant une première experience d'organisation acquise soit dans une société de conseil soit en banque ou en entreprise. Ces postes constituent d'exceilents tremplins pour évoluer dans la structure. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence A/X5137M - PA Consulting Group - 4, rue Lacépède - 13100 AIX-EN-PROVENCE - Tel. 42.26.99.90. (PA Minitel 36.14 code PA)



direction financière:



Creating Business advantage

JURISTE-FISCALISTE

Vous participez au sein de notre Direction Juridique aux opérations générées par un groupe en forte croissance :

- création de sociétés opération sur titre et fonds de commerce,
- arraires legales.
 suivi des impôts et taxes...

Vous possédez une Maîtrise de Droit des Affaires, un DECS ou une 1er expérience en entreprise ou cabinet d'audit, étes particulièrement motivé par un travail d'équipe en milleu industriel et souheitez aujourd'hui donner à votre mission une

Nous vous offrons de nombreuses perspectives de développement de carrière. La connaissance de l'anglais est un

Merci d'adresser votre candidature (lettre, Curriculum Vitae et photo) sous référence 6401, à ASEA BROWN BOVERI Marc DEMARET - Ressources Humaines - 22 rue du 8 mai 1945

UNE MISSION D'EXPERT DANS UN GROUPE INTERNATIONAL

ASEA BROWN BOVERI



Pour un site à taille humaine, sur un marché en exceptionnelle croissance, nous créons un poste de

CONTROLEUR DE GESTION

A 30 ans environ, de formation supérieure (Gestion, école de commerce, Sup de Co...), fort de votre première expérience de contrôle de gestion usine, vous recherchez un challenge où initiative et autonomie seront très présentes dans le contexte d'une équipe très soudée. Hormis les tâches classiques du contrôle de gestion et de reporting, votre

rôle, très actif et concret, sera : • de participer à la mise en oeuvre de nouveaux outils informatiques • d'établir une communication permanente avec tous les services de l'usine et, également, les bureaux d'études • de gérer efficacement et suivre quotidiennement les projets d'investissement. Vous êtes directement rattaché au Directeur du site et reportez au contrôleur financier de la Division. La rémunération et la carrière sont, ici, de réelles motivations pour un candidat de valeur. Formation assurée. Anglais courant très apprécié.

Envoyez votre CV avec photo et rénumération actuelle s/réf. 61.2855 LM à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis, rue Daru, 75008 PARIS.

RESPONSABLE

COMPTABILITE GESTION

L'un des tout premiers groupes de promotion construction, poursuit une politique de dévelop-

pement et de diversification tant en France qu'à l'étranger et recherche pour renforcer sa

Rapportant directement au contrôleur financier, il a la responsabilité du contrôle comptable des quatre holdings du groupe. Au delà de la supervision comptable et déclarative, il contribue à l'élaboration et au suivi du budget. Il apporte son expertise en matière fiscale aux filiales et participe à la mise en place des financements. Ce poste

s'adresse à un diplômé d'école de gestion titulaire du DECS et disposant d'une expérience d'au moins cinq ans en cabinet d'expertise et/ou en entreprise importante dans une fonction finance gestion. Des compétences en fiscalité immobilière constitueraient un atout important. (Réf. A/S8469M)

AUDITEUR INTERNE

Au sein de la cellule audit, il est missionné dans les filiales régionales ainsi qu'à l'étranger et dans les sociétés de diversification. Au delà de l'audit purement comptable, il analyse les procédures et l'organisation des sociétés sur un plan opérationnel. Dans le cadre d'audit de programmes immobiliers, il intervient sur l'ensemble du

déroulement de l'opération avec la collaboration des responsables techniques et qualité. Ce poste s'adresse à un candidat titulaire du DECS et possédant une première expérience en cabinet d'expertise ou dans un service d'audit interne. Basé à Paris, ce poste suppose des déplacements assez fréquents. (Réf. A/S8470M)

Ecrire à R. ROBERT en précisant la référence du poste choisi - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)



Creating Business advantage

Votre objectif : une gestion qui optimise **Paction commerciale**

'ଲିମ୍ବା L'Equipement Automobile

Une carrière financière à vocation internationale

ANALYSTES FINANCIERS

Jeune société d'études et d'analyses financières, rattachée à un grand groupe international, nous connaissons un développement important lié en partie aux nombreux projets d'investissem des différentes sociétés du Groupe.

Diplômé d'Ecoles de Commerce et de Gestion (HEC, MBA ou équivalent), vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans de l'audit interne et de l'analyse

Enades financières, contrôle de gestion. audit interne du Groupe..., vos missions

seront riches et diversifiées dans un contexte réellement évolutif. Basé à Paris-La Défense, vous vous déplacerez fréquemment dans l'ensemble des Sociétés du Groupe, en France et à l'Etranger. Une parfaite maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M 30 en précisant la rémunération souhaitée à H.G. Services, Tour Anjou, 33 quai de Dion Bouton, 92814 Putcaux.

H. G. Services

CONTROLEUR DE GESTION

La Division Grand Public de Sony (180 personnes, 2 milliards de F de CA) est en forte expansion. Rattaché à la Direction de la Division, vous êtes responsable de l'ensemble des aspects financiers et des procédures nécessaires à la réalisation des actions commerciales de cette entré. En liaison étroite avec les Responsables des services et la Direction Financière, vous établirez et suivrez les budgets previsionnels.

Vous développerez et mettrez en œuvre les tableaux de bord, les systèmes de simulation budgé

taires et outils d'informations statistiques. Par adleurs, vous saurez amélioner et optimiser les procédures de gestion commerciale et les outils d'analyse de l'activité afin d'apporter des informations claires, des conseils et des recommanda-

tions aux différents responsables. HEC, ESSEC, ESCP, à 30 ans environ, vous avez une expérience confirmée en gestion ou finance dans un domaine proche d'une activité commerciale.

Homme de gestion rigoureux et précis, vous avez l'espint des affaires, une grande aptitude à la communication et au travail en équipe pour dealoguer avec vos interlocuteurs internes.

Merc: d'adressez votre candidature (CV + photo + prétenbons) sous réf. CG/24 à Eric Bastard, Sony France, 19/21, rue Madame de Sanzillon, 92110 Clichy.

SONY

recherche

CABINET EXPERTISE COMPTABLE ET COMMISSARIAT AUX COMPTES Pour renforcer ses structures et favoriser son expansion

COLLABORATEURS DE CABINET TOUS NIVEAUX (H/F)

Adresser CV et prétentions à

I LINAMIN !

La maîtrise de l'anglais est un atout supplémentaire.

Cobiner FAVERIS DELOFFRE 31, rue Poussin 75116 PARIS

CADRES DEMA

THI FORM ATTOM COMMUNI

(EEE) (ON MARKANIA)

IHMANAGEMENT INDUST

Services of Tree Services

The same of the contract of th

Paris Land

·>-3·



Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

DIRECTEUR **ADMINISTRATIF** ET FINANCIER

=LANDANGER=

LANDANGER (270 personnes, 200 MF de CA, 6 Wileles en France et à l'étranger), fabrique, commer-cialise et exporte dans la plupart des pays, du maté-riel orthopédique et des instruments chirurgicaux.

Puissante notoriété dans le monde médical fortement investie dans le monde médical, fortement investie dans le développement de produits high-tech, en étroite collaboration avec les universités fançaises et étrangères, elle a réussi la synthèse parfaite entre la technologie avancée, le génie humain et la main de l'homme.

Près de la Direction Générale, vous êtes un acteur-clé de la maîtrise du dévelop-pement du Groupe et de la définition de sa politique et stratègle financières et administratives. Vous êtes responsable et animateur des fonctions : compta générale, finance (gestion trésorerie, crédit management), contrôle de gestion industriel et commercial, informatique, achats, services généraux, magasin et secrétariat. Vous analysez et justifiez la faisabilité financière de tout projet de développement et apportez aux différents responsables de centres de profit et de services, une aide et un soutien permanents dans l'élaboration et le suivi de leur budget d'exploitation et d'investissement.

Agé de 35 ans environ, de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE, DECS complet ou expertise comptable), maîtrisant l'anglais, vous avez une expérience de 5 ans mini de responsable comptable ou financier ou de contrôle de gestion, acquise dans une entreprise industrielle à vocation internationale et nt des principes de gestion financière moderne et informatisée

Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé avec photo et salaire actuel sous réf. 2790/LAMà notre conseil : 17 rue Courmeaux - 51100 REIMS



4ème Groupe Mondial dans le secteur stratégique des semences 2 milliards de F de CA - 2300 personnes dans 16 pays, recherche pour intégrer l'équipe d'audits de sa Société holding basée à Clement-Ferrand un

Auditeur Interne **Fiscaliste**

Ce cadre de haut niveau doit : - être âgé de 30 ans environ et avoir un fort potentiel

 eure agr ur 30 aus environ et avoir un tort potentiel
 justifier d'une expérience de 4 ou 5 ans en cabinet spécialisé dans des missions de conseil, d'assistance et d'audit
 avoir une formation supérieure (type Grande Ecole de Gestion); le DECS et une bonne pratique de la fiscaliné constituersient un plus
 maîtriser parfairement l'anglais. Il sera chargé :

- d'assurer plus spécialement l'audit et l'optimisation fiscale du Groupe - d'assurer d'autres missions d'audit financier et de procédures. Ce poste, très évolutif, laisse entrevoir d'intéressantes perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

Les dossiers de candidature sont à adresser sous réf. 446 à Groupe Limagrain - Service Recrutement - 1, rue Edouard Colonne - 75001 PARIS.

MORENO OM

chef de mission

confirmé

en cabinet d'expertise comptable ou d'audit

Venez rejoindre la direction de l'audit d'un Groupe

industriel français de renommée mondiale (CA : 5 MdF)

A partir de notre siège parisien et au sein d'une

petite équipe spécialisée, vous menez des missions d'audit comptable, financier et opérationnel en France et à l'étranger (vous maîtrisez l'anglais). Exercer rapidement des responsabilités directes est

votre ambition. Nous saurons être à la hauteur. Ecrivez à Mme M.C. TESSIER, (réf. 5501 LM)

à "Carrières Gestion/Finances".

ALEXANDRE TIC S.A.

MEMBRE DE SYNTEC

10. RUE ROYALE - 75008 PARIS LYON - GRENOPLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE - STRASBOURG

Jeunes Banquiers votre talent commercial est notre première exigence

DEUX EXPLOITANTS ENTREPRISES, professionnels du service classique à l'entreprise, mais également capables de mettre en œuvre notre politique d'assistance aux importateurs ou expontateurs.

Envoyez votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous e 0910 à Groupe EQUATION rue du Commandant Faurax - 69006 LYON.



IMPLANTE SUR TOUTE LA FRANCE. NOUS RENFORCONS NOS STRUCTURES ET RECRUTONS DES





POSTES BASES A PARIS 17

A 30 ans minimum, vous avez à votre actif une formation universitaire (licence en droit ou école de commerce ou très bonne formation technique) concrétisée par une expérience rénssie de 3 à 5 ans dans notre domaine que vous maîtrisez

Responsable d'un patrimoine réparti sur le territoire français, vous assurerez une gestion optimale et aurez également un rôle de conseil auprès des investisseurs.

Vos qualités commerciales et relationnelles, ainsi que votre grande disponibilité seront des atouts pour réussir.

Envoyer CV + photo + lettre manuscrine en précisant la référence du poste à L.T.A., 31 Bd Bonne-Nouvelle 75083 PARIS CEDEX 02

notamment la France et ses régions les plus ouvertes sur l'Europe : notaminant a France et ses regions no paus curvei los set i curvejo .

à LILLE, nous participons au dynamisme du bassin économique local, en accompagnant les entreprises dans leur développement.

Pour compléter notre équipe et adapter ainsi nos moyens à nos ambitions de croissance, nous souhaitons intégrer :

ceuvre notre politique d'assistance aux importateurs ou exportateurs. La qualité reconnue de nos services techniques leur permettra de se consacrer au développement commercial en s'appuyant sur les départements spécialisés du siège (Banque d'Affaires, Trésorerie, Cabinet de courtage assurances, etc...). Nous avons demandé à nos consultants de rencontrer les jeunes professionnels (28/35 ans) les plus entreprenants de notre métier. Capables de travailler en anglais, ils devront conjuguer l'approche anglo-sexonne du service et les habitudes locales. Leur potentiel

pour progresser rapidement vers des fonctions de management serà un critère décisif de sélection.

Un dossier d'information sera envoyé à tout candidat présélectionné.

Equation

L'UN DES TOUT PREMIERS GROUPES D'ASSURANCE-VIE RECHERCHE

Au sein du service de la comptabilité centrale, il devra : superviser

le fonctionnement des comptes et participer aux opérations de l'arrêté annuel et de la consolidation des comptes de fillales. Il sera plus particulièrement chargé

de la définition de procédures comptables

 de la coordination des opérations d'inventaire, en liaison avec les différents centres comptables d'élaborer des états financiers.

Pour ce poste, situé dans un fort environnement informatique, nous souhaitons rencontrer un candidat titulaire du DECS justitiant d'une première expérience professionnelle. Une connaissance de la comptabilité des entreprises d'assurance serait un atout.

psset vioirie possior de odripilature sous réf. 86.76 Contesse Publicité - 35 irue, de Villiers -2600 CEVALLO'S-PERRET, dui tronsmettra.

LE GROUPE PELÈGE

(3 500 personnes, CA 89 : 7,4 milliards de francs) recherche pour sa filiale de promotion immobilière SMCI, un

RÉVISEUR COMPTABLE

Expérience minimum exigée de 2 ans en cabinet d'expertise comptable et/ou en société à vocation immobilière. La préférence sera donnée à un candidat ayant des compétences en audit (révision des comptes des agences régionales) ainsi qu'en suivi de comptabilité (participation à l'établissement des bilans de fin d'année).

Adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions à : M. René Sig, SMCI-GROUPE PELÈGE, 20-22, rue de Clichy, 75009 Paris.

Importante société de formation et de conseil

pour son département bancaire

FORMATEUR/CONSULTANT **EN MARKETING BANCAIRE**

Politiques et stratégies de développement. Planification et organisation, marketing. Elaboration de plans d'action commerciale. INTERVENTIONS PARIS ET PROVINCE Activités variées, autonomes et responsables,

CONDITIONS STRICTES: 30 ans minimum. École supérieure de commerce ou équivalent + (.T.B. ou C.E.S.B. Expérience indispensable du marketing bancaire et de l'animation

Env. C.V., photo et prétentions sous nº 8612 LE MONDE PUBLICITÉ, 5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.

Service Etranger Marseille

Nous sommes une Banque Privée implantée sur les principales places financières françaises. Dans le codre de notre développement, nous recherchans pour notre siège basé à Marseille

ADJOINT AU RESPONSABLE

Service Etranger - Classe V - Réf. : CB 44 A 30-35 ans, de formation supérieure, vous justifiez de 5 à 7 ans. d'expérience au sein du service étranger. Votre connaissance approfondie de toutes les apérations qui y sont traitées vous permettra en outre de mettre en place et d'affiner nos procédures d'organisation. Adoptabilité, sens des responsabilités et aptitude au manage d'équipe sont les qualités requises pour réussir dans la fonction. Anglais fortement souhcité.

RESPONSABLE BACK-OFFICE

Trêsorerie/Devises - Classe III-IV - Réf. : CB 54 De formation comptable, vous avez trois ans d'expérience minimum à ce poste. Nous vous confierons le suivi journalier des flux de reria/Devises et la détermination de la Trésorerie/Devises, Le suivi des comptes des correspondants étrangers et leur complebilisation, ainsi que les opérations de change à terme, d'avance en devises et de placements en devises. Votre ouverture d'esprit et votre expérience vous permeitront également de meitre en place les schémas comptables pour les nouvelles opérations que nous aurans à traiter.

Marci d'adresser votre dossier complet de condidature (lettre man., CV. photo) en précisant la référence choisie à notre Conseil Patricia PERONA - 10, rue Neuve Sainte Catherine - 13007 Marseille qui nous permettro d'établir notre premier contact en toute confidentialité.

patricia perona.

conseil en recrutement

Un futur associé pour des fusions-acquisitions.

N otre structure bancaire connaît bien le tissu des petites et moyennes entreprises. Nous avons su nous rappro-cher d'elles, les soutenir dans leur développement et les conseiller lorsqu'elles souhaitaient acquérir, fusionner, restructurer leur capital.

Nous étoffons cette activité de haut de bilan. Pour ce faire, nous souhaitons nous adjoindre un homme complet, capable de conquérir et d'entretenir une clientèle mais aussi d'imaginer et de mettre en place les instruments financiers

De formation supérieure, doté de solides compétences juri-diques et fiscales, vous pouvez mener une opération complexe en toute autonomie. Votre expérience de 8 à 10 années des montages financiers, des rapprochements d'entreprises, acquise dans une banque ou au sein d'un cabinet et bien sûr votre compétence nous permettront très vite de vous associer. Merci d'adresser rapidement votre dossier à notre conseil, Philippe Vuitteney, associé du Cabinet Sirca — 64, rue La Boêtie — 75008 Paris, sous référence 034 830 LM, qui l'étudiera en toute confidentialité.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

ETABLISSEMENT FINANCIER DE TOUT PREMIER PLAN recherche pour sa DIRECTION DES MARCHES

Au sein de la direction Action, il rejoint la petite unité chargée du marché primaire et prend la responsabilité:
- des études techniques des produits émis, garantis par notre

 de l'analyse du risque de garantie ; du placement des titres auprès des gérants de tout le groupe ;

 du suivi des contrats et du reporting ; de la conception et l'analyse de nouveaux produits à développer. 👑

our ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation financière/économique (Bac + 5) ou scientifique, riche d'une première expérience d'analyse financière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.776 à CONTESSE PUBLICITE - 38, rue de Villiers - 92533 LEVALLOIS PERRET Cédex, qui transmettra.

PARIS



CADRES DEMANDEURS D'EMPLOI OU EN CONGE INDIVIDUEL DE FORMATION

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE vous propose un stage de formation de 7 mois 1/2 rémunéré:

"MANAGEMENT ET DEVELOPPEMENT **DES RESSOURCES HUMAINES"**

Etudes supérieures (Bac + 4) et/ou Expérience professionnelle niveau cadre. DEBUT DES STAGES: 27 novembre 1989

FRAIS DE FORMATION: à la charge des stagiaires.

GROUPE IGS RECRUTEMENT IMMEDIAT

Merci de nous appeler au 47 57 31 41 - Postes 145 et 147

REDACTEUR-REVISEUR

3 mois de formation à partir du 2 janvier au métier de rédacteur-réviseur (correcteur attaché à une rédaction) + stage en entreprise. Sélection le 13 novembre. Niveau bac + 3.

JOURNALISME presse et communication

3 mois de formation à pertir du 2 janvier aux techniques de base du

Réunion d'information vendredi 10 novembre à 17 h. CFD 231, rue de Belleville 75019 Paris. 42 41 58 59

Yous avez une expérience professionnelle consequente en gestion (commerciale, financière, production, etc.), et vous souhaitez acquérir

UNE FORMATION COMPLÉMENTAIRE **EN INFORMATIQUE**

Stage « Méthodes et Analyse d'Informatisation », du 13/11/1989 au 14/3/1990 au CESI de Gentilly (94). Possibilité de prise en charge par l'État pour les cadres demandeurs d'emploi.

Renseignements au CESI, . 46-64-35-51 ou 48-64-49-45, Conseils, Inscriptions, sélection per l'ANPE ou l'APEC.

LE CESI-NORMANDIE

UNI SPECIALISATION

(an cours d'homologation MASTERE suprès de la conférence des Grandes Écoles).

Vous êtes demandeur d'emploi ou salarié d'entreprise et possédez un

Vous voulez avoir une compétence reconnue dans les domaines de l'organisation et de la gestion industrielles.

Ce stage rémunéré démarre le 18 décembre prochain. Des réunions d'information auront lieu les 10 et 24 novembre et 8 décembre, à

Vous pouvez aussi nous contacter au :

CESI-NORMANDIE

(M. Charrier ou Mª Cadet.)

Pôle Management Industriel 247-251, route de Darnétal, 76000 Rouen, Tél. : 35-89-71-88

· LA CHAMBRE DE COMMERCE

diplôme d'ingénieur ou équivalent.

partir de 14 heures.

ET D'INDUSTRIE INTERDEPARTEMENTALE VAL D'OISE-YVELINES ouvre deux sessions de formations en

CREATION D'ENTREPRISE

REPRISE D'ENTREPRISE

D'ENTREPRISE

Site of to 13/11/87 in 09/80/40

STAGE HEPRISE

D'ENTREPRISE

18, rue souscie Peopl VESALES = 2.763,90

Adresse CV sections projet of Captive concerné.

Programme subveisionné par le Conseil digitatol d'Ile de France.

POUR POSTE CHARGÉ
DE RÉCRUTEMENT
a candidat repra partici era également à des mis on de conseil développée

1 RESPONSABLE

ouvert), dreaser CV et candidature M. la député-maire, place Victor-Hugo, 93200 Seint-Denis.

GROUPE DE PRESSE ÉCONOMICUE Directeur général

INGÉNIEUR ÉCONOMISTE

ormat. Gdes écoles

Env. C.V. sous nº 8608 LE MONDE PUBLICITÉ 6, rue de Montspessy, 76007 Paris.

JOURNALISTE

zoeleme formation écono-nique pour information necro-économique. Bornes onnaissances activités

EDUS Nº 8609 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy, 78007 Paris.

ENTREPRISE DE PRESSE Contre de Paris recrute

JOURNALISTE

pour informations sur les sociétés, succiliente forma-tion écanomique, spécialisé en micro-économie et en droit des affaires.

Adreser CV + photo sous rr 86 10 LE MONDE PUBLICITÉ 6, rue de Montsesuy, 75007 Paris.

LE SYNDICAT D'AGGLOMERATION NOUVELLE DE CERGY-PONTOISE

DIRECTEUR(TRICE)

DE LA MISSION LOCALE DE L'AGGLOMÉRATION I

BAC + 4 et/ou expérience professionnelle 5/10 ma.
Commissemes et pratique des reseures concernent l'intertion des jaunes, Pratique des reindom/entreprises et de l'enimistion d'équipes.

Candidatures + CV à : M. le Prinident du SAN, Parvis de la préfecture, BP 309 95000 Cargy-Pontoise.

GROUPE SPÉCIALISÉ EN IDENTITÉ D'ENTREPRISE Architecture, Architecture d'instrieur Design graphique racharche

ARCHITECTE ARCHITECTE D'INTÉRIER CHEFS DE PROJETS

URGENT : 45-75-18-10. Contacter Dominique.

EUNE PSYCHOLOGUE

sion de conseil développées par le cabinet, Ambience de traveil dynamique et agrés-ble ; merci d'écrire s/réf. T 109 à Jacques Mouron Conseil, chamis de la Commune

Mairie de Saint-Denis Seine-Seim-Denis

ASSISTANTE

 pour brives et anquêtes.
 pour études marketing.
 pour le service publicité.
 Heures ou jours rémunérés. AOUS Nº 8807 LE MONDE PUBLICITÉ Écrire CV : FRANSYMA, 8, bd St-Denis, 75010 Paris

CHEF DE SECTEUR

Gestionnaire-animateur.
Adresser CV détailé, lettr manuscrite et prétention nous réf. 458 à PL Consultants 101, rue de Tolbiec 75013 Paris.

Suite départ retreite loiding groupe de sois de services, CA 200 MF, Paris

JURISTE **D'ENTREPRISE**

30/35 ans, formation juridi-que supérieure + 3 ans d'expérience, fonction aimilière. Adrese, lettre menuscrite. CV, présentions et n° de 161. sous référ. 78783 à Projets, 12, rue des Pyramides, 76001 Paris qui transm.

GROUPE FINANCIER

ÉTUDIANTS OU EX.

MAIRIE DE JUVISY-S/ORGE (91)

THIOLDA

ENFANCE

pr son serv. juridique REDACTEUR JÜRIDIQUE

C'est un apécialiste du droit des atés ayant délà acquis-une large supérience (5 ans minim.) du suivi de la vie sociale, de formes juridiques variées.

for, lettre manuser., CV et prétent, à MURATET nº 555, 15, rue Taithout, 75008 Paris, qui transm. BUREAU D'ÉTUDES

CHARGÉ(E)

D'ÉTUDÈS TRANSPORT

měme débutant(e)

Salaire annuel
100 à 150 KF à discuter.
Petite structure pour
poete à TOULOUSE.
Formation Sciences Eco.
et gestion souheitées.

Ecrire Société (TER, 10, rue Amélie, 31000 TOULOUSE (Lettre menuscrite + c.v.) avent le 20 octobre 1889. ENCYCLOPAEDIA UNIVERSALIS, picharche collaboratours (trices) poss

LY AUTTE BE COMMERCY (Meuse) RECHERCHE UN

ECONOMIQUE CUNUMIQUE

(34. du F.)
contractuel (un en renouvelable), disponible immidiet.
AlisSidole: mortage des
doutiers industriels et commerciaux mende par la Ville
en relation avec les services
rpunicipaux;
Subri de l'acstviné économique du éecteur et rechenche
d'implentatione.
PROFIL: titulaire d'un
dolôme de l'enseignement'
aupérieur donnent vocation
à l'emploi.

D'unamique, disponible,
doué du goût des mistions
lummines et du sens de l'insettion permettant de réspeir
dens oes fonctions

Lettre de motivation

Lettre de motivetion

et c.v. pour la MARDI 31 OCTOBRE 1969 à M. le Meire, R.P. 81, 55205 COMMERCY Cedex.

Juriste en Droit des Sociétés et Fiscalité

St Monde

CADRES

DESS + 2/4 ans d'expérience Cabinet audit

C'est au sein du secrétariat général de notre holding Le poste s'adresse à un candidat de haut niveau (Groupe Industriel français - environ 100 sociétés) que vous participerez à l'élaboration de notre stratégie juridique et fiscale internationale.

Gestion, la consolidation de nos résultats.

(H ou F), capable d'associer à sa rigilance administrative une vision globale du monde des affaires. Envoyez votre dossier de candidature (C.V. + lettre Vous maîtrisez le Droit des Sociétés au niveau holding pour suivre la vie juridique de nos filiales et

manuscrite + photo + prétentions de salaire) sous ref. 10.22 aux Consultants de A.I.R., possèdez de bonnes connaissances fiscales et comp-93 rue du Fbg Saint-Honoré, tables pour élaborer, en liaison avec le Contrôle de 75008 Paris.

ASSISTANCE INTERNATIONALE EN RECRUTEMENT

Groupe en forte expansion, coté au second marché, recherche pour Filiale Equipement de la Maison, région ALX EN PROVENCE

RESPONSABLE

30755 ans ciplòmé de l'enseignement supérieur, possédan une experience semblable en grande distribution.

Envoyer lettre de candidature, CV, photo sous référence 1754 à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecocq - 75015 PARIS qui transmettra.

SECRÉTAIRE

DE RÉDACTION

Env. CV et organitions à SOCIETE EPPI 18-24, rue Tiphaine, 75015 Paris,

Véronique Fève. UNICEF

Comité français, renforce eon équipe d'information e recrutant un ou une

JOURNALISTE

appaid(a) à être responsable des relations avec la presse. Vous avez 30 ans environ, vous justifiez de plus de 7 ans d'expérience, et êtes attiré par les problèmes des enfents de pays en vois de développement.

diselopement.
Vous conneissez les institutions internationales et avez
des conneissences approfondies de l'angleis. Env. CV et lettre manus, à : Comité français pour l'UNICEF 35, rue Félicien-Devid, 75016 Paris.

BANQUE PRIVÉE DIJON recherche

EXPLOITANT CONFIRME **CLASSE Y**

Études supérieures, 5 ans d'exp. blanc. Cap. de seconder le directeur d'agance. Doté d'un très grand dynamisme. Il sera chargé de suivre et de développer une clientèle diversitée, notamment de PMI et PME. La comunissance de Dijon et se région serait appréciée

Adr. lettre stamus., CV, photo et prét., es réf. 1748 à PARFRANCE Assonces, 13, r. Cherles-Lectro 75015-Paris qui transmettra.

PHPLOMÉ ÉCOLE OPTION COMPTA.

Dibut. 1 à 2 ans esp. Missions verifes. Anglais cou-rant exigé. Rémunération motivame. Envoyer CV & R. Lamoine ICI - SOPRA 1, av. Newton, 92 142 Clamert Cedex

DEMANDES D'EMPLOIS RESSOURCES

HUMAINES

Eorke sous le nº 8514 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris,

DERIGEANT (F) d'une sté de services, filiale groupe américain.

Allensend, français, angleis courars, mégocietrios haut niveu, sens de l'organisation, personnalité à fort acces dant, caractère volontaries et charisme, racharche

Eorire sous le nº 8 562, LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Peris.

> Commercial, édition, 32 and ASSISTANTE **BE DIRECTION**

Earine sous le nº 8615 LE MONDE PUBLICITÉ 5, rue de Monttessuy 75007 Paris.

JF, BAC A1, rech. place pou préparer BTS Compts Gestion per contrat de qualification 47-27-48-66.

Directiver relations beweinen, 50 mm, manager, intrame de terrele, généraliste de la fonction, commissance perfeits de l'industria, sech. signation du relation de recrusement en statut infépendent. R. Higard, Jamesse, Sains-Auth-les-Gunspline, 28120 liters-Combine, ou sil.: (16) 37-24-31-54.

At Monde **L'IMMOBILIER**

locaux

Achats

Ventes

commerciaux

de commerce

bureaux

AGECO, 42-94-95-28.

VOTRE STÈGE SOCIAL

Locations

appartements ventes

15° arrdt tant de pratiquer et de déve-lopper tous les espects de la fonction dans une unité à dimensione humaines. Ecrim sous le re 8514 LEVALLOIS CENTRE

Val-de-Marne

ST-MAURICE
Particular vanda appra
grand standing, sur Marne,
exué aur lle, fince moufin
classé, 57 m², balcon
+ part. 18 000 F la m².
43-78-46-76, bureau.
48-89-89-82, dem. apr. 20 b. Part. vd Sains-Meur, RER Le Parc. 80 m², 2 pces, cuis., tt eft + balcon, 1" étage, soleil. cedre, calter et agrésble. 40-82-82-82.

achats

Recherche 1 à 3 pièces PARIS, préfère RIVE GAU-

immeubles

A vendre VILLA de caract, près de Dreux (5 im), 240 m² hab. + s/sol, TERRAIN 2 000 m² clôuxé, arboré, 2 entrées, 5 ch, 2 s. de bra, SARL — RC -- RM Constitution de sociétés. Démarches et tous serv. Perman. téléphoniques. 2 W.-e., chem., cois. équipée. Prix: 750 000 F, à déb. Tél.: (16) 37-52-91-31. M. cu: M-- Félix LEGA. 43-55-17-50.

Villa de exanding 166 m²
Ertriée, selon, edjour 70 m²
Culia. équipée, herrasse,
4 chibres dont une swet naresse, 2 saises de hains.
Sous-out total, Garage 4 voltures, buerderie, carve
Alarme hant de garrene
Terzán srboré
Prix: 1,480,000 F
Tél. bur.: 39-58-47-10 GAMBAIS 78
Vds PAVILLON. 4 chbres,
1 sejour double 45 m², cheminés, cuisire aménagée,
sous-sol complet, 2 salles
de beins, drassing, 710 m²
de berrain clos payasagé
et harborisé.
Pric: 1 400 000 F
Tél.: 34-87-12-52.

A L'ÉTOILE 18 CHAMPS & YSÉES OU AVENUE VICTOR-HUGO BUTX, encrét., tél., télex, for Domicil.: 170 à 380 F/M. ACHÉTE COMPTANT
MAIL PARIS INTRA-HAROS
INTERMEDIARE BERNYALI
3, r. du Visus-Colombier, 0
45-24-63-33 FAX 47-45-75-08.

1" RESEAU MATIONAL
DE CENTRES D'AFFAIRES
propose bussans et selles de
réunions réquiés ties durées
+ to services, 161, 161es, fex,
secrée, 173, sièges socient
Bradogne 46-20-22-25
Vinceones et Marris

001-17-18-10 Busingse vt Marrie Viroannes et Marrie 90-17-18-19 Marrielle 91-72-45-00 Rouen 35-71-80-80 Paris 8*, 8*, 18* + de 20 centres en France Infoe Minitel : 36 16 ASPAC.

Burx équipée te services démerches R.C.-R.M. 900EC SERVICES CH-6: YESES 47-23-65-47 NATION 42-41-81-81. **YOTRE SIÈGE SOCIAL**

, .

•

A LA

PREFIS GROW

AND A PROPERTY

JEUNE

Control of the Robert of the State of the St

CONTRACTOR SERVICES

The Property of

13 -15 X-182

1.985

...

STATE OF THE RESIDENCE

CADRE COMPTAE

Marseille - Château-Gombert face à Aix-l'Arbois

Guerre des technopoles dans le Sud-Est

A propos des pôles technologiques de Château-Gombert et de l'Arbois, les élus parlent de complémentarité mais toute ressemblance entre les deux ne serait pas forcément fortuite. Le partage des activités et de la taxe professionnelle risque d'être ardu au sein du futur syndicat communal.

Le pôle technologique marseillais de Château-Gombert, qui s'étend sur 130 hectares, démarre en cet automne avec la rentrée des élèves-ingénieurs à l'Institut méditerranéen de technologie. Avec aussi l'implantation d'entreprises comme Gestetner, Gimeor, Cybernétix, filiale de la Comex, spécialisée dans la robotique des milieux difficiles et des semi-conducteurs. Surtout, enfin, avec l'annonce de la signature de Locstar, la société de radioguidage par satellite de Fré-déric d'Allest, le PDG d'Arianespace, par ailleurs président du de surveillance de l'IMT. La plus belle affaire des dix années à venir », jugent les

A un quart d'heure de route, la ville d'Aix-en-Provence va développer une technopole dont les premières implantations sont prévues pour le denxième trimestre 1991 sur une première tranche de 900 hectares. A terme, le plateau de l'Arbois, au cœur d'un triangle Marseille-Vitrolles-Aix, représe rait une zone d'activité de 3 000 hectares. Au cœur, un ancien sanatorium en parfait état, racheté par le conseil général des Bouches-du-Rhône, va permettre d'installer rapidement sur ses 50 000 m2 de



Réducteur en chef d'APEA nos de gresse euro-arabe, euro-af

Alors, guerre des pôles ou hydre à deux têtes? Le maire de Marseille, Robert Vigouroux, a annoacé lors de la présentation de ses « cinquante projets pour la ville » son intention de s'associer avec le maire d'Aix, Jean-François Picheral, sur le projet de l'Arbois et d'ouvrir un guichet unique > pour l'accueil des entreprises. Anticipe-t-il sur une situation économique et urbaine qui risque d'être défavorable à Marseille à moyen terme? Ou s'agit-il simplement de l'ébauche d'un syndicat communal constitué par deux villes qui se tournaient jusque-là résolu-

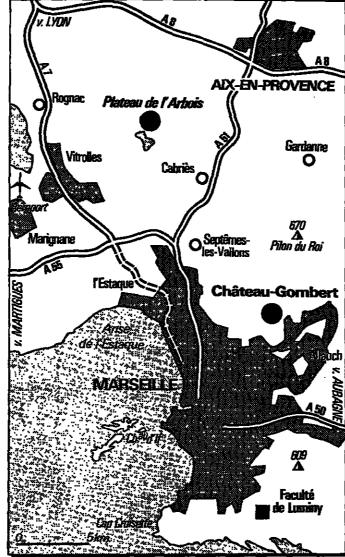
Le maraîcher et le betteravier

et l'Arbois, c'est mettre sur un nême plan un maraicher et un betteravier » : cette réflexion d'un technicien du syndicat mixte d'équipements de Marseille (1) ime assez bien la situation des technopoles d'Aix et de Marseille. Le développement et le partage de la « high-tech » est une affaire de culture. De culture économique car, si Aix possède anjourd'hui un « terroir » technologique avec des entreprises comme ES2, Bertin, Seso, Techniphone, Nanomask on l'institut de formation Systèmia, Marseille va devoir créer le sien, dans sa banlieue paysanne, pour séduire les investisseurs : le « biopôle » de Luminy, au sud de ia ville, la Comex et ses filiales ayant joué le rôle de défricheurs de luxe.

De cuiture au sens propre du mot ensuite. Les techniciens affirment qu'on plantera peut-être de la haute technologie de la même façon à Château-Gombert et à l'Arbois mais pas sur les même espaces ni avec les mêmes rende-

Château-Gombert se définit comme un pôle urbain à haute den-sité axé sur la robotique, l'ingénierie et la productique. Sur les 180 hectares du site, situé à michemin des autoroutes Nord et Est. qui desservent Marseille et à 600 m du mêtro, 600 000 m2 de planchers vont être construits, avec un réseau intégré de communication. L'Institut méditerranéen de technologie en occupe déjà 35 000. Cette structure de formation et de recherche associe les universités, des grandes écoles comme l'ESIM (2), le CEA, le CNRS, l'Institut international de robotique et d'intelligence artificielle de Marseille pour lequel Gaston Deferre s'était vigoureuse-

ment battu, et des institutions. Cet « assemblage de compétences et de technologies • va mettre du temps à trouver son régime de croisière et à irriguer le tissu industriel. Autour de lui et de la Maison du développement industriel, les entreprises vont prendre place dans un nouveau quartier de



comportant un théâtre de verdure en son sein. « Nous accuelllons des activités à haute valeur ajoutée qui se nourrissent de l'alliance enseignement/recherche et ont besoin de la ville pour vivre et trouver leur clientèle, commente-ton à la Direction du développement économique de la municipalité. L'Arbols est fait pour les sociétés qui peuvent vivre en autar-

L'arc Barcelone-Milan

Certes, mais Aix-en-Provence ne compte pas laisser ses 900 hectares de l'Arbois en friches autour des usines. Pierre Horwitz, adjoint au maire délégué aux affaires économiques le confirme : « Notre techlogie n'a pas de définition spécialisée et n'en aura pas. Cependant, il est sûr qu'il ne s'agira pas d'une super-zone industrielle. Elle comportera des zones de loixirs et d'habitation. En fait, c'est une véritable opération urbaine à caractère technopolisti-

devoir s'équiper pour accueillir un surplus de population.

Un maevais

Pierre Fiastre, adjoint délégué à l'économie de Robert Vigouroux, Marseille et Aix qui crêent de toutes pièces la technopole de Provence. » L'adjoint aux affaires économiques aixois estime que « le pourcentage d'Aix doit être supé-rieur à celui de Marseille », mais s'en remet à une régulation du

Enfin, l'un des conseillers de Robert Vigouroux propose la taxe « forget me not ». Si une entreprise de Château-Gombert quitte Marseille pour l'Airbois, elle continue à verser à la cité phocéenne la même taxe que par le passé et Aix ne reçoit que le surplus généré par le

développement de ses activités. Dans cette discussion qui va donner ses lettres de noblesse à la profession de marchand de tapis, les élus multiplient cependant les déclarations d'intention savorables à l'union, avec quelques subtiles

sur la gestion commune des deux sites et un mode de répartition de « jardiniers des pôles » s'attaquent

Une tâche qui s'annonce ardue car, dans la deuxième phase de développement de l'Arbois. d'autres communes, propriétaires d'une partie du futur e triangle d'or », voudront, elles aussi, profi-ter de la manne. C'est là qu'apparaît le conseil général, dans le rôle du « grand collecteur ». Bref détour politique. Son président, Louis Philibert, conduisait aux dernières sénatoriales la liste PS face à Robert Vigouroux, à la tête d'une liste « majorité présidentielle ». Il a subi une cinglante défaite et le maire d'Aix, troisième sur la liste, est resté sur le carreau.

Depuis, chacun l'affirme, les sures électorales se sont refermées. L'heure est au réalisme économique. Il n'empêche que si les rencontres Vigouroux-Picheral et Picheral-Philibert se multiplient sur le dossier, le dialogue Philibert-Vigouroux n'est pas ouvert.

Lucien Weygand, premier vice-président du conseil général, sou-haite « rééquilibrer le rôle de Marseille qui ne comporte plus qu'un tiers du potentiel industriel du département ». Il propose justement une répartition de la taxe promelle collectée à l'Arbois par « tiers à la Pagnol » :

«Un tiers aux communes propriétaires du plateau qui vont supporter un important effort d'inves-tissement, un tiers à Marseille pour lui permettre d'assurer la formation aux nouvelles technologies et la promotion du pôle, et un tiers à négocier pour les petites communes pértphériques qui vont

Astérix

conseil général.

droit de Jean-Claude Gaudin.

chargé au conseil régional de la de la « route des hautes technolo gies » estime que « Château-Gombert va bénéficier de l'oxygène de l'Arbois et de l'image auractive d'Aix .

hanques face à la

« Bien sur, le conseil régional est favorable à un syndicat intercommunal, déclare Jean-Louis Geiger qui ajoute : avec l'Etat, nous investissons sur les deux sites. Je reprocherals simplement à la municipalité marseillaise de créer cette structure dans l'urgence, sans réflexion préalable sur la coordination des deux établir des structures pérennes. La région arbitrera les financements dans le cadre du plan. »

Albert Him, premier adjoint au maire de Marseille, s'étonne qu'on évoque une éventuelle concurrence des pôles: « C'est un mauvais Astôrix. Le conseil régional cher-che la zizante là où nous sommes en train d'établir un modèle de coopération intercommunale. Il nous faut la réussir pour garder notre place dans le sud de

Solidaires dans la reconversion

A la mairie d'Aix, Pierre Horwitz estime que « l'Arbois ne peut vampiriser Château-Gombert ».

« On ne peut envisager qu'Aix se développe au détriment de Marseille, reprend Pierre Horwitz. Nous avons besoin d'une agglomération forte pour vendre notre pôle. Pas d'une nouvelle Naples. Sur les deux sites, qui représentent tous deux un milliard de francs de participation publique, nos invesisements seront croisés. »

Lucien Weygand considère qu'il faut « être solidaires pour réussir une grande reconversion technolo-

 Quelles que soient nos difficultés avec son maire, dit-il, nous seille. Si nous ne bâtizsons pas un grand pôle d'équilibre, le département se transformera en gigantes-

An-delà des deux analyses possi bles sur la complémentarité ou la concurrence des pôles de l'Arbois et de Châtean-Gombert, se dessine en toile de fond le problème de la communauté urbaine marscillaise. Durant vingt ans, Gaston Defferre l'a refusée de crainte de ne pouvoir la maîtriser politiquement. L'urgence économique, née de la désindustrialisation de Marseille, contraint, aujourd'hui, Robert Vigouroux à faire du neuf avec cette vicille idée.

ALEXIS LAURENT (ZELIG)

Votre trésorerie

la pole-position

The state of the s

et le Crédit Agricole.

sur la gestion et les outils de marché.

(1) Formé par la ville de Marseille et la chambre de commerce et d'indus-trie de Marseille, (2) École supérieure d'ingénieurs de Marseille.

Un investissement de 2 milliards de francs

L'aéroport de Marseille-Provence prépare le doublement de sa capacité

de notre correspondant régional L'aéroport de Marseille-

Toute ressemblance avec une

situation existante serait hien

entendue fortuite. A la mairie, on

projet de la SNCF d'implanter sur

le plateau de l'Arbois une gare TGV qui serait un véritable nœud

de communications de l'Europe du

Sud, sur l'« arc » Barcelone-Milan.

Le député socialiste marseillais

monté au créneau à l'Assemblée

pour exiger que « compte tenu des retombées économiques, Marseille

conserve une gare TGV ». Robert

Vigouroux a lui aussi donné la voix

Les initiateurs de l'Arbois, en

l'occurrence les fondateurs d'Aix-Europole, insistent aussi sur la

proximité immédiate de l'aéroport.

sur la desserte de Château-Gombert avec 69 millions de france

affectés dans le cadre du Xº plan

(1989-1993) au prolongement de la deuxième rocade de la ville et

d'une voie rapide venant du centre

Chacun abat ses atouts pour atti-

rer les investisseurs. Dans le même

Marseille fait porter ses efforts

sur ce thème.

Philippe Sanmarco est d'ailleurs

Provence va s'engager dans un vaste programme de travaux consistant essentiellement à réali-ser une aérogare de l'an 2000 pour répondre à l'évolution prévisible du trafic, qui pourrait atteindre 10 millions de passagers à la fin du siècle au lieu de 5 millions en 1989.

En raison de la saturation du satellite 5, construit en 1972 et réservé aux vols intérieurs, les deux tiers du trafic de l'aéroport de Marseille-Provence s'écoulent sur 25 % des surfaces. Il convensit donc, d'urgence, de remédier à ce problème et de faire face aux perspectives de développement du trafic en concevant un projet cohérent d'extension des installations. Ce projet sora réalisé en deux phases, la première correspondant à un trafic de 7,5 millions de passagers locaux, vers les aumées 1996-1997 si l'on retient une hypothèse de croissance de 7 %, la seconde de 10 millions de passagors à l'horizon

du satellite 5, la réalisation d'une zone d'embarquement pour les vols nationaux et de la CEE ainsi que la création d'un « cour » commercial et de services qui sera, architectu-ralement, le signal de l'aéroport.

Ultérieurement, l'aérogare existante, conçue par Fernand Pouillon en 1962, sera restructurée et dotée d'une nouvelle zone d'embarquement pour les vols internationaux. Pour traiter, enfin, 10 millions de passagers, il sera nécessaire de pro-longer encure les zones d'embarquement des vols nationaux et internationaux et d'agrandir le « cœur » de l'aérogare. Au terme de la première phase les surfaces de l'acroport auront presque doublé (89 000 m² au lieu de 48 000 m² actuellement) et près de 2 000 m² auront été restructurés.

Le projet a été conçu par un architecte de renommée internatio-nale, M. Richard Rogers - auquel on doit, notamment, le centre Beaubourg, – en collaboration avec des architectes marseillais. Il a notamment imaginé, pour couvrir le « cœur » de l'aérogare, un toit 10 millions de passagers à l'horizon formé d'une quinzaine de parasois de 800 m' chacun portés par des piliers de 44 mètres de hauteur.

L'une des principales innovations

construction d'un « tube » en fron ton de l'aérogare, côté pistes, per-mettant la stricte séparation des flux d'arrivées et de départs. Comme toutes les grandes aéro-gares, celle de Marseille-Provence disposera par ailleurs de salles d'embarquement communiquant toutes entre elles, et 95 % des postes d'avions seront au contact La CCI de Marseille financera, à elle scule, 70 % des investiss nouveaux dont la majeure partie sur emprunt, les 30 % restants étant apportés, sous forme de subventions, par l'Etat (une toute petite part de 50 MF) et diverses collectivités (région, département, grandes villes).

« Il s'agit, pour la CCI de Man-seille, d'un véritable pari, a souli-gné le président de l'aéroport, M. Henry Roux-Alezais, puisque les investissements totaux, réac-tualisés, représenteront environ 2 milliards de francs, soit dix fois le chiffre d'affaires annuel de l'aéroport. Mais l'aéroport de Marseille-Provence est un outil indispensable de la promotion économique de la région. » Le premier coup de pioche sera donné en juil-let 1990.

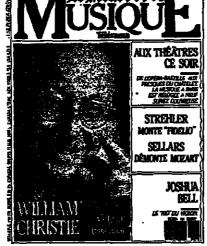
LE TRIOMPHE DE WILLIAM CHRISTIE

FLORISSANT. Depuis le triomphe d'Atys, William Christie est le Karajan du baroque. Il fête cet automne le dixième anniversaire de ses Arts florissants. Double

DÉCAPANT. Peter Sellars acclimate à Bobigoy un wonder-boy nommé Mozart, tandis que Giorgio Strehler réinvente Fidelio au Châtelet. Deux écoles de mise en scène défendues par leurs plus brillants représentants. RUTILANT. Des verrières de l'Opéra-Bastille aux fresques à peine sèches du Châtelet rénové, les salles parisiennes font peau neuve. Entraînez-vous dès maintenant au nouveau parcours du mélomane.

DÉCOIFFANT. Précédé d'une flatteuse réputation et de quelques enregistrements mémorables, le jeune violoniste Joshua Bell fait ses débuts en France. Welcome!

Et aussi : les enceintes triphoniques, le retour à l'Ouest du pianiste Dimitri Bachkirov, les chroniques, les compacts du mois, etc.



Le Monde de la Musique 28 F chez votre marchand de journaux.

UNE PUBLICATION LOFT

rendu suppose donc la mise au point de baromètres fiables. Les

organisations de consommateurs remarquent cependant avec jus-

tesse que la sanction de la non-qualité n'est pas immédiate en matière bancaire. Les clients rechi-

gnent à changer de banque tant les formalités sont complexes (domici-

liations, virements salariaux, etc.).

Ensuite parce que le gain n'est pas perceptible dans la mesure où

toutes les banques paraissent offrir

« les mêmes services aux mêmes

Informer

rantes, le comité consultatif a étu-dié la qualité de l'information déli-

entreprises comme aux particu-

liers. Pour les premières, il note

qu'il y a « dans les banques une conscience insuffisante de la spéci-

ficité du conseil ». « L'offre de conseil doit être faite comme telle,

sans arrière-pensée de lien aux

relations afférentes à l'offre de produits bancaires aux clients.

Dans le cas contraire, il y a ambi-

Pour l'éviter, le comité propose

de professionnaliser l'activité de

conseil, c'est-à-dire de la dissocier

de l'activité commerciale classique

et de la rémunérer comme telle. Ce

qui ne va pas sans problème : les

entreprises moyennes ne sont pas

De plus, elles hésitent souvent à fournir les renseignements néces-

saires à un diagnostic. Côté ban-

caire, les réseaux ne sont pas spé-

cialisés non plus. Segmenter le

réseau par type de clientèle tout en

gardant une forte cohérence de l'ensemble pose d'insurmontables

habituées à rémunérer le cons

Au-delà des opérations cou-

CAPITAL ET INTÉRÊTS

Les banques face à leur client, cet inconnu

Le comité consultatif institué per la loi bancaire de 1984 et chargé d'étudier les problèmes liés aux relations entre les établissements de crédit et leur clientèle a publié à la fin du mois de septembre un rapport qui tente de faire le point sur ces questions. Parafièlement. les 2 et 3 octobre, se sont tenues les journées de la communication bancaire (Bancom 89) autour du thème « La relation banque-client ».

The Sud-Est

or do Maria Provincia

e dont is the state of the

L'évidence est là : les banques ne sont pas organisées aujourd'hui pour satisfaire les demandes de leur clientèle. Surtout quand une étude approfondie montre que cette demande évolue désormais vers plus de conseil, plus de matière grise. Or les grosses machines bancaires « plus hiérar-chisées qu'organisées », selon la formule utilisée par Charles Sposito, directeur général adjoint de la Banque Worms, lors des journées de la communication bancaire, étaient jusqu'à présent centrées autour de leurs propres impératifs. Le client n'était, lui, qu'un moyen

Le rapport du comité des usagers attenue cependant cette remarque en ajoutant que la « nécessité de traiter des volumes d'opérations en développement considérable » a absorbé l'attention des banquiers. Inverser cette tendance relève donc aujourd'hui d'une véritable révolution cultu-

Qu'est-ce qui pousse aujourd'hui au changement? L'accroissement de la concurrence. Fidéliser une clientèle qui ne demande qu'à l'être, qui déteste perdre du temps à des opérations banales, n'est pourtant pas facile. Et ce même si le comité des usagers a relevé un nombre extrêmement faible de

Comment expliquer alors que l'image des banques soit extrême-ment manyaise ? M∞ Simone Barbaras, directeur général de SBA Consultant, expliquait au Ban-com 39 qu'une étude demandée par une grande banque montrait que 32 % des personnes interrogées avaient • un jugement négatif • sur la banque qui gérait leur compte. Griefs principaux : • Le profit non partagé », et la manvaise relation avec la clientèle : « Indifférence, abus d'autorité, manque de considération et humiliation. >

Mais si l'on en croit le rapport du comité des usagers, ce mécon-tentement surgit surtout à l'occasion d'événements exceptionnels dans l'ouverture ou le fonctionnement d'un compte. En effet, ce n'est pas la fiabilité des opérations contantes oni semble être en cause mais la mauvaise gestion de l'accident par la banque : à savoir les pertes ou vols de chéquiers, les oppositions et les interdictions de chéquiers.

Notion de qualité

En matière de crédit et de gestion de comptes-titres, les réclamations ont fortement diminué par rapport à 1988. Les facilités octroyées à l'occasion de remboursements anticipés et la réduction significative des ordres de Bourse semblent en être la cause. Le 18pport souligne néanmoins que les « incidents de paiement par chèque et les interdictions bancaires continuent à être fortement ressentis comme injustifiés ». Sans parler des préjudices subis après perte ou vols de chéquiers.

Naturellement, les banques se dédouanent en accusant les particuliers d'irresponsabilité vis-à-vis de la banque et les particuliers en accesant la banque d'abus de posi-

S'interrogeant non pas sur la notion de client, mais sur celle de

usagers la définit cependant Deutsche Bank ont résolu la question en filialisant purement et simcomme « l'aptitude à satisfaire le plement l'activité de conseil. client ». La seule difficulté vient du fait que les clients n'ont pas tous Pour ce qui est des particuliers, la même attente vis-à-vis de la ban-que. Mesurer la qualité du service

la question se pose différemment. Bien que quatre millions de ménages soient détenteurs de titres directment on par l'intermédiaire de SICAV ou fonds commun de placement, les deux tiers d'entre eux « affirment ne pas vraiment connaître les Sicav, ne pas s'y entendre en matière d'actions et ne rien connaître aux obligations. » Bref, ni l'étendue des possibilités de placement, ni les risques y afférents, ni la rentabilité ou l'intérêt fiscal des Sicav et obligations ne sont des matières familières. Et les organisations de consommateurs se plaignent souvent à juste titre de l'information erronée sur les produits financiers on des offres faites uniquement en fonction de l'intérêt de l'établissement. Sans parler des activités de crédit effectuées sans vrée par les banques aux vision globale de la situation financière du client ni souci de son intéret immédiat. Là encore, le comité suggère aux établissements ban-caires de dissocier le conseil de la vente de produits.

Mais si les couches sociales supérieures ou moyennes peuvent accepter la rémunération du conseil, notamment en matière de gestion de fortune, il n'en va pas de même pour les catégories sociales moins favorisées. « Surtout quand l'activité de conseil est difficilement dissociable de l'acte de vente. C'est là, plus particulièrement, que les professionnels doivent faire preuve de discernement.

Que les banquiers se rassurent, leurs concurrents étrangers affrontent exactement les mêmes pro-blèmes. Ce qui fera sans doute la différence, c'est la manière dont les uns et les autres sauront réaliser un véritable « partenariat », même avec le plus modeste de leurs

YVES MAMOU

Les chèques diminuent, les provisions aussi

Alors que le nombre des chèques émis en 1987 avait dimenué de 2,1 %, le nombre celle de la relance. L'utilisation des impayés a crû lui de 14,3 %. Sans commentaire ! Soucieux d'apprécier la situation et tenté d'y porter remède, le comité des usagers a tenté une comparaison avec l'étranger. D'emblée, il est apparu que le chèque sans provision ne faisait l'objet d'une réglementation pénale qu'en France. Partout ailleurs e les banques font leur propre police a. Et souvent très dure-

Ce comité des usagers a

également constaté que les particuliers utilisaient la carte de la même manière que la chèque, sans réelle différenciation. Pourtant les dispositions applicables aux deux moyens de paiement sont dif-férentes. Le chèque exige que le compte soit provisionné alors que la carte bleue comprend un délai de paiement. De plus, le commerçant qui d'être payé par la banque iusqu'à un certain plafond. alors que le chêque sans provision fait supporter la perte au commerçant. De plus l'absence de provision sur des palements par carte ne donne pas lieu à sanction pénale. C'est au banquier de régler le problème avec son client.

Néanmoins, les commerçants ne sont pas totalement démunis face aux chèques refusés par les banques. Très souvent, ils tentent de repréenter le chèque une seconde fois, généralement au début du mois quand le compte a une chance d'être provisionné. « Cette procédure permet la récupération de 56 % des chècombinée de ces deux techniques permet généralement « la récupération de 65 % des chèques impayés à première pré-

Depuis 1985, une procédure de recouvrement par heissier a été instaurée. Un seul problème, son coût n'est jamais inférieur à trois cents francs. En principe, ces frais sont répercutables sur le débiteur mais, en cas de réelle insolvabilité, c'est le créancier

qui paie. En fait, il n'existe pas de solution toute faite au probième urgent des impayés. L'évocation d'une carantie du chèque jusqu'à un certain seuil les banques. Néanmoins, le comité des usacers pense qu'un système de recouvrement organisé, et notamment « un système de recouvrement interbancaire a, devrait être

Mais l'opposition des banquiers - le recouvrement n'est pas leur métier - laisse peu d'espoir à cette solution. Il n'est plus d'issue alors que dans l'« amélioration des voies d'exécution », c'est-à-dire la transparence de toutes les d'huissiers, lesquelles pourront entraîner des saisies sur l'ensemble des comptes des débiteurs défaillants.

Le comité des usagers pénale ne devrait être réservée cu'aux escrocs avérés (contrefaçon, utilisation frauduleuse,

Y. M.

difficultés. Au point que certaines AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS .



Quel que soit le domaine où vous souhaitez optimiser votre gestion de trésorerie, le Crédit Agricole vous place en pole-position.

Premier gestionnaire d'Europe, le Crédit Agricole l'est notamment sur le court terme obligataire, avec un actif géré de 110 milliards de francs.

Il est, d'autre part, l'un des tout premiers Spécialistes en Valeurs du Trésor.

Des produits gérés aux outils de marché et aux services, il couvre l'ensemble des besoins de trésorerie courants et spécifiques.

SICAV de trésorerie

Optimisation de la régularité dans les performances, c'est ce que vous apporte le Crédit Agricole par Segespar-Titres, sa filiale spécialisée.

En SICAV monétaires, vous choisissez entre Moné J et Elicash, cette dernière étant plus particulièrement adaptée à des flux importants de trésorerie.

En SICAV régulières, Univar et Uni-Associations, apportent leur tonus à des placements de

Elicash, Moné J et Univar sont transformées en SICAV de capitalisation.

Outils de marché

Le Crédit Agricole va des "classiques" (Bons du Trésor, Certificats de dépôt, Billets de trésorerie, interventions au MATIF et au MONEP) à l'innovation correspondant à de vraies attentes.

Avec Eurogain, c'est une facilité de crédit en euro-devises, adaptée aux besoins des moyennes entreprises, et permettant de passer d'une euro-devise à l'autre sans pénalité. Futurgain, c'est une couverture contre les risques de change, qui vous permet de protéger vos marges commerciales sur des contrats libellés en dollars, yens, marks et livres.

Vous bénéficiez ainsi du pouvoir d'innover du Crédit Agricole et de l'ensemble des conseils de gestion, en particulier de montages sur-mesure, quelle que soit votre spécificité d'activité. Profitez de la compétence du Crédit Agricole par les Caisses Régionales de Crédit Agricole et par Ségespar-Titres.



BOURGOGNE

Une enquête sur les handicapés

Parce qu'il est important pour les décideurs publics de bien savoir qui et combien sont les handicapés afin d'être à même de mieux répondre à leur attente, le Centre d'intervention technique pour la vie auto-nome (CITEVA) va mener, avec le soutien du ministère de la santé, une enquête approfondie sur la population handicapée.

Cette enquête, qui est une pre-mière en France, a pour cadre le département de Saône-et-Loire, qui représente 1 % de la population française, qui offre un éventail diversifié de villes et de zones rurales et qui, de surcroît, est sensi-bilisé à ce problème. Le CITEVA va, canton par canton, avec une démarche autant médicale que sociale, recenser les handicapés, étudier l'importance de leur handicap, leurs besoins, leurs problèmes. Résultats pour 1980.

BRETAGNE

Information transports

Rennes a choisi de s'équiper d'un VAL (le Monde du 27 octobre). C'est une décision qui a été mûrie durant de nombreuses années mais qui surtout - et c'est une démarche exemplaire - a été précédée d'une très longue et large campagne d'information sur les avantages respectifs du tramway et du métro.

Depuis juin, une cinquantaine de réunions d'information ont été organisées à Rennes et dans les vingt-trois autres communes du district de l'agglomération rennaise. Onze dîners débats ont eu lieu sur le sujet au niveau des quartiers en présence du maire, Edmond Hervé. Un dépliant de quatre pages pré-sentant les deux technologies et les tracés proposés a été tiré à 180 000 exemplaires et distribué aux habitants de Rennes.

Le 7 octobre, cinq cents Remais sont allés à Grenoble pour y découwrit la solution tramway alors on'une semaine plus tard, les mes invités de la ville étaient à Lille pour apprécier les performances du VAL. Du 17 au 24 octobre, une exposition géante a été organisée sur la place de l'hôtel de ville, présentant les transports en commun dans le monde et les deux solutions envisagée pour Rennes.

Edmond Hervé n'entend pas s'arrêter là : « La décision que les élus ont prise – pour importante qu'elle soit – n'est toujours pas réglée. Pour l'intégration urbaine de telle ou telle partie du tracé, une concertation étroite va être organisée avec les habitants

MIDI-PYRÉNÉES

Un élu à la tête du parc

Pour la première fois depuis sa création il y a vingt et un ans, le parc national des Pyrénées-

à Faro (Portugal), dans le

cadre de la conférence des

régions périphériques mari-times (CRPM), les régions de

la façade atlantique ont décidé

d'engager des actions com-

munes pour créer entre elles

une véritable solidarité euro-

péanne. La France était repré-

sentée à cette conférence

présidents des régions de

l'Atlantique français, MM. Tavernier (Aquitaine),

Raffarin (Poitou-Charentes),

Bourges (Bretagne).

iution suivante :

ichard (Pays de la Loire) et

En conclusion de leurs tra-

« Les régions de la CEE que

vaux, les présidents de région

ont voté à l'unanimité la réso-

baigne l'Atlantique présentent de nombrauses caractéristi-

ques socio-économiques com-

munes qui sont de neture à

favoriser la mise en valeur de

ieurs complémentarités, ins-

taurer le dialogue entre elles,

affirmer un désir accru de coo-

pération permettant de créer

une alternative au renforce-

ment des centralismes, ce sont

là des nécessités que les

régions atlantiques vont avoir

à prendre en compte. D'autant plus qu'elles bénéficieront

moins que les régions déjà les

ternationale per les quatre

Vives réactions des défenseurs de la nature

Une autoroute à travers la forêt d'Orléans?

∢ Nos massifs forestier sont pas seulement menacés par le feu. Ils le sont également, dans certains cas, par les projets de grands travaux. » L'« écologiste » qui s'exprime ainsi s'appelle Georges Séguy. L'ancien secré-taire général de la CGT, qui vit aujourd'hui retraité dans le Loiret, participe à une fronde de résidents secondaires et d'agriculteurs qui protestent contre un projet d'autoroute entre Courtenay et Orléans. A ses côtés un autre retraité de marque, le général Massu, et un autre résident de poids, Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement. La forêt d'Orléans -

33 000 hectares, la plus vaste forêt domaniale de France — ris-que d'être sérieusement écomée par ce projet. Révisant le schéma directeur routier, le comité interministériel d'aménagement du territoire a décidé en novem-bre 1988 de créer ce tronçon d'autoroute, maillon de la transversale Est-Ouest qui se dessine au sud de la région parisienne. Du coup l'élargissement à quatre voies de la RN 60, initialement programmé et déjà pratiquement achevé entre Orléans et ut-sur-Loire, se trouve stoppé. Choix qui a été entériné par les élus de la région Centre lors de la mise au point du contrat de olan avec l'Etat : mieux vaut faire payer la liaison par un constructeur privé, d'autant plus que sa réalisation est garantie dans un délai de dix ans, ont estimé en substance les élus

régionaux, sautant sur l'occasion. Une réunion, organisée en juil-let dernier par le préfet, Paul Bernard, a mis le feu aux poudres. Une esquisse de tracé a été dévoilée. A partir de Courtenay, la voie traverserait la vallée de l'Ouanne, puis la forêt d'Orléans dans sa partie certes la plus étroite, au niveau de la « trouée » de Lorris, avant de se raccorder à



Loire. Pour éviter que le trafic extérieur ne vienne s'enferrer dans Orléans, les techniciens ont sorti de leurs cartons une dévia-tion autoroutière au sud de l'agglomération orléanaise fran-chissant par deux fois la Loire pour être raccordée à l'A 71 puis à l'A 10 en direction de Tours. Au total, d'imposants et coliteux tra-vaux d'Hercule.

En quelques semaines, les résidents secondaires - très nombreux dans cette région pittores-que parsemée d'étangs — ont déterré la hache de guerre, se regroupant au sein de deux comités de défense, très oscumé niques on l'a vu.

Les opposants ne manquent pas d'arguments. Ils dénoncent le risque écologique, demandent la mise à quatre voies de la RN 60 et l'étude d'un tracé nord évitant la forêt d'Orléans, reliant directe-ment par la Beauce Courtenay à Artenay sur l'A 10, qui apparaît à première vue plus logique - ou tout au moins plus rectitione

targis, Max Nublat, endossant la tunique verte des écologistes, condamine l'autoroute et plaide pour le doublement de la RN 60, qui traverse sa ville. € On a commencé à l'élargir, on a payé des impôts pour cela, et puis on s'arrête. Ce n'est pas cohérent. Etre bien relié à Orléans est une ssité pour Montargis qui a été « tué » économiquement par l'autoroute A 6 », ajoute Max

Le précédent de la Sologne

Curioux retour des choses : en 1982, Charles Fiterman, ministre des transports, cédant aux pressions de ses amis maires communistes de Bourges et de Vierzon, avait donné le feu vert à la construction de l'A 71, qui a fait une énorme saignée en Sologne. La bataille pour sauvegarder la Sologne avait été menée par le socialiste Jean-Pierre Sueur. autourd'hui maire d'Orléans, cui

paraît plutôt favorable à une solution autoroutière bien que son adjoint à l'environnement, Bruno Duval, élu des Verts, ait rejoint le camp des opposants.

Les écologistes pour leur part condamnent même l'élargisse-ment de la RN 60 — celle-ci parcourt déjà plus de dix kilomètres dans la forêt - qui serait aussi dommageable selon eux que l'autoroute, Argument repris par certains partisans de cette dernière pour mieux la justifier... Quant à Brice Lalonde, il observe pour l'instant une prudence toute

A la veille d'une manifestation des protestataires qui s'est déroulée à Orléans le 7 octobre. le préfet a cherché à calmer le jeu, en déclarant qu'aucun tracé n'avait été retenu et que les solutions au nord et au sud de la forêt d'Orléans seraient étudiées « avec le même degré de précision ». Premiers résultats de ces études : début 1990,

RÉGIS GUYOTAT

élu pyrénéen: Jean Lassalle, ral du canton d'Accous (Pyrénées-Atlantiques). Sa nomination est présentée comme un espoir de déblocage de plusieurs dossiers

Si le projet « Préservation de l'ours » lancé par Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, retient, bien sûr, l'attention de Jean Lassalle, ce n'est pas sa seule préoccupation. « Nous aurons, dit-il pour vocation la pro-tection de la faune et de la flore, mais nous occupons un espace où vivent encore des hommes. Il faut les y maintenir, sauf si l'on veut éviter de transformer le territoire en une réserve de Hurons. »

importants pour l'avenir du massif.

On devrait donc prochainement reparler, par exemple, du projet de création d'une station de ski au Somport et du projet dit du pont

positifs de la création du mar-

ture à l'Est de la CEE tend à

éloigner davantage l'Ouest

atlantique du centre de gravité

sinon de l'Europe, du moins de

Parmi les projets interrégio-

naux à promouvoir ensemble

et qui intéressent non seule-

ment les régions occidentales

françaises mais concernent

l'ensemble de l'arc atlantique,

de l'Ecosse à l'Andalousie.

M. Jean-Pierre Raffarin cite

notamment : la réalisation

d'infrastructures de transports

et de communications, la pro-

motion de grands projets

industriels et portuaires, la

mise en valeur du potentiel

touristique, la protection de

l'environnement, le maintien

des marchés financiers de la

façade atlantique et leur

consolidation par la mise en

réseau des centres d'expertise

« Atlantique » du Parlement

européen. l'initiative des

régions de l'Ouest vise à

demander à la Commission

auropéanne la mise en place

de « programmes atlantiques »

comme il existe des « pro-

grammes intégrés méditerra-

Relayée par le groupe

financiers.

néens » (PIM).

Sur la façade atlantique

L'Europe de Séville à Glasgow

Réunia il y a quelques jours plus développées des effets

Occidentales va être dirigé par un d'Espagne prévoyant l'extension des pistes de ski de fond vers la val-

1991: Toulouse-Blagnac par autoroute

« Il faut, du centre de Toulouse, autant de temps pour se rendre à l'aéroport de Blagnac que pour atteindre Parls en avion ., a coutume de dire le directeur départemental de l'équipement de la Haute-Garonne. Les pouvoirs publics espèrent bien que la solu-tion à ces encombrements s'appelle « le fil d'Ariane », une liaison auto-routière qui devrait être achevée en 1991. Les travaux ont démarré cet été et nécessitent non seulement la mise en place d'un nouveau schéma de circulation en direction de Bla-

L'avenir des agences

d'urbanisme

La Fédération nationale des

agences d'urbanisme a depuis quel-ques jours un nouveau président en la personne d'Umberto Battist, maire de Jeumont, dans le Nord, député PS et président de l'agence d'urbanisme du bassin de la Sam-

bre. Il succède à Jean Rigand

(agence de la communauté urbaine de Lyon). Umberto Battist s'est félicité le 25 octobre des récentes déclarations de Michel Delebarre,

ministre de l'équipement du loge-

ment et des transports, selon lequel les pouvoirs publics et surtout l'Etat sont déterminés - à réinves-

tir dans la ville et la planification urbaine, selon les méthodes fon-

dées sur le partenariat ». « Nous

sommes preneurs d'une nouvelle forme de coopération avec l'Etat »

Le président de la fédération

souligne que depuis 1983 l'effort financier de l'Etat pour participer

au financement des agences est en recul: 48 millions de francs en

1983, 63 en 1986, 48 en 1987, 50,6

en 1989. On devrait voir, a précisé

Umberto Battist, à l'occasion de l'examen du budget du ministère de l'équipement le 31 octobre « si M. Delebarre met ses engagements

financiers en accord avec ses

Plusieurs nouvelles agences

d'urbanisme sont en cours de créa-

tion, par exemple, à Nimes, Avi-

gnon, Evry et pour la métropole Lille-Roubaix-Tourcoing.

estime Umberto Battist.

gnac, mais l'aménagement de plusieurs carrefours, transformés pour

taire dans l'anneau.

Le projet se monte à 400 millions de francs, 85 millions pris en charge par le département, les antres 315 millions inscrits pour l'essentiel dans le contrat de plan seront financés par l'Etat, la région, le département et les villes de Toulouse et Blagnac.

A terme, c'est-à-dire dans les années 1993-1994, deux liaisons autoroutières devraient permettre de rejoindre l'aéroport à partir de la rive gauche et de la rive droite de la Garonne, mais dès la fin 1991 une autoroute à quatre voies, dans chaque sens mettra les pistes à quatre minutes de la rocade ouest.

BASSE-NORMANDIE

La culture contre l'exclusion

Les acteurs sont parfois là où on ne les attend pas. Directeur d'Art-caval Festival, qui vient de se dérouler à Caen et Hérouville-Saint-Clair, Serge Nail en est convaincu. Organisé par l'Associa-tion calvadosienne pour la sauve-garde de l'enfance et de l'adolescence avec la collaboration de la mission locale pour l'emploi des jeunes et des directions régionales de la formation professionnelle et des affaires culturelles dans le cadre d'une action gouvernementale, ce festival pas comme les autres a été conçu sur le principe de la culture contre l'exclusion.

An programme, trois spectacles invités et une création, le Bouc, de Fassbinder. Ce mot qui donne son titre à la pièce est l'équivalent du terme Katzelmacher désignant en Allemagne du Sud les travailleurs venus d'Italie. Durant tout l'été, Isabelle, Jérôme, Hocine et leurs copains des bantieues de Caen, demandeurs d'emploi pour la pin-part, ont travaillé la pièce, confron-tant ce texte écrit avant 1968 à lour réalité quotidienne. Ils n'étaient jamais monté sur les planches. Ils ont appris à poser leur voix, construire un personnage, improviser un dialogue, bâtir un décor et mixer une bande-son -, mais aussi découvrir sur un plateau le plaisir de jouer à guichets

Pour Serge Nail, qui parle du rôle-cié de ces «aventures» en matière de prévention, de formation et d'insertion sociale, l'expérience est positive. « Ce stage s'ins-crit dans un projet plus ambitleux, « Jeunes et pratiques culturelles

dans la ville». Ces actions sont valorisantes parce que les jeunes création jusqu'à la reconnaissance publique à travers une production de qualité. » Il s'agit à moyen terme d'ouvrir un lieu de création et d'expérimentation rendant possi-bles les pratiques culturelles des jeunes avec des interventions de professionnels.

POITOU-CHARENTES

Les curieuses poubelles de Poitiers

La bibliothèque municipale de Poitiers a-t-elle jamais suscité pareil intérêt ? On s'en féliciterait s'il n'y avait à l'origine une bavure qui a fait jeter à la poubelle, sons convert de nettoyage, des milliers de livres soi-disant attaqués par des champignons. Mais tous n'étaient pas, semble-t-il, en mauvais état puisque leur élimination a fait le

bonheur de nombreux amateurs. Le début de l'affaire remonte à juillet (le conservateur en chef, Mª Condamin, se trouvait alors en vacances), mais la mairie de Poitiers n'en a été informée que tout récemment par la presse locale, alertée par l'éditeur local Yves-Bernard Brissaud.

Il s'agissait au départ de faire un tri dans deux salles de la bibliothèque qui avaient souffert des inon-dations. Certains livres récupéra-bles sont alors déposés dans une benne pour être acheminés dans un centre de désinfection à Sablé (Sarthe) tandis que d'autres, jugés sans intérêt ou trop abimés, rejoignent une antre benne, dans la cour de la bibliothèque, pour être mis au

Le conservateur adjoint, Bernard Locher, qui dirige l'opération a son attention attirée par le fait que certains de ces derniers sont récupérés par des bibliophiles avertis. Et pour cause : on trouve dans le lot de précieux volumes tels que la collection des Ordonnances des rois de France réunie par l'abbé de la Mauvinière, du Grand Coutumier général de la France de 1724, ainsi que divers contumiers régionaux, dont celui de La Rochelle édité par Valin en 1756. En cher-chant bien, on peut découvrir quantité de journaux du siècle comme le Temps ot l'Univers. Bernard Locher a alors une réaction inattendue : plutôt que de revoir le tri, il fait détruire les ouvrages en les lacérant et en les jetant dans des

sacs poubelles. Curieuse affaire, en vérité : par la façon dont l'opération à été menée, par le retard apporté par

les bibliophiles à prévenir la mairie... En tout cas, le maire socialiste de Poitiers, Jacques Santrot - qui n'est pas responsable de la nomination des conservateurs - est devenu leur cible. Il réplique en demandant l'ouverture non seulement d'une enquête administrative mais aussi d'une enquête judiciaire pour savoir s'il y a cu ou son vol, voire recel.

RHONE-ALPES

Lyon place financière

L'association Lyon place financière, présidée par Roger Michaux, syndic de la Bourse de Lyon, vient d'organiser un colloque de deux jours, afin de montrer que la métro pole régionale entend poursuivre, sur une grande échelle, l'activité d'ingénierie financière qui s'est beaucoup développée, depuis la création, en 1983, du second marché boursier. Cette activité pourrait patir d'un nouveau centralisme, avec la création en France, à la fin de l'aunée 1991, d'un marché

Rassemblant des banquiers, des sociétés de Bourse et des entrepreneurs de capital risque, Lyon place financière entend tirer le meilleur parti du futur compartiment de la cote, qui abritera les entreprises moyennes. Le colloque a permis d'insister sur la nécessité de créer à Lyon un échelon de décision de la Commission des opérations de Bourse, donnant aux professionnels locaux la possibilité d'instruire complètement les dossiers d'introduction à la cote.

Cette idée a recu le soutien de Raymond Barre, député (app. UDC) du Rhône, ancien premier ministre, restant pourtant conscient que « l'on ne saurait trop disperser les efforts sans porter préjudice au pays, la place de Paris étant une place moyenne à l'échelle de l'Europe ».

Le Crédit lyonnais, a, d'autre part, annoncé son président, Jean-Jacques Haberer, va creer, à Lyon une nouvelle société de capital-développement, qui sera dotée de 500 millions de fonds propres, constitués à parts égales d'argent frais et de participations déjà déte-nues par l'établissement nationa-lisé.

Chambéry et la technologie

Soucieux d'insérer Chambéry, « capitale de la Savoie Olympi-que », dans le dispositif des Jeux d'hiver de 1992, Louis Besson, maire (PS) et ministre du logement, vient d'obtenir le label « Grands travaux de l'Etat » pour la création d'une « vitrine technologique » destinée à mettre en valeur les réalisations françaises dans les domaines du sport et de la monta-

Le projet prévoit notamment la construction, en centre-ville, dans le quartier Curial, d'un bâtiment de 5 000 à 6 000 mètres carrés destiné à devenir une bibliothèque-médiathèque. Un lieu d'expositions annexe sera réservé à la culture scientifique et technique, en relais de la Cité de la Villette. Sa conception a été confiée à l'architecte suisse Mario Botta, qui a déjà réalisé, en 1986, la maison de la culture de Chambéry.

Confirmée par Emile Biasini, secrétaire d'Etat auprès du ministère de la culture, la procédure des grands travaux, support des réalisa-tions architecturales d'envergure internationale, permet d'obtenir des financements de l'Etat à hanteur de 50 %. Elle assure aussi la garantie de réalisation, compte tenu du délai très court imposé d'ici à la fin 1991.

Cette page a été réalisée par nos correspondants : Gerard Buetas, Michel Delber gue, Christine Duret, Michel Leveque, Pascale Monnier, Jean-Jacques Rollat, Christian Tual, Gérard Vallès,

Coordination: Jacques-François Simon.

développement local. L'institut de la décentralisation, que préside M. Paul Graziani, sénateur RPR des Hauts-de-Seine, organise avec le conseil général du Vaucluse un colloque, le 14 novembre à Avignon, sur le thème « Les défis du développement et de l'imovation locale ». M. Jacques Chérèque, ministre chargé de l'aménagement du territoire et des reconversions, prononcera l'allocution de clôture. lastitut de la décentralisation, 160, rue du Temple, 75003 Paris. Tél.: (1) 42-74DANS CE COPIE



er 1938 Avec la q le l'ampre Self-extron line

المكذا من للمل

d'Orleans



CLC 200. CE QUE J'AIME DANS CE COPIEUR NOIR ET BLANC C'EST QU'IL FAIT DES PHOTOCOPIES COULEUR.



Mon CLC 200 aurait pu se contenter d'être excellent, en noir et blanc.

Avec la qualité irréprochable de l'impression laser, son zoom

de 50 à 400 % et ses nombreux automatismes, mon CLC 200 m'offre déjà toutes les performances d'un photocopieur noir et blanc et même plus.

Mais là où d'excellent il devient exceptionnel, c'est qu'il fait avec la même perfection toutes mes copies couleur en quadrichromie. Et de plus, quand je lui donne un dossier composé d'originaux noir et blanc et d'originaux couleur, je n'ai pas à lui dire ce qu'il a à faire. Grâce à sa fonction ACS, il reconnaît la nature des originaux et me

restitue des dossiers à l'identique et même triés. Couleur ou noir et blanc tous mes travaux sont exceptionnels avec mon CLC 200. C'est ma force, ma Business Force.

Canon Ma Business Force.

Pour recevoir une de	ocumentation complète sur le CLC 200 :
Nom	Prénom
Société	Tél
Adresse	
Coupon-réponse à 1 93154 Le Blanc-Mes	renvoyer à Canon France, Département Copie,

MARCHÉS FINANCIERS

dont

BELAN HEBDOMADAIRE

DE LA BANQUE DE FRANCE

Principeux postes sujets à variation

(en malions de francs)

Total actif 679 549

Disponibilités à vue à l'étranger 87 135 ECU 60 307 Avances du Fonds de market

Concours au Trésor public . . . 28 870

Effets en cours de recouvrement 22 152

Total passat 677 549

Billets en circulation 241 311

recevoir du Fonds européen de

Titres d'Etat (bons et oblige-

monétaire et obligataire

Comptes courants des établis-

public

Compte spécial du Fonds de

stabilisation des changes -

Contrenartie des allocations de

droits de tirages spéciaux

ECU à livrer au Fonds européen

Réserve de réévaluation des

Taux de la danaière opération

TAUX DES OPÉRATIONS

sur appel d'offres 9,50 %

- Taux des peesions à 7 jours ... 10,25 %

- Taux d'escorrets 9,50 %

– Teux des exerces ser titres .. 10,50 %

60 659

ents astreints à la constitu-

Autres titres des marchés

19 actabre 1989

M. Bérégovoy ayant refusé le projet de contre-offre de la BNP

Les conseils de Thomson-CSF et du Crédit lyonnais doivent approuver l'accord de partenariat

trouble-fête. L'Etat actionnaire a fait savoir aux dirigeants de la banque nationalisée que l'accord de partenariat signé entre Thomson et le Crédit lyonnais ne les concernait en rien. Les conseils d'administration de Thomson-CSF et du Crédit lyonnais devaient se réunir lundi 30 octobre pour approuver l'accord. Le montage financier permettra à Thomson de consolider dans ses résultats la part qui lui revient des résultats du Crédit lyonnais.

La Banque nationale de Paris a été renvoyée dans ses buts. Le ministre de l'économie et des finances, représentant de l'Etat comme actionnaire principal de la BNP, a fait savoir à M. René Thomas, son président, qu'il n'était pas autorisé à entrer en compétition avec le Crédit lyonnais pour le partage à 50% des services financiers du groupe industriel Thom-

M. Alain Gomez, PDG de Thomson, s'est déclaré lui aussi fort surpris de la réaction de la BNP. Dimanche, il a affirmé que la BNP n'avait pas à se prévaloir d'être « La banque traditionnelle » ou la banque « chef de file » de Thomson. « Ces deux concepts sont archafques. Dans une économie de marché, le fournisseur n'a aucun droit sur le client », a affirmé M. Gomez. En langage clair, si Thomson a choisi le Crédit lyonnais pour lui céder la moitié de Thomson-CSF Finance et créer avec lui un accord de partenariat, la BNP n'a rien à dire. Elle n'est qu' - un des fournisseurs du groupe Thomson », et à ce titre a plus d'obligations que de droits.

Dans un souci d'équité, M. Gomez
précise que l'accord qu'il vient de
signer avec le Crédit iyonnais, « ne l'oblige pas à conférer à cette ban-que un statut privilégié pour ses ctivités de banque commerciale ».

aussi vivement. Sekon les milieux financiers, la BNP, dont le direc-teur général, M. Daniel Lebigue, est administrateur de Thomson-CSF, aurait été vexée d'avoir découvert l'accord avec une banque rivale, une fois celui-ci entière-ment couclu. En réclamant un appel d'offre, M. Thomas aurait également tenn à manifester son mécontentement envers M. Bérégovoy. Il est de notoriété publique que les deux hommes ne s'enten-dent pas très bien. Certains ajoutent aussi que cette manifestation de mauvaise humeur permet à la BNP de « prendre date ». A l'avenir aucune opération d'envergure an sein du secteur public ne pourra s'effectuer sans la BNP. Enfin, parmi les raisons qui auraient poussé Thomson à conclure avec le



La BNP ne jouera plus les Crédit lyonnais plutôt qu'avec la BNP, les observateus sont nombreux à invoquer la présence de M. Christian Aubin à la direction générale de la BNP. Ce dernier, ancien directeur financier de Thomson, entretenait les plus mauvais rapports avec M. Henin, actuel patron de Thomson-CSF

> Le choix du Crédit lyonnais comme partenaire financier de Thomson semble avoir été le résultat d'un long processus. Fin 1986, MM. Henin et Gomez ont proposé à la BNP 10 % de Thomson-CSF Finance. Mais M. Thomas recule devant une dépense su

> périeure à 1 milliard de francs. En 1987, Thomson essaye alors d'acheter la banque Stern, mais les népociations tournent court. C'est au printemps 1989 que M. Gomez se tourne alors vers le Crédit lyonnais. « Ils ont le meilleur réseau européen et sont classés au quatrième rang en Europe dans les activités de marché », explique le patron de Thomson. Et s'il n'y a pas eu appel d'offres, c'est parce qu' - on ne vend pas, on s'associe. Ce qui fait la richesse de Thomson Finance, ce sont les cent cinquante spécialistes qui y travaillent, on ne peut pas les vendre comme des cacahuettes.

Un bolding intermédiaire

L'aspect le plus intéressant de l'opération réside cependant dans la manière dont Thomson entend consolider au plan comptable la part qui lui revient dans les résul-tats du Crédit lyonnais. N'ayant pas 20 % du capital de la banque nationalisée, mais 13,98 % seule-ment, Thomson n'est, en droit, pas autorisé à consolider un seul franc des bénéfices du Lyonnais.

Pour pallier cet inconvénient, une astuce a été mise au point : un holding sera créé auquel Thomson apportera 10,5 % du capital du Lyonnais. Pour atteindre 20 %, l'Etat apportera 9,5 % des titres qu'il possède. Résultat, comme Thomson sera majoritaire dans le holding, il pourra consolider successivement 13,9 % des résultats du Lyonnais, 13,9 % des résultats de la partie de Thomson-CSF Finance qui appartient au Crédit iyonnais (50,1 %), plus 49 % des résultats de la partie de Thomson-CSF Finance qui reste au sein du

groupe industriel. Pour M. Gomez, cette opération a également l'avantage de déconso-lider du bilan de Thomson un passif de 100 milliards de francs. « Ce ne sont pas des dettes à l'état pur : il y a autant de créances dans la colonne des actifs de Thomson-CSF Finance », mais ce transfert nettoie le bilan et améliore la capacité d'emprunt du groupe Thom-

Résultat : le Crédit lyonnais fait l'acquisition d'une équipe de financiers de premier plan spécialisés dans les services à l'industrie. Ce faisant, la banque nationalisée améliore ses fonds propres de l'ordre de 5 à 6 milliards de francs, ce qui lui permet de souscrire aux nouveaux ratios européens. A Thomson, le Crédit lyonnais apporte une assise financière confortable et un réseau internatio-nal qu'il n'avait pas auparavant. Selon M. Gomez les 14 % du Crédit lyonnais lui procurent une régu-larité de revenus que les 100 % de Thomson-CSF Finance n'assuraient pas automatiquement tant ses activités étaient situées sur des secteurs à haut risque.

YVES MAMOU

- AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



LES GRANDS MOULINS

Le conseil d'administration des Grands Moulins de Paris s'est réuni le 25 octobre 1989, sous la présidence de Francis VILGRAIN, pour examiner la situation à la fin du premier semestre 1989.

En raison notamment des engagements financiers des Grands Moulins de Paris dans certaines filiales, il existe des risques à caractère exceptionnel dont il convient de préciser l'incidence sur la situation comptable des Grands Moulins de

Le conseil a décidé, en conséquence, de confier une mission d'audit à un cabinet extérieur pour évaluer ces risques et de reporter la publication des résultats du premier semestre à la conclusion de cette mission, prévue pour la fin

Par nilleurs, il existe des possibilités de plus-values sur cessions qui pourront être réalisées dans le cadre de la politique qui avait été décidée avant la prise de contrôle par le groupe Bouygues.

Michel CRIGNON, collaborateur de Bouygnes depuis vingt-sept ans, a été mmé directeur général des Grands Moulins de Paris.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS ENSTITUT NATIONAL DE LA STATISTICIE

ET DES ETUDES ECONOMICUES) indices ginér, de base 100 : 31 décembre 1988 20 act. 27 act.

Valenta franç, à rev. sariable . 123,4 Valenta industriales 120 109,9 127,8 112,3 134.6 105,9 125,1 105,3 106,8 107,8 133.3 112,3 122,4 133,3 139,2 132,2 127,1 198,1 108,1 109,8 121,7 Base 100 : 31 décembre 1988 90,9 97,5 90,8 96,6

Base 100 on 1949 Bass 100 en 1972 Valeurs franç à rier, variable . 633,3 604,6 Valeurs ácrangires 594,7 582 117,7 COMPAGNE DES AGENTS DE CHANGE

Base 100 : 31 dicembra 1981 913,5 336,2 813,4 350 596,3 982,7 776,2 482,3 673

BOURSES RÉGIONALES Basa 100 : 31 décembra 1981

A WALL STREET Révolte des investisseurs contre les programmes

informatiques

La révolte des investisseurs à Vall Street contre les transactions Wall Street contre les transactions effectuées automatiquement par ordinateur a conduit, le 28 octobre, trois nouveiles grandes firmes de courtage à se retirer ou à limiter ce type d'opérations, souvent tenues pour responsables de la volatilité det marchés. Morgan Stanley Group Inc. et Bear, Steams and Co., deux des plus grandes utilisatrices des computer tradine, out Group Inc. et Bear, Steams and Co., deux des plus grandes utilisatrices des computer trading, out indiqué qu'elles cesseraient d'utiliser la stratégie dite d'arbitrage sur indice boursier à terme pour leur propre compte. Pour sa part, PaineWebber a aunoncé qu'elle mettait fin à toute opération de ce type. Phoenix Mutnal Life Insurance, une compagnie d'assurance rance, une compagnie d'assurance qui gère un portefeuille de 8,6 mil-liards de dollars, a décidé d'arrêter tontes ses relations d'affaires avec les firmes de courtage faisant appel aux transactions effectuées par programmes informatiques. La Phoenix Mutual est le troisième grand investisseur institutionnel à grant investisseur instrintionner a se retirer des programmes infor-matiques. Elle avant été précédée pen avant par Kemper Financial Services Inc. et Koystone Group

Baisse

TOKYO, 30 oct. 4

La tendance s'est encore tassée lundi, à la Bourse de Tokyo, dans un marché préoccupé notamment par l'évolution des places étrancédé 151.20 points vendredi 27 octobre, a encure abandonné 109,85 points, soit une baisse de 0,30 %, å 35 417,44 yens.

Le volume des affaires a nettement diminué en raison de l'absence des investisseurs institutionnels, préoccupés par l'évolu-tion des taux d'intérêt, constataient les opérateurs. Parmi les compartiments les plus affectés par les ventes, on notait ceux de la construction, de l'alimentation, des textiles et des maisons de cour-tage. En revanche, les valeurs pétrolières et électriques étaient

VALEURS	Cours du 27 oct	Cours de 30 oct
Akai Bridgestone Canon	795 1 990 1 800 3 280	1 950 1 790 3 230
Honda Motors Matsushita Electric Misushita Henry	1 880 2 320	1 870 2 320 1 120
Sany Corp.	8 420 2 690	8 330 2 670

FAITS ET RÉSULTATS

□ Financière Agache : baisse des résultats semestriels. - Principal actionnaire de LVMH (Moët-Hennessy-Louis Vuitton) avec le britannique Guinness, la Financière Agache a dégagé, au premier semestre, un bénéfice net de 142 millions de francs, contre 645 millions de francs pour la même période de 1988. Le chiffre d'affaires a baissé de 5 % et atteint 3,87 milliards de francs, contre 4.08 milliards de francs pour les six premiers mois de 1988. Ces différences s'expliquent essentiellement par les ventes de Boussac et de Peaudouce, qui avaient gooffé de manière exceptionnelle les résultats de 1988. En réalité. l'activité des principaux secteurs du groupe Financière Agache de M. Bernard Arnault (luxe et distribution) devrait pro-

a Sampiquet: un manurals premier semestre. - Saupiquet, filiale agroalimentaire de la Navigation mixte, a caregistré des pertes consolidées de 42,5 millions de france au premier semestre 1989, contre un bénéfice de 9,7 millions de francs au premier semestre 1988. Pour le second semestre, les dirigeants de Saupiquet ne sont pas très optimis s'attendant à une nouvelle détério-

D Pernod-Ricard : housse de triel. - Perned-Ricard a réalisé. an premier semestre, un chiffre d'affaires consolidé (hors taxes) de 7,3 milliards de francs, en hausse de 27% par rapport à la même période de l'exercice précédent. Le résultat net avant impôts s'élève à 435 millions de francs, en progression de 6,6%. Pour l'année 1989, le groupe, qui révise à la hausse ses prévisions, s'attend à sion de 15% de ses une progression de 15% de ses résultats. Le groupe compte se développer en Extrême-Orient, à Singapour et au Japon notamment, a indiqué M. Patrick Ricard, qui estime que l'acquisi-tion d'Orlando Wines en Australie va rapporter presque autant que ce que Coca-Cola nous rappor-

□Nestié reprend les chocolats de RJR Nabisco. - Selon un communiqué du groupe suisse, un accord aurait été conclu pour la reprise des activités vendues sous les marques Baby Ruth et Butterfinger, ainsi qu'anc fabrique ant huit cents personnes dans l'Illinois. Le montant de la tions de dollers (2,2 milliards de francs). Avec cette acquisition, Nestlé complète sa camme dans le domaine des barres enrobées et double sa part du marché améri-

PARIS:

	Second marché (sellection)									
VALEURS	Cours prác.	Demier cours	VALEURS	Cours préc.	Demier cours					
Accept & Associa		388	Massa Communication .	1	156					
Aaystsi		135 80	Mentalay Ministra		252 50					
BÁC			Mégroservice	ļ	171					
B. Demantry & Add		598	Mécroservice (borsé	14 50	1120 e					
Benque Terrened		193	Mark	220 10	220					
BICAL		814	Newsle-Dalman	j	1229					
Boison		395	Olivetti-Logabez	260						
Boisset (Lyon) Câbles de Lyon		2191	One. Gent Fig		500					
Catherina		874	Frank	}	549					
Cardif		836	P.F.A.S.A	1	776					
CAL-O-F.CC	ii	760	Presbourg (C to & Fizi	ļ) 9 0					
COME		1740	Présence Assurance	}	685					
C. Engin. Elect		1	Poblicat Hipacchi		755					
CEGEP		330	Regard	ļ	695					
CEPCommunica		590	Résay & Associés	}	305					
Ciments of Originy		725	Ribbine Alpes Eco (Ly.)	ļ .						
CALLAL		629	St-Honové Metipona	1	242					
Codetour		263	SCGPM	1	746					
Conforma		1150	Segin	310	298					
Creaks		396	Silection les, flyoni	i	115					
Ogfea		165	SEP.	f	470					
Dauptin		610	Seribo		456					
Devanley		1213	S.M.T.Socoi		31080					
Deville		635	Socialory	[400 50					
Dolesos		175 186	Supra	I	256 50					
Editions Belfond . Elvisões ligrestisse		1650	Theometic Hold, Bycast	1	295					
		715	TF1		290					
Fixectr		504	المشون		165					
Gr. Faccior Fr. (G.)	EES .	314	Unico Fintoc, de Fr.		1 601					
Gristoi		980	Viel et Cla		199					
ICC		266	Year Saint Lournet	1	990					
life		282	LAST SOME COMMENT	1	. 200					
idaeoa		147	LA BOURS	CIED :	WAUTE					
N2		300	LA BUUKS	E SUN N	WIAH I CT					
jes, Metal Service		1029		TAP	F7					
Le gol livere do mois		313	.∥ ZA _1,							
Loca Investisaem		275	VV-!b	ø LEM	ONDE					
Locarde		138								

Marché des options négociables le 27 octobre 1989 Nombre de contrats : 18 349.

	PRIX	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS DE VENTE		
VALEURS	EXERCICE	Déc.	Mars	Déc.	Mars	
	CAMILICE	dernier	dernier	demier	dernier	
Accer	760	69		38	-	
CGE	449	29	(–	23	28,50	
EM-Aquitaine	528	9	38	48	~	
Eurotionnel SA-PLC .	60	3,90	8	10	12,18	
Lafarge-Coppée	1 550	24,99	71	138	_	
Michelia	171	6,50	13,50	13	16	
MGG	1798	7	i - 1	370	i ~	
Paribas	680	54	98	33	45	
Pengeot	850	32	75	95	180	
Saint-Golain	690	35	65	28	26,58 28	
Société générale	448	-	i -	15	29	
Thomson-CSF	180	15,58	[28	12,50 88 26	լ –	
Source Petrier	1 889	245	l –	88	-	
Seez Financière	400	12	26	26	34	

Nombre de contrat		an born califo	go du 21 den	AA 6 1303			
COURS	ÉCHÉANCES						
	Déc. 89	Mar	rs 90	Juin 90			
Dernier Précédent	106,56 106,84		5,54 5,82	106,76 106,98			
	Options	sur notions	rel				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		. OPTIONS	DE VENTE			
	Déc. 89	Mars 90	Déc. 89	Mars 90			
107	0.89	1.37	0.75	1.34			

INDICES

CHANGES Dollar: 6,22 F 1

Le dollar s'inscrivait en baisse, lundi 30 octobre, dans un marché calme, à 6,22 F à Paris, contre 6,2760 F vendredi à la cotation officielle. L'attention des opérateurs se portait princi-palement sur la livre sterling, dont la glissade se poursuivait, et qui s'échangeait lundi à 9,80 F, contre 9,8805 F vendredi.

FRANCFORT 27 oct. 30 oct. Dollar (en DM) . 1,8345 1,8345 TOKYO 27 oct. 30 oct. Doffer (ea yeas) . 142,75 142,17 MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés) Paris (30 oct.). 101/8-101/4% New-York (27 oct.). . . \$11/1643/45

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88) 26 oct. 27 oct. Valeurs françaises . 121,7 Valeurs étrangères . 110,8 (SRF, base 100: 31-12-81) Indice général CAC 517,1 513,5 (SBF, base 1000: 31-12-87) Indice CAC 40 . 1815,99 1768,27 (OMF, base 100: 31-12-81) Indice OMF 50 . 584,95 487,93 NEW-YORK (Indics Dow Jones) Industrielles 2 613,73 2 596,72 LONDRES (Indice e Financial Times »)

Industrielles 1720,5 1678,5 Mines d'or 198,8 289,5 Fonds d'Etst ... 85,31 84,37 TOKYO

27 oct. 30 oct. Nikicei Dowless ... 35 527,29 35 417,44 Indice général . . 2681,76 2667,66

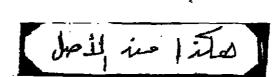
LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

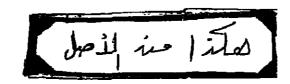
	COURS DU JOUR UN MOIS		DEU	X MOR	SIX NOIS			
	+ bas	+ 1445	Rep. +	ou dip	Rép. +	04 dép	Bap. +	ou dip.
\$E-U	6,2830	6,2860	+ 75	+ 90	+ 146	+ 165	+ 496	+ 566
SCHL	5,3404	5,3475	- 104	- 73	- 297	- 168	- 514	- 422
Yes (190) .	3.3953	1 2979	+ 136 + 53	+ 162	+ 263	+ 362	+ 751	+ 824
Fieta	3,000\$	3,0127	T 22	¥ 56	+ 101 + 83	+ 124	+ 382 + 258	+ 355 + 386
砰(100)	16,1308	16,190	+ <u>×</u>	+ 148	+ 0	+ 258	+ 322	+ 689
I./1 000	30/95 46767	38777 46373	+ 77 - 128	+ 94	+ 137	+ 159	+ 379	+ 442
£	9.994	THE RES	- 22	_ 26 3	- 55	- 100	- 5巻	- 589

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U 811/16 DM 7 7/8 Floris 8 F.R. (196). 9 1/4 F.S. 71/16 L (1 000) . 15 1/8 F franc 10 1/16	8 15/16 8 9/16 8 1/8 7 15/16 8 1/4 8 1/8 9 3/4 9 5/8 7 5/16 7 1/2 16 1/4 12 1/2 15 3/8 15 1/2 10 5/16 10 1/8	811/16 8 5/8 8 1/16 8 1/16 8 1/4 8 1/8 915/16 9 5/8 7 5/8 7 13/16	8 3/4 8 5/16 8 3/16 8 1/16 8 1/4 8 1/8 9 15/16 9 1/2 7 15/16 7 13/16 12 7/8 12 3/8 15 3/4 15 1/16	8 7/16 8 3/16 8 1/4 9 3/16 7 15/16 12 3/4 15 3/8
£ 15 1/8. F tranc. 10 1/16	16 1/4 12 1/2 15 3/8 15 1/2 10 5/16 10 1/8	13 11 1/2 15 5/8 15 5/8 16 1/4 19 1/8	E 34 E 34	15 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués in de matinée par une grande banque de la pisce.





ese Le Monde ● Mardi 31 octobre 1989 47

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE	DU 27	OCTOB	RE							Cours relevés à 17 h 30
satura PALEUTIO priloid. cours	Dernier % cours +-		Rè	glement	mens	uel			Constant paging VAL	EURS Cours Presider Denier %
### STO C.M.E. 375 # . 3700 3730 3730 3730 3730 3730 3730 37	Compan	The color of the	% Company + - sasform + - sasf	VALEURS Cours Profesid.	Pensier Densier Cours	** Company varies of the company varies of t	gio Amer. C 136 50	2870 2808 610 615 615 615 615 615 615 615 615 615 615	% 990 Sayer , 250 Chans I	Section Sect
	06 - 288 1180 Labis		455 185				vec Statement 322	500 500 318 319 50	~ 0.78 2.84 Zambia	27/10
VALEURS % % du coupon	VALEURS Cours	Densier VALEURS Comprés	rs Dernier c. cours	VALEURS C	ours Domier rác. cours	VALEURS	Emission Rachs Freis incl. net	VALEURS	Emission Rache Frais Incl. net	
Obligations Esp. 8,00 % 79,725	C.I.C. (Fisters. de) C.I. Markins C.I. Markins C.I. Markins College Consell Co	152 10 16 16 16 16 16 16 16	70 15 386 581 126 209 8 220 1341 982 745 250 482 250 482 1827 1053 985 580 740 3189 280 574 3189 280 575 142 380 585 145 175 380 585 445 175 380 585 445 175 380 585 446 175 380 587 440 1539 158 80 451 175 4230 648 648 800 414 580 414	American Brands 44 Am. Petrolina 44 Am. Petrolina 44 Achard 11 Acturiona Minus 11 Ben Pop Espand 47 Burgan Ottoment 12 Brigh, Internat 38 B. Lasebert 77 Canadian-Pucific 13 Chyster corporation 47 George 14 George 14 George 14 George 14 George 14 George 14 George 15 George 16 George 16 George 16 George 17 George 17 George 17 George 18 Georg	16 0 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5 5	A.A.A. Action Actions Figure Actions administration Actions administration Actions administration Actions administration ACIF. Actions (or CIP) ACIF. Scotin ACIF. FOOT ACIF. FOOT ACIF. Scotin ACIF. Interfunds ACIF. ORLIS. ACIF. Signals ACIF. Signals ACIF. Signals ACIF. Signals ACIF. Signals ACIF. Signals ACIF. Action Amplicate Administration Action A	229 97 223 52 52 527 14 502 44 500 50 684 91 606 82 49 605 8	Franco-leant Scor Franco	109 97 107 25 447 35 447 35 448 39 45 447 35 447 35 447 35 447 35 448 39 45 447 35 448 39 45 448 39 45 448 39 45 45 45 45 45 45 45 45 45 45 45 45 45	Publis Patiencies 552.63 500 10 Priche Remen 589.03 38 04 Priche Remen 589.03 38 04 Priche Remen 589.03 38 04 Priche Remen 588.42 665.37 Priche Remen 78972 74 782.20 Price Rement 78972 75 787.20 Price Rement 78972 75 78972 75 Price Rement 78972 75
Professor Prof	COURS COURS DES BILLETS 27/10 Achet Vents 6 228 6 670 6 54 8 969 554 16 776 15 600 310 50 87 160 84 90 9 800 229 231 500 310 50 87 180 84 90 9 800 9 800 10 40 3 798 3 950 4 20 87 740 94 500 49 80 8 225 46 800 49 80 5 234 5 6 90 5 6 90 5 234 5 6 90 6 6 90 5 234 5 6 90 6 6 90 5 234 5 6 90 6 6 90 5 234 5 6 90 6 6 90 5 234 5 6 90 6 6 90 5 235 5 150 5 55	C DEVISES pric.	S COURS	Gechet 16 Guy Degwan 5 Harton Kinglio-Zan 2 Hongowen 22 Hongowen 22 Hongowen 22 Hongowen 22 Hongowen 24 Hongowen 24 Hongowen 24 Farticip, Petriar 24 Rometo M.V. 16 Sa-Gachai-Establingo 2 Harton 25 Sarv. Equip, Velt. 2 S.P.R. 25 Salf-Luctume de Minnde Ulinter Rammins 16 Ulinter R	100 177 185 179 80 120 0 387 55 30 179 80 120 0 387 55 30 175 80 175 80 172 20 0 0 112 20 0 0	Epagna Long-Torma Epagna Manda Epagna Panahas Epagna-Unita Epagna-Un	191 63 186 9 1973 80 1837 68 17743 04 1855 62 198 95 193 62 1003 27 1084 07 1402 77 1952 07 465 24 452 74 1103 86 1172 12 1106 80 1076 42 1172 93 1134 30 1443 91 1705 80 1122 34 1122 58 1125 34 127 58 1125 34 127 58 1125 34 127 58 1125 34 177 58	Hatin-Hammy Hatin-Schmitt Platin-Schmitt Platin-Schmitt Hispon-Gim Hond-Gast Dibeshope Hispon-Gim Oblin-Rigidan Ob	1945 31 1094 95 11982 14 11982 14 980 64 \$18 14 980 64 \$18 14 11982 17 1246 97 1246 97 1246 97 1246 97 1246 97 125 67 1246 97 125 67 129 129 129 129 129 129 129 129 129 129	PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements:

La classe politique divisée sur l'interprétation de la laïcité

L'affaire des « foulards » islamiques continue de diviser la classe politique, à droite comme à gauche.

Faisant référence au « principe de laïcité », M. Raymond Barre a estimé, dimanche 29 septembre, que « nous ne pouvons pas accep-ter le port du voile à l'école, et il faut sur ce point être très ferme ». Invité de l'émission «7 sur 7 » sur TF 1, l'ancien premier ministre a écisé: « Si on met le doigt dans l'engrenage, on ne sait pas où on va, car on peut faire déclencher un affrontement des intégrismes. » M. Barre a suggéré la création d'un comité des sages qui réfléchirait à ce que peut être le principe de laïcité dans une société multicon-

De son côté, M. Jacques Chaban-Delmas a souhaité diman-che, sur Pacific FM, que les intégristes musulmans « aient leurs écoles » et qu'« ils n'aillent pas dans l'école laique ». L'ancien premier ministre a déclaré qu'e il fallait négocier avec ceux qui ne sont pas intégristes et qui sont beaucoup plus nombreux. S'il y a des intégristes, il faut les traiter comme tels et leur donner la possi-bilité de vivre à leur manière mais sans qu'en aucun cas ils ne puissent intervenir dans le fonctionnement de l'école ».

Pour sa part, M. Bernard Pons, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, a estimé au «Forum FR 3-RMC» qu'en acceptant le port du foulard islamique la listes n'en est pas convaincu : il

France risquait de voir se dévelop-per « demain des provocations qui viendront de tous les côtés, concernant l'appartenance religieuse et politique ». Une position voisine de celle exprimée par M. Yvon Briant, secrétaire national du Centre national des indépendants, pour qui « le port du tchador dans les écoles est absolument intolérable ». L'opposition s'en prend en particulier au ministre de l'éducation nationale : pour M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, M. Lionel Jospin

« s'est pris les pieds dans le tapis et a lancé un signal d'encourage

ment à tous les intégristes ». La position du ministre continue aussi de faire l'objet de commentaires variés à gauche. M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, a estimé, samedi à Lille, devant les militants socialistes du Nord, que « l'école accepte toutes les reli-gions, mais elle demande la tolérance : elle demande de ne pas porter de signes distinctifs qui puissent apparaître comme des actes de prosélytisme ». « Si, en terre d'Islam, en Tunisie, au Maroc, on supprime le volle, a poursuivi M. Mauroy, ce n'est pas pour qu'on l'accepte en France. Voilà pour les principes. Au niveau de l'application, c'est plus difficile. Il faut expliquer, il faut que tout le monde s'y mette. Nous faisons confiance au ministre de l'éducation nationale pour cela. Mais il ne peut être question que

ce soit perçu comme une reconnaissance officielle du voile. »

regrette que le PS • n'ait pas tranché de façon plus nette le pro-blème » du voile, tandis que l'UNEF-ID estime « nécessaire que les enseignants sassent respecter la lascité et que les ministres de tutelle fassent respecter l'obliga-

tion d'enseignement ».

Deux sondages donnent un reflet de l'opinion contrastée des Francais sur ce débat. Selon le premier, réalisé par IPSOS pour le Journal du dimanche, une majorité des douze/dix-sept ans (55 %) estiment qu'il ne faut pas interdire le port du foulard dans les établissements scolaires, contre 39 % qui pensent le contraire. Une propor-tion plus importante encore (72% contre 24%) des adolescents interrogés ne trouvent pas choquant l'affirmation de son appartenance religieuse par des signes extérieurs comme le foulard islamique, la croix chrétienne ou la kippa juive. Sculs 6 % des jeunes estiment que les élèves qui portent le foulard le font • parce qu'elles sont fanati-

Seion le second sondage, IPSOSle Point, 50 % des Français ont • peur de l'islam • coatre 45 % qui n'out « pas peur ». Pour 60 % l'« affaire des foulards » résulte d'« une manipulation des extré-mistes islamiques », tandis que 23 % estiment qu'elle traduit - l'expression d'un réel malaise et de la difficulté pour les deux com-munautés de cohabiter ». Une majorité des Français interrogés (58 %) se prononcent contre l'ouverture d'écoles islamiques privées subventionnées par l'Etat, tandis que 35 % y sont favorables. Mais 55 % des personnes questionnées ne « changeraient pas leur enfant d'école » s'ils apprenaient qu'il y a dans sa classe plus de 50 % d'enfants immigrés.

Polémique sur les cours d'arabe le dimanche

à Charvien-Chavagneux La tension entre les responsables usulmans et la municipalité de Charvieu-Chavagneux (Isère) est de nouveau vive, après la décision du maire (RPR), M. Gérard Dézempte, de refuser de donner les locaux d'une école pour des cours d'arabe organisés le dimanche.

Charvieu-Chavagneux avait été le centre d'une polémique à la suite de la destruction, accidentelle selon le maîre, par un bulldozer, le 16 août dernier, d'un bâtiment servant à la pratique du culte islami-

Pour justifier son refus, M. Dézempte a déclaré vendredi 27 octobre que « la tradition française consacre le dimanche comme jour de repos hebdomadaire et que les conditions de sécurité et de surveillance des locaux seraient perturbés ». Le maire a assuré qu'il n'était pas opposé « à des cours de russe, de chinois ou d'arabe » organisés dans l'école « pendant la semaine ». Les représentants de l'Association culturelle islamique de Charvien-Chavagneux ont finalement organisé dimanche le cours d'arabe prévu dans un bâtiment provisoire accordée par le consei général de l'Isère.

A la sous-préfecture, on assure que l'association coranique n'avait « rien demandé, les cours d'éducation coranique se sont toujours déroulés dans le lieu de culte »,

De plus, la nouvelle salle de prière, située à proximité de la mosquée détruite, avait été profa-née jeudi soir. Arrivés vendredi pour la prière, les fidèles ont trouvé les lieux jonchés de « morceaux de lard dans des torchons et plusieurs vitres brisées ».

BOURSE DE PARIS Matinée du 30 octobre

Marché irrégulier La Bourse de Paris a ouvert en très légère baisse (l'indice Cac était en retrait de 0,24 % à l'ouverture) avant de se reprendre en cours de matinée. Le marché, très irrégulier, était stimulé lundi 30 octobre dans la matinée par

l'effervescence antour de la Com-pagnie de Navigation mixte.

A 10 heures, la cutation de la Mixte était impossible, compte teau d'un excès de demande. La cotation a pu reprendre un peu plus tard, avec un titre en hausse de 10 %. La société d'assurances allemande Allianz a été autorisée officiellement vendredi 27 octo-bre par le Comité des établissens de crédit à franchir le seuil des 20 % dans le capital de la Mixte. (Lire page 25.)

SUR LE VIF

M. Jivkov promet de nouvelles réformes

BULGARIE

M. Todor Jivkov, chef du parti et de l'Etat bulgares, a annonce dimanche 29 octobre, dans un discours publié par l'organe du Parti communiste Rabotnichesko Delo, de nouveaux efforts pour mettre en œuvre des réformes. M. Jivkov a pour la première fois explicitement reconnu que son pays n'était pas parvenu à suivre la ligne de la perestroika soviétique et a admis la nécessité d'une retructuration économique et politique.

Dans ce discours, qui doit servir de hase aux discussions du prochain plénum du comité central, le 10 novembre, M. Jivkov a plaidé pour une certaine forme de plura-lisme, qui est selon lui « une nécessité pour chaque société civilisée ». Le numéro un bulgare s'est notam ment prononcé pour une « diversité d'associations formelles et non formelles porteuses d'opinions difsérentes et de positions alternatives ». La participation de la population à la solution des problèmes écologiques est spécialement mentionnée par M. Jivkov.

Les observateurs se montrent cependant sceptiques sur la réelle volonté de changement des diri-geants bulgares. M. Jivkov, maître absolu du pays depuis trente-cinq ans, est favorable verbalement à la • perestravka • (la perestroïka bulgare), mais il ne souhaite manifestement pas suivre l'exemple des pays les plus réformateurs du camp

Ces dernières concessions sont dues, en partie, à la pression des pays occidentaux présents à la conférence écologique qui se tient à Sofia dans le cadre de la CSCE depuis le 16 octobre. Vendredi 27 octobre, les autorités avient dû s'excuser publiquement pour avoir interpellé rudement jeudi à Sofia, une vingtaine de membres de l'organisation indépendante Eco-giasnost. - (AFP, Reuter.)

La tempête a fait six morts en Grande-Bretagne

La tempête qui a balayé la Grande-Bretagne samedi 28 octo-bre, a provoqué sur les routes et en mer de nombreux accidents dans lesquels au moins six personnes out été tuées, selon les services de

Les vents, soufflant par endroits à plus de 160 km/h, ont entraîné le naufrage d'un cargo pakistanais à 32 km au large des côtes du Devon (sud-ouest de l'Angleterre), et drossé un navire-usine nigérian sur des écueils près des îles Shetland (nord-est de l'Ecosse). Les équipages et passagers de deux bâtiments sont sains et saufs. En revanche, deux pêcheurs ont péri noyés quand leur bâteau s'est retourné dans le port de Portsmouth, et un autre marin est porté disparu au large du pays de Galles. A terre, quatre personnes sont mortes dans trois accidents de la route dus au

mauvais temps. La tempête avait déjà causé treize morts le week-end précédent dans le sud de la Grande-Bretagne. - (AFP, AP.)

(Lire nos autres informations page 26.)

teneur de Mode, de qualité, de nouvea dans chaque mêtre de fissu. Es sont des milliers et des milliers de mètres, les Nouveaux Métrages, tous

La Mode par les Nouveaux Métrages: des prix totalement "revus et corrigés" depais 30 F le mètre.

Le Monde SCIENCES

ET MÉDECINE

des flatteurs. Il est devenu

pas le moment.

CLAUDE SARRAUTE

Ministre du deuxième millénaire

Djack. Il sait pas quoi inventer pour être bien en cour et quêter tout frétillant, une tape sur la tête, un mot d'encouragement tombé de la bouche de son maître. Dur dur !. Il l'aime plus comme avant, mon Mimi. C'est pas qu'il l'a dans le nez, parell que mon Rocky, c'est pire. Il le voit pas, il le distingue plus dans la foule transparent, Djack. C'est de sa faute aussi. Il voulait faire ministre de l'Intelligence, vaste et noble programme, l'autre a pas voulu. Il s'est incliné. !! aurait pas dû.

Là, avec ce qu'on lui a refilé en échange, la culture plus la communication, plus les grands travaux, plus le bicentenaire, il est sous-employé, c'est clair, Alors, il monte des coups: les journées nationales de la lecture ou encore les oscars européens qui seront distribués à Paris le mois prochain. Mon Jacquot voulait en être. Monique a dit: Niet! Pas question de piquer la vedette à son cher petit mari. Franchement, c'est

Allez, relax ! Je vais te donner l'idée de ta vie, mon Djak. Tu sais ce que tu vas faire ?

L est vraiement touchant, | Tu vas t'atteler aux têtes du deuxième millénaire. T'imagines un peu ce pétard, le 31 décembre 1999, un pétard planétaire. Du côté des Sov. ca craint pas vraiment, ils sont tellement fauchés qu'ils se contenteront d'illuminer le Kremlin. Mais ces salauds d'Amerioques se préparent déjà à nous en foutre plein la vue avec des feux d'artifices interstéllaires tirés depuis la lune, des défilés monstre et des équipages de matelots nains remontant l'Hudson sur des bateaux géants, histoire de les faire paraître encore plus

Alors, to demandes une audience au Très Haut et tu le places devant ses responsabi-lités: si vous avez bien voulu accepter un second mandat, O mon Mimi, c'est uniquement rapport au bicentenaire. A présent, n'écoutez que votre devoir et condescendez à rem-piler une troisième fois pour lancer à la face du monde écrasé d'admiration ce nouveau millésime marqué de votre sceau. Sinon, vous savez comment on les baptisera les dix premières années du vingt-etunième siècle ? Les années

Inculpés de viol

Trois enfants ont été relaxés par la cour d'appel de Paris

relaxe de trois enfants qui avaient été inculpés du viol d'un de leurs camarades en janvier 1987. Ces garçons, âgés de dix et onze ans au moment des faits, avaient été incarcérés deux jours et avaient passé une muit à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis, sur décision d'un juge d'instruction de Bobigny.

Bien qu'ils soient alors impu-bères et malgré des témoignages discordants, tous trois out du comparaître pour viol en juin dernier (le Monde du 5 juillet 1989). Le tribunal pour enfants de Bobigny

La cour d'appel de Paris a les avait relaxés mais le parquet confirmé, vendredi 27 octobre, la avait fait appel de ce jugement. Un avait fait appel de ce jugement. Un « acharnement incompréhensible » pour les défenseurs des trois mineurs, et un appel qualifié de « tout à fait inopportun » par le garde des sceaux, M. Pierre Arpaillange. Les avocats entendent à pré-sent saisir la commission ad hoc pour obtenir l'indemnisation du traumatisme irréparable > subi par les enfants.

L'incarcération de mineurs de moins de treize ans est, ajourd'hui, interdite par une loi entrée en vigneur le 1° mars 1989.

□ L'un des plongeurs de l'expérience «Hydra IX» a craqué. — Bruno Bourousse, un des deux plongeurs du groupe d'intervention sous la mer (GISMER) de la marine nationale, qui participait à l'expérience de plongée profonde «Hydra IX», a demandé, le 28 octobre, à sortir du caisson hyperbare de la Comex à Marseille, où il était ensermé depuis le 9 octobre. «Hydra IX» doit durer soixante-douze jours.

La décompression de Bruno caisson particulier. Il sera rejoint bientôt par deux collègues dont l'un le remplacera pour «Hydra IX» et l'autre lui tiendra compagnie pour toute la décompression. Bruno Bourousse n'aurait pas supporté le stress du confinement et la charge de travail.



Devinez pourquoi

on les appelle les précis



Synthétiser un thème de façon exhaustive demande une compétence que seul Dalloz peut vous apporter. Constamment réactualisés, ils ont la qualité qu'on est en droit d'exiger d'eux. Comme leur nom l'indique.

Dalloz-Les indispensables

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats Résistance : « Témoignage pour Daniel Cordier », par Stéphane Hes-sel. France : « Rétablir l'équilibre de la société», per Alain Touraine. Budget : « Qui paie pour l'environne ment ? », per Jacques Vernier. . 2

Elections municipales à Rome

Le candidat socialiste à la mairie bénéficierait d'accords en cou-

Le crépuscule de ∢ Don Fidel » au Mexique.

Le premier bilan du président Salinas s'accompagne d'une remise par la crise économique 5

La menace

des Khmers rouges L'inquiétude s'accroît à Batambang,

L'avenir de M. Léotard Le PR se rassemble autour de son président9

La préparation

du congrès du PS M. Mauroy souhaite une synthès entre la contribution de M. Jospin et celle de M. Fabius 10

SECTION B

La fin de l'assemblée plénière des évêques

La réunion a été marquée par la visite de M. Jacques Delors, l'affaire du voile islamique et la prépration d'un « catéchisme » pour les adultes 14

Congrès du Syndicat des avocats de France

Appel à la grève de l'aide judi-

La légende

de Jerry Lee Lewis Dans Great Balls of Fire, de Jim McBride, Dennis Quaid incame, su tic près, le chanteur rock dans ses

L'amour au piano

Keith Jarrett, Gary Peakock et Jack De Johnette, réunis en trio au Festival de Paris, offrent un programme rigoureux et un concert tiré à quetre épingles 17

à Nantes

Astucieusement mis en scène par Jean-Claude Avray, l'opéra de

Football: Bordeaux se bonifie

Menacés de relégation en seconde division et secoués par des dif-ficultés financières lors de la saison dernière, les Girondins de Bordeaux occupent la première place du championnat de football 1989-1990 24

Tennis : surenchères Le tournoi d'Anvers, qui était naguère l'un des tournois les mieux dotés du monde, souffre désormais de la surenchère de la Fédération internationale (FT) sur l'Association

des joueurs (ATP)24

La chute de la livre sterling

Après la démission de M. Lawson chanceller de l'Echiquier, l'incerti-tude politique en Grande-Bretagne ue une baisse de la monnaie sur le marché des changes 25

L'accord Crédit Ivonnais-Thomson

L'Etat refuse la surenchère de la

CHAMPS ÉCONOMIQUES

La CEE se hâte lentement vers l'Est

L'évolution actuelle rend caducs les

La chronique de Paul Fabra Le surplace communautaire ... 30

Services Météorologie23

des21 La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro da « Monde » daté 29-30 octobre 1989 a été tiré à 549 845 exemp